

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1964-1965.

25 FEVRIER 1965.

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1965. — Crédits : Affaires étrangères.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES (1)
PAR M. H. MOREAU DE MELEN.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent rapport reproduit, dans une première partie, la discussion qui a été avant tout consacrée à deux problèmes très importants de l'heure.

Dans une deuxième partie sont rassemblées les questions diverses posées au Ministre et les réponses que celui-ci y a faites, suivies éventuellement des observations de la Commission. Elles sont groupées par rubrique.

Les remarques relatives aux articles du budget forment la troisième partie.

Enfin, on trouvera dans une quatrième partie le résumé de l'activité des membres du Sénat dans les assemblées internationales, suivant le vœu exprimé par celui-ci, il y a quelques années.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Struye, président; Chot, Crommen, Dehousse, Dekeyzer, de la Vallée Poussin, de Stexhe, De Winter, Duvieusart, Gillon, Housiaux, Leemans, Leynen, Machtens, Maisse, Baron Nothomb, Orban, Rassart, Rolin, Van Bogaert, Van Houtte et Moreau de Melen, rapporteur.

R. A 6742.

Voir :

Document du Sénat :

5-IX (Session de 1964-1965) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1964-1965.

25 FEBRUARI 1965.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1965. — Kredieten : Buitenlandse Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE ZAKEN (1) UITGEBRACHT
DOOR DE H. H. MOREAU DE MELEN.

DAMES EN HEREN,

Dit verslag geeft, in het eerste deel, de bespreking weer die hoofdzakelijk gewijd was aan twee zeer belangrijke actuele problemen.

Het tweede deel betreft de verschillende vragen die aan de Minister zijn gesteld en het antwoord daarop, met de eventuele opmerkingen van de Commissie. Zij zijn gegroepeerd in rubrieken.

De opmerkingen betreffende de artikelen van de begroting worden behandeld in het derde deel.

Het vierde deel, ten slotte, geeft een samenvatting van de activiteit van de leden van de Senaat in de internationale vergaderingen; aldus wordt tegemoetgekomen aan de wens die de Senaat enkele jaren geleden heeft uitgesproken.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Struye, voorzitter; Chot, Crommen, Dehousse, Dekeyzer, de la Vallée Poussin, de Stexhe, De Winter, Duvieusart, Gillon, Housiaux, Leemans, Leynen, Machtens, Maisse, Baron Nothomb, Orban, Rassart, Rolin, Van Bogaert, Van Houtte en Moreau de Melen, verslaggever.

R. A 6742.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-IX (Zitting 1964-1965) : Ontwerp van wet.

PREMIERE PARTIE.

DISCUSSION GENERALE : EUROPE ET CONGO.

A raison de leur actualité brûlante, deux sujets ont surtout retenu l'attention de la Commission: l'Europe et le Congo.

Dès la séance du 26 novembre 1964, un large débat s'est institué, en présence du Ministre des Affaires étrangères. De nombreuses questions ont été posées à celui-ci au cours de la réunion, puis de celle de 10 décembre. La discussion s'est enfin poursuivie les 14, 21 janvier, 11 et 25 février 1965.

On peut la résumer comme suit :

I. EUROPE.

Dans le courant de l'année 1964, les négociations entre les Six se trouvaient dans une impasse. On assistait, d'autre part, dans certains pays, à une recrudescence du nationalisme, contre lequel seules des institutions européennes vigoureuses pourraient prévaloir.

Plusieurs *projets de relance* furent donc proposés, notamment celui du Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Tenant compte des réticences observées, ou des oppositions même que soulevait l'idée de l'Europe politique, le Ministre a suggéré que l'on tentât une expérience limitée et provisoire, en constituant, au niveau des Six, un organe doté d'un secrétariat permanent et qui tâcherait d'élaborer une politique étrangère commune. D'autre part, on chercherait des formules qui, sans exiger la révision des traités, permettraient un dialogue plus efficace entre les Ministres et le Parlement européen.

La Commission estime que ces propositions, comme celles qui ont été présentées par des personnalités politiques étrangères, sont très intéressantes et méritent d'être appuyées.

Quoiqu'il en soit, tout progrès dans cette voie s'est heurté, pendant les derniers mois de l'année 1964, à trois préalables français.

L'un de ceux-ci vient de disparaître. C'était la fixation du *prix des céréales* dans le Marché commun.

Il n'est cependant pas inutile de faire le point à ce sujet.

Les thèses qui s'affrontaient n'étaient ni l'une ni l'autre dénuées de fondement.

Pour les Français, il paraissait difficile que le Marché commun pût se développer industriellement, si l'on ne menait parallèlement une politique agricole. Or en janvier 1962, les Six avaient pris la décision de fixer le prix unique des céréales au plus tard à la fin de la période de transition; en attendant, il était entendu que les écarts entre les prix devraient être graduellement réduits, le prix le plus élevé étant l'allemand et le plus

EERSTE DEEL.

ALGEMENE BESPREKING : EUROPA EN KONGO.

Twee problemen vooral hebben, als gevolg van hun brandende actualiteit, de aandacht gehad van de Commissie, namelijk Europa en Kongo.

Reeds in vergadering van 26 november 1964 ontstond zich een uitvoerig debat in aanwezigheid van de Minister van Buitenlandse Zaken. Talrijke vragen zijn aan de Minister gesteld op die vergadering en daarna ook op die van 10 december. Ten slotte werd de bespreking voortgezet op 14 en 21 januari en op 11 en 25 februari 1965.

Zij kan worden samengevat als volgt :

I. EUROPA.

In 1964 waren de onderhandelingen tussen de Zes in het slop geraakt. Aan de andere kant gaven sommige landen een opflakking te zien van het nationalisme, dat alleen door krachtige Europese instellingen kan worden overwonnen.

Er werden dan ook verscheidene *herlevingsontwerpen* voorgesteld, met name door de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken.

De Minister hield rekening met de terughoudendheid tegenover, zonet de tegenstand tegen het streven naar een politiek Europa en stelde voor een beperkte voorlopige proefneming te wagen door op het vlak van de Zes een orgaan in te stellen met een vast secretariaat, dat zou pogen een gemeenschappelijke buitenlandse politiek voor te bereiden. Aan de andere kant zouden formules worden gezocht die, zonder herziening van de verdragen, een doelmatiger gesprek tussen de Ministers en het Europees Parlement mogelijk zouden maken.

De Commissie is van oordeel dat die voorstellen evenals die van buitenlandse politieke personaliteiten zeer belangrijk zijn en gesteund moeten worden.

Maar hoe dan ook, iedere vooruitgang op die weg is de laatste maanden van het jaar 1964 gestuit op drie voorafgaande Franse voorwaarden.

Een van die voorwaarden is thans vervallen. Zij betrof de vaststelling van de graanprijs in de Gemeenschappelijke Markt.

Het is evenwel niet overbodig hierbij even stil te staan.

De standpunten die tegenover elkaar stonden waren niet van alle grond ontbloot.

De Fransen konden moeilijk aannemen dat de Gemeenschappelijke Markt zich op industrieel gebied zou ontwikkelen indien niet te gelijk een gemeenschappelijk landbouwbeleid werd gevoerd. Nu hadden de Zes in januari 1962 besloten de eenheidsprijs voor de graangewassen uiterlijk op het einde van de overgangperiode vast te stellen; overeengekomen was dat de prijsverschillen inmiddels trapsgewijze verminderd

bas, le français. Mais aucun pas important n'avait été accompli dans cette voie, ni en 1962, ni en 1963. Les Français reprochaient donc à leurs partenaires de n'avoir pas tenu leurs engagements.

Quant à la thèse allemande, elle s'appuyait sur une assez bonne raison : les conséquences du refus français de voir accéder l'Angleterre au Marché commun. Espérant cette adhésion et les avantages industriels qui en résulteraient pour elle, la République fédérale avait en effet, consenti d'importantes concessions dans le domaine agricole. Or, depuis l'échec de la Conférence de Bruxelles, on pouvait craindre même aventure en ce qui concerne les négociations relatives au Kennedy Round, qui devrait normalement entraîner une diminution des droits de douane, éminemment favorable à la puissante industrie allemande.

Pour sortir de cette impasse, la Commission européenne proposa, fin 1963, d'abandonner l'idée d'un rapprochement graduel des prix nationaux et de fixer immédiatement des prix uniques communautaires pour les différentes céréales.

Cette proposition présentait le double avantage :

— d'une part, d'accélérer considérablement la mise en place du Marché commun agricole et d'écarter l'incertitude planant sur l'évolution future de l'agriculture communautaire;

— d'autre part, de faciliter la position de négociation de la C.E.E. au Kennedy Round « agricole ».

L'examen de ces propositions, connues sous le nom de « Plan Mansholt », a été poursuivi pendant toute l'année 1964. Le Conseil des Ministres de la C.E.E. avait convenu, entretemps, qu'une décision devrait intervenir au plus tard au 15 décembre.

Après de longues et difficiles négociations, le Conseil est donc parvenu à se mettre d'accord, à la date prévue, sur les niveaux des prix uniques pour les céréales panifiables et fourragères, qui entreront en vigueur au 1^{er} juillet 1967.

Les trois pays qui devront abaisser leurs prix, l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg, recevront de la Communauté des compensations financières, qui leur permettront d'indemniser leurs agriculteurs pour les pertes subies du fait de la fixation des nouveaux prix, en 1967-1968 et jusqu'à la campagne de 1969-1970.

D'autre part, la Belgique et les Pays-Bas obtiennent en compensation la suppression à partir de 1^{er} juillet 1967 des prélèvements financiers frappant les échanges intracommunautaires de viande porcine, d'œufs et de volailles.

L'accord du 15 décembre, dont l'importance économique est évidente, a eu également des retentisse-

zoudes worden met dien verstande dat de hoogste prijs de Duitse was en de laagste prijs de Franse. Maar in 1962 noch in 1963 was een belangrijke stap op die weg gezet. De Fransen verweten dus aan hun partners dat zij hun verplichtingen niet waren nagekomen.

De Duitse thesis berustte op een vrij gezonde overweging, namelijk de gevolgen van de weigering van Frankrijk om Engeland tot de Gemeenschappelijke Markt toe te laten. De Bondsrepubliek Duitsland, die op deze toetreding en de daaraan verbonden industriële voordelen had gehoopt, had immers belangrijke toegevingen gedaan op het gebied van de landbouw. Maar na de mislukking van de Conferentie te Brussel, kon hetzelfde avontuur worden gevreesd bij de tariefonderhandelingen in de Kennedyronde, die normaal een verlaging van de douanerechten ten gevolge moeten hebben, welke uiterst gunstig is voor de machtige Duitse industrie.

Om uit die impasse te geraken stelde de Euro-marktcommissie einde 1963 voor, de idee van een trapsgewijze toenadering tussen de nationale prijzen op te geven en onmiddellijk communautaire eenheidsprijzen voor de verschillende graansoorten vast te stellen.

Dat voorstel bood twee voordelen :

— enerzijds, wordt de totstandkoming van een gemeenschappelijke landbouwmarkt aanzienlijk versneld en de onzekerheid weggenomen die over de toekomstige evolutie van de landbouw in de gemeenschap hangt;

— anderzijds, wordt de onderhandelingspositie van de E.E.G. in de Kennedyronde op het gebied van de landbouw vergemakkelijkt.

Het onderzoek van deze voorstellen, bekend onder de naam « Plan Mansholt », is tijdens het gehele jaar 1964 voortgezet. De Raad van Ministers van de E.E.G. was intussen overeengekomen dat uiterlijk op 15 december een beslissing moest genomen zijn.

Na lange en moeilijke onderhandelingen is de Raad het dan op de gestelde datum eens geworden over de eenheidsprijzen voor brood- en voedergraan, welke prijzen op 1 juli 1967 van kracht zullen worden.

Voor de drie landen die hun prijzen moeten verlagen, namelijk Duitsland, Italië en Luxemburg, voorziet de Gemeenschap in een geldelijke compensatie waarmee zij hun landbouwers zullen kunnen schade-loos stellen voor de verliezen die zij zullen lijden als gevolg van de vaststelling van de nieuwe prijzen voor 1967 - 1968 en tot het seizoen 1969-1970.

België en Nederland krijgen een compensatie in de vorm van de afschaffing van de heffingen op de interne handel in varkensvlees, eieren en pluimvee.

Het akkoord van 15 december waarvan het economisch belang evident is, heeft ook zeer gunstige

ments considérables sur le plan politique étant donné qu'il constitue une nouvelle manifestation de l'esprit communautaire des Six et de leur volonté d'écarter les obstacles sur la voie de l'intégration économique, au prix, parfois, de la renonciation à une partie de leurs intérêts spécifiquement nationaux.

Mais il subsiste encore deux préalables français importants et qui ne laissent pas de procéder d'une certaine logique : la nécessité de suivre une politique étrangère commune, et celle d'établir un système de défense commun, car l'une n'est pas concevable sans l'autre.

En affirmant la *nécessité d'une politique étrangère commune*, le Gouvernement de Paris pose bien le problème.

Et au premier abord, il ne semble pas qu'il y ait d'obstacle à prévoir. Tous les partenaires veulent constituer l'Europe pour lui rendre sa place dans le monde, et non pour en faire un satellite américain. Cela va de soi. Mais, comme ils ont des rapports essentiels avec les Etats-Unis, il ne faut pas non plus que leur politique étrangère les oppose à ceux-ci.

Un accord sur une ligne générale semblable devrait donc être possible.

Troisième préalable : *nécessité d'une défense commune*. Ici les divergences sont beaucoup plus grandes. La principale tient à la proposition américaine de *force multilatérale*, composée de navires de surface, armés de fusées Polaris et pourvus d'équipages intégrés.

Rappelons qu'elle a été avancée pour répondre à l'objection de certains pays qui se plaignaient de n'avoir pas de part à la stratégie atomique, et pour empêcher la dissémination des armes nucléaires.

Un membre ayant demandé au Ministre quelles étaient, à son sens, les incidences du projet de M.L.F. sur les perspectives d'union politique européenne, et en particulier sur la position française à cet égard, le Ministre a déclaré qu'en soi, le projet de M.L.F. n'avait aucun lien avec la question de l'union politique européenne. Il s'agit, d'une part, d'un problème militaire et stratégique qui intéresse des pays qui ne sont pas tous européens et, de l'autre, d'un problème spécifiquement européen et politique. Le Gouvernement français ayant cependant indiqué qu'il n'était possible d'arriver à l'union politique que pour autant que les Etats membres s'engagent à avoir une politique étrangère commune — ce qui implique une politique de défense commune —, les problèmes liés à la M.L.F. exercent, de ce fait, une influence sur les perspectives d'union politique. Au cas où des conversations auraient lieu sur la relance politique, ces problèmes de défense devraient donc être nécessairement évoqués.

En Europe, c'est surtout le Gouvernement allemand qui est partisan de la M.L.F. Depuis quelque temps cependant, il est moins pressé de le voir réaliser. Quoi

qu'il en soit, les conséquences de la M.L.F. ne sont pas forcément évitables. Elles ont déjà eu lieu, et il est probable qu'elles continueront à se manifester. Les conséquences de la M.L.F. ne sont pas forcément évitables. Elles ont déjà eu lieu, et il est probable qu'elles continueront à se manifester.

Er bestaan evenwel nog twee belangrijke Franse voorwaarden, waaraan een zekere logica niet kan ontszegd worden : de noodzaak een gemeenschappelijke buitenlandse politiek te voeren en een gemeenschappelijk verdedigingsstelsel op te bouwen, want het ene is niet denkbaar zonder het andere.

Door de nadruk te leggen op de *noodzakelijkheid van een gemeenschappelijke buitenlandse politiek* raakt de Franse Regering de kern van het vraagstuk.

Op het eerste gezicht schijnen er geen hinderpalen te zijn. Alle partners willen Europa tot stand brengen om het opnieuw zijn plaats in de wereld te doen innemen, en niet om er een Amerikaanse satelliet van te maken. Dit spreekt vanzelf. Doch aangezien zij wezenlijke betrekkingen onderhouden met de Verenigde Staten mag hun buitenlandse politiek ze ook niet met dat land in botsing brengen.

Er zou dus een akkoord moeten worden bereikt over een gelijkgerichte algemene lijn.

Derde voorwaarde : *de noodzakelijkheid van een gemeenschappelijke verdediging*. Hier lopen de meningen veel sterker uiteen. Dit is voornamelijk het gevolg van het Amerikaanse voorstel voor een *multilaterale kernmacht*, samengesteld uit oppervlakteschepen met gemengde bemanningen en gewapend met Polarisraketten.

Dat voorstel is gedaan als antwoord op het bezwaar van sommige landen, die erover klaagden dat zij geen deel hadden in de atoomstrijdmacht, en ten einde de spreiding van kernwapens te voorkomen.

Op de vraag van een lid welke, zijns inziens, de weerslag van het M.L.F.-voorstel was op de vooruitzichten van de Europese politieke eenmaking en in het bijzonder op de Franse houding dienaangaande, verklaart de Minister dat het M.L.F.-ontwerp op zichzelf geen verband houdt met de vraagstukken die de politieke eenmaking van Europa raken. Het is, eensdeels, een militaire en strategische kwestie, waarbij ook landen buiten Europa zijn betrokken, en, anderdeels, een specifiek Europese en politieke kwestie. Maar aangezien de Franse Regering er evenwel op heeft gewezen dat de politieke unie slechts mogelijk is in zoverre de Lid-Staten zich ertoe verbinden een gemeenschappelijk buitenlands beleid te voeren — wat een gemeenschappelijke defensiepolitiek veronderstelt — zijn de problemen die met de M.L.F. verband houden, wel van invloed op het streven naar een politieke unie. Indien besprekingen worden gevoerd over de nieuwe politieke aanpak, zouden die defensieproblemen dus noodzakelijk te berde moeten worden gebracht.

In Europa is vooral de Duitse Regering voorstander van de M.L.F. Sedert enige tijd lijkt zij evenwel minder gehaast te zijn om ze te verwezenlijken. Hoe dan ook,

qu'il en soit, il semble qu'il ait cru de bonne foi pouvoir s'engager dans ce domaine, sans susciter d'opposition de la part de la France.

Or actuellement, celle-ci manifeste qu'elle y est tout à fait hostile. Elle considère qu'il faut une force atomique européenne, pour la raison que si les Russes, attaquant l'Europe à l'aide de moyens conventionnels, arrivent par exemple à Dusseldorf, il n'est pas certain que les Américains, de crainte de s'attirer des représailles, ripostent à l'aide de moyens nucléaires. La France doit donc pouvoir déclencher elle-même cette riposte et pour cela posséder une force de frappe propre.

Cette hypothèse ne semble pourtant pas vraisemblable. Il est peu probable que la guerre éclate en Europe sous une forme «conventionnelle». Et s'il en était d'ailleurs ainsi, les Américains interviendraient certainement au moyen de leur force atomique.

Comment croire, en effet, qu'ils sacrifieraient les 300.000 hommes de leurs forces, qui sont cantonnés sur notre continent et qu'ils abandonneraient à des mains ennemies les importants dépôts d'ogives nucléaires qu'ils y ont créés ?

Sans doute pourraient-ils se retirer un jour d'Europe. Mais même dans cette hypothèse, il ne paraît pas vraisemblable que la Russie attaque notre continent avec des moyens conventionnels, car il y aurait quatre-vingt-dix chances sur cent pour que les Américains ripostent atomiquement; qu'ils ripostent, car ils n'ont pas avantage à voir l'Europe tomber sous la domination soviétique; et qu'ils ripostent atomiquement en raison de la supériorité russe en matière «conventionnelle». Or dans ce cas, Moscou leur aurait laissé le bénéfice de l'initiative atomique, ce qu'on ne peut supposer.

Quant au Gouvernement travailliste, il semble prêt à collaborer à une certaine force atomique atlantique, à laquelle il apporterait sans restriction une partie de ses propres ressources en la matière. Il y mettrait pourtant une condition, celle d'avoir son mot à dire dans l'élaboration de la stratégie globale et le choix des objectifs. En cela, il se rapprocherait donc de la position française.

Telles sont les thèses en présence. Comment les concilier ? Le Ministre se demande si la meilleure solution n'est pas d'agir comme on le fait en ce qui concerne les armes conventionnelles, c'est-à-dire de prévoir les lorsqu'un pays rencontre des difficultés nationales, il a, si le Conseil est d'accord, le droit de retirer temporairement de l'Alliance, des unités de ses propres forces.

Un membre de la Commission appuie cette suggestion, estimant qu'il serait possible d'admettre qu'un allié fasse à ce sujet une réserve, lors de la conclusion du traité réglant cette question.

Objectivement, il faut reconnaître qu'il est difficile sinon impossible à la France et à l'Angleterre d'accepter de n'avoir point de part à la stratégie atomique.

Le 26 novembre, le Ministre avait déclaré, à la Commission, que sans y être hostile en principe, le Gouvernement belge n'avait pas pris d'engagement.

het schijnt dat zij te goeder trouw heeft gedacht dat standpunt te kunnen innemen zonder verzet van Frankrijk uit te lokken.

Maar dit land verklaart thans dat het er geheel vijandig tegenover staat. Het is van mening dat een Europese kernmacht nodig is omdat het niet zeker is dat de Amerikanen, indien de Russen Europa met «conventionele» wapens mochten aanvallen en bijvoorbeeld tot Dusseldorf geraken, met kernwapens zouden terugslaan uit vrees voor represailles. Frankrijk moet dus in staat zijn zelf terug te slaan en daarom moet het over een eigen slagwapen beschikken.

De veronderstelling lijkt echter niet waarschijnlijk. Er bestaat weinig kans dat in Europa een oorlog met conventionele wapens losbarst. En indien dit zo was, zouden de Amerikanen zeker tussenbeide komen met hun kernstrijdmacht.

Hoe zouden zij immers 300.000 man van hun strijdkrachten, die op ons vasteland gelegerd zijn, kunnen opofferen en de grote opslagplaatsen van kernkoppen, die zij hier hebben aangelegd, in vijandelijke handen kunnen laten vallen ?

Zij kunnen zich natuurlijk op zekere dag uit Europa terugtrekken. Maar zelfs in deze veronderstelling lijkt het niet waarschijnlijk dat Rusland ons vasteland met conventionele middelen zal aanvallen, want er zouden negentig kansen op honderd bestaan dat de Amerikanen met atoomwapens terugslaan; dat zij terugslaan, want zij hebben er geen voordeel bij Europa onder Russische overheersing te laten terechtkomen; dat zij met atoomwapens terugslaan, omwille van de Russische overmacht op het gebied van de «conventionele» bewapening. In dat geval zou Moskou hun immers het voordeel van het atoominitiatief hebben gelaten en zo iets is niet aan te nemen.

Wat de Labour-regering betreft, deze schijnt bereid te zijn mee te werken met een bepaalde Atlantische kernmacht waaraan zij onbeperkt een deel van haar middelen zou inbrengen. Zij zou echter één voorwaarde stellen, namelijk dat zij medezeggenschap zou hebben in de voorbereiding van de globale strategie en de keuze van de objectieven. Hierin benadert zij dus het Franse standpunt.

Dit zijn de verschillende standpunten. Hoe kunnen die worden verzoend ? De Minister vraagt zich af of het niet beter ware te werk te gaan zoals bij de conventionele wapens, dit wil zeggen, dat wanneer een land met nationale moeilijkheden af te rekenen heeft, het gerechtigd is tijdelijk bepaalde eenheden van zijn eigen strijdmacht uit de Alliantie terug te trekken.

Een Commissielid sluit zich bij deze suggestie aan, omdat hij van mening is dat een der bondgenoten hieromtrent voorbehoud zal maken wanneer het verdrag tot regeling van deze kwestie wordt gesloten.

Objectief gezien moet men toegeven dat het voor Frankrijk en Engeland moeilijk en zelfs onmogelijk is ermede akkoord te gaan dat zij geen deel hebben in de kernstrategie.

Op 26 november had de Minister in de Commissie verklaard dat de Belgische Regering in beginsel er niet tegen gekant was, maar geen verbintenissen had aangegaan.

On se demande d'ailleurs si cette proposition de M.L.F. est heureuse. Car on ne voit pas comment il est possible d'organiser entre de nombreux partenaires, une procédure efficace de décision. Est-il raisonnable de penser qu'en cas de nécessité, on aurait le temps de mener des négociations entre les différentes capitales intéressées à la force, d'autant que l'on devrait sans doute prévoir une certaine pondération des voix ?

Depuis lors, interpellé à nouveau par plusieurs membres, il a précisé que la Belgique ne participerait pas à la force multilatérale telle qu'elle est actuellement envisagée, ce que la Commission a pleinement approuvé.

On se dispute au reste pour relativement peu de chose, la M.L.F. représentant seulement 3 à 5 % de la puissance atomique des Etats-Unis. Sans doute serait-ce déjà assez important pour provoquer des dégâts considérables. Et c'est la réponse du Général de Gaulle à l'objection tirée de la faiblesse de la force de frappe française : elle pourrait être, à son sens, suffisante pour faire hésiter un agresseur éventuel. Mais il faut convenir qu'en regard des stocks existant, c'est peu de chose. Militairement son principal mérite serait une certaine mobilité. Encore, selon un commissaire, celle-ci serait-elle obtenue dans des conditions de plus grande efficacité à l'aide de sous-marins.

On peut se demander s'il ne faut pas chercher une solution dans la voie tracée par les Anglais : une force américano-anglo-française, où chacun de ces pays aurait une responsabilité égale.

S'il n'admet pas de directoire politique, le Ministre, quant à lui, ne verrait aucun inconvénient à l'existence d'un directoire atomique de l'OTAN.

Un membre a évoqué les réactions des pays du traité de Varsovie à la constitution de la M.L.F. Le Ministre a répondu qu'il ne croyait pas cette réaction fondée, l'organisation de la force atlantique ne changeant rien au total des ressources atomiques existant du côté occidental.

Quant à la crainte de ces pays de voir l'Allemagne disposer éventuellement d'un droit d'initiative en cette matière, plusieurs membres pensent qu'elle n'est pas fondée. A leur avis, l'Allemagne ne pourra jamais agir seule dans aucune hypothèse, et il paraît exclu, selon le Ministre, que les Etats-Unis consentent à l'établissement d'une force semblable où leur seul partenaire serait l'Allemagne. Un commissaire fait d'ailleurs remarquer à ce sujet qu'elle a renoncé à disposer de tout armement atomique A, B et C par échange de lettres annexées au traité de l'Union européenne occidentale d'octobre 1954.

Le Ministre ajoute que le Gouvernement de Bonn lui-même l'a encore relevé tout récemment dans une note adressée au Gouvernement soviétique au début du mois de septembre dernier et le Ministre des Affaires étrangères, M. Schroeder, vient de confirmer au Conseil ministériel de l'OTAN, le 15 décembre 1964, que son pays n'aspire pas à acquérir d'armement atomique.

Men vraagt zich trouwens af of het MLF-voorstel wel gelukkig is. Wij zien immers niet goed hoe het mogelijk is onder talrijke partners een doeltreffende beslissings-procedure te organiseren. Is het redelijk te verwachten dat men in geval van nood tijd genoeg zal hebben om onderhandelingen te voeren tussen de verschillende hoofdsteden die bij de strijdmacht zijn betrokken, te meer daar voorzeker in een zekere stemmenweging zal moeten worden voorzien ?

Toen de Minister naderhand opnieuw door verscheidene leden ondervraagd werd, heeft hij verklaard dat België niet zal deelnemen aan de multilaterale kern-macht zoals zij thans wordt opgevat, wat de Commissie volkomen heeft goedgekeurd.

Men twist trouwens over vrij onbelangrijke zaken; de M.L.F. vertegenwoordigt immers slechts 3 à 5 % van de totale kernmacht der Verenigde Staten. Dit is weliswaar voldoende om grote schade aan te richten en dat is ook het antwoord van Generaal de Gaulle wanneer men tegen het Franse slagwapen aanvoert dat het zwak is : zijns inziens zou het sterk genoeg zijn om een eventuele aanvaller te doen aarzelen. Maar het is een feit dat het weinig te betekenen heeft in verhouding tot de bestaande voorraad. Van militair standpunt uit zou het voornaamste voordeel een zekere beweeglijkheid zijn. Maar deze zou, volgens een lid, nog groter zijn indien men gebruik maakte van onderzeeërs.

Men kan zich afvragen of de oplossing niet moet worden gezocht in de richting die de Engelsen aangeven : een Amerikaans-Engels-Franse strijdmacht, waarin ieder van de drie landen gelijke verantwoordelijkheid draagt.

De Minister, die geen politiek directorium aanvaardt, heeft wat hem betreft, geen bezwaar tegen een NAVO-atoomdirectorium.

Een lid sprak over de reacties in de landen van het Warschaupact tegen de oprichting van een multilaterale kernmacht. De Minister acht die reactie niet gegrond, omdat een Atlantische kernmacht geen wijziging brengt in het kernarsenaal van het Westerse kamp.

Ook de vrees van die landen dat Duitsland eventueel initiatiefrecht op dit gebied zou krijgen, wordt door verschillende leden als ongegrond beschouwd. Naar hun mening zal Duitsland in geen geval ooit alleen kunnen handelen en het is uitgesloten, aldus de Minister, dat de Verenigde Staten een strijdmacht oprichten met Duitsland als enige partner. Een lid merkt op dat Duitsland trouwens alle ABC-wapens heeft verzaakt bij briefwisseling gehecht aan het verdrag betreffende de West-Europese Unie van oktober 1954.

De Minister voegt daaraan toe dat de Regering te Bonn daarop onlangs nog zelf de aandacht heeft gevestigd in een nota aan de Sovjetregering in het begin van september laatstleden en de heer Schroeder, Minister van Buitenlandse Zaken, heeft op 15 december 1964 nog voor de NAVO-Ministerraad verklaard dat zijn land geen atoombewapening nastreeft.

Un commissaire fait remarquer que malheureusement les contrôles prévus, à cet égard, par le traité constituant l'U.E.O. ne fonctionnent pas, parce que le Conseil des Ministres de l'Union, sous l'influence d'un de ses membres, ne fournit pas à l'Agence les experts nucléaires nécessaires à cette fin.

**

D'autres problèmes relatifs à l'Europe ont été abordés par la Commission.

Un commissaire a demandé d'abord ou en était la *fusion des exécutifs* des Communautés ?

Le Ministre a répondu que si au cours des dernières sessions du Conseil des Ministres du Marché Commun, où le problème a été à plusieurs reprises examiné, certains progrès ont été réalisés en ce qui concerne la composition de la Commission unique, il n'en reste pas moins qu'à la question de l'*implantation* des Institutions il n'a toujours pas été trouvé de solution.

Le Gouvernement luxembourgeois souhaite obtenir, pour le départ de la CECA, une compensation équitable tant sur le plan économique que sur le plan politique. Ce point de vue est accepté par l'ensemble des partenaires. Ils lui ont donc déjà proposé des formules permettant de résoudre les problèmes économiques posés par ce transfert.

Sur le plan politique, le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé en faveur de l'installation à Luxembourg du Parlement européen, ce qui présente de sérieuses difficultés. Les parlementaires européens se sont prononcées pour le maintien de la situation provisoire créée en 1958.

Le Conseil des Ministres reprendra l'examen de cette question et il faut espérer que l'on trouvera une solution donnant satisfaction à nos partenaires luxembourgeois.

**

Ensuite un membre a soulevé le problème de la participation à l'Union politique. Sera-t-elle liée ou non à l'*adhésion préalable aux Communautés européennes* ?

On constate en effet d'une part que le gouvernement travailliste qui ne se déclare pas intéressé par la Communauté économique, souhaite, suivant ainsi les idées des conservateurs, être associé aux négociations relatives à l'Europe politique. Mais il est évident que plus l'Europe progresse dans la voie de son organisation, plus il sera difficile à la Grande-Bretagne d'y adhérer.

D'autre part la France ne semble pas disposée à en discuter avec la Grande-Bretagne, tant que celle-ci ne fait pas partie de l'Europe économique, car, à côté d'avantages, cette communauté impose des disciplines.

Et puis, est-il raisonnable de concevoir une Europe politique groupant la Grande Bretagne et six pays, qui, eux seraient en plus économiquement unis ?

Een commissielid merkt op dat de controle waarin ter zake is voorzien bij het verdrag tot oprichting van de WEU, niet werkt omdat de Raad van Ministers van de Unie, onder invloed van één zijner leden, aan het Agentschap tot hiertoe niet de vereiste kerndeskundigen ter beschikking stelt.

**

De Commissie heeft nog andere Europese problemen behandeld.

Een lid vroeg hoever het stond met de *fusie van de executieven* van de Gemeenschappen.

De Minister antwoordt dat, ofschoon op de jongste zittingen van de Raad van Ministers van de Gemeenschappelijke Markt, waar het vraagstuk herhaaldelijk is besproken, een zekere vooruitgang is geboekt op het stuk van de samenstelling van de enige commissie, het probleem van de *vestiging* van de zetel van de instellingen steeds niet is opgelost.

De Luxemburgse Regering wenst op economisch zowel als op politiek gebied een billijke compensatie te genieten voor het vertrek van de E.G.K.S.. Dit standpunt is door alle partners aanvaard. Zij hebben haar ook reeds voorstellen gedaan die kunnen leiden tot een oplossing voor de economische problemen die deze overbrenging doet rijzen.

Op politiek gebied, heeft de Luxemburgse Regering zich uitgesproken voor de vestiging van het Europese Parlement in Luxemburg, wat ernstige moeilijkheden aan de orde stelt. De Europese parlementariërs hebben zich uitgesproken voor de handhaving van de voorlopige toestand die sinds 1958 bestaat.

De Raad van Ministers zal deze kwestie opnieuw onder de loupe nemen en wij hopen dat een oplossing zal worden gevonden die onze Luxemburgse partners kan voldoening schenken.

**

Vervolgens handelde een lid over de kwestie van de deelneming aan de politieke unie. Zal zij al dan niet worden gebonden aan de *voorafgaande toetreding tot de Europese Gemeenschappen* ?

Aan de ene kant wenst de Labourregering, die geen belang schijnt te stellen in de Economische Gemeenschap, evenals de conservatieven te worden betrokken bij de besprekingen over het politieke Europa. Maar het is duidelijk dat, hoe meer Europa vooruitgaat op de weg naar de organisatie, hoe moeilijker Groot-Brittannië zal kunnen toetreden.

Aan de andere kant schijnt Frankrijk niet bereid te zijn hierover met Groot-Brittannië te praten, zolang dit land geen deel uitmaakt van het economische Europa, want, naast voordelen, brengt deze gemeenschap ook lasten met zich mede. En is het redelijk een politiek Europa op te bouwen met Groot-Brittannië en zes landen, die wat hen betreft bovendien nog economisch verbonden zijn ?

Pour le Ministre, les différentes propositions qui sont actuellement faites en vue de favoriser la relance de l'union politique ont un point commun : elles reconnaissent qu'il n'est pas possible de signer immédiatement un traité d'union politique et elles suggèrent en conséquence une première période, au cours de laquelle seront discutées les modalités d'un traité d'union.

Le problème posé par la nécessité éventuelle pour les Etats de participer à la fois aux Communautés économiques européennes et aux organes de l'union politique sera évoqué à ce moment.

Quoi qu'il en soit, la Commission considère qu'il convient de favoriser toutes négociations qui tendent à rapprocher la France et l'Angleterre. Le Ministre en convient et ajoute qu'il faut également s'efforcer d'éviter l'isolement de la France.

**

Le renforcement éventuel des compétences du *Parlement européen* a été ensuite évoqué. Peut-il, demande un commissaire, être escompté à plus ou moins brève échéance, comme le rapport des Représentants permanents l'avait fait espérer ?

Le Ministre, à ce sujet, a déclaré qu'il était favorable à l'élargissement de certaines compétences et de certains pouvoirs du Parlement européen.

C'est d'ailleurs une des idées qu'il a émises récemment au sujet de la relance politique de l'Europe, notamment devant la Commission des Affaires générales de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

Toutefois, l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen n'est pas possible actuellement sans une révision des traités de Paris et de Rome. Un acte international relatif à la fusion des exécutifs des Communautés européennes pourrait constituer l'occasion de procéder à l'élargissement envisagé.

Mais il pense, comme il a été dit plus haut, que dans l'entretemps il faudrait s'attacher à trouver des formules qui, sans exiger la révision des traités, permettraient de mieux organiser le dialogue entre les Ministres et le Parlement, afin de donner à celui-ci toute l'influence souhaitable.

La Commission a unanimement approuvé cette opinion.

**

La discussion a porté enfin sur le *Kennedy Round*, ces négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du G.A.T.T. et qui visent à favoriser les échanges « grâce à une réduction linéaire substantielle des tarifs douaniers ».

Bien qu'il s'agisse d'un objet qui déborde le cadre de l'Europe, il intéresse celle-ci comme telle, étant donné que les Six ont eu, dans ces pourparlers, à adopter une attitude commune.

De Minister is van oordeel dat de verschillende voorstellen die thans worden gedaan om de nieuwe aanpak van die politieke unie te bevorderen, één punt gemeen hebben : zij erkennen dat niet onmiddellijk een verdrag inzake de politieke unie kan worden ondertekend en stellen dan ook een eerste periode voor tijdens welke de modaliteiten van het verdrag besproken kunnen worden.

Dit zou dan ook het geval zijn wat betreft de eventuele verplichting voor de Staten om tegelijk deel uit te maken van de Europese Economische Gemeenschap en van de organen van de politieke unie.

Hoe dan ook, de Commissie is van oordeel dat alle onderhandelingen, die een toenadering tussen Frankrijk en Engeland kunnen bewerken, moeten worden aangemoedigd. De Minister is het hiermede eens en voegt eraan toe dat men eveneens moet trachten te voorkomen dat Frankrijk geïsoleerd wordt.

**

Vervolgens kwam de eventuele *uitbreiding van de bevoegdheid van het Europese Parlement* ter sprake. Een commissielid vraagt of dit eerlang mag worden verwacht, zoals het verslag van de permanente vertegenwoordigers had laten veronderstellen ?

De Minister heeft in dit verband verklaard dat hij voorstander is van de verruiming van bepaalde bevoegdheden van het Europese Parlement.

Dit is trouwens één van de ideeën die hij onlangs met betrekking tot de nieuwe aanpak van de Europese politiek heeft naar voren gebracht, met name in de Commissie voor de Algemene Zaken van de Vergadering van de Westeuropese Unie.

Vooralsnog kunnen de bevoegdheden van het Europese Parlement evenwel niet worden verruimd zonder een herziening van de verdragen van Parijs en Rome. De voorgenomen verruiming zou bijvoorbeeld kunnen verwezenlijkt worden naar aanleiding van een internationale akte nopens de fusie van de executieven der Europese Gemeenschappen.

Hij meent echter, zoals hiervoren reeds is gezegd, dat intussen formules gevonden zouden moeten worden die geen herziening van de verdragen zouden vergen maar het mogelijk zouden maken het gesprek tussen de Raad van Ministers en het Parlement beter te organiseren, ten einde het de gewenste invloed te geven.

De Commissie heeft die opvatting eenparig goedgekeurd.

**

Ten slotte liep het debat over de *Kennedyronde*, de multilaterale handelsbesprekingen die worden gevoerd in het kader van de G.A.T.T. en waarmede de bevordering van het handelsverkeer wordt nagestreefd « dank zij een werkelijke lineaire verlaging van de douanetarieven. »

Ofschoon dit onderwerp buiten het Europese kader valt, is het voor Europa als dusdanig van belang omdat de Zes bij deze besprekingen een gemeenschappelijke houding hebben moeten aannemen.

Plutôt que de procéder à une négociation produit par produit, les Etats partenaires du G.A.T.T. ont envisagé de laisser automatiquement les barrières tarifaires d'un pourcentage encore à déterminer, une réduction de 50 % étant retenue dans l'entretemps comme hypothèse de travail.

Ils convinrent toutefois qu'un certain nombre de produits, aussi limité que possible, pourrait être exempté de cette réduction linéaire, au cas où des intérêts nationaux supérieurs seraient en jeu.

Or les négociations ont mieux tourné qu'on aurait pu le croire au premier abord.

Pour la Communauté Economique Européenne, le problème était ardu. Il fallait éviter que la liste d'exceptions communautaires ne soit en définitive, qu'une addition pure et simple de six listes nationales.

Mais la Commission Exécutive présenta un projet de liste communautaire qui fut examiné par le Conseil des Ministres C.E.E. pendant plusieurs journées. Et l'accord fut finalement réalisé le 15 novembre 1964.

La liste englobe moins de 10 % du volume total des importations industrielles de la C.E.E. et comprend, outre des exceptions « totales » pour des produits particulièrement sensibles, des exceptions « partielles » et « conditionnelles ».

Le Gouvernement considère que, sur le plan national, « nos intérêts industriels en jeu ont pu être préservés dans une large mesure (tapis, aluminium, ferro-alliages, automobiles). La Belgique, cependant, a fait, comme les autres pays-membres de la C.E.E., certaines concessions, sans lesquelles d'ailleurs un accord à Six aurait été irréalisable.

Le Ministre tient à souligner aussi l'importance politique de cet accord, à défaut duquel la C.E.E. aurait, aux yeux de l'opinion mondiale, assumé à elle seule la responsabilité d'un ajournement du Kennedy-Round. Les listes déposées par les différentes Parties Contractantes au G.A.T.T. font actuellement l'objet de confrontations et de justifications.

Remarquons d'autre part que la proposition d'abaissement linéaire des tarifs ne s'applique qu'aux seuls produits industriels. Son extension éventuelle au secteur agricole n'aurait en effet pas les effets de libéralisation escomptés, étant donné que, bien souvent, les producteurs sont protégés, sur le plan national, par des mesures autres que tarifaires (p. ex. des restrictions à l'importation).

Pour cette raison, la C.E.E. a proposé d'entamer les négociations au « Kennedy-Round agricole » par une consolidation générale des « montants de soutien ».

Le « montant de soutien » couvre la différence entre le prix mondial d'un produit et le prix obtenu effectivement par le producteur national. Il englobe par conséquent l'ensemble des mesures prises par un Etat en faveur de ses agriculteurs tant à l'importation qu'à l'exportation des produits.

La consolidation des « montants de soutien » aurait pour effet immédiat de « bloquer » à leur niveau actuel

Liever dan over elk produkt afzonderlijk te onderhandelen, hebben de lid-staten van de G.A.T.T. overwogen de tariefmuren automatisch met een nog te bepalen percentage te verlagen, waarbij een verlaging met 50 % als werkhypothese is aanvaard.

Zij kwamen evenwel overeen om een aantal produkten, maar zo weinig mogelijk, aan deze lineaire verlaging te onttrekken indien hogere nationale belangen op het spel mochten staan.

De onderhandelingen zijn echter beter verlopen dan aanvankelijk was verwacht.

Voor de Europese Economische Gemeenschap was het probleem bijzonder lastig. Er moest worden vermeden dat de uitzonderingslijst van de Gemeenschap ten slotte zou neerkomen op een eenvoudige samenvoeging van de zes nationale lijsten.

Maar de Uitvoerende Commissie heeft een ontwerp-lijst van de Gemeenschap ingediend, die door de Raad van Ministers van de E.E.G. gedurende verscheidene dagen werd onderzocht. Ten slotte werd op 15 november 1964 overeenstemming bereikt.

De lijst betreft minder dan 10 % van de totale industriële invoer van de E.E.G. en bevat, behalve de « totale » uitzonderingen voor bijzonder gevoelige produkten, ook « gedeeltelijke » en « voorwaardelijke » uitzonderingen.

De Regering is van mening dat, op het nationale vlak, onze industriële belangen die op het spel staan, grotendeels zijn gevrijwaard (tapijten, aluminium, ferrolegeringen, automobielen). België heeft evenwel, zoals de andere lid-staten van de E.E.G., ook zekere toegevingen gedaan, zonder welke een akkoord onder de Zes trouwens onmogelijk zou geweest zijn.

De Minister wenst ook de politieke betekenis ervan te onderstrepen, want zonder het akkoord zou in de ogen van de wereld alleen de E.E.G. verantwoordelijk zijn geweest voor de verdaging van de Kennedy-ronde. De lijsten van de verschillende Overeenkomst-sluitende Partijen van de G.A.T.T. worden thans vergeleken en verantwoord.

Merken wij voorts op dat het voorstel tot lineaire tariefverlaging slechts toepasselijk is op de industrie-produkten. De eventuele verruiming ervan tot de landbouwsector zou immers niet de verwachte liberalisaties ten gevolge hebben, daar de producenten vrij dikwijls op nationaal niveau door andere voorzieningen dan tariefmaatregelen worden beschermd (bv. invoerbeperkingen).

Om deze reden heeft de E.E.G. voorgesteld de onderhandelingen over de « Landbouw-Kennedyronde » in te zetten met een algemene consolidatie van de « steunbedragen ».

Het « steunbedrag » dekt het verschil tussen de prijs van een produkt op de wereldmarkt en de prijs die de nationale producent werkelijk ontvangt. Het omvat bijgevolg alle maatregelen die een Staat ten voordele van zijn landbouwers heeft genomen bij de invoer zowel als bij de uitvoer van de produkten.

De consolidatie van de « steunbedragen » zal onmiddellijk ten gevolge hebben dat de hulp die de pro-

les aides accordées par les pays producteurs à leurs agriculteurs et d'éviter, de ce fait, une détérioration de la situation sur les marchés mondiaux.

La position de la Communauté a été d'autre part renforcée par l'accord intervenu sur le futur prix commun des céréales, ce qui lui permet de se présenter à Genève avec un seul « montant de soutien », valable pour l'ensemble de la Communauté.

*
**

Tels sont les plus importants problèmes européens qui ont été abordés en Commission.

*
**

II. CONGO.

Le Congo reste un grave sujet de préoccupation pour les Belges, à raison d'abord de l'insécurité qui y règne et par conséquent du sort précaire de ceux d'entre eux qui ont accepté d'y demeurer ou de s'y rendre, permettant ainsi que la vie économique de ce malheureux pays ne soit pas complètement anéantie.

C'est tout le problème de notre assistance technique qui se pose ici. Car il n'est pas possible de laisser des compatriotes accepter de prêter cette aide, si leur sécurité n'est pas assurée. Si néanmoins nous décidons de continuer à accorder cette assistance, se pose alors la question de l'aide technique militaire qui nous est demandée par le gouvernement de Léopoldville.

Sujet de préoccupation aussi à raison des responsabilités que nous y avons naguère assumées, en transformant ces régions inexplorées en pays relativement prospère.

Il nous est profondément pénible de penser que tous ces efforts de civilisation pourraient être annihilés, et que ces populations auxquelles nous sommes attachés pourraient être replongées dans la misère. Si la subversion s'installait partout, le Congo retournerait au chaos. On peut même supposer qu'une grande partie de l'Afrique serait menacée du même sort.

Enfin deux questions suscitées par l'accession de ce pays à l'indépendance, ou par les événements qui l'ont suivie, ont fait, depuis de longs mois, l'objet de discussions. L'une vient d'être résolue, c'est le contentieux belgo-congolais. L'autre, le contentieux Belgique-ONU, ne l'est pas encore.

Tous ces aspects du problème congolais ont été examinés par la Commission, en présence du Ministre.

*
**

1^o Situation du Congo et Assistance technique militaire.

Point n'est besoin de rappeler les circonstances qui ont amené le Gouvernement à prendre la décision de larguer des parachutistes à Stanleyville et à Paulis en

ducerende landen aan hun landbouwers verlenen, op het huidige peil « geblokkeerd » worden, waardoor verdere verslechtering van de toestand van de wereldmarkt zal worden voorkomen.

Aan de andere kant is ook de positie van de Gemeenschap versterkt door het bereikte akkoord over de gemeenschappelijke graanprijs; dit stelt haar immers in staat naar Genève te gaan met één enkel « steunbedrag », voor de gehele Gemeenschap.

*
**

Dit zijn de voornaamste Europese vraagstukken die in Commissie behandeld zijn.

*
**

II. KONGO.

Kongo blijft een voorwerp van grote zorg voor de Belgen vormen voornamelijk omwille van de heersende onveiligheid en dus van de onzekerheid waarin degenen verkeren die aanvaard hebben ter plaatse te blijven of naar Kongo te vertrekken, en aldus verhinderen dat het economisch leven van dat ongelukkige land geheel ten gronde gaat.

Dat is het gehele probleem van onze technische bijstand. Het is immers onaanvaardbaar die landgenoten hulp te laten verstrekken indien hun veiligheid niet is verzekerd. Indien wij evenwel beslissen die hulp te blijven verlenen, rijst het probleem van de militaire technische hulp waarom de Regering van Leopoldstad ons heeft gevraagd.

Een voorwerp van zorg ook omwille van de verantwoordelijkheid die wij er vroeger op ons hebben genomen door deze onbetreden gebieden tot een betrekkelijk welvarend land te maken.

Het zou bijzonder pijnlijk zijn te denken dat dit gehele beschavingswerk afgebroken zou kunnen worden en dat die bevolking, waaraan wij gehecht zijn, opnieuw in ellende zou worden gedompeld. Indien de ontvricting algemeen wordt zal Kongo opnieuw in de chaos terechtkomen en zou aan een groot deel van Afrika hetzelfde lot worden beschoren.

Twee kwesties vooral, die gerezen zijn naar aanleiding van de onafhankelijkheid van dat land of van de gebeurtenissen die zich nadien hebben voorgedaan, werden maandenlang druk besproken. De eerste kwestie, die van de Belgisch-Kongolese geschillen is onlangs opgelost. De tweede kwestie, namelijk die van de geschillen tussen België en de O.V.N. is het nog niet.

De Commissie heeft alle aspecten van dit Kongolese vraagstuk onder ogen gezien in aanwezigheid van de Minister.

*
**

1. Toestand in Kongo en militaire technische bijstand.

Het is wel overbodig hier te herinneren aan de omstandigheden die de Regering, in november laatstleden, gedwongen hebben boven Stanleystad en Paulis

novembre dernier, dans un but humanitaire, celui de sauver non seulement des blancs, mais aussi des africains, que les rebelles y détenaient et dont ils considéraient certains comme des otages. Le pays a suivi ces événements avec anxiété et a tout à fait approuvé l'initiative prise.

Lors de la première séance de la commission consacrée au budget, le 26 novembre, la dernière opération des parachutistes belges au Congo était en cours. Le Ministre avait fait part aux membres des informations qu'il venait de recevoir. Toutes les opérations seraient terminées le soir même et les troupes belges regroupées ensuite à Kamina le lendemain ou le surlendemain soir pour rentrer en Belgique, le lundi ou le mardi suivant, selon que nous aurions pu disposer des avions nécessaires. On a appris depuis lors qu'il en fut ainsi.

Le Ministre avait fait aussi un tableau des réactions que l'initiative avait provoquées dans le monde. Il a notamment souligné que certains Gouvernements africains l'avaient approuvée.

Répondant à un membre qui l'interrogeait sur la déclaration faite à ce moment par un porte parole du Quai d'Orsay, il avait précisé que suivant la presse, il fallait interpréter cette déclaration de la façon suivante : fidèle à la politique de non-ingérence, le Gouvernement français n'a pas de jugement à porter sur le Gouvernement Tshombe.

S'étonnant des affirmations du journal « Le Monde » qui, le 24 novembre, prétendait que M. Tshombe ne désirait pas que les para-commandos belges interviennent à Stanleyville, un commissaire demande au Ministre de préciser dans quelles conditions cet accord a été obtenu.

Les autorités congolaises, a répondu le Ministre, étaient au courant depuis longtemps du souci que causait au Gouvernement le sort de nos compatriotes gardés comme otages à Stanleyville. Elles ont donc compris le caractère humanitaire et limité de l'action envisagée et ont accordé immédiatement l'autorisation. Le Gouvernement belge leur est profondément reconnaissant pour cette décision.

La Commission unanime a approuvé l'initiative gouvernementale : il fallait absolument sauver les otages.

Au cours de la discussion qui suivit, un membre a déclaré qu'il apportait un soutien actif au gouvernement, mais qu'il pensait que toutes les critiques qui nous étaient adressées n'étaient pas toujours faites de mauvaise foi. Beaucoup de gens se trompent, en effet, en raison des apparences, notre intervention à Stanleyville coïncidant avec notre aide technique. Il serait donc intéressant que le rapport montre bien quelles sont les limites de notre assistance technique militaire au Gouvernement congolais.

Le Ministre a effectivement communiqué à la commission une série de documents dont il sera fait état plus loin.

valschermspringers te droppen met een menslievend doel, namelijk de redding niet alleen van de blanken maar ook van de Afrikanen, die de rebellen er vasthielden en van wie zij sommigen als gijzelaars beschouwden. Het land heeft deze gebeurtenissen met beklemming gevolgd en het genomen initiatief volkomen goedgekeurd.

Toen de Commissie de eerste maal vergaderde om de begroting te bespreken, op 26 november namelijk, was de laatste actie van de Belgische valschermspringers in Kongo aan de gang. De Minister deelde aan de leden de berichten mede die hij korte tijd te voren had ontvangen. Diezelfde avond nog zouden alle operaties ten einde zijn en de Belgische troepen zouden 's anderen-daags of twee dagen daarna te Kamina worden gegroepeerd om op maandag of dinsdag daarna naar België terug te keren, naargelang zij over de nodige vliegtuigen konden beschikken. Het is bekend dat zo is geschied.

De Minister schetste ook een beeld van de reacties die dat initiatief over de wereld had uitgelokt. Hij legde er onder meer de nadruk op dat sommige Afrikaanse Regeringen het hadden goedgekeurd.

In antwoord op de vraag van een lid in verband met de verklaring die een woordvoerder van het Quai d'Orsay op dat ogenblik had afgelegd, verduidelijkte de Minister dat die verklaring volgens de pers als volgt moest worden uitgelegd : getrouw aan haar politiek van niet-inmenging, heeft de Franse Regering geen oordeel te vellen over de Regering Tsjombe.

Verbaasd over de beweringen van het dagblad « Le Monde » dat op 24 november beweerde dat de heer Tsjombe het ingrijpen van de Belgische para-commando's te Stanleystad niet wenste, vraagt een lid aan de Minister in welke omstandigheden die instemming werd verkregen.

De Minister antwoordt dat de Kongolese overheid sedert lang wist dat het lot van onze gegijzelde landgenoten te Stanleystad ons grote zorg baarde. Zij heeft het humanitaire en beperkte karakter van de voorgenomen actie dan ook begrepen en er onmiddellijk in toegestemd. De Belgische Regering is haar hiervoor ten zeerste erkentelijk.

De Commissie heeft het regeringsinitiatief eenparig goedgekeurd; de gijzelaars moesten absoluut worden gered.

Tijdens het daaropvolgend debat verklaarde een lid dat hij de regering actief steunde, maar dat hij meende dat niet alle kritiek die wij hebben gekregen te kwader trouw is uitgeoefend. Velen vergissen zich als gevolg van de schijn; ons ingrijpen te Stanley valt immers samen met onze technische bijstand. Het verslag zou dus duidelijk moeten maken binnen welke grenzen onze militaire technische bijstand aan de Kongolese Regering wordt verleend.

De Minister heeft aan de Commissie hierover een aantal documenten verstrekt, die hierna zullen worden behandeld.

Il a ajouté que parmi les gouvernements qui nous critiquent, il en est qui se sont certes rendus coupables d'ingérence dans les affaires d'autrui. A cet égard, le principe est qu'un gouvernement légitime a le droit de faire appel à ses alliés, même pour intervenir dans une guerre civile. Un membre fait cependant observer que lorsque la révolte se mue en vraie guerre civile, l'intervention est plus délicate. Mais un autre précise qu'il n'en est ainsi que si la guerre civile est idéologique. Or au Congo, tout ce que nous savons de ce pays nous prouve que, sauf en ce qui concerne une poignée d'hommes, il n'y a pas de guerre idéologique, mais un état de révolte chronique.

D'autre part, demande le Ministre, pouvons-nous quand l'anarchie sévit dans ce pays, lui prêter, une assistance technique, consistant en l'envoi de professeurs, de médecins, d'agronomes, dont nous savons que la vie sera en danger ? A son sens, il faut, sans participer à des opérations de combat, accorder un minimum d'aide pour assurer la sécurité des assistants. Comme l'a fait remarquer un membre, l'aide technique des Nations Unies elles-mêmes est impossible, si l'ordre n'est pas garanti.

A ce propos, la question a été posée au Ministre, de savoir si ces considérations de sécurité des agents de l'assistance technique n'allaient pas amener le Gouvernement belge à modifier sa politique en cette matière.

Le Ministre a rappelé la réponse que son collègue du Commerce extérieur avait faite en son nom, le 17 décembre 1964, à la Chambre, à une question orale analogue posée par M. Van Offelen :

« Le Gouvernement belge n'a cessé de se préoccuper de la sécurité des agents de l'assistance technique actuellement au Congo. Il n'autorise pas leur retour dans les régions où l'insécurité règne. Il ne permet pas non plus la présence au Congo des familles des agents de l'assistance technique dans les régions où, quoique l'ordre public ne soit pas troublé, il estime que la sécurité n'est pas suffisamment garantie. »

Le Ministre a précisé que d'après les renseignements en possession du Département, 1.377 personnes ont été libérées dans la Province orientale et rapatriées à Bruxelles, entre le début de l'opération de sauvetage et le 31 janvier 1965.

Parmi elles, il y avait 1.061 Belges mais aussi 102 Néerlandais, 20 Luxembourgeois et des ressortissants de 15 pays, par exemple 86 Congolais.

794 personnes étaient indemnes et 583 étaient blessées ou avaient été torturées.

Le Département ne possède pas de chiffres sur le nombre de personnes libérées dans la Province Orientale qui se sont ensuite installées soit dans d'autres régions de la République Démocratique du Congo, soit à l'étranger.

Il n'est pas possible d'autre part de faire la répartition entre les personnes libérées à Stanleyville et à

Hij voegde eraan toe dat sommige regeringen die ons hebben bekritiseerd, zich zeker hebben schuldig gemaakt aan inmenging in andermans zaken. Hier geldt het beginsel dat een wettige regering het recht heeft een heroep te doen op zijn bondgenoten, zelfs om in een burgeroorlog in te grijpen. Een lid merkt nochtans op dat een interventie kieser is als de opstand in een ware burgeroorlog ontaardt. Een ander lid stelt dat dit slechts het geval is indien de burgeroorlog op een ideologische tegenstelling berust. Uit alles wat wij over Kongo weten blijkt evenwel dat hier, behalve voor een handvol mensen, geen sprake is van een ideologische oorlog, maar van een staat van chronische oproer.

En daarbij, vraagt de Minister, kunnen wij aan dat land technische bijstand verlenen in de vorm van leraars, geneesheren en landbouwkundigen wanneer er anarchie heerst en wij weten dat hun leven in gevaar zal verkeren ? Zijns inziens moet, zonder aan gevechtsoperaties deel te nemen, een minimum van hulp worden verleend ten einde de veiligheid van het bijstandspersoneel te verzekeren. Een lid heeft er trouwens op gewezen dat zelfs de technische hulp van de Verenigde Naties onmogelijk is indien de orde niet wordt gewaarborgd.

In dit verband is aan de Minister gevraagd of de Belgische Regering niet op grond van die veiligheids-overwegingen ten aanzien van het personeel van de technische bijstand, haar politiek zal moeten herzien.

De Minister bracht dan het antwoord in herinnering dat zijn collega van Buitenlandse Handel, op 17 december 1964 in zijn naam in de Kamer had gegeven op een gelijkaardige mondelinge vraag van de heer Van Offelen :

« De Belgische regering is altijd begaan geweest met de veiligheid van de beampten van de technische bijstand in Kongo. Zij laat ook niet de aanwezigheid toe van de gezinsleden van beampten van de technische bijstand in streken waar de openbare orde wel niet verstoord is, maar waar zij de veiligheid niet voldoende gewaarborgd acht ».

De Minister heeft verklaard dat, volgens de inlichtingen van zijn departement, van het begin van de reddingsoperatie tot 31 januari 1965, 1.377 personen in de Oostprovincie bevrijd werden en naar Brussel zijn gerepatriëerd.

Onder hen waren 1.061 Belgen maar ook 102 Nederlanders, 20 Luxemburgers en onderdanen van 15 landen waaronder 86 Kongolezen.

794 personen waren ongedeerd en 583 waren gewond of gemarteld.

Het departement bezit geen cijfers over het aantal personen die in de Oostprovincie werden bevrijd en zich naderhand hetzij in andere gebieden van de Democratische Republiek Kongo hetzij in het buitenland hebben gevestigd.

Het is bovendien ook niet mogelijk onderscheid te maken tussen de personen die enerzijds te Stanleyville

Paulis, d'une part, et celle libérées dans le reste de la Province orientale, d'autre part.

**

En ce qui concerne *l'origine et les limites de l'assistance technique militaire* belge au Congo, le Ministre a donc communiqué à la Commission une note, à laquelle étaient annexés des documents très importants qui sont reproduits en annexes. La voici :

« 1. A la suite de la mutinerie de l'Armée Nationale Congolaise au mois de juillet 1960, le problème de la sécurité et du maintien de l'ordre a été une des premières préoccupations du Gouvernement congolais. L'Organisation des Nations Unies avait permis, en envoyant des troupes de différents pays au Congo, de trouver une solution provisoire à ce problème. Il était cependant essentiel de mettre sur pied un programme de modernisation de l'ANC.

Le 17 avril 1961, le Président Kasavubu et une délégation représentant le Secrétaire Général des Nations Unies concluaient un accord de principe où il était stipulé que la réorganisation de l'armée serait faite sous l'autorité du Président de la République avec l'assistance des Nations Unies. Les Nations Unies s'efforcèrent d'aider le Gouvernement congolais en cette matière et plusieurs programmes furent envisagés sans que l'on ne passe réellement, et pour une période continue, à leur exécution. Il faut noter qu'en vertu des Résolutions du Conseil de Sécurité, il était demandé qu'aucun pays n'accorde directement au Congo une aide militaire.

2. Ce problème prit une acuité plus grande lorsqu'il s'avéra que l'opération des Nations Unies au Congo était appelée à se terminer à la fin de l'année 1963. Préoccupé de cette situation, le Gouvernement congolais s'adressa aux Nations Unies le 26 février 1963 pour les informer de son intention de recourir au Canada, à l'Italie, à la Norvège, à Israël, aux Etats Unis et à la Belgique en vue de contribuer à moderniser l'armée congolaise.

A la suite d'un échange de correspondance, le Premier Ministre congolais de l'époque, M. Adoula saisissait officiellement le Secrétaire Général de sa demande en introduisant un mémorandum. La demande du mois de février était confirmée, mais il y était demandé aux Nations Unies d'accorder leur assistance en vue de coordonner les programmes d'action bilatéraux. Ces documents se trouvent en annexe I.

La question fut alors soumise par le Secrétaire Général au Comité consultatif pour le Congo qui ne put se rallier aux propositions congolaises et qui déconseilla, de ce fait, à U Thant de voir confier aux Nations Unies le rôle de coordination que le Gouvernement congolais lui demandait. Le Secrétaire Général adressait alors une lettre à M. Adoula, où il reconnaissait au Gouvernement congolais le droit de déterminer lui-même en toute souveraineté son programme de réorganisation en matière militaire. Cette lettre figure également en annexe II ».

**

en te Paulis en anderzijds in het overige deel van de Oostprovincie werden bevrijd.

**

Wat betreft *de oorsprong en de perken van de Belgische militaire technische bijstand* aan Kongo heeft de Minister dus aan de Commissie een nota medege-deeld, waaraan zeer belangrijke documenten waren toegevoegd die als bijlage zijn afgedrukt. Die nota luidt als volgt :

« 1. Na de muterij van het Kongolese Nationale Leger in juli 1960 zag de Kongolese Regering zich allereerst geplaatst voor het vraagstuk van de veiligheid en de ordehandhaving. Door naar Kongo troepen te zenden afkomstig uit verschillende landen, had de Organisatie der Verenigde Naties het mogelijk gemaakt dit vraagstuk voorlopig op te lossen. Het was echter van wezenlijk belang een programma vast te stellen voor de modernisering van het K.N.L.

» Op 17 april 1961 sloot President Kasavubu met een delegatie die de Secretaris-generaal der Verenigde Naties vertegenwoordigde, een principieel akkoord waarin was gesteld dat de reorganisatie van het leger zou gebeuren onder het gezag van de President van de Republiek en met behulp van de Verenigde Naties. De Verenigde Naties poogden de Kongolese Regering in deze aangelegenheid bij te staan. Verschillende programma's waren in uitzicht gesteld zonder dat zij werkelijk en op duurzame wijze ten uitvoer zijn gebracht. Op te merken valt dat de resoluties van de Veiligheidsraad vroegen dat geen enkel land rechtstreeks militaire hulp aan Kongo zou verlenen.

» 2. Dit vraagstuk kreeg nog een klemmender karakter toen bleek dat de operatie der Verenigde Naties in Kongo einde 1963 een einde zou nemen. Bezorgd over die toestand richtte de Kongolese Regering zich op 26 februari 1963 tot de Verenigde Naties om haar kennis te geven van haar bedoeling om een beroep te doen op Canada, Italië, Noorwegen, Israël, de Verenigde Staten en België, ten einde mede te werken aan de modernisering van het Kongolese leger.

» Na een briefwisseling legde de toenmalige Kongolese Eerste Minister de heer Adoula, zijn verzoek officieel aan de Secretaris-generaal voor in de vorm van een memorandum. Het verzoek van de maand februari werd bevestigd doch aan de Verenigde Naties werd gevraagd te zorgen voor de coördinatie van de bilaterale actieprogramma's. Deze documenten komen voor in bijlage I.

» De Secretaris-generaal maakte de zaak aanhangig bij het Raadgevend Comité voor Kongo dat zich niet bij de Kongolese voorstellen kon aansluiten en aan U Thant ontraadde de Verenigde Naties te belasten met de coördinatieopdracht die de Kongolese Regering van hen verwachtte. De Secretaris-generaal richtte toen een brief aan de heer Adoula, waarin hij erkende dat de Kongolese Regering het recht heeft zelf in volle soevereiniteit haar militair reorganisatieprogramma vast te stellen. Deze brief komt eveneens voor in bijlage II.

**

Observations de la Commission :

Si l'on se reporte à cette annexe II, on constate que le Secrétaire Général de l'O.N.U. déclare 1° que tous, aux Nations Unies, (notamment les membres du comité consultatif pour le Congo) « s'accordent à reconnaître la nécessité et l'urgence de la réorganisation de l'Armée nationale congolaise »; 2° « que chacun souligne que les droits souverains et l'autorité du gouvernement congolais sont pleinement reconnus et qu'il ne saurait être question de les restreindre en aucune manière »; 3° que si l'Assemblée générale a naguère « invité tous les Etats à s'abstenir de fournir des armes ou du personnel militaire au Congo », cette invitation ne valait que « pendant la durée de l'assistance militaire des Nations Unies ». Le paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée générale du 16 septembre 1960 est absolument clair à ce sujet (A/RES/1474/Rev. 1 (ES-IV) 21 septembre 1960).

Le gouvernement congolais était donc fondé à conclure que le Secrétaire Général lui reconnaissait le droit de déterminer lui-même en toute souveraineté son programme de réorganisation en matière militaire.

Sans doute le Secrétaire Général ajoute-il que l'accord entre son prédécesseur et le Président de la République de Congo ne saurait porter atteinte aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité. Mais la lettre et le mémorandum auxquels il répond n'y portent pas atteinte, car ces documents citent notamment les termes de la résolution du Conseil de Sécurité du 14 juillet 1960 (Doc. S/4387) (N.B. il s'agit d'une résolution adoptée la veille, 13 juillet. C'est le document lui-même, qui porte la date du 14 juillet). Le texte français officiel et complet du paragraphe dont un passage est cité, est le suivant : « Décide d'autoriser le Secrétaire général de (sic) prendre, en consultation avec le gouvernement de la République du Congo, les mesures nécessaires en vue de fournir à ce gouvernement l'assistance militaire dont il a besoin et ce, jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux efforts du gouvernement congolais et avec l'assistance des Nations Unies, serait à même, de l'opinion de ce gouvernement, de remplir entièrement leurs tâches ».

Sans doute aussi le Secrétaire général, après avoir ainsi rappelé que l'accord ne pouvait porter atteinte aux résolutions, conclut-il qu'il ne lui est pas possible de répondre d'une manière qui donne satisfaction au Premier Ministre pour ce qui est de l'interprétation de la résolution citée du 13 juillet 1960. Mais on ne voit pas ce qui, dans la lettre de Premier Ministre et le mémorandum du Ministre des Affaires étrangères congolais, s'écarterait des termes de cette résolution. On n'y trouve non plus rien qui ne découle des prémisses de la réponse du Secrétaire général.

Comme on le verra dans la suite de la note, le problème fut réexposé très clairement par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique au Secrétaire général de l'O.N.U., qui prit « dûment note » sans y contredire, « du contenu » des « communications » que lui faisait le Ministre.

**

Opmerkingen van de Commissie :

Uit deze bijlage II blijkt dat de Secretaris-generaal van de O.V.N. verklaart : 1° dat iedereen in de Verenigde Naties (met name de leden van het raadgevend comité voor Kongo) « het eens is om de noodzakelijkheid en het spoedeisend karakter van de reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger te erkennen; 2° dat iedereen er de nadruk op legt dat de soevereine rechten en het gezag van de Kongolese Regering volledig zijn erkend en dat er geen sprake van kan zijn die te beperken; 3° dat, indien de Algemene Vergadering vroeger « alle Staten heeft verzocht af te zien van de levering van wapens of militair personeel aan Kongo » dit verzoek slechts gold « voor de duur van de militaire bijstand van de Verenigde Naties ». Lid 6 van de resolutie van de Algemene Vergadering van 16 september 1960 laat hier geen twijfel over bestaan (A/RES/1474/Rev. 1 (ES-IV) 21 september 1960).

De Kongolese Regering had dus reden hieruit te besluiten dat de Secretaris-generaal haar recht erkende om zelf in alle soevereiniteit haar militair reorganisatieprogramma vast te stellen.

Weliswaar voegt de Secretaris-generaal daaraan toe dat het akkoord tussen zijn voorganger en de President van de Republiek Kongo geen afbreuk mag doen aan de door de Algemene Vergadering en de Veiligheidsraad aangenomen resoluties. Maar de brief en het memorandum waarop hij antwoordt doen daaraan geen afbreuk want die documenten halen onder meer de bewoordingen aan van de resolutie van de Veiligheidsraad van 14 juli 1960 (Doc. S/4387) (N.B. Die resolutie werd daags te voren, op 13 juli, aangenomen; het document zelf draagt de datum 14 juli. De officiële en volledige Franse tekst waarvan een passus wordt aangehaald luidt als volgt: « Besluit de Secretaris-generaal te machtigen om in overleg met de regering van de Republiek Kongo, de nodige maatregelen te nemen ten einde deze regering de militaire bijstand te verlenen die zij nodig heeft tot op het ogenblik dat de nationale veiligheidsstrijdkrachten, dank zij de inspanningen van de Kongolese Regering en met de hulp van de Verenigde Naties, naar de mening van die regering, in staat zijn hun taak volledig te vervullen ».

Weliswaar besluit de Secretaris-generaal, na aldus te hebben herinnerd dat het akkoord geen afbreuk mocht doen aan de resoluties, dat hij de Eerste Minister geen voldoening kon geven op het stuk van de uitlegging van de aangehaalde resolutie van 13 juli 1960. Men ziet echter niet waarin de brief van de Eerste Minister en het memorandum van de Kongolese Minister van Buitenlandse Zaken afwijkt van de bewoordingen van die resolutie. Er kan ook niets in worden gevonden dat niet voortvloeit uit de premissen van het antwoord van de Secretaris-generaal.

Zoals uit het vervolg van de nota blijkt, heeft de Minister van Buitenlandse Zaken van België het vraagstuk nog eens duidelijk aan de Secretaris-generaal van de O.V.N. uiteengezet; deze nam hier « akte van » zonder de « inhoud » van de « mededelingen » die de Minister hem had gedaan, tegen te spreken.

**

Suite de la note remise par le Ministre à la Commission :

« 3. Le 29 avril 1963, le Premier Ministre du gouvernement congolais s'adressait au gouvernement belge en vue de lui demander officiellement une assistance technique en matière militaire. Cette lettre se trouve en annexe III.

Etant donné d'une part la réponse du Secrétaire Général de l'ONU à M. Adoula, et les conversations qui avaient eu lieu entre le Secrétaire Général et le Ministre des Affaires Etrangères et compte tenu d'autre part de la nécessité pour le Gouvernement congolais de pouvoir assurer effectivement la sécurité des habitants du Congo après le départ des Nations Unies, le Gouvernement belge lui adressa le 20 mai 1963, une lettre par laquelle il acceptait de mettre à la disposition du Gouvernement congolais, dans le cadre de son programme d'assistance technique et suivant ses possibilités, les experts nécessaires pour réorganiser l'armée congolaise. Cette lettre se trouve en annexe IV. Les modalités suivant lesquelles s'exécuterait ce programme seraient arrêtées par la suite.

En remettant cette lettre, l'Ambassade de Belgique avait été chargée d'attirer l'attention du Premier Ministre congolais sur la nécessité de préparer psychologiquement l'opération au Congo pour que l'arrivée d'officiers belges dans les rangs de l'armée congolaise soit comprise par les soldats eux-mêmes.

Comme il était indiqué dans la lettre, le 21 mai 1963, le Gouvernement belge adressa au Secrétaire Général de l'O.N.U. une lettre mettant celui-ci au courant de la réponse que nous avons donnée à la demande congolaise. Le 29 mai 1963, le Secrétaire Général nous répondit qu'il avait pris note de cette communication. Ces deux documents se trouvent en annexe V et VI.

4. Les demandes congolaises devaient être acceptées par l'Italie, Israël, les Etats Unis et la Belgique, le Canada et la Norvège renonçant à apporter leur aide à la suite de l'impossibilité pour le Secrétaire Général de l'ONU d'assurer la coordination de ces différents programmes.

5. Il restait encore à déterminer dans quelles conditions précises devrait être organisé ce nouveau programme d'assistance technique dans le domaine militaire. Au mois de juin 1963, un échange de correspondance réglait définitivement cette question. La convention prévoyait expressément que le personnel militaire belge n'exercerait pas de commandement opérationnel. Cet échange de notes se trouve en annexe VII.

Le Colonel Logiest fut chargé par le Gouvernement belge de diriger le personnel militaire d'assistance technique et de mettre au point avec les autorités congolaises un programme qui devait :

a) permettre la formation de nouvelles unités congolaises;

b) assister sur le plan technique, administratif et logistique les Quartiers Généraux de l'armée congolaise.

Vervolg van de nota die de Minister aan de Commissie heeft medegedeeld.

« 3. Op 29 april 1963 richtte de Eerste Minister van de Kongolese Regering zich tot de Belgische Regering om haar officieel om militaire technische bijstand te verzoeken. Die brief is afgedrukt als bijlage III.

» Gezien het antwoord van de Secretaris-generaal van de O.V.N. aan de heer Adoula en het gesprek dat plaatsvond tussen de Secretaris-generaal en de Minister van Buitenlandse Zaken, eensdeels, en rekening houdend met de noodzakelijkheid voor de Kongolese Regering om de veiligheid van de inwoners van Kongo na het vertrek van de Verenigde Naties werkelijk te verzekeren, anderdeels, richtte de Belgische Regering haar op 20 mei 1963 een brief waarin zij aanvaardde aan de Kongolese Regering, in het kader van het programma voor technische bijstand en volgens haar mogelijkheden, de nodige deskundigen voor de reorganisatie van het Kongolese leger ter beschikking te stellen. Deze brief is opgenomen als bijlage IV. Later zou worden bepaald op welke wijze dit programma ten uitvoer zou worden gebracht.

» De ambassade van België was ermede belast bij de overhandiging van die brief de aandacht van de Kongolese Eerste Minister te vestigen op de noodzakelijkheid om de operatie in Kongo psychologisch voor te bereiden, opdat de aankomst van Belgische officieren in de rangen van het Kongolese leger door de soldaten zelf zou worden begrepen.

» Zoals in de brief was gezegd, heeft de Belgische Regering, op 21 mei 1963, een brief gericht aan de Secretaris-generaal van de O.V.N. waarin zij hem haar antwoord mededeelt op het Kongolese verzoek. Op 29 mei 1963 antwoordde de Secretaris-generaal dat hij akte had genomen van die mededeling. Beide documenten komen voor in bijlagen V en VI.

» 4. De Kongolese verzoeken werden aanvaard door Italië, Israël, de Verenigde Staten en België; Canada en Noorwegen verleenden geen hulp omdat de Secretaris-generaal van de O.V.N. de coördinatie van de verschillende programma's niet kon verzekeren.

» 5. Er diende nog te worden vastgesteld onder welke nauwkeurige voorwaarden het nieuwe programma voor technische bijstand op militair gebied moest worden georganiseerd. In de maand juni 1963 is deze kwestie definitief bij briefwisseling geregeld. De overeenkomst stelde uitdrukkelijk dat het Belgisch militair personeel geen operationeel commando zou voeren. Deze briefwisseling vindt men in bijlage VII.

» Kolonel Logiest werd door de Belgische Regering belast met de leiding van het militair personeel van de technische bijstand; hij moest ook met de Kongolese overheid een programma vaststellen om :

a) de opleiding van nieuwe Kongolese eenheden mogelijk te maken;

b) de technische, administratieve en logistieke bijstand aan de hoofdkwartieren van het Kongolese leger te verlenen.

Un programme fut tracé qui devait aboutir à la fin de l'année 1964 à mettre à la disposition des autorités congolaises 200 officiers et sous-officiers belges. De commun accord, il fut convenu que ceux-ci seraient mis progressivement et graduellement à la disposition de l'armée congolaise en vue de préparer, tant sur le plan psychologique que sur le plan pratique, leur arrivée et leur donner de ce fait plus de garanties pour réussir leur mission.

Le Secrétaire Général de l'ONU a été régulièrement tenu au courant de l'évolution de notre programme.

A la fin de 1963, se trouvaient au Congo 39 officiers et sous-officiers belges.

6. Etant donné qu'il n'était pas possible de s'attendre à des résultats immédiats, le Gouvernement belge insista avec d'autres pays pour que les Nations Unies acceptent de laisser au Congo des éléments militaires pendant encore un semestre. Grâce à des contributions financières nouvelles, le Secrétaire Général accepta cette demande de la République du Congo.

Au début de l'année 1964, par une lettre du 11 janvier, le Gouvernement congolais nous faisait connaître ses intentions en ce qui concernait l'assistance technique militaire belge et proposait un programme qui prévoyait :

- le renforcement des Etats Majors et services;
- la formation accélérée du cadre;
- la modernisation et le réentrainement des unités.

Il prévoyait que pour réaliser ces objectifs, la présence de 150 techniciens belges serait nécessaire dans le courant du premier semestre de 1964 et qu'il faudrait atteindre le chiffre de 200 au cours du second semestre. Cette lettre se trouve en annexe VIII. Le Gouvernement belge put marquer son accord sur cette manière de voir.

7. Pendant cette période, les autorités congolaises se rendirent compte qu'il était essentiel pour leur armée de pouvoir disposer, vu l'étendue du territoire, d'une mobilité aussi grande que possible. Le Premier Ministre introduisit donc le 23 mai 1964 une demande en vue de voir la Belgique accorder au Gouvernement congolais une assistance technique dans le domaine aérien.

Il s'agissait pour le Gouvernement belge de fournir les équipages et les équipes de maintenance pour les avions et les hélicoptères de l'A.N.C., soit 10 C 47, et 6 hélicoptères H.21, c'est-à-dire donc des appareils de transport et de sauvetage à l'exclusion de tout avion de combat.

Après avoir examiné cette question avec la plus grande attention, le Gouvernement belge décida d'y répondre d'une manière affirmative, car à partir du 1^{er} juillet 1964, l'armée congolaise avait seule la responsabilité du maintien de l'ordre au Congo et

» Een programma werd uitgestippeld dat einde 1964 ertoe leidde dat 200 Belgische officieren en onder-officieren aan de Kongolese overheid ter beschikking zouden worden gesteld. In gemeen overleg werd overeengekomen dat dit personeel geleidelijk en trapsge wijze ter beschikking van het Kongolese leger zou worden gesteld ten einde de aankomst psychologisch en praktisch voor te bereiden en hen derhalve meer waarborgen te geven voor het welslagen van hun zending.

» De Secretaris-generaal van de O.V.N. is geregeld op de hoogte gehouden van het verloop van ons programma.

» Einde 1963 bovendien zich 39 Belgische officieren en onderofficieren in Kongo.

» 6. Daar nog niet onmiddellijk resultaten konden worden verwacht, drong de Belgische Regering, samen met andere landen, erop aan dat de Verenigde Naties zouden aanvaarden om nog een halfjaar militaire elementen in Kongo te laten. Dank zij nieuwe financiële bijdragen heeft de Secretaris-generaal dit verzoek van de Republiek Kongo aanvaard.

» Bij het begin van het jaar 1964 gaf de Kongolese Regering ons, in een brief van 11 januari, haar bedoelingen ten aanzien van de Belgische militaire bijstand te kennen; zij stelde een programma voor met het oog op :

- de versterking van de staven en diensten;
- de versnelde opleiding van het kader;
- de modernisering en de heropleiding van de eenheden.

» Om deze doeleinden te bereiken zouden in de loop van het eerste semester van 1964 150 Belgische technici nodig zijn; dit cijfer zou 200 moeten bereiken tijdens het tweede semester. Deze brief komt voor in bijlage VIII. De Belgische Regering kon met die zienswijze akkoord gaan.

» 7. Gedurende die periode gaf de Kongolese overheid er zich rekenschap van dat het volstrekt noodzakelijk was dat het leger, gezien de uitgestrektheid van het grondgebied, zo beweeglijk mogelijk was. Op 23 mei 1964 vroeg de Eerste-Minister dan ook of België de Kongolese Regering technische bijstand op het gebied van de luchtmacht kon verlenen.

» De Belgische Regering zou de bemanningen en de onderhoudsploegen moeten leveren voor de vliegtuigen en hefschroefvliegtuigen van het K.N.L., namelijk 10 C-47 en 6 hefschroefvliegtuigen van het type H-21, dus transport- en reddingstoestellen met uitsluiting van ieder gevechtsvliegtuig.

» Na deze kwestie met de grootste aandacht te hebben onderzocht, besloot de Belgische Regering op het verzoek in te gaan, want vanaf 1 juli 1964 berustte de verantwoordelijkheid voor de handhaving van de orde uitsluitend op het Kongolese leger en van haar

la sécurité de nos ressortissants dépendait d'elle. Il était donc essentiel que l'armée congolaise puisse disposer des moyens nécessaires tant pour assurer la sécurité des habitants du Congo que pour permettre, le cas échéant, l'évacuation de ceux-ci.

En répondant d'une manière favorable, le Ministre des Affaires Etrangères tint à attirer l'attention sérieuse du Gouvernement congolais sur le fait qu'il fallait songer à des moyens politiques et pas seulement à des moyens militaires pour réduire les insurrections qui avaient surgi. En annexe IX, se trouve l'extrait d'une lettre que le Ministre des Affaires Etrangères avait adressée le 12 juin 1964 à M. Adoula et dont il a donné lecture au Conseil de Sécurité.

Le personnel militaire aérien fut en place au Congo le 22 juin 1964.

8. A l'arrivée au pouvoir de M. Tshombé, le Gouvernement belge souhaite s'assurer de la volonté de celui-ci de voir continuer l'assistance technique militaire. En effet, certaines déclarations qu'il avait faites avant son retour à Léopoldville pouvaient faire croire qu'il n'était pas favorable à l'assistance technique militaire aérienne.

Le 4 août 1964, M. Tshombe confirmait son désir de la voir continuer dans le domaine aérien.

Un échange de lettres des 17 et 20 septembre 1964 régla d'une manière définitive les modalités de cette assistance. Ces lettres se trouvent en annexe X et XI.

On peut remarquer que cette assistance technique en matière aérienne n'est pas octroyée au Gouvernement congolais suivant des modalités semblables à celles qui régissent l'assistance technique accordée aux forces terrestres. Il ne s'agit pas là d'une conception différente mais d'une méthode rendue nécessaire par une décision du Conseil d'Etat qui ne permet l'envoi à l'étranger de militaires belges non-volontaires que s'il s'agit d'une unité belge restant sous commandement belge.

9. Le Gouvernement belge a tenu à informer le Secrétaire Général de l'ONU et a distribué aux Etats participant à la Conférence d'Addis-Abéba un aide-mémoire donnant tous les détails sur notre politique à l'égard du Congo et sur notre assistance technique militaire. Cet aide-mémoire se trouve en annexe XII.

Il faut noter que cette assistance technique militaire n'a pas été mise en cause ni à la Conférence de l'OUA, ni au cours des récents Conseils de Sécurité.»

**

En ce qui concerne le *retrait des forces des Nations Unies* au Congo, voici les précisions que la Commission a obtenues :

hing de la sécurité de nos ressortissants dépendait d'elle. Il était donc essentiel que l'armée congolaise puisse disposer des moyens nécessaires tant pour assurer la sécurité des habitants du Congo que pour permettre, le cas échéant, l'évacuation de ceux-ci.

» Toen hij zijn gunstig antwoord verstrekke, hechtte de Minister van Buitenlandse Zaken eraan de ernstige aandacht van de Kongolese Regering erop te vestigen dat niet alleen militaire maar ook politieke middelen moesten worden aangewend om een einde te maken aan de opstand. In bijlage IX komt een uittreksel voor uit de brief van de Minister van Buitenlandse Zaken aan de heer Adoula, d.d. 12 juni 1964, die hij aan de Veiligheidsraad heeft voorgelezen.

» Het militair luchtmachtpersoneel kwam in Kongo aan op 22 juni 1964.

» 8. Toen de heer Tsjombe aan het bewind kwam, wilde de Belgische Regering zich ervan vergewissen of deze de voortzetting van de militaire technische bijstand wenste. Sommige verklaringen, die hij voor zijn terugkeer naar Leopoldstad had afgelegd konden immers doen geloven dat hij de militaire technische bijstand op het gebied van de luchtmacht niet gunstig gezind was.

» Op 4 augustus 1964 bevestigde de heer Tsjombe zijn verlangen dat de bijstand op het gebied van de luchtmacht zou worden voortgezet.

» Een wisseling van brieven van 17 en 20 september 1964 regelde definitief de voorwaarden van die bijstand. Deze brieven komen voor in de bijlagen X en XI.

» Opmerkelijk is wel dat die technische bijstand op het gebied van de luchtmacht aan de Kongolese Regering niet wordt verleend onder dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor de technische bijstand van de landmacht. Dit is geen gevolg van een verschil van opvatting maar van een beslissing van de Raad van State volgens welke Belgische militairen die geen vrijwilligers zijn, slechts naar het buitenland mogen worden gezonden als het een Belgische eenheid betreft, die onder Belgisch bevel blijft.

» 9. De Belgische Regering stond erop de Secretaris-generaal van de O.V.N. in te lichten en heeft aan de deelnemende staten van de Conferentie van Addis-Abeba een memorandum overhandigd waarin alle bijzonderheden van onze politiek ten aanzien van Kongo en onze militaire technische bijstand waren vermeld. Dit memorandum komt voor in bijlage XII.

» Op te merken valt dat die militaire technische bijstand niet in het geding is gebracht, noch tijdens de Conferentie van de O.A.E., noch tijdens de jongste bijeenkomsten van de Veiligheidsraad.»

**

Wat betreft de *terugtrekking van de strijdkrachten van de Verenigde Naties* in Kongo, zijn aan de Commissie de volgende bijzonderheden medegedeeld.

La force des Nations Unies au Congo a atteint son effectif le plus élevé en juin 1961. Elle comptait à ce moment environ 20.000 officiers et hommes.

Au 13 septembre 1963, cet effectif avait déjà été ramené à 7.975, grâce à un dégagement progressif opéré depuis le mois de février 1963.

Le contingent ghanéen a été rapatrié le 25 septembre 1963 et le contingent indonésien en décembre de la même année.

La réduction progressive de la force, en vue d'assurer son retrait complet du Congo, a en fait commencé en mai 1964, l'unité irlandaise a été rapatriée pendant ce mois, de même que les troupes suédoises. Certains éléments ont été transportés par avion à Chypre, où ils ont rejoint la force des Nations Unies se trouvant dans l'île.

Le rapatriement de la brigade éthiopienne a commencé le 30 mai, la dernière unité ayant été évacuée par avion le 16 juin.

Les unités administratives ont quitté E'ville le 20 juin.

Les unités du bataillon nigérien cantonnées à Léopoldville ont été rapatriées entre le 25 et le 30 juin.

Le rapatriement de l'état-major et de l'unité aérienne s'est effectué du 17 au 30 juin 1964.

**

Observations de la Commission :

Notons que le 11 décembre dernier, au Conseil de Sécurité, le Ministre a fait remarquer aux adversaires de M. Tshombe que, quant à lui, il ne faisait pas de discrimination entre les chefs de gouvernements légaux. L'aide promise à un gouvernement légal, il la continuait à son successeur légal. Agir autrement constituerait précisément un cas d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger. Et cela il se l'interdisait formellement.

La Commission approuve cette prise de position.

Rappelons enfin certaines déclarations faites par le Ministre le 11 décembre dernier au Conseil de Sécurité :

Il a reproché aux pays africains, représentés au Comité consultatif pour le Congo, de n'avoir pas pris une attitude positive en aidant le gouvernement Adoula qui le demandait. A son avis beaucoup de difficultés eussent pu être ainsi évitées.

Il a rappelé aussi que la révolte n'était pas née en opposition à M. Tshombé, comme certains le prétendaient, mais qu'elle avait éclaté au Kwilu et au Kivu sous le gouvernement Adoula.

Reconnaissant enfin qu'il y avait des intérêts économiques belges au Congo, il a constaté que cette structure économique était précisément un des seuls éléments

De strijdkrachten van de Verenigde Naties in Kongo waren het talrijkst in juni 1961. Zij bestonden toen uit nagenoeg 20.000 officieren en manschappen.

Op 13 september 1963 was de getalsterkte ervan verminderd tot 7.975 officieren en manschappen, nadat sinds februari 1963 geleidelijk eenheden waren teruggetrokken.

Het Ghanese contingent werd gerepatriëerd op 25 september 1963 en het Indonesische contingent in december van hetzelfde jaar.

De geleidelijke vermindering van de getalsterkte in het kader van de volledige terugtrekking van de strijdkrachten uit Kongo, begon feitelijk in mei 1964; de eenheid van Ierland werd in die maand gerepatriëerd, evenals de Zweedse eenheid. Sommige eenheden werden overgevoerd naar Cyprus, waar zij zich vervoegden bij de strijdkrachten van de Verenigde Naties op dat eiland.

De terugtrekking van de Ethiopische brigade begon op 30 mei en de laatste eenheid werd per vliegtuig gerepatriëerd op 16 juni.

De administratieve eenheden hebben Elisabethstad verlaten op 20 juni.

De eenheden van het Nigeriaanse bataljon, dat te Leopoldstad was gelegerd, werden gerepatriëerd tussen 25 en 30 juni.

De terugtrekking van de staf en de luchtmachteenheden geschiedde van 17 tot 30 juni 1964.

**

Opmerkingen van de Commissie :

Op 11 december jongstleden heeft de Minister in de Veiligheidsraad aan de tegenstanders van de heer Tsjombe doen opmerken dat hij, wat hem betreft, geen onderscheid maakt tussen de hoofden van wettige regeringen. De hulp beloofd aan een wettige regering blijft hij verlenen aan de wettige opvolger ervan. Anders handelen zou neerkomen op een inmenging in de binnenlandse aangelegenheden van een ander land. En dit wil hij angstvallig vermijden.

De Commissie keurt dit standpunt goed.

Herinneren wij ten slotte aan sommige verklaringen die de Minister op 11 december laatstleden voor de Veiligheidsraad heeft afgelegd :

Hij heeft aan de Afrikaanse landen die in het Raadgevend Comité voor Kongo zijn vertegenwoordigd, verweten geen positieve houding te hebben aangenomen door de Regering Adoula de hulp te verlenen die zij vroeg. Zijns inziens hadden hierdoor veel moeilijkheden kunnen vermeden worden.

Hij herinnerde er ook aan dat de opstand niet was ontstaan tegen de heer Tsjombe, zoals sommigen beweerden, maar in Kwiloe en Kivoe was uitgebroken onder de Regering Adoula.

Ten slotte erkende hij dat België economische belangen had in Kongo en heeft hij vastgesteld dat die economische structuur één van de enige elementen

ments qui fût resté debout et que si la Belgique pouvait se passer du Congo, on n'osait pas prétendre que le Congo pouvait se passer de la Belgique.

Dès lors était-il possible que celle-ci abandonnât ce malheureux pays à son triste sort ?

Enfin la Commission souligne que des critiques peuvent d'autant moins être adressées à la Belgique, au sujet de son aide technique militaire, que comme il est dit ci-dessus, le Ministre a nettement posé le problème devant le Secrétaire Général de l'O.N.U. et a insisté pour que l'Organisation assume la coordination de cette aide, et qu'enfin il l'a tenue au courant des décisions qu'il prenait, sans susciter d'opposition de sa part.

*
**

Le Ministre a fourni enfin à la Commission le tableau de la *situation actuelle de l'assistance technique militaire*.

i) Stagiaires dans les différentes écoles : 179.

Stagiaires à l'Ecole Royale militaire : 32.
(14 ont déjà quitté l'E.R.M.)

Stagiaires à l'Ecole des Cadets : 58.

Stagiaires dans différentes écoles d'arme : 14.

ii) 141 officiers et sous-officiers accordent une assistance technique aux forces terrestres, respectivement dans les écoles, les Quartiers Généraux et les Etats Majors des unités ayant la responsabilité du maintien de l'ordre dans les régions troublées par l'insurrection.

64 officiers et sous-officiers font partie des équipes logistiques.

iii) un détachement aérien stationné à Kamina se composant de :

personnel volant : 41;

personnel de maintenance : 91;

personnel chargé d'assurer la sécurité des champs d'aviation : 14.

Une relève de ces effectifs est faite tous les trois mois. Au cas où le Gouvernement belge confirmerait son intention de maintenir cette assistance en personnel aérien, un nouveau détachement devrait être envoyé au début du mois de mars.

iiii) il faut signaler enfin qu'à la demande de M. Tshombe, le Colonel Vandewalle a été mis à sa disposition en tant que conseiller militaire personnel.

*
**

2. Le contentieux belgo-congolais.

Ce contentieux remonte au début de l'indépendance de notre ancienne colonie. Il vient de faire l'objet d'un accord entre les deux gouvernements.

Quoiqu'il en soit, il peut être intéressant de retracer la genèse de celui-ci.

is die recht was gebleven, en dat België wel Kongo kan missen, maar dat niemand durft zeggen dat Kongo België kan missen.

Hoe zou België dat ongelukkig land dan ook aan zijn droevig lot kunnen overlaten?

De Commissie merkt ten slotte op dat de Belgische militaire bijstand des te minder vatbaar is voor kritiek daar de Minister, zoals hiervoren is gezegd, het probleem duidelijk heeft gesteld aan de Secretaris-generaal van de O.V.N. en erop aangedrongen heeft dat de Organisatie de bijstand zou coördineren en haar geregeld heeft kennis gegeven van zijn beslissingen zonder dat zij zich ooit ertegen heeft verzet.

*
**

De Minister geeft aan de Commissie ten slotte een overzicht van de *huidige stand van de militaire technische bijstand* :

i) Stagiairs in de verschillende scholen : 179;

Stagiairs in de Koninklijke Militaire School : 32;
(14 hebben de K.M.S. reeds verlaten).

Stagiairs in de kadettenschool : 58;

Stagiairs in de verschillende wapenscholen : 14.

ii) 141 officieren en onderofficieren verlenen technische bijstand aan de landmacht, respectievelijk in de scholen, hoofdkwartieren en staven van de eenheden die instaan voor de ordehandhaving in de op-roerige streken;

64 officieren en onderofficieren maken deel uit van de logistieke ploegen.

iii) een detachement van de luchtmacht in gestationeerd te Kamina en bestaat uit :

vliegend personeel : 41;

onderhoudspersoneel : 91;

personeel dat de veiligheid van de vliegvelden moet verzekeren : 14.

Om de drie maanden wordt dit personeel afgelost. Indien de Belgische Regering ertoe besluit deze bijstand aan luchtpersoneel te handhaven zal begin maart een nieuw detachement moeten worden gestuurd.

iiii) Stippen wij nog aan dat Kolonel Vandewalle, op verzoek van de heer Tshombe, te zijner beschikking is gesteld als persoonlijk militair adviseur.

*
**

2. De Belgisch-Kongolese geschillen.

Deze geschillen zijn reeds gerezen in het begin van de onafhankelijkheid van onze voormalige kolonie. Zij werden onlangs beslecht door een overeenkomst tussen de twee regeringen.

Maar het kan belang hebben de ontwikkeling ervan te schetsen.

Lors de la première réunion de la Commission un membre avait précisément demandé au Ministre, où en étaient les problèmes financiers encore pendants entre la Belgique et le Congo. Le Ministre avait à l'époque remis à la Commission une note rédigée en septembre et qui retrace les rétroactes de la question et mérite d'être reproduite, car sur l'un ou l'autre point, elle est plus précise que le communiqué qui suivit la conclusion de l'accord définitif et qui est transcrit plus loin.

» 1. Les événements qui, après le 30 juin 1960, suivirent au Congo l'accession du Congo belge à l'indépendance, empêchèrent une remise ordonnée au nouvel Etat des questions financières traitées à Bruxelles jusqu'à la date précitée, au nom du Congo belge.

» En 1961, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) accepta, à la demande du Congo et avec l'accord de la Belgique, de faire une étude des relations financières subsistant entre les deux pays.

» 2. Sur la base des éléments de fait contenus dans le rapport de la B.I.R.D. remis aux deux gouvernements le 27 décembre 1962, ces questions furent examinées au cours de trois rencontres successives de ministres belge et congolais, à Bruxelles d'abord du 25 au 27 février 1963 et du 31 juillet au 2 août 1963, puis à Léopoldville du 17 au 20 mars 1964.

» 3. Les décisions prises à Léopoldville le 20 mars 1964 en conclusion de ces derniers entretiens peuvent être schématisées comme suit :

» A. — *Dette publique du Congo belge* (46,1 milliards de francs en principal au 30-6-1960).

» 1° *Dette intérieure* (en francs congolais) et assimilée (22,4 milliards) :

» Le gouvernement congolais en assume la responsabilité et assurera notamment le service des titres détenus par les Caisses de sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda Urundi.

» 2° *Dette extérieure* (en devises) (23,7 milliards) :

» a) *garantie par l'Etat belge* (12,7 milliards) : la Belgique continuera à en assumer les charges, y compris celles des emprunts souscrits directement par la Belgique et cédés au Congo belge;

» b) *non garantie par l'Etat belge* (11 milliards).

» 1. création conjointe par la Belgique et le Congo d'un « Fonds d'Amortissement et de Gestion » chargé d'émettre un emprunt nouveau en francs belges au taux de 3,5 % l'an et remboursable en une période maximum de 40 ans;

» 2. allocation au Fonds d'une dotation annuelle de 510 millions de francs belges pendant une période

Op de eerste vergadering van de Commissie had een commissielid aan de Minister juist gevraagd hoe ver het stond met de nog hangende financiële problemen tussen België en Kongo. De Minister had toen de Commissie een in september uitgewerkte nota ter hand gesteld die de ontwikkeling van de kwestie aangeeft en wel mag worden overgenomen, omdat zij op het ene of andere punt nauwkeuriger is dan het communiqué dat na de afsluiting van de overeenkomst is uitgegeven en hierna wordt afgedrukt :

» 1. De gebeurtenissen die in Kongo plaats hadden na de afkondiging van de onafhankelijkheid van Belgisch-Kongo op 30 juni 1960, verhinderden dat de financiële kwesties, die tot dan toe namens Belgisch-Kongo in Brussel werden behandeld, in goede orde werden overgedragen aan de nieuwe Staat.

» In 1961 aanvaardde de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (I.B.W.O.) op verzoek van Kongo en met de instemming van België, een studie te maken van de financiële betrekkingen tussen beide landen.

» Op grond van de feitelijke gegevens, vevat in het verslag van de I.B.W.O., dat op 27 december 1962 aan beide regeringen is overhandigd, werden deze kwesties onderzocht tijdens drie opeenvolgende ontmoetingen tussen Belgische en Kongolese Ministers, eerst te Brussel van 25 tot 27 februari 1963 en van 31 juli tot 2 augustus 1963, daarna te Leopoldstad van 17 tot 20 maart 1964.

» 3. De beslissingen die op 20 maart 1964 te Leopoldstad werden genomen tot besluit van de laatstgenoemde besprekingen kunnen schematisch worden weergegeven als volgt :

» A. — *Rijksschuld van Belgisch-Kongo* (46,1 miljard frank in hoofdsom op 30 juni 1960).

» 1° *Binnenlandse en daarmee gelijkgestelde schuld* (in Kongolese frank) (22,4 miljard) :

» De Kongolese regering neemt hiervoor de verantwoordelijkheid op en verzekert onder meer de dienst van de effecten die in het bezit zijn van de kassen voor sociale zekerheid der werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi.

» 2° *Buitenlandse schuld* (in deviezen) (23,7 miljard) :

» a) *gewaarborgd door de Belgische Staat* (12,7 miljard) : België zal de lasten ervan blijven dragen, met inbegrip van de lasten van de leningen waarop België rechtstreeks heeft ingeschreven en die aan Belgisch-Kongo zijn overgedragen;

» b) *niet-gewaarborgd door de Belgische Staat* (11 miljard) :

» 1. Gezamenlijke oprichting door België en Kongo van een « Fonds voor Delging en Beheer » dat ermee belast wordt een nieuwe lening in Belgische frank uit te schrijven tegen 3,5 % 's jaars en terugbetaalbaar over ten hoogste 40 jaar;

» 2. toekenning aan het Fonds van een jaarlijkse dotatie van 510 miljoen Belgische frank, gedurende

maximum de 40 ans, à raison de 300 millions par le Congo et de 210 millions par la Belgique, en exécution de mandats donnés par chacun des deux pays à la Banque Nationale de Belgique;

» 3. souscription à l'emprunt du Fonds au moyen de titres de la dette du Congo belge exprimée en devises et non garantie par la Belgique (à l'exclusion des titres détenus par les institutions para-étatiques congolaises);

» 4. affectation par la Belgique des titres de l'emprunt du Fonds souscrite par le Trésor belge pour 750 millions, à l'indemnisation des dommages dans des limites à fixer par une loi belge et contre renonciation à l'égard du Congo pour les mêmes objets.

» B. — *Portefeuille du Congo belge.*

» 1. La Belgique reconnaît sans réserve la propriété de la République du Congo sur le portefeuille du Congo dès que les conventions relatives au C.S.K., était de 36 milliards de francs belges) et remettra au Congo tous les titres qu'elle détient (cfr rapport B.I.R.D.).

» 2. Les titres possédés par le Congo belge dans la Cie du Katanga, le C.F.L. et le C.N.Ki, seront remis au Congo dès que les conventions relatives au C.S.K., au C.F.L. et au C.N.Ki, auront été approuvées ou amendées après examen par une commission tripartite (Congo-Belgique-organisme).

» 3. La remise au Congo des titres du portefeuille du Congo belge ne modifie pas les engagements pris envers les sociétés.

» 4. Les comptes de la gestion du portefeuille depuis le 30 juin 1960 seront rendus au Congo ».

**

Cet accord Spaak-Adoula ne résolvait pas tout à fait l'ensemble des problèmes posés par le portefeuille. Il restait à approuver ou amender les conventions dont il est parlé au paragraphe 2 ci-dessus, et qui concernaient trois compagnies belges détenant des titres congolais. Or, notre Gouvernement n'avait pas qualité pour transiger pour elles.

D'autre part, on se souvient que Léopoldville prit, le 29 novembre 1964, un décret réglant unilatéralement le sort de ces sociétés.

L'ensemble des accords antérieurs étant, par le fait même, remis en question, la Belgique ne pouvait les exécuter. Le décret, ayant suscité de notre part de vives protestations, M. Tshombe décida de ne pas l'appliquer, avant d'avoir repris contact avec Bruxelles.

**

ten hoogste 40 jaar, naar rato van 300 miljoen door Kongo en van 210 miljoen door België, ter uitvoering van een lastgeving van ieder van deze twee landen aan de Nationale Bank van België;

» 3. inschrijving op de lening van het Fonds door middel van effecten van de schuld van Belgisch-Kongo luidend in deviezen en niet gewaarborgd door België (met uitsluiting van de effecten in het bezit van de Kongolese parastatale instellingen);

» 4. bestemming door België, van de effecten van de lening van het Fonds waarop voor 750 miljoen wordt ingeschreven door de Belgische Schatkist, voor de vergoeding van de schade binnen de grenzen die door een Belgische wet moeten worden vastgesteld en op voorwaarde dat België ten aanzien van Kongo van zijn desbetreffende vorderingen afziet.

» B. — *Portefeuille van Belgisch-Kongo.*

» 1. België erkent zonder voorbehoud dat de Republiek Kongo de eigenaar is van de portefeuille van Belgisch-Kongo (waarvan de waarde geraamd per 30 juni 1960 36 miljard Belgische frank bedroeg) en België zal aan Kongo alle effecten overhandigen die het in zijn bezit heeft (cfr. verslag I.B.W.O.).

» 2. De aandelen die Belgisch-Kongo bezit in de « Cie du Katanga », de « C.F.L. » en het « C.N.Ki », zullen aan Belgisch-Kongo worden overhandigd zodra de overeenkomsten betreffende het « C.S.K. », de « C.F.L. » en het « C.N.Ki » zullen goedgekeurd of gewijzigd zijn na onderzoek door een commissie die uit drie partijen bestaat (Kongo-België-instelling).

» 3. Het overhandigen aan Kongo van de effecten van de portefeuille van Belgisch-Kongo wijzigt de verbintenissen niet die tegenover de maatschappijen aangegaan zijn.

» 4. Aan Kongo zal rekening en verantwoording worden gedaan van het beheer van de portefeuille sedert 30 juni 1960. »

**

Dat akkoord Spaak-Adoula loste evenwel de gezamenlijke problemen van de portefeuille niet op. De overeenkomsten waarvan sprake in § 2 hiervoren, moesten nog goedgekeurd of gewijzigd worden wat betreft de drie Belgische maatschappijen die Kongo-lesse titels in hun bezit hadden. Onze regering was evenwel niet bevoegd om in hun plaats te onderhandelen.

Aan de andere kant nam Leopoldstad op 29 november 1964 een decreet waarbij het lot van die maatschappijen eenzijdig werd geregeld.

De gezamenlijke vroegere akkoorden kwamen aldus op losse schroeven te staan en België kon ze niet ten uitvoer leggen. Het decreet lokte scherp protest van onzentwege uit en de heer Tsjombe besloot het niet toe te passen vooraleer opnieuw contact te hebben opgenomen met Brussel.

**

De nouvelles négociations eurent donc lieu récemment. Le Gouvernement belge fit office de médiateur et des accords intervinrent entre le Congo et les trois sociétés, ce qui permit aux deux gouvernements de signer, le 6 février 1965, une convention définitive pour le règlement des questions relatives à la Dette Publique et au Portefeuille de la Colonie du Congo belge », ainsi qu'une « convention relative aux statuts du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion ».

Elles ont fait l'objet d'un communiqué conjoint, dont voici l'essentiel :

« Les problèmes relatifs au *Portefeuille* sont réglés comme suit :

» La République Démocratique du Congo est propriétaire du Portefeuille appartenant anciennement à la Colonie du Congo Belge.

» La Belgique effectuera les formalités nécessaires en vue de remettre dès l'entrée en vigueur de la Convention les titres constitutifs du Portefeuille à la République Démocratique du Congo. Dès ce jour, le 6 février 1965, le Ministre belge des Finances a adressé aux sociétés et organismes dans lesquels le Congo Belge détenait un droit ou une participation, une lettre leur annonçant la décision des deux gouvernements et les invitant à y donner suite.

» Dès l'entrée en vigueur de la convention le Congo exercera donc tous les droits liés au portefeuille du Congo Belge et assumera toutes les obligations découlant de cette propriété.

» Ces droits comprennent notamment les droits de vote, la participation aux Conseils d'Administration, la perception des redevances.

» Parmi les obligations figurent notamment les conventions conclues par le Congo à la suite du décret congolais du 29 novembre 1964 avec la Compagnie du Katanga, la Compagnie des Chemins de Fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains et la Société belgo-africaine du Kivu.

» Le Congo confirme que la remise des titres du portefeuille ne modifie pas les engagements qui incombaient au Congo Belge envers les sociétés et organismes.

» Les modifications éventuelles ultérieures auront lieu par voie de conventions avec ces sociétés et organismes. »

D'autre part :

« Les charges de la *dette publique* sont réparties comme suit :

» a) Le Congo assume la responsabilité de la Dette émise en francs congolais ou détenue par des organismes de droit public congolais et assure les échéances des titres de cette Dette détenus par les organismes belges de sécurité sociale.

» b) La Belgique assume la responsabilité de la Dette exprimée en devises autres que le franc congolais et garantie par l'Etat belge.

Enige tijd geleden hadden dus nieuwe onderhandelingen plaats. De Belgische regering trad op als bemiddelaar en er kwamen akkoorden tot stand tussen Kongo en de drie maatschappijen, zodat de twee regeringen op 6 februari 1965 een definitieve conventie konden ondertekenen « voor de regeling van de vraagstukken betreffende de openbare schuld en de portefeuille van de Belgische Kongo » en « omtrent het statuut van het Belgisch-Kongolees Fonds voor delging en beheer ».

Hierover werd een gezamenlijk communiqué uitgegeven dat hoofdzakelijk luidt als volgt :

« De problemen betreffende de *portefeuille* worden geregeld als volgt :

« De Democratische Republiek Kongo is eigenaar van de portefeuille, die vroeger aan Belgisch-Kongo toebehoorde.

» België zal de nodige maatregelen treffen om de titels van de portefeuille aan de Democratische Republiek Kongo ter hand te stellen vanaf de inwerkingtreding van de conventie. Die dag, 6 februari 1965, heeft de Belgische Minister van Financiën reeds een brief gericht aan de maatschappijen en organisaties waarin Belgisch-Kongo rechten of aandelen bezit, om hun de beslissing van de twee regeringen mede te delen en ze te verzoeken daaraan gevolg te geven.

» Vanaf de inwerkingtreding van de conventie zal Kongo bijgevolg alle rechten uitoefenen verbonden aan de portefeuille van Belgisch-Kongo, alsook alle verplichtingen naleven die uit de eigendom ervan voortvloeien.

« Deze rechten omvatten onder meer het stemrecht, de vertegenwoordiging in de raden van beheer en de inning van de retributiën.

» De verplichtingen slaan onder meer op de conventies afgesloten door Kongo, ingevolge het Kongolese decreet van 29 november 1964, met de « Compagnie du Katanga », de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs africains » en de « Société Belgo-Africaine du Kivu. »

» Kongo bevestigt dat de overhandiging van de titels van de portefeuille geen wijziging brengt in de verplichtingen die Belgisch-Kongo ten laste lagen ten overstaan van de maatschappijen en organisaties.

» Eventuele wijzigingen zullen later gebeuren door middel van conventies af te sluiten met die maatschappijen en organisaties. »

Aan de andere kant :

« De lasten van de openbare schuld worden als volgt verdeeld :

» a) Kongo neemt de verantwoordelijkheid op zich van de schuld in Kongolese frank of die in het bezit is van Kongolese publiekrechtelijke organisaties en betaalt de renten van de effecten van die schuld welke in het bezit zijn van de Belgische organisaties voor sociale zekerheid.

» b) België neemt de verantwoordelijkheid op zich van de schuld in andere deviezen dan Kongolese frank, die door de Belgische Staat is gewaarborgd.

» c) Les deux Gouvernements créent conjointement une institution autonome de droit public international dénommé « Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion » qui aura notamment pour objet d'émettre un emprunt en francs belges, au taux de 3,5 % l'an, avec jouissance au 1^{er} juillet 1965 et amortissable en 40 ans maximum.

» Les titres de cet emprunt seront offerts au pair de leur valeur nominale en souscription publique, libre et volontaire, aux porteurs de titres de la Dette du Congo Belge exprimée en devises autres que le franc congolais et non garantie par l'Etat belge, à l'exception des titres de cette Dette détenus par des organismes de droit public congolais.

» A titre d'intérêts pour la période écoulée du 1^{er} juillet 1960 au 1^{er} juillet 1965, les souscripteurs recevront sous certaines conditions, une bonification en capital de 17,5 %.

» Le Fonds sera alimenté pendant une période maximum de 40 ans par une dotation annuelle à laquelle participent les deux gouvernements. Les versements seront assurés par un mandat irrévocable et conjoint donné par les deux gouvernements à la Banque Nationale de Belgique de prélever dans leurs comptes respectifs les sommes nécessaires. »

Enfin :

« L'exécution de certains points de la Convention sera confiée à une délégation de chacun des deux gouvernements.

» En même temps que se poursuivaient les négociations qui ont abouti aux conventions et décisions susdites, se sont déroulées des conversations traitant des divers sujets intéressant les deux pays, notamment l'assistance technique dans les domaines militaire, administratif et culturel. »

Cet accord, comme on le voit, est semblable au précédent. Il n'en diffère que par l'allusion aux conventions conclues par le Congo avec les trois compagnies citées ci-dessus, à la suite du décret du 29 novembre 1964. Il rappelle aussi que ces conventions figurent parmi les obligations découlant, pour la République, de la propriété du portefeuille.

En ce qui concerne la Dette publique, il précise que le versement de la dotation annuelle des deux gouvernements au Fonds d'amortissement et de gestion sera assuré par un mandat *irrévocable*, donné à la Banque nationale de Belgique de prélever les sommes nécessaires dans les comptes respectifs des deux Etats, ouverts chez elle. En ce qui nous concerne, la Banque nationale prélèvera chaque année 25 millions sur les sommes revenant au Trésor belge.

Quant aux *arriérés d'intérêts*, ils seront compensés par une bonification en capital de 17,5 %.

Par conséquent l'ensemble des conventions apporte à la République du Congo la possession d'un portefeuille évalué au 30 juin 1960 à 36 milliards de francs

» c) De twee regeringen richten samen een autonome instelling op van internationaal publiek recht, genaamd « Belgisch-Kongolees Fonds voor delging en beheer » die tot taak zal hebben een lening uit te schrijven in Belgische frank met een rentevoet van 3,5 % per jaar met ingang van 1 juli 1965 en terugbetaalbaar in maximum 40 jaar. »

« De effecten van die lening zullen worden aangeboden aan hun nominale waarde in openbare, vrije en vrijwillige intekening aan de houders van effecten van de schuld van Belgisch Kongo in andere deviezen dan Kongolese frank en niet gewaarborgd door de Belgische Staat, met uitzondering van de effecten van die schuld welke in het bezit zijn van de Kongolese publiekrechtelijke organisaties.

» Als vergoeding voor de intresten van de periode van 1 juli 1960 tot 1 juli 1965, zullen de intekenaars onder bepaalde voorwaarden een vergoeding in kapitaal ontvangen van 17,5 %.

» Gedurende een periode van maximum veertig jaar zal het Fonds gestijfd worden door een jaarlijkse dotatie, waaraan beide regeringen zullen deelnemen. De afbetalingen zullen worden verzekerd door een onherroepelijk mandaat door de twee regeringen gezamenlijk gegeven aan de Nationale Bank van België om van hun respectieve rekeningen de nodige bedragen op te nemen. »

Ten slotte :

« De uitvoering van bepaalde punten van de conventie zal worden toevertrouwd aan een commissie bestaande uit afgevaardigden van ieder van beide regeringen.

» Tijdens de onderhandelingen over de vorengenoemde conventies en beslissingen, werden andere besprekingen gevoerd over verschillende onderwerpen die van belang zijn voor de twee landen en met name over de technische bijstand op militair, administratief en cultureel gebied. »

Dat akkoord stemt, zoals men ziet, overeen met het vorige. Het enige verschil ermee is de verwijzing naar de conventies van Kongo met de drie vorengenoemde maatschappijen, als gevolg van het decreet van 29 november 1964. Het bepaalt ook dat die conventies tot de verplichtingen behoren die voor de Republiek voortvloeien uit de eigendom van de portefeuille.

Wat betreft de openbare schuld bepaalt het nader dat de storting van de jaarlijkse dotatie van de twee regeringen aan het Fonds voor delging en beheer verzekerd wordt door een *onherroepelijk* mandaat dat aan de Nationale Bank van België is gegeven om de nodige bedragen af te nemen van de respectieve rekeningen die de twee Staten bij haar hebben openstaan. Wat België betreft zal de Nationale Bank ieder jaar 25 miljoen afnemen van de bedragen die verschuldigd zijn aan de Belgische Schatkist.

De *achterstallige renten* zullen vergoed worden met een kapitaalbonificatie van 17,5 %.

De conventies hebben dus ten gevolge dat de Republiek Kongo in het bezit komt van een portefeuille, die per 30 juni 1960 op 36 miljard Belgische frank wordt

belges, ce qui, pour son gouvernement, implique d'une part le contrôle des sociétés dans les domaines de l'énergie, des transports aériens, fluviaux et ferroviaires et dans celui de la production de l'or; d'autre part une participation très importante dans les autres exploitations minières et les exploitations agricoles. Le Congo entre ainsi dans la voie de l'indépendance économique. Il peut, par exemple, grâce à ce portefeuille, créer une banque d'investissements qui lui serait fort utile.

Remarquons, en passant, combien la Belgique, au temps où elle était puissance coloniale, avait eu le souci des intérêts de la population congolaise, puisqu'elle avait toujours réservé à la colonie elle-même une part prépondérante où très importante dans les sociétés qui se créaient et à qui étaient accordées des concessions. Depuis l'indépendance, elle n'a jamais contesté la propriété de ce portefeuille dans le chef du nouvel Etat. La remise effective des titres dépendait uniquement du règlement des questions relatives notamment à la Dette publique.

Les gouvernements déclarent d'autre part, dans leur communiqué conjoint, que les conventions apporteront à la Belgique « la solution du problème posé par la détention par de nombreux ressortissants belges de titres de la dette extérieure congolaise non garantie ». Il serait plus exact de dire : *une* solution. Car on ne réalise pas les espoirs des porteurs de dette, qui avaient pensé que la garantie était implicite.

Les deux conventions relatives l'une au règlement de la Dette et au Portefeuille et l'autre au statut du Fonds d'amortissement et de gestion devront recevoir l'assentiment des Chambres.

*
**

La conclusion de l'accord sur la dette publique va permettre en même temps au gouvernement belge de mobiliser une créance de l'Etat et de l'affecter à l'indemnisation des *dommages de guerre subis* par des compatriotes au Congo depuis 1960. L'Etat détient en effet deux bons de Trésor de l'ancienne colonie, d'un montant total de 750 millions. Il s'agit là d'une dette publique extérieure du Congo, non garantie. Le gouvernement recevra donc en échange de ces bons, des titres de l'emprunt du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion, prévu dans l'accord dont il vient d'être parlé et il les remettra aux sinistrés.

Une loi devra fixer, comme cela a été fait en Belgique, après la guerre, les abattements à effectuer et la preuve à administrer.

*
**

Avant de clore ce chapitre, soulignons qu'outre la possession du portefeuille certains éléments sont susceptibles d'exercer une influence heureuse sur l'avenir du Congo.

geraamd hetgeen voor de Kongolese regering betekent, enerzijds, controle op de vennootschappen op het gebied van de energie, het vervoer in de lucht, te water en per spoor en de goudproductie en, anderzijds, zeer grote deelneming in de overige mijnbouwondernemingen en de landbouwexploitaties. Kongo wordt aldus economisch onafhankelijk. Het kan bijvoorbeeld, dank zij die portefeuille, een investeringsbank oprichten die zeer nuttig zou zijn.

Terloops zij opgemerkt hoezeer België, toen het nog een koloniale mogendheid was, de belangen van de Kongolese bevolking heeft verzorgd, aangezien het altijd voor de Kolonie zelf een overwegend of zeer belangrijk aandeel heeft voorbehouden in de maatschappijen die opgericht werden en concessies kregen. Na de onafhankelijkheid heeft het nooit het eigendomsrecht van de nieuwe staat op die portefeuille betwist. De werkelijke overgifte van de titels hing uitsluitend af van de regeling van de problemen betreffende o.m. de openbare schuld.

De regeringen verklaren bovendien in hun gezamenlijk communiqué, dat de conventies voor België betekenen « de oplossing voor het probleem dat gerezen was doordat talrijke Belgische onderdanen houder zijn van effecten van de niet-gewaarborgde Kongolese buitenlandse schuld ». Juister ware te zeggen : *een* oplossing, want de verwachtingen van de houders van schuldeffecten, die de waarborg als impliciet beschouwden, worden niet ingelost.

De twee conventies betreffende enerzijds de regeling van de openbare schuld en de portefeuille, en anderzijds het statuut van het Fonds voor delging en beheer moeten door de Kamers worden goedgekeurd.

*
**

De afsluiting van het akkoord over de openbare schuld zal de Belgische Regering ook in staat stellen een schuldvordering van de Staat te gelde te maken en aan te wenden voor de vergoeding van de oorlogsschade die onze landgenoten sinds 1960 in Kongo hebben geleden. De Staat bezit immers twee schatkistbons van de voormalige kolonie voor een totaal bedrag van 750 miljoen. Die bons zijn een niet-gewaarborgde buitenlandse schuld van Kongo. De Regering zal dus, in ruil voor die bons, effecten ontvangen van de lening van het Belgisch-Kongolees Fonds voor delging en beheer, dat in het akkoord is voorzien en waarvan hiervoren sprake is geweest. Zij zal die effecten aan de getroffen en ter hand stellen.

De abattementen en de bewijslevering zullen bij de wet worden vastgesteld, zoals in België is gebeurd na de oorlog.

*
**

Vooraleer dit hoofdstuk te besluiten moge worden opgemerkt dat, naast het bezit van de portefeuille, nog andere elementen de toekomst van Kongo gunstig kunnen beïnvloeden.

M. Tshombe procède actuellement à une opération politique importante. Sans vouloir constituer un parti unique — il s'en défend expressément — il fonde une nouvelle formation où il voudrait voir se fondre les diverses tendances nationales de l'opinion publique congolaise, afin d'éviter le déchirement des premières années de l'indépendance. Si cette tentative réussit, elle peut évidemment donner de la stabilité au régime.

On vient d'apprendre que les partis lumumbistes se sont eux-mêmes fédérés.

Enfin la rébellion ne paraît plus s'étendre et le danger qu'elle représente pour l'Afrique tout entière semble avoir impressionné les dirigeants d'autres pays de ce continent, en sorte que la position internationale du Congo pourrait en être consolidée.

La conférence de Nouakchott, en Mauritanie, groupant la plupart des Etats noirs francophones d'Afrique a reconnu que le gouvernement Tshombe était le seul légal et qu'il méritait certes l'aide de ceux-ci. C'est incontestablement un succès diplomatique important pour le gouvernement de Léopoldville.

Tous ces éléments peuvent jouer en faveur du Congo. Mais il lui appartient, à lui-même avant tout, de faire en sorte qu'ils ne soient pas gaspillés.

**

3. Contentieux Belgique-O.N.U.

Il y a tout un compte à établir entre notre pays et les Nations Unies à la suite de l'arrivée au Congo des « casques bleus ».

a) Au moment de leur départ de ce pays en 1960, les troupes belges laissaient dans les trois bases de Kamina, Kitona et Banane du matériel et de l'équipement. L'O.N.U. les racheta pour la somme de 255 millions de francs belges.

Malgré de nombreux rappels, les Nations Unies, qui n'avaient jamais contesté leur dette, ne firent longtemps que des réponses dilatoires. Finalement elles voulurent lier le règlement de cette reprise au remboursement des frais qu'elles avaient exposés pour entretenir les bases — nous y viendrons dans un instant —. Le Gouvernement belge répliqua qu'il s'agissait de deux choses différentes. Une des créances n'était en effet pas liquide.

Quoiqu'il en soit l'O.N.U. ne régla pas les 255 millions qu'elle devait.

b) Frais d'entretien des bases.

Voici comment le Ministre expose la question :

« Les Résolutions du Conseil de Sécurité des 14 et 22 juillet 1960 prévoyaient l'obligation pour les troupes belges de quitter le territoire de la République du Congo.

» Le Gouvernement belge ne souhaitait pas voir remettre immédiatement les bases qu'il possédait au

De heer Tshombe leidt op dit ogenblik een belangrijke politieke operatie. Hij wenst niet een eenheids-partij op te richten — hij spreekt dat uitdrukkelijk tegen — maar sticht een nieuwe politieke formatie waarin hij de verschillende nationale stromingen van de Kongolese publieke opinie wil opnemen, ten einde de verscheuring te verhinderen die in de eerste jaren na de onafhankelijkheid bestond. Slaagt die poging, dan zou het regime natuurlijk stabielere kunnen worden. Naar verluidt hebben de Lumumbistische partijen zich ook aaneengesloten.

Ten slotte schijnt het oproer geen uitbreiding meer te nemen en schijnt het gevaar dat het oplevert voor geheel Afrika, op de leiders van andere Afrikaanse landen indruk te hebben gemaakt, zodat de internationale positie van Kongo beter zou kunnen worden.

De conferentie van Nouakchott in Mauretanië, die de meeste Franssprekende zwarte landen van Afrika groepeerde, heeft erkend dat de regering-Tshombe de enige wettige regering van Kongo is en de steun van de landen van de conferentie verdient. Dit is ongetwijfeld een groot diplomatiek succes voor de regering van Leopoldstad.

Al die elementen kunnen in het voordeel van Kongo uitvallen maar het moet in de eerste plaats zelf zodanig handelen dat het die kans niet verspeelt.

**

3. Geschillen tussen België en de O.V.N.

Tussen ons land en de Verenigde Naties dienen heel wat zaken te worden geregeld ingevolge de aankomst van de « blauwhelmen » in Kongo.

a) Op het ogenblik dat de Belgische troepen in 1960 uit Kongo vertrokken, lieten zij in de drie basissen van Kamina, Kitona en Banana materieel en uitrusting achter. De O.V.N. nam het over voor 255 miljoen Belgische frank.

Ondanks vele maningen tot betaling, gaf de O.V.N., die nooit haar schuld had betwist, gedurende lange tijd slechts een antwoord dat uitstel ten doel had. Per slot van rekening wilde zij de regeling van die overneming verbinden aan terugbetaling van de kosten die zij had gemaakt om de basissen te onderhouden — wij komen daar straks op terug —, maar de Belgische Regering antwoordde dat het hier ging om twee verschillende zaken. Want een van de schuldvorderingen was geen liquide schuldvordering.

Hoe dan ook, de O.V.N. betaalde de 255 miljoen niet die zij verschuldigd was.

b) Kosten voor het onderhoud van de basissen.

De Minister licht deze kwestie toe als volgt :

« De resoluties van de Veiligheidsraad van 14 en 22 juli 1960 legden aan de Belgische troepen de verplichting op het grondgebied van de Republiek Kongo te verlaten.

» De Belgische regering wenste de basissen die zij in Kongo bezat niet onmiddellijk aan de regering van

Congo au Gouvernement de M. Lumumba. Il était en effet prévu dans le Traité d'Amitié paraphé avant l'indépendance du Congo que des négociations auraient lieu en vue de déterminer le sort ultérieur de ces bases.

» Notre délégation à New York reçut donc pour instructions d'exposer ce point de vue au Secrétaire Général de l'ONU et à la suite de ces conversations les lettres qui figurent en annexe (XIII et XIV) ont été échangées entre le Secrétaire Général de l'ONU et le Représentant Permanent de la Belgique aux Nations Unies. Le Secrétaire Général prenait donc en charge ces bases à titre provisoire et spécifiait que cette mesure ne préjugait en rien les droits des parties intéressées.

» Il précisait que l'Organisation internationale s'inspirerait pour cette administration des principes généraux du droit civil relatif à la gestion provisoire d'affaires pour autrui. Il reconnaissait enfin que l'administration provisoire de ces bases constituait une mesure nécessaire en vue d'exécuter les décisions du Conseil de Sécurité.

» Le Gouvernement belge acceptait ces principes. En fait, il demeurait propriétaire des bases mais restait redevable envers les Nations Unies des dépenses occasionnées par leur entretien. »

Après que nous eûmes insisté pour obtenir le paiement du prix du matériel et de l'équipement, dont il est question au littéra a) ci-dessus, les Nations Unies présentèrent finalement en mai 1963 une facture de frais d'entretien des bases s'élevant, pour une première période de juillet 1960 à mars 1963, à plus de 800 millions de francs belges. Ce montant fut tout de suite contesté par nous et des discussions commencèrent à ce sujet à New York, Bruxelles et Léopoldville, au terme desquelles l'ONU réduisit sa réclamation à 500 millions de francs belges pour 32 mois.

« Pendant ce temps, déclare le Ministre, le Gouvernement belge chercha à régler le problème des bases avec le Gouvernement congolais de manière à faire cesser l'administration provisoire des Nations Unies. Ceci ne put cependant être fait qu'au moment où les Nations Unies admirent qu'une aide militaire directe pût être donnée à la République du Congo sans enfreindre les Résolutions du Conseil de Sécurité. Au mois de février 1964, il fut possible, après inventaire de l'état des bases, d'en remettre la jouissance au Gouvernement congolais conformément à l'échange de lettres qui figurent en annexe (XV et XVI).

» Il y avait lieu à ce moment-là d'établir d'une manière définitive les frais de gestion des Nations Unies pour une période de *quarante et un mois*. Le Gouvernement belge n'acceptait de défrayer l'O.N.U. que des seuls frais que lui avaient occasionné la gestion et l'entretien des bases à l'exclusion de toutes dépenses faites en vue de les employer à des fins opérationnelles consécutives à l'action des Nations Unies au Congo. Les discussions permirent d'établir que la somme réclamée cette fois pour quarante et un mois de gestion, environ 14 millions de dollars,

de heer Lumumba over te dragen. In het Vriendschapsverdrag, geparafeerd vóór de onafhankelijkheid van Kongo, was namelijk bepaald dat er zou onderhandeld worden ten einde het later lot van deze basissen te regelen.

» Onze afvaardiging in New York kreeg dus als opdracht dit standpunt uiteen te zetten bij de Secretaris-generaal van de O.V.N. en ingevolge deze besprekingen werden de brieven, die zijn afgedrukt in de bijlagen XIII en XIV gewisseld tussen de Secretaris-generaal van de O.V.N. en de Vaste Vertegenwoordiger van België bij de Verenigde Naties. De Secretaris-generaal nam deze basissen dus voorlopig voor zijn rekening en bepaalde dat deze maatregel niet vooruitliep op de rechten van de betrokken partijen.

Hij gaf nader aan dat de internationale organisatie zich bij het beheer ervan zou laten leiden door de algemene beginselen van het burgerlijk recht betreffende de voorlopige waarneming van eens anders zaak. Hij erkende ten slotte dat het voorlopig beheer van deze basissen een noodzakelijke maatregel was om de beslissingen van de Veiligheidsraad uit te voeren.

« De Belgische Regering aanvaardde deze beginselen. Feitelijk bleef zij eigenaar van de basissen maar zij was aan de Verenigde Naties de uitgaven voor het onderhoud ervan verschuldigd. »

Nadat wij hadden aangedrongen op de betaling van de prijs van het materieel en van de uitrusting, waarvan sprake is in letter a) hiervoren, boden de Verenigde Naties ten slotte in mei 1963 een factuur aan voor de onderhoudskosten van de basis die, voor een eerste periode van juli 1960 tot maart 1963, meer dan 800 miljoen Belgische frank beliepen. Dit bedrag werd dadelijk door ons betwist en er begonnen hierover besprekingen in New York, Brussel en Leopoldstad, die tot gevolg hadden dat de O.V.N. haar vordering tot 500 miljoen Belgische frank verminderde voor 32 maanden.

« Inmiddels, aldus de Minister, streefde de Belgische regering ernaar het probleem van de basissen te regelen met de Kongolese regering om een einde te maken aan het voorlopig beheer van de Verenigde Naties. Dat kon evenwel slechts gebeuren op het ogenblik dat de Verenigde Naties toegaven dat rechtstreekse militaire hulp aan de Republiek Kongo kon worden verleend zonder afbreuk te doen aan de resoluties van de Veiligheidsraad. In de maand februari 1964, na inventaris van de staat van de basissen, was het mogelijk het genot ervan aan de Kongolese regering over te dragen overeenkomstig de wisseling van de brieven die opgenomen zijn in de bijlagen XV en XVI.

« Op dat ogenblik dienden de beheerskosten van de Verenigde Naties definitief te worden vastgesteld voor een periode van *eenenveertig maanden*. De Belgische Regering nam alleen aan de O.V.N. schadeloos te stellen voor de kosten veroorzaakt door het beheer en het onderhoud van de basissen, *met uitsluiting van alle uitgaven om die basissen te gebruiken voor operationele doeleinden* in het raam van de actie van de Verenigde Naties in Kongo. Uit de besprekingen bleek dat het bedrag dat thans voor eenenveertig maanden beheer werd geëist, namelijk ongeveer 14 miljoen dol-

n'était justifiée par aucune comptabilité convaincante. Ces discussions amenèrent le Secrétaire Général à réduire la créance des Nations Unies à une somme de 7 millions de dollars ou 350 millions.

» La Belgique, quant à elle, s'inspirant de son expérience passée, proposait des critères objectifs pour déterminer le montant des frais de gestion. Suivant ces critères, on pouvait évaluer ceux-ci à une somme d'environ 190 millions de francs belges. »

Finalement l'O.N.U. proposa une solution transactionnelle qui sera exposée plus loin, parce qu'elle porte non seulement sur sa créance de frais d'entretien, mais aussi sur la créance belge dont il a été question sous le littéra a) et sur celle des victimes belges au Katanga dont il va être parlé au paragraphe suivant.

c) A la suite des opérations de l'ONU au Katanga, des ressortissants belges ont été *victimes de crimes et délits commis par des soldats des unités des Nations Unies*. Ces compatriotes ou leurs ayants droit, ont donc, de ce chef, une créance de dommages-intérêts, que le Gouvernement, appliquant les règles de la protection diplomatique, a défendue auprès du Secrétaire Général.

Des dossiers ont été constitués et des négociations menées depuis lors au sujet du montant des indemnités dues.

Comme nous venons de le dire, les Nations Unies ont finalement fait une *proposition transactionnelle*. La voici :

Elles renonceraient à leur revendications pour frais d'entretien des bases (190 ou 350 millions); en contrepartie, le Gouvernement belge abandonnerait sa créance du prix du matériel (255 millions). D'autre part, elles offrent 75 millions de francs pour indemniser les citoyens belges victimes d'actions où sa responsabilité est engagée.

Aucun accord n'est encore conclu.

Nous indiquerons plus loin l'opinion de la Commission, au sujet de cette proposition.

d) Mais il reste une autre créance de l'ONU, c'est celle des *contributions* qu'elle réclame à la Belgique, comme part dans le coût de l'*opération au Congo*.

On se souvient que suivant un amendement déposé au Sénat, les Chambres ont, en 1962, refusé au Gouvernement les crédits supplémentaires qu'il demandait à cette fin pour les exercices 1960 et 1961. Par la suite, le Gouvernement n'en a plus inscrit au budget. Mais lorsqu'il insista auprès de l'ONU pour qu'elle maintint ses troupes quelques mois de plus au Congo, il avertit le Parlement qu'il devrait offrir de régler une contribution pour ces dépenses supplémentaires. Lui demandant de prolonger son effort, il estimait devoir manifester sa bonne volonté en coopérant pour sa quote-part aux frais que cette décision entraînerait.

lar, op geen enkele steekhoudende boekhouding berustte. Na die besprekingen was de Secretaris-generaal bereid de schuldvordering van de Verenigde Naties te verminderen tot 7 miljoen dollar of 350 miljoen Belgische frank.

» België, dat op dit gebied ervaring had, stelde aan zijn kant voor het bedrag van de beheerskosten te bepalen op grond van objectieve normen. Volgens die normen konden zij worden geraamd op ongeveer 190 miljoen Belgische frank.

Ten slotte stelde de O.V.N. een minnelijke schikking voor, die hierna zal worden toegelicht, omdat zij niet alleen de schuldvordering van de O.V.N. wegens haar onderhoudskosten omvat, maar ook de Belgische schuldvordering bedoeld onder a) hiervoren en de schuldvordering met betrekking tot de Belgische getroffenen in Katanga, waarvan in de navolgende alinea wordt gesproken.

c) Sommige Belgische onderdanen zijn, als gevolg van het optreden van de O.V.N. in Katanga, het slachtoffer geweest van *misdaden en wanbedrijven gepleegd door soldaten van de eenheden van de Verenigde Naties*. Die landgenoten of hun rechthebbenden hebben op grond daarvan dus aanspraak op schadevergoeding, die de Regering, met toepassing van de regelen van de diplomatieke bescherming, bij de Secretaris-generaal heeft verdedigd.

Er zijn dossiers aangelegd en naderhand onderhandelingen gevoerd over het bedrag van de verschuldigde schadevergoeding.

Zopas is gezegd dat de Verenigde Naties ten slotte een minnelijke schikking hebben voorgesteld, in dezer voege :

De Verenigde Naties zouden afzien van hun eisen betreffende de onderhoudskosten van de basissen (190 of 350 miljoen); als tegenprestatie zou de Belgische Regering haar schuldvordering voor het materieel (225 miljoen) laten vallen. Aan de andere kant stellen de Verenigde Naties 75 miljoen frank voor als schadevergoeding van de Belgische burgers die getroffen zijn door activiteiten, waarvoor de V.N. aansprakelijk zijn.

Er is nog geen overeenkomst afgesloten.

Wij vermelden hierna het standpunt van de Commissie ten aanzien van dat voorstel.

d) Er is evenwel nog een andere schuldvordering van de O.V.N., namelijk de *bijdragen* die zij van België eist als aandeel in de kosten van de *operatie Kongo*.

Men zal zich herinneren dat de Kamers, overeenkomstig een in de Senaat ingediend amendement, in 1962 geweigerd hebben aan de F'gering de bijkredieten te verlenen, die zij daartoe voor de dienstjaren 1960 en 1961 vroeg. De Regering heeft er nadien geen meer op de begroting uitgetrokken. Maar toen zij bij de O.V.N. erop aandrong haar troepen enkele maanden langer in Kongo te handhaven, waarschuwde zij het Parlement dat zij moest aanbieden om een bijdrage in die bijkomende uitgaven te betalen. De Regering was van oordeel dat zij aan de O.V.N. niet kon vragen om een bijkomende inspanning te leveren, zonder blijk te geven van goede wil door aan te bieden haar deel te betalen in de kosten welke uit die beslissing zouden voortvloeien.

Voici comment s'établit le compte des contributions réclamées par l'ONUC pour la période expirant le 31 décembre 1963 (Rappelons que la dernière unité des Nations Unies a quitté le Congo le 30 juin 1964) :

14- 7-60 - 31-12-60	629.615
1- 1-61 - 31-10-61	1.287.766
1-11-61 - 30- 6-62	958.903
1- 7-62 - 30- 6-63	—
1- 7-63 - 31-12-63	395.367
	3.271.651 \$ U.S.

soit : 163.582.550 francs belges.

On sait que, requise par l'O.N.U. de donner son avis, la Cour Internationale de Justice a estimé, le 20 juillet 1962, que les dépenses relatives aux opérations des Nations Unies au Congo, constituaient « des dépenses de l'Organisation, au sens du paragraphe 2 de l'article 17 de la Charte ». Par conséquent, les membres sont tenus de les acquitter. Sans doute de nombreux pays, et non des moindres, ont-ils refusé de s'incliner. Il n'en reste pas moins que la Belgique n'a pas l'habitude de s'insurger contre un avis de Cour. Le problème du règlement se posera donc un jour pour nous.

Observations :

La Commission a examiné l'ensemble de ce compte.

1° En ce qui concerne la créance du prix du matériel et de l'équipement repris dans les bases, il n'y a pas de doute. Il s'agit d'une créance liquide et exigible s'élevant à 255 millions de francs belges que l'ONU nous doit.

2° Quant aux frais d'entretien des bases, ils sont réclamés en vertu d'un contrat de gestion provisoire. Les lettres des 28 août et 2 septembre 1960 constituent un accord explicite. Quelles sont les obligations souscrites par le gouvernement belge ? Il s'est engagé à payer les frais d'entretien, qui seraient dus en vertu de la gestion d'affaires pour autrui, conformément aux principes généraux du droit civil.

Cette constatation appelle les remarques suivantes :

a) Les frais d'entretien ne peuvent comporter ceux qui résultent de l'usage des bases, pour des opérations propres à l'ONU qui, à notre égard, agit comme gérante. Ses prétentions sont donc excessives.

Nous avons vu que, d'après des critères objectifs, l'Administration évaluait ces frais à 190 millions de francs. Et il semble que si l'on se reporte au dernier budget du Ministère de la Défense Nationale, déposé avant l'indépendance du Congo, cette évaluation n'est certes pas trop faible, même pour une durée de trois ans et demi. En effet, il s'agissait alors de dépenses prévues pour le fonctionnement et l'entretien des bases en état opérationnel. De plus, les rémunérations

Hier volgt de rekening van de bijdragen die de O.V.N. eist voor de periode tot 31 december 1963 (men vergeet niet dat de laatste eenheid van de V.N. Kongo heeft verlaten op 30 juni 1964) :

14- 7-60 - 31-12-60	629.615
1- 1-61 - 31-10-61	1.287.766
1-11-61 - 30- 6-62	958.903
1- 7-62 - 30- 6-63	—
1- 7-63 - 31-12-63	395.367
	3.271.651 \$ U.S.

of 163.582.550 Belgische frank.

Het Internationale Hof van Justitie, door de O.V.N. om advies verzocht, heeft op 20 juli 1962 als zijn oordeel te kennen gegeven dat de uitgaven betreffende de verrichtingen van de Verenigde Naties in Kongo« uitgaven van de Organisatie zijn in de zin van par. 2 van artikel 17 van het Handvest ». De leden zijn bijgevolg verplicht die uitgaven te betalen. Weliswaar hebben talrijke landen, en niet altijd de kleinste, geweigerd zich daarbij neer te leggen, maar België is niet gewoon zich tegen een advies van het Hof te verzetten. Wij zullen dus eenmaal voor het probleem van de regeling komen te staan.

Opmerkingen.

De Commissie heeft die gezamenlijke rekening onderzocht.

1° Omtrent de schuldvordering in verband met de prijs van het overgenomen materieel en de overgenomen uitrusting van de basissen, bestaat geen twijfel. Het gaat hier om een liquide opeisbare schuld van 255 miljoen Belgische frank, die de O.V.N. ons moet betalen.

2° De onderhoudskosten van de basissen worden gevorderd krachtens een kontrakt van voorlopige zaakwaarneming. De brieven van 28 augustus en 2 september 1960 vormen een uitdrukkelijke overeenkomst. Wat zijn de verplichtingen van de Belgische Regering ? Zij heeft zich verbonden om de onderhoudskosten te betalen die verschuldigd mochten zijn krachtens de waarneming van eens anders zaak overeenkomstig de algemene beginselen van het burgerlijk recht.

Hierbij moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

a) De onderhoudskosten kunnen niet de kosten behelzen die voortvloeien uit het gebruik van de basissen voor de eigen verrichtingen van de O.V.N., die als zaakwaarnemer voor ons optreedt. Die aanspraken zijn dus overdreven.

Hiervoren is gezegd dat de administratie die kosten naar objectieve normen schat op 190 miljoen frank. En het is zo dat, afgaande op de laatste begroting van het Ministerie van Landsverdediging vóór de onafhankelijkheid van Kongo, die schatting zeker niet te laag is, ook voor de duur van drie en een half jaar. Die uitgaven hadden immers betrekking op de werking en het onderhoud van de basissen in operationele staat. Bovendien mag de bezoldiging van het Belgisch perso-

du personnel belge, qui figuraient évidemment à ce budget national, ne peuvent être considérées comme comprises dans les frais d'entretien de l'ONU, bien que ce personnel ait été mis à sa disposition, car, en vertu de l'accord (voir la lettre du Secrétaire Général du 28 août 1960 annexe XIII), la Belgique devait payer ses traitements.

b) S'il y a eu accord entre le Gouvernement belge et les Nations Unies, il aurait fallu, pour qu'il ait effet, qu'il reçût l'approbation des Chambres, selon l'article 68 de la Constitution, car il grève l'Etat. Or aucune procédure semblable n'a été même entamée.

Dès lors, on pourrait considérer qu'il n'y a qu'un quasi-contrat de gestion d'affaires pour autrui.

c) Sans doute le maître doit-il, dans ce cas, rembourser les dépenses utiles ou nécessaires (C. C. 1375), que le gérant a faites pour la conservation de la chose.

Mais comme l'ONU nous réclame une contribution aux dépenses causées par les opérations au Congo (163 millions au 31 décembre 1964) et que, pour mener celles-ci, elle s'est servie des bases, dont elle nous reconnaît la propriété, ne peut-on en conclure que nous avons déjà contribué à ces dépenses ? Ce serait une espèce de paiement en nature, de dation en paiement que nous avons faite, à valoir sur notre contribution comme membre des Nations-Unies. En se servant de ces bases, celles-ci ont dû exposer moins de frais. Sur la part qu'elles nous en réclament, on pourrait donc imputer ce que représente la jouissance de nos installations et aérodromes.

d) Enfin, ne disposant évidemment pas des éléments nécessaires pour apprécier les dommages et intérêts dus à toutes les victimes belges au Katanga, la Commission ne peut juger si l'offre de 75 millions est équitable. Mais elle recommande au Gouvernement de se montrer ferme à ce sujet et rappelle que si, dès le 12 octobre 1961, le Sénat a voté un ordre du jour demandant d'ouvrir une enquête internationale sur les faits graves reprochés à certains agents de l'ONU, celle-ci a longtemps nié même leur existence.

**

neel, die natuurlijk op de nationale begroting was uitgetrokken, niet medegerekend worden in de onderhoudskosten van de O.V.N., omdat die bezoldiging, niettegenstaande dat personeel ter beschikking van de O.V.N. was gesteld, krachtens het akkoord door België moet worden betaald (brief van de Secretaris-generaal van 28 augustus 1960 — bijlage XIII).

b) Indien er een overeenkomst was tussen de Belgische Regering en de Verenigde Naties, had zij om uitwerking te kunnen hebben, overeenkomstig artikel 68 van de Grondwet goedgekeurd moeten zijn door de Kamers, want zij « bezwaart » de Staat. Een soortgelijke procedure is evenwel nooit ingesteld.

Men mag derhalve besluiten dat er slechts een oneigenlijk kontrakt tot waarneming van eens anders zaak bestaat.

c) Weliswaar moet de eigenaar in dat geval de nuttige of noodzakelijke uitgaven vergoeden (B.W. 1375) die de zaakwaarnemer heeft verricht om de zaak te bewaren.

Maar kunnen wij uit het feit dat de O.V.N. een bijdrage eist in de uitgaven voor de verrichtingen in Kongo (163 miljoen per 31 december 1964), en zij voor die verrichtingen gebruik heeft gemaakt van de basissen, waarover zij ons eigendomsrecht erkent, niet besluiten dat wij reeds aan die uitgaven hebben bijgedragen ? Wij zouden een soort betaling in natura, een inbetalinggeving verricht hebben, die aangerekend moet worden op onze bijdrage als lid van de Verenigde Naties. Deze hebben minder kosten gehad door gebruik te maken van die basissen. Op het aandeel dat zij daartoe van ons vorderen zou dus aangerekend kunnen worden het bedrag vertegenwoordigd door het gebruik van onze installaties en luchthavens.

d) Ten slotte kan de Commissie niet oordelen of de aangeboden 75 miljoen frank billijk zijn, omdat zij natuurlijk niet over de nodige gegevens beschikt om de schadevergoeding voor alle Belgische getroffen in Katanga te schatten. Zij vraagt evenwel aan de Regering zich op dit gebied beslist te tonen en herinnert eraan dat de Senaat op 12 oktober 1961 een motie heeft aangenomen om een internationale enquête in te stellen over de erge feiten die aan sommige personeelsleden van de O.V.N. werden verweten, maar dat de O.V.N. die feiten zelf lang heeft ontkend.

**

DEUXIEME PARTIE.

QUESTIONS DIVERSES.

A. Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

QUESTION N° 1.

Où en est le parachèvement de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ?

REPONSE :

Le 29 janvier 1963, les Gouvernements belge et luxembourgeois ont signé à Bruxelles un protocole portant revision des conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ainsi qu'un protocole spécial relatif à l'agriculture et un protocole spécial relatif au régime d'association monétaire.

Ces actes internationaux ont reçu l'approbation de la Chambre des Représentants.

(*Observation* : La Commission ajoute que depuis la réception de la réponse du Ministre, le Sénat a approuvé ces protocoles le 23 décembre 1964. La ratification par la Belgique ne dépend donc plus que du Pouvoir Exécutif.)

A Luxembourg, la Chambre des Députés se prononcera incessamment.

Dès que ces accords seront mis en application, il sera fait appel à des procédures qui permettront le parachèvement de l'U.E.B.L. en fonction de l'évolution des intégrations économiques plus larges : le Benelux et la Communauté Economique Européenne.

En attendant cette mise en vigueur, les organes compétents de l'Union s'efforcent de résoudre les problèmes qui se posent au jour le jour en assurant au maximum la liberté des échanges entre les deux partenaires.

QUESTION N° 2.

Où en sont plus spécialement les négociations avec le Grand-Duché de Luxembourg pour l'abolition des formalités douanières ou fiscales qui subsistent encore aux frontières ?

REPONSE :

Aucune négociation n'a eu lieu sur le plan U.E.B.L. à ce jour.

Aucun problème spécial ne semble d'ailleurs se poser, les formalités douanières étant à peu près inexistantes depuis 1935 (ex. pas de licence sauf pour produits agricoles autonomes).

Dans le domaine où les régimes fiscaux ne sont pas unifiés ou ne sont que partiellement unifiés (taxe de consommation, taxe de transmission, droit d'accises),

TWEEDE DEEL.

ALLERLEI VRAGEN.

A. Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

VRAAG N° 1.

Hoever is de voltooiing van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie gevorderd ?

ANTWOORD :

Op 29 januari 1963 hebben de Belgische en de Luxemburgse regering te Brussel een Protocol onderkend houdende herziening van de Overeenkomsten tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, een bijzonder protocol betreffende de landbouw en een bijzonder protocol betreffende het stelsel van monetaire associatie.

Die internationale overeenkomsten zijn in de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd.

(*Opmerking* : De Commissie voegt hieraan toe dat, sinds het antwoord van de Minister is ingekomen, de Senaat de protocollen heeft goedgekeurd op 23 december 1964. De bekrachtiging ervan door België hangt dus nog alleen af van de Uitvoerende Macht).

Te Luxemburg zal de Kamer van Volksvertegenwoordigers eerlang uitspraak doen.

Zodra de Overeenkomsten ten uitvoer gelegd worden, zal ernaar worden gestreefd om de B.L.E.U. te voltooiën met inachtneming van de economische integriteit in ruimer verband, in de Benelux en de Europese Economische Gemeenschap

In afwachting daarvan pogen de bevoegde organen van de Unie de problemen van dag tot dag op te lossen in de geest van een zo groot mogelijke vrijheid van handel tussen de twee partners.

VRAAG N° 2.

Hoever zijn, meer bepaald, de onderhandelingen gevorderd met het Groothertogdom Luxemburg voor de afschaffing van de douane- en belastingformaliteiten aan de grens ?

ANTWOORD :

Tot heden toe zijn op het vlak van de B.L.E.U. geen onderhandelingen gevoerd.

Er schijnen trouwens geen bijzondere moeilijkheden te zijn aangezien sinds 1935 praktisch geen douaneformaliteiten meer vervuld moeten worden (bv. geen vergunningen, behalve voor autonome landbouwproducten).

Maar waar de belastingstelsels niet of slechts gedeeltelijk zijn eengemaakt (verbruiksbelasting, overdrachtsbelasting, accijnsrecht) moeten nog heffings- of

les formalités de perception ou de remboursement doivent être accomplies et un contrôle doit être effectué. Aucun progrès n'est envisagé à court terme dans ce domaine.

Observation : La Commission unanime regrette profondément qu'il en soit ainsi après plus de 40 ans d'union. Elle exprime la conviction que ces difficultés peuvent être résolues et engage le Gouvernement à s'y employer.

Suite de la réponse du Ministre :

Faits récents nouveaux.

1. La nouvelle réglementation Marché Commun en matière agricole est progressivement appliquée en U.E.B.L. Pour les produits agricoles qui étaient en régime commun, les règlements C.E.E. sont impliqués sur une base commune, aux frontières extérieures de l'U.E.B.L. (les prélèvements, prix indicatifs et autres prix de référence sont communs). Pour les autres produits, un régime autonome luxembourgeois est d'application et les exportations vers le Luxembourg (ou les importations) sont dans ce cas soumises aux mêmes formalités que celles d'un autre partenaire du Marché Commun.

2. Un accord récent avec le Grand-Duché a permis d'avoir à deux postes frontière un bureau de douane commun belgo-luxembourgeois.

3. Dans le cadre du Benelux, un groupe de travail de la Commission douanière et fiscale s'est récemment penché sur le problème général de la simplification des formalités douanières et administratives dans les relations commerciales Benelux. Le premier rapport de ce groupe de travail vient d'être déposé il y a une semaine mais il ne contenait aucune proposition intéressant les relations intra U.E.B.L.

B. Benelux.

QUESTION N° 3.

Dans quelle mesure les ministres compétents de la Belgique et des Pays-Bas essaient-ils de suivre une politique étrangère commune ? Y a-t-il des réunions de contact en matière de politique européenne, de politique OTAN et de relations Est-Ouest ?

REPONSE :

Les Ministres des Affaires Etrangères des deux pays se tiennent au courant de leurs positions sur tous les grands problèmes d'actualité et notamment sur la politique européenne, la politique à l'égard de l'OTAN et des relations Est-Ouest.

En outre, le Comité de Coordination politique de Benelux, qui groupe des hauts fonctionnaires des trois

terugbetalingsformaliteiten vervuld worden en is controle noodzakelijk. Het ligt niet in de bedoeling die toestand binnen afzienbare tijd te wijzigen.

Opmerking : De Commissie betreurt eenparig dat dit na meer dan veertig jaren unie nog het geval is. Zij is van mening dat die moeilijkheden opgelost kunnen worden en spoort de regering aan om zich daarvoor te beijeren.

Vervolg van het antwoord van de Minister :

Recente nieuwe feiten.

1. De nieuwe regeling van de Gemeenschappelijke Markt op het gebied van de landbouwprodukten wordt geleidelijk in de B.L.E.U. toegepast. Voor de landbouwprodukten die onder de Gemeenschappelijke regeling vielen, worden de E.E.G.-verordeningen op gemeenschappelijke basis toegepast aan de grenzen van de B.L.E.U. (heffingen, richtprijzen en andere referentieprijzen zijn gemeenschappelijk). Voor de overige produkten is een eigen Luxemburgse regeling van toepassing en de uitvoer naar Luxemburg (of de invoer) is in die gevallen onderworpen aan dezelfde formaliteiten als die welke gelden voor een ander lid van de Gemeenschappelijke Markt.

2. Onlangs is een overeenkomst met het Groothertogdom tot stand gekomen om een gemeenschappelijk Belgisch-Luxemburgs doaneekantoor op te richten aan twee grensposten.

3. Een werkgroep van de Commissie voor douane- en fiscale zaken heeft kort geleden, in het raam van Benelux, het algemeen probleem in studie genomen van de vereenvoudiging van de douane- en administratieve formaliteiten voor handelsbetrekkingen tussen de Beneluxlanden. Een week geleden is het eerste verslag van de werkgroep ingediend, maar het bevatte geen enkel voorstel betreffende de interne B.L.E.U.-betrekkingen.

B. Benelux.

VRAAG N° 3.

In hoeverre pogen de bevoegde Minister van België en Nederland een gemeenschappelijke buitenlandse politiek te voeren ? Zijn er contactvergaderingen in verband met de Europese politiek, de NAVO-politiek en de Oost-West-betrekkingen ?

ANTWOORD.

De Ministers van Buitenlandse Zaken van de twee landen houden elkander op de hoogte van hun standpunt met betrekking tot alle grote actuele problemen en met name over de Europese politiek, de politiek ten opzichte van de NAVO en de Oost-West-betrekkingen.

Ook het Beneluxcomité voor politieke coördinatie waarin hoge ambtenaren van de drie landen zitting

pays membres et qui se réunit trois fois par an, a également pour but une coordination des politiques étrangères.

Enfin, en plus de ces contacts, le Directeur Général de la Politique du Ministère des Affaires Etrangères belge rencontre régulièrement son collègue néerlandais, alternativement à Bruxelles et à La Haye.

Il en va de même avec son collègue du Luxembourg.

C. Europe.

Observation : Les questions principales relatives à l'Europe ont été traitées dans la première partie du rapport.

QUESTION N° 4.

Quelles sont les raisons pour lesquelles le budget Euratom 65 n'a pas été approuvé par le Conseil des Ministres ? Quels sont les montants qui sont en jeu ? Quelle est l'attitude de la Belgique dans cette affaire ? Combien obtiendrons-nous éventuellement pour Geel et Mol dans le cadre du second plan quinquennal ?

REPONSE :

1) Raisons pour lesquelles le budget 1965 de recherches et d'investissements d'Euratom n'a pas encore été approuvé par le Conseil.

Le plan quinquennal 1963-1967 ne peut être exécuté avec les moyens financiers prévus à l'origine, soit 450 millions d'U.C. Il faut donc, soit consentir une augmentation substantielle de cette dotation, soit aménager le programme prévu initialement. Dans cette optique, il est proposé de diminuer certaines actions n'ayant pas un intérêt communautaire dans le domaine appliqué et par contre d'augmenter certaines activités dépassant les moyens de chaque pays individuellement.

Il est évident que le programme doit en tout cas être aménagé en raison des changements intervenus sur le plan technique depuis 1962, époque à laquelle ce programme a été conçu.

Le Conseil de la C.E.E.A. n'ayant pu encore se mettre d'accord sur l'aménagement dudit programme, le budget de 1965 a eu un caractère conservatoire afin de ne pas préjuger de cet aménagement du programme, qui devrait intervenir pour le 1^{er} avril 1965.

2) Aspect financier.

Les fonds prévus pour le deuxième programme quinquennal sont de 425 millions d'U.C. + 25 millions

hebben en dat driemaal per jaar bijeenkomt, heeft ten doel de buitenlandse politiek van de drie landen te coördineren.

Bovendien ontmoet de Directeur-Generaal van de Politiek van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België geregeld zijn Nederlandse collega, om de beurt te Brussel en te Den Haag.

Dezelfde contacten bestaan met zijn collega van Luxemburg.

C. Europa.

Opmerking : De voornaamste Europese problemen zijn behandeld in het eerste deel van dit verslag.

VRAAG N° 4.

Waarom heeft de Raad van Ministers de Euratom-begroting voor 1965 niet goedgekeurd? Over welke bedragen gaat het? Wat is het standpunt van België in dit geval? Hoeveel zullen wij eventueel voor Geel en Mol krijgen in het kader van het tweede Vijfjarenplan?

ANTWOORD.

1) Reden waarom de Euratom-begroting voor onderzoeken en investeringen over het jaar 1965 nog niet door de Raad is goedgekeurd.

Het Vijfjarenplan 1963-1967 kan niet worden uitgevoerd met de financiële middelen die aanvankelijk werden vastgesteld op 450 miljoen rekeneenheden. Het is dus nodig ofwel die dotatie aanzienlijk te verhogen, ofwel het oorspronkelijk vastgestelde programma te wijzigen. In dit verband wordt voorgesteld sommige activiteiten die geen gemeenschappelijk belang vertonen op het gebied van de toegepaste wetenschappen, in te krimpen en daarentegen sommige activiteiten waarvoor elk land afzonderlijk geen middelen genoeg kan opbrengen, uit te breiden.

Het is evident dat het programma in ieder geval moet worden gewijzigd als gevolg van de veranderingen die sinds 1962 — het jaar waarin het programma is opgesteld — op het gebied van de techniek zijn opgetreden.

Aangezien de Raad van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie tot nog toe geen overeenstemming heeft kunnen bereiken over de wijziging van het programma, is de begroting voor 1965 een voorlopige begroting teneinde niet vooruit te lopen op de wijziging van het programma dat tegen 1 april 1965 zou moeten tot stand komen.

2) Financieel aspect.

De middelen waarin voorzien is voor het tweede Vijfjarenplan bedragen 425 miljoen rekeneenheden

d'U.C. (reliquat du 1^{er} programme quinquennal (1) = 450 millions d'U.C. ou en francs belges : 22.500 millions.

La quote-part des pays membres se répartit comme suit :

Belgique	: 9,9 %
Allemagne	: 30 %
France	: 30 %
Italie	: 23 %
Luxembourg	: 0,2 %
Pays-Bas	: 6,9 %

A défaut d'un réaménagement du programme sur la base de préoccupations techniques valables, ainsi que la Belgique, la France, l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg désirent le faire, l'augmentation de la dotation globale devrait être évaluée à plus de 20 millions d'U.C., soit plus de 1.000 millions de francs belges.

3) Position de la Belgique.

I. — L'Euratom devrait se concentrer sur les grandes actions dépassant les moyens de chaque pays membre pris en particulier. La participation à ces actions devrait être aussi largement que possible favorable à chacun des partenaires et ne pas bénéficier uniquement aux grands pays. Les actions moins importantes, ou celles dont la valeur technique communautaire est discutée, devraient être reprises par les budgets nationaux, étant entendu que l'échange de renseignements ferait l'objet d'une coordination appropriée. En pratique, les pays membres ne feraient que financer directement les projets qui leur tiennent à cœur, ce qu'ils font indirectement aujourd'hui puisque, en définitive, les sommes nécessaires à ces recherches ne font que transiter par Euratom par le jeu des « contrats en retour ».

La Belgique, d'autre part, estime qu'il n'y a pas lieu d'équiper exagérément les établissements du Centre Commun de recherches et que ceux-ci ne doivent pas se substituer aux Universités pour les recherches fondamentales.

II. — La Délégation belge, convaincue que sur le plan technique le programme peut être aménagé dans un esprit communautaire en restant à peu de choses près dans les limites de l'enveloppe financière initialement prévue, a donc pris comme position de donner provisoirement des crédits nécessaires pour assurer un fonctionnement normal minimum des établissements du Centre Commun de recherches et pour permettre à la Commission de faire face à toutes les obligations financières résultant des contrats d'association et de recherches pour lesquels elle est juridiquement enga-

+ 25 miljoen rekeneenheden (het overschot van het eerste Vijfjarenprogramma (1) = 450 miljoen rekeneenheden of 22.500 miljoen B.F.

Het aandeel van de landen-leden beloopt :

België	: 9,9 %
Duitsland	: 30 %
Frankrijk	: 30 %
Italië	: 23 %
Luxemburg	: 0,2 %
Nederland	: 6,9 %

Wordt het programma niet gewijzigd en gericht op realiseerbare technische oogmerken, zoals België, Frankrijk, Duitsland en het Groothertogdom Luxemburg wensen, dan zou de gezamenlijke dotatie naar schatting verhoogd moeten worden met meer dan 20 miljoen rekeneenheden of meer dan 1.000 miljoen B.F.

3) Standpunt van België.

I. — Euratom zou in de eerste plaats grote werkzaamheden moeten ondernemen waarvoor de eigen middelen van de verschillende landen ontoereikend zijn. De deelneming aan die werkzaamheden zou zoveel mogelijk moeten ten goede komen aan ieder deelnemend land en niet uitsluitend aan de grote landen. De werkzaamheden van minder belang of die waarvan de gemeenschappelijke technische waarde betwistbaar is, zouden gefinancierd moeten worden uit de nationale begrotingen met dien verstande dat de uitwisseling van inlichtingen op passende wijze gecoördineerd zou worden. Practisch gesproken zouden de lid-staten alleen rechtstreeks bijdragen aan de plannen waaraan zij belang hechten; dit gebeurt thans immers zijdelings aangezien de bedragen die voor die onderzoeken vereist zijn, ten slotte toch via Euratom aan die landen ten goede komen door middel van de « retour-contracten ».

Aan de andere kant is België van oordeel dat niet mag worden overdreven wat betreft de uitrusting van de inrichtingen van het gemeenschappelijk centrum van onderzoek en die inrichtingen niet in de plaats mogen treden van de universiteiten wat betreft het fundamenteel onderzoek.

II. — De Belgische delegatie is van oordeel dat het programma op technisch gebied kan worden aangepast in een gemeenschapsgeest en toch ongeveer binnen de perken van de aanvankelijk voorziene financiële middelen kan blijven; daarom heeft zij als haar opvatting te kennen gegeven dat voorlopig voldoende kredieten moeten worden verleend om de normale minimale werking van de inrichtingen van het gemeenschappelijk centrum mogelijk te maken en de Commissie in staat te stellen alle financiële verplichtingen na te komen die voortvloeien uit de associatie- en

(1) La dotation du 2^e plan quinquennal avait été fixée à 215 millions d'U.C.

(1) De dotatie van het tweede vijfjarenplan was vastgesteld op 215 miljoen rekeneenheden.

gée. Ceci exclut donc tout contrat nouveau et toute action nouvelle, sauf cas exceptionnel.

III. — Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le budget pour 1965 ne peut avoir qu'un caractère provisoire, pour ne pas préjuger l'aménagement du programme. Il sera complété dans le courant de 1965 par un budget supplémentaire, dès qu'un accord aura été réalisé sur l'aménagement du 2^e plan quinquennal.

4) Incidence du 2^e plan quinquennal sur Geel et Mol.

Actuellement, nous bénéficions de 12 millions d'U.C. pour BR-2, dont il ne faut toutefois prendre en considération que 4 millions d'U.C., étant donné que, suivant les dispositions de la Convention d'association intervenue entre Euratom et le C.E.N., Euratom est propriétaire des 2/3.

En outre, nous avons l'espoir d'obtenir un contrat de recherche sur le Plutonium pour environ 3 millions d'U.C. et un autre d'environ 36 millions de F. B. pour le retraitement par halogénéation. Ces contrats, qui nous sont promis depuis longtemps (l'un depuis plus d'un an), ne sont cependant pas encore signés.

La Belgique bénéficie enfin de certains contrats dans le domaine de la biologie, des radio-isotopes et des réacteurs éprouvés.

Il faut ajouter que le plus petit établissement du Centre Commun de la C.E.E.A. est installé à Geel : il s'agit du Bureau Central des Mesures nucléaires. Sa dotation pour la période 1964/1967 a été fixée à 11,3 millions d'U.C., y compris un reliquat du premier programme quinquennal. Mais, soulignons-le, il ne s'agit pas là d'un intérêt spécifiquement belge.

D. Allemagne.

QUESTION N° 5.

Suite au remplacement de M. Krouchtchev, Premier Ministre de l'Union soviétique, je désirerais savoir si l'attitude russe a subi un changement en ce qui concerne Berlin et l'Allemagne orientale ?

REPONSE :

Il n'existe jusqu'à présent aucune indication claire permettant de croire que l'attitude soviétique en cette matière aurait subi des modifications.

QUESTION N° 6.

Quel est le point de vue de la République fédérale en ce qui concerne la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse ? La conférence tenue par M. Alexander von Hase reflète-t-elle l'opinion du Gouvernement fédéral ?

onderzoekingscontracten die haar juridisch verbinden. Dit sluit dus uit dat, behalve in uitzonderlijke gevallen, nieuwe contracten tot stand komen en nieuwe werkzaamheden worden ondernomen.

III. — Zoals hiervoren is gezegd kan de begroting voor 1965 slechts een voorlopig karakter hebben omdat niet mag worden vooruitgelopen op de aanpassing van het programma. Zij zal in 1965 met een bijkomende begroting worden aangevuld, zodra overeenstemming is bereikt over de aanpassing van het tweede vijfjarenplan.

4) Weerslag van het tweede vijfjarenplan op Geel en Mol.

Wij genieten thans 12 miljoen rekeneenheden voor de BR-2, van welk bedrag evenwel slechts 4 miljoen rekeneenheden in aanmerking komt, omdat Euratom, volgens de bepalingen van het associatieverdrag tussen Euratom en de C.K.N., voor 2/3 eigenaar is.

Bovendien bestaat de hoop dat wij een onderzoekscontract voor plutonium verkrijgen ten belope van ongeveer 3 miljoen rekeneenheden en een ander contract ten bedrage van ongeveer 36 miljoen B.F. voor wederbehandeling door halogenering. Die contracten zijn ons al lang beloofd (meer dan een jaar), maar zijn nog niet ondertekend.

Ten slotte trekt België ook profijt van sommige contracten op het gebied van de biologie, de radio-isotopen en de beproefde reactoren.

Op te merken valt dat de kleinste inrichting van het gemeenschappelijk centrum van Euratom te Geel is gevestigd, nl. het centraal bureau voor metingen op het gebied van de kernenergie. De dotatie ervan voor de periode 1964-1967 is vastgesteld op 11,3 miljoen rekeneenheden met inbegrip van het overschot van het eerste vijfjarenplan. Maar het gaat hier wel te verstaan niet om een bijzonder Belgisch belang.

D. Duitsland.

VRAAG N° 5.

In verband met de vervanging van de h. Krouchtchev, Eerste Minister van de Sovjetunie, zou ik gaarne vernemen of Rusland zijn houding gewijzigd heeft betreffende Berlijn en Oost-Duitsland.

ANTWOORD :

Tot nog toe liggen geen duidelijke aanwijzingen voor over enige wijziging van het Russische standpunt ten opzichte van deze kwesties.

VRAAG N° 6.

Welk standpunt neemt de Bondsrepubliek in betreffende de erkenning van de Oder-Neisse linie ? Geeft de conferentie, gehouden door de heer Alexander von Hase, de mening weer van de Bondsregering ?

REPONSE :

Le point de vue officiel de la République Fédérale a été défini par le Chancelier Erhard lors de sa déclaration gouvernementale du 18 octobre 1963 dans le passage suivant :

« Cette route (qui doit nous conduire à la réunification) doit, de l'avis du gouvernement fédéral, déboucher sur un traité de paix négocié et conclu librement par un gouvernement allemand unique issu d'élections libres.

» C'est dans ce Traité, et seulement dans ce Traité, que peuvent et doivent être fixées les frontières définitives de l'Allemagne qui, selon l'interprétation juridique valable, subsiste telle qu'elle se délimitait le 31 décembre 1937. »

Une nouvelle fois le point de vue officiel a été exposé dans le Bulletin de l'Office de Presse du gouvernement fédéral du 1^{er} juillet 1964.

» A plusieurs reprises, le gouvernement fédéral et le Bundestag ont déclaré solennellement qu'ils ne feraient jamais usage de la force pour faire triompher leur droit...

» Le gouvernement fédéral considère comme seule habilité à prendre une décision sur les territoires allemands de l'Est, un gouvernement de l'ensemble de l'Allemagne qui considère les frontières du Reich allemand du 31 décembre 1937 comme étant les bases du territoire allemand selon le droit international.

» Seul un compromis tenant compte des intérêts des parties en présence, comme dans la réconciliation franco-allemande, peut amener une véritable compréhension et aboutir à une solution de ce problème. »

A l'ouverture des débats du Bundestag ayant pour objet le budget de 1965, le Chancelier fédéral a lu la déclaration gouvernementale, dont ci-dessous le passage concernant les frontières orientales de l'Allemagne :

« Il va de soi que nos relations avec Varsovie revêtent une importance particulière. Dans l'intérêt des deux pays, nous nous efforcerons de surmonter la méfiance. Nous pensons être en mesure de convaincre le peuple polonais que, sans préjudice des questions restant à régler par un traité de paix et devant être résolues d'un commun accord, l'Allemagne ne tentera jamais d'obtenir une solution par la force.

» Nous espérons que l'instauration de relations économiques officielles avec la Tchécoslovaquie contribuera également à la reprise de relations de bon voisinage avec ce peuple. Avec une bonne volonté réciproque, ce but devrait être d'autant plus facile à atteindre qu'aucun problème de frontière ne se pose plus entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, ce que je tiens à réaffirmer à nouveau ici. »

Bien que la date de la conférence de M. A. von Hase ne soit pas indiquée, il s'agit vraisemblablement de celle tenue le 31 juillet 1964 à la suite de déclarations du Général de Gaulle.

ANTWOORD :

Het officiële standpunt van de Bondsregering werd door Kanselier Erhard uiteengezet in zijn regeringsverklaring van 18 oktober 1963, in de volgende passages 31 :

« Deze weg (die ons tot de hereniging moet leiden) dient volgens de Bondsregering uit te monden op een vredesverdrag dat vrij besproken en afgesloten is door een enige, uit vrije verkiezingen gesproten Duitse regering.

» In dat Verdrag, en in dat Verdrag alleen, kunnen en moeten de definitieve grenzen van Duitsland worden vastgesteld, dat volgens de geldige juridische interpretatie, voortbestaat binnen de grenzen van 31 december 1937. »

Het officiële standpunt werd andermaal uiteengezet in het Bulletin van het Persbureau der Bondsregering van 1 juli 1964.

« Herhaaldelijk hebben de Bondsregering en de Bundestag plechtig verklaard dat zij nooit naar machtsmiddelen zullen grijpen om hun recht te doen zegevieren.

» Om te beslissen over de Duitse Oostgebieden kent de Bondsregering alleen bevoegdheid toe aan een regering van geheel Duitsland, die de grenzen van het Duitse Reich van 31 december 1937 beschouwt als de basis van het Duitse grondgebied volgens het internationaal recht.

» Alleen een vergelijk waarbij rekening wordt gehouden met de belangen van de betrokken partijen, zoals bij de Frans-Duitse verzoening, kan een echte verstandhouding doen ontstaan en leiden naar de oplossing van dit vraagstuk. »

Bij de opening van het debat in de Bundestag over de begroting van 1965, heeft de Bonds-kanselier lezing gegeven van de regeringsverklaring waarvan hieronder de passus wordt aangehaald betreffende de oostelijke grenzen van Duitsland.

« Het is duidelijk dat onze betrekkingen met Warschau van bijzonder gewicht zijn. In het belang van beide landen streven wij ernaar het wantrouwen weg te werken. Wij menen bij machte te zijn om het Poolse volk ervan te overtuigen dat, onverminderd de kwesties die door een vredesverdrag en na gemeenschappelijk overleg moeten worden geregeld, Duitsland nooit zal trachten door machtsmiddelen een oplossing te bereiken.

» Wij hopen dat het aanknopen van officiële economische betrekkingen met Tsjechoslovakië, er tevens zal toe bijdragen om opnieuw in goede nabuurschap te leven met dit volk. Met wederzijdse goede wil zou zulks des te gemakkelijker moeten worden bereikt, daar, zoals ik hier nogmaals wil bevestigen, er geen enkel grensvraagstuk meer bestaat tussen Tsjechoslovakië en Duitsland. »

Ofschoon de datum van de conferentie van de heer A. von Hase niet vermeld is, wordt hier waarschijnlijk de conferentie bedoeld die op 31 juli 1964 werd gehouden na de verklaringen van Generaal De Gaulle.

Il ne semble pas que M. von Hase aurait fait à cette occasion et en sa qualité de porte-parole du gouvernement fédéral, des déclarations qui s'écarteraient du point de vue officiel exposé plus haut.

Observation : Plusieurs membres ont manifesté l'intention de soulever, lors de la discussion publique, la question de la frontière Oder-Neisse.

QUESTION N° 7.

Nos restrictions au commerce avec les pays de l'Est et l'Allemagne de l'Est contrastent avec le Protocole C.E.E. concernant les facilités pour le commerce entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. Par exemple, à Leipzig, la plus grosse participation est celle de la République Fédérale.

REPONSE :

1. Le protocole relatif au commerce intérieur allemand (protocole C.E.E.) annexé au Traité de Rome a pour conséquence que le commerce entre la République Fédérale d'Allemagne et la Zone soviétique d'occupation est considéré comme commerce intérieur. L'avènement de la C.E.E. n'a rien modifié au régime antérieur qui existait entre les deux territoires et qui est réglé par un accord interzone connu aussi sous le nom d'Accord de Berlin.

En vertu de cet accord, les deux territoires ne sont séparés par aucune frontière économique. En principe, les marchandises circulent librement sauf un nombre assez restreint de produits.

L'accord de Berlin a fixé un plafond pour ces échanges. Quand ce plafond est atteint, les autorités des deux zones règlent le solde par clearing.

Il s'ensuit que les relations commerciales entre les deux territoires sont intenses. Ceci explique en partie la participation importante de l'Allemagne Fédérale à la Foire de Leipzig.

Pour les partenaires de la République Fédérale au sein de la C.E.E., la Zone soviétique d'occupation est une unité économique distincte et est considérée comme un territoire d'échanges d'obédience communiste. (C'est pourquoi, les importations et les exportations de n'importe quel produit en provenance ou à destination de la zone soviétique d'occupation sont soumises à licence.)

2. Le trafic de transit entre la Zone soviétique d'occupation et les 5 partenaires européens de l'Allemagne Fédérale via ce dernier pays n'est pas aussi élevé que l'on pourrait le croire eu égard à la liberté des échanges entre les deux territoires allemands.

En effet :

1° le protocole relatif au commerce intérieur allemand donne à chaque Etat membre de la C.E.E., la possibilité de prendre des mesures appropriées en vue de prévenir les difficultés pouvant résulter pour

Uit niets blijkt dat de heer von Hase, bij deze gelegenheid en in zijn hoedanigheid van woordvoerder van de Bondsregering, verklaringen heeft afgelegd die niet stroken met het bovenvermelde officiële standpunt.

Opmerking : Verscheidene leden hebben hun bedoeling te kennen gegeven om in de openbare bespreking het probleem van de grens Oder-Neisse aan te snijden.

VRAAG N° 7.

Onze beperkingen op de handel met de landen van het Oosten en met Oost-Duitsland, vormen een tegenstelling met het E.E.G.-protocol betreffende de faciliteiten voor het handelsverkeer tussen Oost- en West-Duitsland. Te Leipzig bijvoorbeeld, levert de Bondsrepubliek de sterkste deelneming.

ANTWOORD :

1. Het protocol betreffende de binnenlandse handel van Duitsland (E.E.G.-protocol) gehecht aan het Verdrag van Rome, heeft ten gevolge dat het handelsverkeer tussen de Duitse Bondsrepubliek en de Russische bezettingszone beschouwd wordt als deel uitmakend van de binnenlandse handel. Het ontstaan van de E.E.G. heeft geen wijzigingen gebracht in het stelsel dat vroeger tussen de twee gebieden werd toegepast en dat geregeld was door een interzonaal akkoord, ook bekend onder de benaming Akkoord van Berlijn.

Ingevolge dit akkoord bestaat er geen economische grens tussen de twee gebieden. En bestaat eigenlijk vrij goederenverkeer, behalve voor een tamelijk beperkt aantal produkten.

Het akkoord van Berlijn stelt een grens vast voor dit ruilverkeer. Zodra deze grens is bereikt vereffenen de autoriteiten van de twee zones het saldo door clearing.

Dit heeft aanleiding gegeven tot een zeer druk handelsverkeer tussen beide gebieden en is in zekere mate de reden van het belangrijk aandeel van de Bondsrepubliek in de Jaarbeurs van Leipzig.

De medeleden van de Bondsrepubliek in de E.E.G. beschouwen de Russische bezettingszone als een apart economisch geheel en als een handelsgebied onder communistische invloed (voor de in- of uitvoer van alle produkten naar of uit de Sovjetzone is dan ook een vergunning vereist).

2. Het transito-verkeer tussen de Russische bezettingszone en de 5 Europese medeleden van de Bondsrepubliek over dit laatste land is niet zo druk als men zou menen, rekening houdend met het vrije handel tussen de twee Duitse gebieden.

Inderdaad :

1° het protocol betreffende de binnenlandse handel van Duitsland bepaalt dat iedere Lid-Staat van de E.E.G. de passende maatregelen kan treffen ten einde te verhinderen dat voor hem moeilijkheden ontstaan

lui des dispositions de ce protocole. Il s'agit donc d'une clause de sauvegarde contre des détournements éventuels de trafic, que chaque Etat membre peut appliquer d'une manière autonome lorsqu'il l'estime nécessaire;

2° pour des raisons de prestige politique, les Allemands de l'Est entendent rester libres dans leurs relations avec l'étranger.

3. La Belgique, qui n'a pas reconnu la République Démocratique Allemande, n'est pas représentée officiellement aux Foires de Leipzig. Les firmes privées sont libres d'y participer et le Gouvernement belge n'a jamais exercé aucune pression pour les en empêcher.

E. OTAN.

Observation : Les problèmes que soulève notamment la M.L.F. entre partenaires de l'O.T.A.N. ont été exposés dans la 1^{re} Partie, au chapitre consacré à l'Europe.

QUESTION N° 8.

Les discussions que nous avons suivies à la Conférence parlementaire de l'Otan ont donné l'impression à certains d'entre nous que l'Otan est chancelante. Quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la force nucléaire multilatérale ? La possibilité existe-t-elle dans l'Europe d'aujourd'hui que les Etats soient mis sur pied d'égalité et dans un équilibre approprié ?

REPONSE :

1. Le Ministre a eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'indiquer les raisons pour lesquelles le maintien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord était aussi indispensable qu'au moment de sa signature. Il est cependant possible que certaines réformes soient indispensables pour l'adapter aux circonstances actuelles.

C'est dans cet esprit que le Ministre a indiqué qu'en ce qui concernait la défense, le Gouvernement belge était prêt à voir la responsabilité, en ce domaine exclusivement, mise entre les mains d'un directoire des membres les plus importants de l'Alliance.

2. Il a été répondu par ailleurs au sujet de l'attitude du Gouvernement à l'égard de la M.L.F.

F. ONU.

QUESTION N° 9.

Crise financière de l'ONU.

REPONSE :

Lors de l'ouverture de la session actuelle de l'Assemblée générale, la question cruciale de l'application de l'article 19 a été provisoirement esquivée grâce à une entente aux termes de laquelle les questions autres que celles qui peuvent être réglées sans objection ne seraient pas soulevées pendant la discussion générale.

uit het bepaalde in het protocol. Deze clausule vormt dus een waarborg tegen mogelijke afleidingen van het ruilverkeer en iedere Lid-Staat kan ze vrij toepassen indien hij het nodig acht;

2° om reden van politiek prestige wensen de Oostduitsers vrij te blijven in hun betrekkingen met het buitenland.

3° België heeft de Duitse Demokratische Republiek niet erkend en neemt dus niet officieel deel aan de Jaarbeurs van Leipzig. De privé firma's kunnen eraan deelnemen indien zij het verlangen en de Belgische regering heeft op hen nooit enige invloed uitgeoefend om hun deelname te verhinderen.

E. Navo.

Opmerking : De problemen die tussen de leden van de N.A.V.O. rijzen, o.m. in verband met de M.L.F., zijn behandeld in het Eerste Deel, onder het hoofdstuk Europa.

VRAAG N° 8.

De besprekingen die wij hebben gevolgd in de Parlementaire Conferentie van de Navo hebben bij sommigen van ons de indruk verwekt dat de Navo wankelt. Hoe staat de Regering tegenover de multilaterale kernmacht ? Is het in het Europa van vandaag mogelijk de staten op gelijke voet en in een gepast evenwicht te stellen ?

ANTWOORD :

1. De Minister was herhaaldelijk in de gelegenheid de redenen op te sommen die het behoud van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie thans even onontbeerlijk maken als bij de ondertekening. Het is nochtans mogelijk dat sommige hervormingen vereist zijn om de Navo aan de huidige omstandigheden aan te passen.

In die geest heeft de Minister verklaard dat de Belgische regering op het uitsluitend gebied van de verdediging, bereid was de verantwoordelijkheid toe te vertrouwen aan de meest belangrijke leden van de Alliantie.

2. Over de houding van de Regering ten opzichte van de Multilaterale Kernmacht is reeds een antwoord verstrekt.

F. O.V.N.

VRAAG N° 9.

Financiële crisis van de O.V.N.

ANTWOORD :

Bij de opening van de huidige zitting van de Algemene Vergadering werd de beslissende kwestie van de toepassing van artikel 19 voorlopig ontweken, dank zij een overeenkomst waardoor tijdens de algemene bespreking geen andere vragen worden behandeld dan die welke zonder tegenwerping kunnen worden geregeld.

Certains se sont efforcés de trouver un expédient de nature à éviter que le problème de l'article 19 ne mette en cause le déroulement de la session.

Les divers compromis envisagés prévoyaient un fonds de secours alimenté par des contributions volontaires, mais les projets restèrent sans suite faute d'avoir recueilli l'agrément de l'Union soviétique.

En fin de compte, à la suite de longues consultations, le Secrétaire général a fait, le 30 décembre 1964, une déclaration selon laquelle il présumait :

1° que dans l'attente des décisions à prendre quant au budget pour 1965, l'Assemblée souhaitait l'autoriser à souscrire des engagements ou effectuer des paiements aux niveaux correspondants de 1964.

Il a précisé que cette manière de procéder ne portait pas préjudice aux positions de divers pays quant à certaines parties du budget.

L'Union soviétique a tenu à confirmer sa position traditionnelle et à formuler des réserves à l'égard des comptes auxquels elle ne contribue pas;

2° que l'Assemblée générale confirmerait les allocations de fonds pour 1965 autorisées par le Comité de l'Assistance technique.

Le Président de l'Assemblée a fait approuver sans objection cette déclaration du Secrétaire général qui ne fait pas allusion au versement de contributions volontaires pour résoudre la crise de l'Organisation. Il a suggéré que les Etats membres utilisent le délai d'ajournement pour poursuivre leurs consultations.

L'Assemblée s'est ajournée jusqu'au 18 janvier 1965.

La question est donc sans solution à ce jour.

QUESTION N° 10.

Attitude de la Belgique à l'égard de la force permanente de l'ONU vivement soutenue par le Danemark.

REPONSE :

Le Danemark, ainsi que l'a rappelé M. Haekkerup au cours du débat général devant l'Assemblée générale de l'ONU, a décidé en avril dernier la constitution d'une force militaire de 950 hommes pouvant être mise à tout moment, sous certaines conditions, à la disposition des Nations-Unies pour aider l'Organisation à mettre en œuvre des mesures de maintien de la paix.

Récemment, vingt-trois pays, dont le Danemark, ont tenu une réunion à Ottawa pour discuter, à l'invitation du gouvernement canadien, de l'expérience militaire et technique acquise au cours de précédentes opérations des Nations-Unies.

Le Gouvernement belge considère avec sympathie ces efforts et il les appuiera dans la mesure où ils tendent à faciliter l'action des Nations-Unies pour le maintien de la paix dans le monde.

Sommigen hebben getracht een middel te vinden om te vermijden dat het probleem van artikel 19 het verloop van de zitting in het gedrang zou brengen.

De verschillende voorgestelde vergelijken stelden een hulpfonds in het vooruitzicht, gespijsd door vrijwillige bijdragen, maar die voorstellen bleven zonder gevolg omdat de Sovjet-Unie er niet mee instemde.

Uiteindelijk legde de Secretaris-generaal, na langdurige raadplegingen, op 30 december 1964 een verklaring af waarin hij zegde te veronderstellen :

1° dat in afwachting van de beslissingen over de begroting 1965, de Vergadering wenste hem te machtigen tot het aangaan van verbintenissen of het verrichten van betalingen op basis van de overeenstemmende bedragen voor 1964.

Hij legde er de nadruk op dat deze handelwijze geen afbreuk deed aan het standpunt van verschillende landen ten opzichte van sommige gedeelten der begroting.

De Sovjetunie stond erop haar traditioneel standpunt te bevestigen en maakte voorbehoud ten aanzien van de rekeningen waarin zij niet bijdraagt.

2° dat de Algemene Vergadering de toekenning van fondsen voor 1965 zou bevestigen die door het Comité voor Technische bijstand werden toegestaan.

De Voorzitter van de Vergadering liet deze verklaring van de Secretaris-generaal zonder enige opmerking goedkeuren; daarin wordt evenwel geen gewag gemaakt van het storten van vrijwillige bijdragen om de financiële moeilijkheden van de Organisatie op te lossen. Hij stelde voor dat de Lid-Staten van de verdragstermijn zouden gebruik maken om hun raadplegingen voort te zetten.

De Vergadering ging tot 18 januari 1965 op reces.

Het probleem is dus nog niet opgelost.

VRAAG N° 10.

Houding van België ten opzichte van de permanente strijdmacht van de VN, waarvan Denemarken krachtig voorstander is.

ANTWOORD :

Zoals de heer Haekkerup heeft herhaald tijdens de algemene bespreking in de Algemene Vergadering, heeft Denemarken in april laatstleden besloten een militaire strijdmacht van 950 man samen te stellen die, onder zekere voorwaarden, te allen tijde voor de Verenigde Naties kan worden beschikbaar gesteld om de Organisatie te helpen bij het doorvoeren van maatregelen tot behoud van de vrede.

Onlangs belegden drieëntwintig landen, waaronder Denemarken, een vergadering te Ottawa om er, op uitnodiging van de Canadese regering, de militaire en technische ervaring te bespreken, opgedaan bij vorige operaties van de Verenigde Naties.

De Belgische regering beschouwt dat streven met sympathie en zal het steunen in de mate dat het de actie der Verenigde Naties voor het behoud van de wereldvrede vergemakkelijkt.

Observation : La Commission approuve cette attitude.

QUESTION N° 11.

Dans les Commissions juridiques de l'ONU, on remarque l'absence de délégués belges. On a l'impression que les professeurs de Droit belges sont tenus systématiquement à l'écart. La chose est frappante dans la sous-commission de Droit international.

REPONSE :

1. a) *Commission du Droit international.*

La Commission du Droit international, qui comptait quinze membres à l'origine, a été élargie successivement en 1956 (21 membres) et en 1961 (25 membres) en raison de l'accroissement du nombre des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies.

Les membres sont élus par l'Assemblée générale sur une liste de candidats présentés par les gouvernements. En 1953, le Gouvernement belge a présenté la candidature de M. Bourquin, qui se trouvait en compétition avec M. François (Pays-Bas). Ce dernier a été élu. Par la suite, la réélection de M. François étant souhaitée du côté néerlandais, il a été jugé opportun de ne pas entrer en concurrence avec les Pays-Bas.

Les prochaines élections auront lieu lors de l'Assemblée générale de 1966.

b) *Comité spécial des principes du Droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.*

En janvier 1964, le Président de l'Assemblée générale était disposé à désigner la Belgique comme membre de ce Comité. Toutefois, compte tenu du fait que les Pays-Bas avaient introduit leur candidature avant nous, que nous ne leur avions jamais indiqué nos intentions et, qu'au surplus, ils avaient déposé une résolution sur le sujet, la candidature belge a été retirée.

2. Actuellement, la Belgique est membre :

— du Sous-Comité juridique (28 membres nommés par l'Assemblée générale; représentant belge : M. le Professeur Litvine) du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

— du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du Droit international (six membres nommés par l'Assemblée générale; représentant belge : M. Bal, membre de notre Mission permanente à l'ONU et qui est docteur en droit).

3. Dans l'ensemble, les Commissions ou Comités juridiques de l'ONU sont composés d'un nombre peu élevé de membres qui sont nommés de façon à assurer autant que possible une répartition géographique. Dans ces conditions, la situation faite actuellement à la Belgique dans ce domaine peut être considérée comme normale.

Opmerking : De Commissie keurt dat standpunt goed.

VRAAG N° 11.

In de juridische commissies van de VN valt de afwezigheid van Belgische afgevaardigden op. Men heeft de indruk dat de Belgische rechtsprofessoren systematisch worden geweerd. Dat is vooral het geval in de subcommissie voor Internationaal recht.

ANTWOORD :

1. a) *Commissie voor Internationaal Recht.*

De Commissie voor Internationaal recht telde oorspronkelijk vijftien leden. Zij werd achtereenvolgens uitgebreid in 1956 (21 leden) en in 1961 (25 leden) wegens het verhoogd aantal Lid-Staten van de Organisatie der Verenigde Naties.

De leden worden gekozen door de Algemene Vergaderingen uit een lijst van kandidaten voorgesteld door de regeringen. In 1953 heeft de Belgische regering de kandidatuur voorgedragen van de heer Bourquin, die in competitie kwam met de heer François (Nederland). Deze laatste werd verkozen. Nadien werd van Nederlandse zijde de herkiezing van de heer François gewenst en het werd niet gepast geoordeeld met Nederland in concurrentie te treden.

De volgende verkiezingen hebben plaats tijdens de Algemene Vergadering van 1966.

b) *Bijzonder Comité van de beginselen van het Internationaal recht betreffende de vriendschapsbetrekkingen en de samenwerking tussen de staten.*

In januari 1964 was de Voorzitter van de Algemene Vergadering bereid België aan te duiden als lid van dit Comité. Niettemin werd de Belgische kandidatuur ingetrokken omdat Nederland zich vóór ons kandidaat had gesteld en wij hen ook nooit van onze bedoelingen kennis hadden gegeven. Daarenboven had Nederland een resolutie over deze aangelegenheid ingediend.

2. Op dit ogenblik is België lid :

— van het Juridisch sub-comité (28 leden benoemd door de Algemene Vergadering; Belgisch vertegenwoordiger de heer Professor Litvine) van het Comité voor het vreedzaam gebruik van de kosmische ruimte;

— van het Bijzonder comité voor technische bijstand ter bevordering van het onderwijs, de studie, de verspreiding en een ruimer begrip van het Internationaal recht (zes leden benoemd door de Algemene Vergadering; Belgisch vertegenwoordiger : de heer Bal, lid van onze vaste vertegenwoordiging bij de VN, doctor in de rechten).

3. Doorgaans tellen de juridische Commissies of Comités van de VN een gering aantal leden, waarvan de benoeming zoveel mogelijk op overwegingen van aardrijkskundige spreiding berust. Dit in acht genomen mag men de huidige positie van België als normaal beschouwen.

Il y a lieu de noter que, jusqu'à présent, le Département n'a été saisi d'aucune candidature belge en vue des prochaines élections des membres de la Commission du Droit international.

QUESTION N° 12.

Comment se fait la désignation des parlementaires envoyés aux Assemblées générales de l'ONU? Cette année, il y en a cinq de la Chambre et un du Sénat. Leur voyage n'est pas préparé, alors que du temps de la S.D.N. il était préparé à l'avance par des réunions d'information à Bruxelles.

REPONSE :

Le règlement intérieur de l'Assemblée générale de l'ONU prévoit que la délégation d'un Etat membre comprend au maximum 5 représentants et 5 suppléants, et autant de conseillers que cet Etat membre le juge nécessaire.

En Belgique, une tradition s'est instituée selon laquelle les Ministres des Affaires étrangères ont toujours souhaité associer les membres de la Chambre des Représentants et du Sénat aux travaux des Nations Unies.

C'est ainsi que traditionnellement les fonctions de représentant sont confiées au Ministre des Affaires étrangères, à son représentant permanent auprès des Nations Unies et à trois parlementaires représentant chacun l'un des trois partis traditionnels.

Pour procéder à leur désignation, le Ministre prend contact avec ces trois partis.

Dès que les désignations sont faites, le service compétent du Département se met en rapport avec les parlementaires et se tient à leur dispositions pour leur fournir toute la documentation qu'ils pourraient juger utile.

A New York même se tiennent alors des réunions de délégation où sont examinées les différentes questions qui figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et où sont définies les positions qu'adopteront les représentants de la Belgique aux différentes commissions.

G. Chine.

QUESTION N° 13.

Plusieurs membres estiment que les événements de la dernière année justifient plus que jamais la reconnaissance rapide de la Chine populaire. Ils demandent quelles sont à cet égard les intentions du Gouvernement.

REPONSE :

Dans l'état actuel de la situation, le Gouvernement belge n'a pas l'intention, de procéder à la reconnaissance de la Chine de Pékin.

Les raisons en ont été exposées à diverses reprises par le Ministre des Affaires Etrangères aux tribunes de la Chambre comme du Sénat.

Op te merken valt dat het Departement nog geen enkele Belgische kandidatuur ontving voor de volgende verkiezing van leden van de Commissie voor het Internationaal recht.

VRAAG N° 12.

Hoe geschiedt de aanduiding van de parlementsleden die de Algemene Vergadering van de VN gaan bijwonen? Dit jaar zijn er vijf van de Kamer en één van de Senaat. Hun reis wordt niet voorbereid, in tegenstelling met de gewoonte ten tijde van de Volkerenbond, toen ter voorbereiding informatievergaderingen te Brussel werden belegd.

ANTWOORD :

Het huishoudelijk reglement van de Algemene Vergadering der Verenigde Naties bepaalt dat de vertegenwoordiging van een Lid-Staat ten hoogste mag bestaan uit 5 vertegenwoordigers en 5 plaatsvervangers en uit zoveel adviseurs als de Lid-Staat nodig acht.

In België is het traditie dat de Ministers van Buitenlandse Zaken steeds de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat betrekken bij de werkzaamheden van de Verenigde Naties.

Aldus wordt de vertegenwoordiging traditioneel opgedragen aan de Minister van Buitenlandse Zaken, zijn vaste vertegenwoordiger bij de Verenigde Naties en aan drie parlementsleden, die ieder een van de drie traditionele partijen vertegenwoordigen.

Voor hun aanduiding neemt de Minister contact op met deze drie partijen.

Zodra de aanduiding is geschied neemt de bevoegde dienst contact op met de parlementsleden en stelt hij zich tot hun beschikking om hun de documentatie te verschaffen die zij nuttig achten.

Te New York zelf worden dan vergaderingen van de vertegenwoordigers belegd waar de verschillende punten van de agenda der Algemene Vergadering worden onderzocht en het standpunt wordt bepaald dat België in de verschillende commissies wenst in te nemen.

G. China.

VRAAG N° 13.

Verschillende leden zijn van oordeel dat de gebeurtenissen van het laatste jaar meer dan ooit pleiten voor de spoedige erkenning van de Chinese Volksrepubliek. Zij wensen hieromtrent de bedoeling van de regering te kennen.

ANTWOORD :

In de huidige stand van zaken ligt het niet in het voornemen van de Belgische regering om het China van Peking te erkennen.

De Minister van Buitenlandse Zaken heeft herhaaldelijk de redenen hiervoor uiteengezet in Kamer en Senaat.

En ce qui concerne l'admission de la Chine de Pékin aux Nations Unies, le Gouvernement belge continue à considérer qu'il s'agit là d'une question importante au sens de la Charte, d'autant plus qu'elle soulève parallèlement le problème de Formose et qu'une décision ne peut être prise à ce sujet par l'Assemblée générale qu'à une majorité des 2/3.

QUESTION N° 14.

Il résulte d'une publication du Gouvernement de Pékin que l'établissement de relations diplomatiques avec la France, au début de l'an dernier, a entraîné un nouveau développement des échanges entre les deux pays. Nombre de personnalités des milieux industriels et commerciaux et de techniciens français ont visité la Chine et s'y sont entretenus de questions touchant au développement du commerce et aux échanges techniques. D'importantes transactions ont été conclues à la satisfaction des deux parties.

M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y a là une raison supplémentaire pour hâter la reconnaissance de la Chine par la Belgique ?

REPONSE :

Le tableau statistique ci-après, donnant les montants des exportations de l'U.E.B.L., de la France et des Pays-Bas vers la Chine continentale, de 1958 à 1964, montre que la reconnaissance de la Chine est sans influence sur le commerce avec ce pays. On voit en effet que les Pays-Bas, par exemple, qui ont reconnu la Chine en 1950, ont des chiffres régulièrement inférieurs aux nôtres (à l'exception de 1963, pour la raison indiquée à la note b).

Ceci confirme que la Chine achète ce qu'elle veut acheter là où elle le veut et sans s'embarrasser de considérations sur la reconnaissance ou la non-reconnaissance.

Exportations vers la Chine.

	U.E.B.L. — B.L.E.U.	France — Frankrijk	Pays-Bas — Nederland
1958	52.000.000 \$	44.000.000 \$	12.000.000 \$
1959	33.600.000 \$	39.800.000 \$	11.000.000 \$
1960	44.600.000 \$	52.800.000 \$	6.800.000 \$
1961	10.200.000 \$	36.400.000 \$	4.000.000 \$
1962	7.960.000 \$	43.200.000 \$	3.600.000 \$
1963	9.480.000 \$	4.870.000 \$	12.900.000 \$
1964	5.038.080 \$	7.820.000 \$	3.000.000 \$
	(8 mois)	(9 mois)	(6 mois)
	(8 maanden)	(9 maanden)	(6 maanden)

Note : a) A partir de 1961, on note une diminution générale des exportations européennes vers la Chine continentale. Cette année-là, les exportations britanniques, par exemple, tombent de moitié; b) L'augmentation des Pays-Bas en 1963, venant après une diminution continue, résulte de la réalisation de contrats portant sur la livraison de navires. — Nota : a) *Van 1961 af daalt de uitvoer van Europa naar continentaal China over de gehele lijn. In dat jaar valt de uitvoer van Groot-Brittannië bijvoorbeeld op de helft;* b) *De gestegen uitvoer van Nederland in 1963, na een voortdurende daling, is het gevolg van contracten voor de levering van schepen.*

Wat betreft de toelating van het China van Peking tot de Verenigde Naties, blijft de Belgische regering de mening toegedaan dat het hier een belangrijke aangelegenheid betreft naar de zin van het Handvest, te meer daar die toelating gebonden is aan de terugtrekking van Formosa en de Algemene Vergadering daarover slechts met een tweederde meerderheid kan beslissen.

VRAAG Nr. 14.

Uit een publicatie van de Regering van Peking blijkt dat het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Frankrijk in het begin van verleden jaar een nieuwe verruiming van de handel tussen beide landen heeft ten gevolge gehad. Tal van Franse personaliteiten uit de kringen van industrie en handel en Franse technici hebben China bezocht en er gesproken over de ontwikkeling van de handel en de uitwisseling van technische kennis. Belangrijke overeenkomsten zijn gesloten tot voldoening van beide partijen.

Is de Minister niet van oordeel dat dit een reden te meer is om de erkenning van China door ons land te bespoedigen ?

ANTWOORD :

Onderstaande statistische tabel, die een beeld geeft van het bedrag van de uitvoer van de B.L.E.U., Frankrijk en Nederland naar Communistisch China, van 1958 tot 1964, bewijst dat de erkenning van China geen invloed heeft op de handel met dat land. Nederland bijvoorbeeld, dat China in 1950 heeft erkend voert geregeld minder naar dat land uit dan België (met uitzondering voor 1963, om de reden die in nota b) hierna is aangegeven).

Dit bewijst wel dat China koopt wat en waar het wenst te kopen zonder zich te storen aan overwegingen betreffende zijn erkenning of zijn niet-erkenning.

Uitvoer naar China.

QUESTION N° 15.

A quelques semaines du changement intervenu dans le Gouvernement Soviétique, peut-on considérer qu'il y a un vrai rapprochement entre Moscou et Pékin ?

REPONSE :

A l'heure actuelle, aucun indice ne permet de considérer qu'il y a un rapprochement important entre Moscou et Pékin.

Des articles officiels publiés de part et d'autre sur les problèmes idéologiques ainsi que des prises de position sur certains problèmes internationaux (l'exemple le plus récent étant le retrait de l'Indonésie des Nations Unies) portent à croire que les différends subsistent.

QUESTION N° 16.

Le Ministre a-t-il connaissance que le Gouvernement de Pékin ait officiellement répudié sa doctrine de la « guerre inévitable » ?

REPONSE :

Le vendredi 21 novembre 1964, radio-Pékin a laissé prévoir une nouvelle importante. Celle-ci était en fait la diffusion d'un article du « Drapeau Rouge » dirigé contre le khrouchtchévisme et qui constituait un avertissement adressé aux dirigeants actuels du Kremlin. Dans cet article, toutes les positions fondamentales de Pékin sont réaffirmées. Elles sont exprimées de la façon suivante :

a) « La mission historique que l'époque impartit aux peuples, c'est de réaliser pas à pas la victoire complète de la révolution mondiale du prolétariat par leurs propres efforts et suivant les conditions concrètes de chaque pays et d'instaurer un monde nouveau, un monde d'où l'impérialisme, le capitalisme et tout système d'exploitation auront été bannis ».

b) « D'un ramassis de conceptions antimarxistes de tous les opportunistes et révisionnistes de l'histoire, Khrouchtchev a fait une ligne révisionniste systématique dite de « coexistence pacifique », de « compétition pacifique », de « passage pacifique », d'« état du peuple entier » et de « parti du peuple entier ». Il a pratiqué le capitulationnisme vis-à-vis de l'impérialisme, et a utilisé la théorie de conciliation des classes pour s'opposer aux luttes révolutionnaires des peuples et les liquider. »

Signalons en outre que dans cet article, le traité sur l'arrêt des expériences nucléaires est une fois de plus critiqué.

VRAAG Nr. 15.

Mag men, enkele weken na de wijziging van de Sovjet-Regering, zeggen dat een werkelijke toenadering bestaat tussen Moskou en Peking ?

ANTWOORD :

Er ligt geen enkele aanduiding voor die wijst op een grote toenadering tussen Moskou en Peking.

Officiële artikelen aan beide zijden over ideologische problemen zowel als over bepaalde internationale vraagstukken (het jongste voorbeeld hiervan is de terugtrekking van Indonesië uit de Verenigde Naties) schijnen erop te wijzen dat de meningsverschillen blijven bestaan.

VRAAG Nr. 16.

Is het ter kennis van de Minister gekomen dat de regering van Peking officieel haar doctrine van de « onvermijdelijke oorlog » heeft verzaakt ?

ANTWOORD :

Op vrijdag 21 november 1964 kondigde Radio-Peking een belangrijke mededeling aan. Deze mededeling bestond eigenlijk in de uitzending van een artikel van de « Rode Vaan » tegen het krouchtchevisme, dat bedoeld was als een waarschuwing aan de huidige leiders van het Kremlin. In dat artikel worden alle grondstellingen van Peking opnieuw bevestigd. Zij worden uitgedrukt als volgt :

a) « De historische zending die ons tijdperk aan de volkeren oplegt bestaat erin stap voor stap de proletarische wereldrevolutie volledig te doen zegevieren, door hun eigen inspanningen en volgens de concrete omstandigheden van ieder land, en een nieuwe wereld tot stand te brengen, een wereld waaruit het imperialisme, het kapitalisme en iedere vorm van uitbuiting zullen verbannen zijn ».

b) « Uit een samenraapsel van antimarxistische opvattingen van alle opportunisten en revisionisten van de geschiedenis, heeft Krouchtchev een stelselmatische revisionistische strekking opgebouwd onder de naam van « vreedzame coëxistentie », « vreedzame mededinging », « vreedzame overgang », « staat van het gehele volk » en « partij van het gehele volk ». Hij voerde een capitulatiepolitiek ten aanzien van het imperialisme en gebruikte de theorie van de klassenverzoening om zich te verzetten tegen de revolutionaire strijd der volkeren en hem uit te schakelen. »

Stippen wij nog aan dat dit artikel andermaal kritiek bevat op het verdrag over het stopzetten der kernproeven.

QUESTION N° 17.

Comment le Ministre croit-il que va évoluer la politique extérieure de la Chine communiste après l'explosion de la première bombe atomique chinoise ?

REPONSE :

Il n'y a aucune indication que la politique extérieure de la Chine sera modifiée par l'explosion de la première bombe atomique chinoise. L'appel de Pékin pour une conférence mondiale qui discuterait l'interdiction, la destruction de toutes les armes nucléaires semble être avant tout un moyen de propagande et ne correspond pas à un plan concret et réaliste.

QUESTION N° 18.

L'explosion de la première bombe atomique chinoise renforce-t-elle ou diminue-t-elle les chances d'un désarmement à l'échelle mondiale ?

REPONSE :

Un désarmement à l'échelle mondiale ne peut être concevable sans que la Chine y soit associée.

Or, celle-ci n'a manifesté jusqu'à présent aucune volonté de renoncer à la politique d'armement qui est la sienne. L'explosion de la première bombe atomique chinoise indique au contraire la volonté des dirigeants de ce pays de se donner toute la puissance militaire possible.

Ainsi qu'il a été dit en réponse à une autre question, l'appel de Pékin en faveur d'une conférence mondiale sur l'interdiction et la destruction de toutes les armes nucléaires semble être avant tout un moyen de propagande qui ne correspond à aucun plan concret et réaliste.

En outre, la Chine a refusé d'adhérer au traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires, traité que l'on a encore qualifié récemment à Pékin d'« énorme supercherie ».

H. Questions relatives à diverses conventions internationales.

QUESTION N° 19.

Dans la liste des Conventions du Conseil de l'Europe, la Belgique semble détenir le record des conventions non approuvées. Que compte faire le Gouvernement pour remédier à cette situation ?

REPONSE :

Il y a deux pays, dont la Belgique, qui ont signé 48 Conventions du Conseil de l'Europe. 28 de ces actes ont déjà été ratifiés par nous, ce qui place notre pays au cinquième rang dans la liste des pays membres du Conseil.

De toute façon, le Département des Affaires Etrangères s'est mis en rapport avec les Départements inté-

VRAAG Nr. 17.

Hoe ziet de Minister de evolutie van de buitenlandse politiek van Communistisch China na de ontploffing van de eerste Chinese atoombom ?

ANTWOORD :

Er is geen enkele aanwijzing dat de ontploffing van de eerste Chinese atoombom het buitenlands beleid van China zal wijzigen. De oproep van Peking tot het houden van een wereldconferentie om alle kernwapens te verbieden en te vernietigen, lijkt in de eerste plaats een propagandamiddel te zijn waaraan geen enkel concreet realistisch plan ten grondslag ligt.

VRAAG Nr. 18.

Is de kans op een algehele ontwapening door de ontploffing van de eerste Chinese atoombom toe- of afgenomen ?

ANTWOORD :

Een algehele ontwapening zonder de medewerking van China is ondenkbaar.

Tot nog toe echter heeft dat land geen enkele bereidheid getoond om van zijn bewapeningspolitiek af te zien. De ontploffing van de eerste Chinese atoombom wijst integendeel op het streven van de leiders van dat land om hun militaire macht tot het uiterste op te voeren.

Zoals reeds als antwoord op de vorenstaande vraag is gezegd lijkt de oproep van Peking ten gunste van een wereldconferentie betreffende het verbod en de vernietiging van alle kernwapens in de eerste plaats een propagandamiddel te zijn dat op geen enkel concreet realistisch plan berust.

Bovendien heeft China geweigerd toe te treden tot het verdrag van Moskou betreffende de stopzetting van de kernproeven, dat onlangs nog te Peking als « bedriegerij op grote schaal » is bestempeld.

H. Vragen in verband met diverse internationale overeenkomsten.

VRAAG N° 19.

Wat de lijst der Overeenkomsten van de Raad van Europa betreft, schijnt België het record te houden van de niet-goedgekeurde overeenkomsten. Wat is de Regering voornemens te doen om dat te verhelpen ?

ANTWOORD.

Twée landen, waarbij België, hebben 48 overeenkomsten van de Raad van Europa ondertekend. Van deze akten hebben wij er reeds 28 bekrachtigd, waardoor ons land de vijfde plaats inneemt op de lijst der lid-staten van de Raad.

Hoe dan ook, het Departement van Buitenlandse Zaken heeft zich in verbinding gesteld met de bij de

ressés par ces conventions en vue d'accélérer, dans toute la mesure du possible, leur ratification par la Belgique.

Très prochainement, plusieurs d'entre elles seront déposées sur le bureau de la Chambre, ce qui augmentera encore le pourcentage, extrêmement favorable par comparaison avec d'autres pays, des actes approuvés par la Belgique.

QUESTION N° 20.

Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas encore ratifié la Charte sociale européenne et quel est l'état actuel de cette question ?

REPONSE :

Le document sera transmis incessamment au Conseil d'Etat.

La procédure sur le plan interne a subi un certain retard en raison :

a) de difficultés en matière de traduction. Cette traduction a été faite par le Gouvernement des Pays-Bas;

b) de certains problèmes survenus entre départements belges lors de l'examen du projet de convention. Ces problèmes ont actuellement pu être réglés. Il s'agissait principalement d'un différend entre le Ministère de l'Intérieur et celui du Travail au sujet du droit de grève dans le secteur public.

QUESTION N° 21.

Le Parlement a récemment donné au Roi une approbation générale pour la conclusion des traités bilatéraux ou multilatéraux prévoyant à titre obligatoire le recours à certaines procédures déterminées pour le règlement des différends internationaux.

Avant 1939, la Belgique fut partie à de nombreux traités bilatéraux, dont elle s'est prévalu pour rechercher le règlement pacifique des différends, soit par la voie judiciaire, avec la Grèce (affaire Soforbel), avec la Bulgarie (affaire Electricité de Sofia et de Bulgarie), avec l'Espagne en 1959 (affaire Barcelona Traction), soit par la voie de la conciliation à l'intervention d'une commission permanente de conciliation, avec le Danemark en 1953 (affaire des s/s. « Gorm » et « Svava »).

Quels sont les traités de l'espèce conclus par la Belgique et encore actuellement en vigueur, et dans quels cas les commissions permanentes de conciliation, éventuellement prévues par ces traités, ont-elles été effectivement constituées ?

REPONSE :

On trouvera ci-dessous une liste des accords de l'espèce conclus par la Belgique avec divers pays et entrés en vigueur.

Dans chaque cas, il a été précisé l'état actuel de ces conventions et spécialement la situation des Commissions permanentes de conciliation prévues par les accords.

overeenkomsten betrokken departementen ten einde, in de mate van het mogelijke, de bekrachtiging ervan door België te bespoedigen.

Verscheidene ervan zullen eerlang bij de Kamer worden ingediend waardoor het percentage van de door België goedgekeurde akten, dat in vergelijking met andere landen bijzonder gunstig uitvalt, nog zal verhogen.

VRAAG N° 20.

Waarom heeft België het Europees Sociaal Handvest nog niet bekrachtigd en hoever staan de zaken thans in dat opzicht ?

ANTWOORD.

Het stuk wordt eerstdaags aan de Raad van State doorgezonden.

De binnenlandse procedure heeft een zekere vertraging opgelopen wegens :

a) vertalingsmoeilijkheden; de vertaling is verzorgd door de Nederlandse Regering;

b) bepaalde problemen die bij het onderzoek van het ontwerp van overeenkomst tussen Belgische departementen zijn gerezen doch waarvoor ondertussen een regeling is getroffen. Het ging vooral om een verschil van zienswijze tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en dat van Arbeid omtrent het stakingsrecht in de openbare sector.

VRAAG N° 21.

Het Parlement heeft aan de Koning onlangs een algemene goedkeuring verleend tot het afsluiten van bilaterale of multilaterale verdragen die voorzien in de verplichting om bepaalde procedures aan te wenden voor de regeling van internationale geschillen.

Vóór 1939 was België partij bij talrijke bilaterale verdragen, waarop ons land zich beroepen heeft om geschillen vreedzaam te regelen, hetzij langs gerechtelijke weg, met Griekenland (zaak Soforbel) met Bulgarije (zaak « Electricité de Sofia et de Bulgarie »), met Spanje in 1959 (zaak Barcelona Traction), hetzij door verzoening met bemoeiing van een permanente verzoeningscommissie, met Denemarken in 1953 (zaak ss. « Gorm » en « Svava »).

Welke soortgelijke verdragen heeft België afgesloten die thans nog van kracht zijn en in welke gevallen zijn de vaste verzoeningscommissies, waarin die verdragen eventueel hebben voorzien, werkelijk ingesteld ?

ANTWOORD.

Hierna volgt de lijst van die verdragen welke België met verschillende landen heeft gesloten en die in werking zijn getreden.

In ieder geval wordt nader aangegeven wat de huidige stand van die verdragen is en met name de stand van de vaste verzoeningscommissies waarin de verdragen hebben voorzien.

La deuxième liste, reproduite ensuite, énumère les trois traités sur le règlement pacifique des litiges qui ne sont jamais entrés en vigueur.

Liste des traités bilatéraux sur le règlement pacifique des litiges, conclus par la Belgique et entrés en vigueur.

(Liste chronologique d'après les dates de signature).

1. Traité d'arbitrage obligatoire entre la Belgique et la *Suède* et la *Norvège* et protocole de signature, signés à Bruxelles, le 30 novembre 1904.

Loi belge du 7 juillet 1905

Entrée en vigueur : 11 septembre 1905

Moniteur belge 19 janvier 1906

(ce traité a été remplacé, uniquement pour les rapports entre la Belgique et la *Suède*, par le traité de conciliation et d'arbitrage, signé à Bruxelles, le 30 avril 1926).

2. Traité d'arbitrage obligatoire entre la Belgique et le *Nicaragua*, signé à Guatémala, le 6 mars 1906.

Loi belge du 20 janvier 1909

Entrée en vigueur : 20 août 1909

Moniteur belge 2 septembre 1909

3. Traité d'arbitrage obligatoire entre la Belgique et le *Danemark*, signé à Bruxelles, le 26 avril 1905.

Loi belge du 7 juillet 1905

Entrée en vigueur : 2 juin 1906

Moniteur belge des 19 janvier 1906 et 18 mai 1906

(ce traité a été abrogé et remplacé par le traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, entre la Belgique et le *Danemark*, signé à Bruxelles, le 3 mars 1927.

Ce traité reste cependant en vigueur entre la Belgique et l'*Islande*.

4. Traité d'arbitrage obligatoire entre la Belgique et l'*Italie* et déclaration, signés à Bruxelles, le 18 novembre 1910.

Loi belge du 4 juin 1911

Entrée en vigueur : 14 septembre 1911

Moniteur belge 2 septembre 1911.

Remise en vigueur après la guerre de 1940-1945, le 10 mars 1948 en vertu des dispositions de l'article 44 du traité de paix avec l'*Italie*.

Moniteur belge 15 mai 1949.

In de tweede lijst zijn de drie verdragen betreffende de vreedzame regeling van de geschillen opgesomd die nooit in werking zijn getreden.

Lijst der door België gesloten bilaterale verdragen nopens de vreedzame regeëing der geschillen, die reeds in werking zijn getreden.

(Chronologische lijst volgens de datum van ondertekening).

1. Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechtelijke uitspraak tussen België, *Zweden* en *Noorwegen* en protocol van ondertekening, ondertekend te Brussel op 30 november 1904.

Belgische wet van 7 juli 1905

Inwerkingtreding : 11 september 1905

Belgisch Staatsblad : 19 januari 1906.

(dit verdrag is voor de betrekkingen tussen België en *Zweden* vervangen, door het verzoenings- en arbitrageverdrag, ondertekend te Brussel, op 30 april 1926).

2. Verdrag van scheidsrechtelijke uitspraak tussen België en *Nicaragua* ondertekend te Guatemala, op 6 maart 1906.

Belgische wet van 20 januari 1909

Inwerkingtreding : 20 augustus 1909

Belgisch Staatsblad : 2 september 1909.

3. Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechtelijke uitspraak tussen België en *Denemarken*, ondertekend te Brussel, op 26 april 1905.

Belgische wet van 7 juli 1905

Inwerkingtreding : 2 juni 1906

Belgisch Staatsblad : 19 januari 1906 en 18 mei 1906

(dit verdrag is opgeheven en vervangen door het verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en *Denemarken*, ondertekend te Brussel, op 3 maart 1927).

Dat verdrag blijft evenwel nog van kracht tussen België en *IJsland*.

4. Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechtelijke uitspraak tussen België en *Italië* en verklaring ondertekend te Brussel op 18 november 1910.

Belgische wet van 4 juni 1911

Inwerkingtreding : 14 september 1911

Belgisch Staatsblad : 2 september 1911.

Na de oorlog 1940-1945, opnieuw in werking gebracht op 10 maart 1948, krachtens het bepaalde in artikel 44 van het vredesverdrag met *Italië*.

Belgisch Staatsblad : 15 mei 1949.

5. Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Belgique et la Suède, signé à Bruxelles, le 30 avril 1926.

Loi belge du 16 août 1927

Entrée en vigueur : 27 septembre 1927

Moniteur belge 9 novembre 1927

Erratum 4 décembre 1927

Un premier avis concernant la composition de la Commission permanente de conciliation, instituée en vertu de l'article 2 du traité a été publié au *Moniteur belge* des 16-17 juillet 1928.

Un second avis concernant la composition de cette Commission a été publié au *Moniteur belge* du 19 décembre 1951.

Un troisième avis concernant la composition de la Commission a été publié au *Moniteur belge* du 31 juillet 1955.

Un quatrième avis concernant la composition de la Commission a été publié au *Moniteur belge* du 31 juillet 1957.

Un cinquième avis concernant la composition de la Commission a été publié au *Moniteur belge* du 6 janvier 1961.

Un sixième avis concernant la composition de la Commission a été publié au *Moniteur belge* des 12 mars et 1^{er} avril 1964.

6. Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse, signé à Bruxelles, le 5 février 1927.

Loi belge du 16 août 1927

Entrée en vigueur : 12 novembre 1927

Moniteur belge 30 novembre 1927

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (articles 3 et 4) a été publiée au *Moniteur belge* des 16-17 juillet 1928, 28 et 29 septembre 1931, et 14 juillet 1934 et 13 mars 1937. Commission en cours de renouvellement.

7. Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et le Danemark et protocole de signature, signés à Bruxelles, le 3 mars 1927.

Loi belge du 16 août 1927

Entrée en vigueur : 30 septembre 1927

Moniteur belge 12 et 13 novembre 1927

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (articles 3 et 4) a été publiée au *Moniteur belge* des 15 juin 1928, 19 octobre 1951 et 26 avril 1963.

8. Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Belgique et la Finlande, signé à Stockholm, le 4 mars 1927.

Loi belge du 16 août 1927

Entrée en vigueur : 19 novembre 1927

Moniteur belge 31 décembre 1927

Commission en cours de renouvellement.

5. Verzoenings- en arbitrageverdrag tussen België en Zweden, ondertekend te Brussel op 30 april 1926.

Belgische wet van 16 augustus 1927

Inwerkingtreding : 27 september 1927

Belgisch Staatsblad : 9 november 1927

Erratum : 4 december 1927.

Een eerste bericht betreffende de samenstelling van de Bestendige verzoeningscommissie, opgericht krachtens artikel 2 van het verdrag, is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16-17 juli 1928.

Een tweede bericht betreffende de samenstelling van die Commissie is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1951.

Een derde bericht betreffende de samenstelling van die Commissie is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1955.

Een vierde bericht betreffende de samenstelling van de Commissie is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1957.

Een vijfde bericht betreffende de samenstelling van de Commissie is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1961.

Een zesde bericht betreffende de samenstelling van de Commissie is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 maart en 1 april 1964.

6. Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en Zwitserland, ondertekend te Brussel, op 5 februari 1927.

Belgische wet van 16 augustus 1927

Inwerkingtreding : 12 november 1927

Belgisch Staatsblad : 30 november 1927

De ledenlijst van de Bestendige verzoeningscommissie (artikelen 3 en 4) is bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van 16-17 juli 1928, 28 en 29 september 1931, 14 juli 1934 en 13 maart 1937. De commissie wordt thans vernieuwd.

7. Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en Denemarken en protocol van ondertekening, ondertekend te Brussel, op 3 maart 1927.

Belgische wet van 16 augustus 1927

Inwerkingtreding : 30 september 1927

Belgisch Staatsblad : 12 en 13 november 1927

De ledenlijst van de Bestendige verzoeningscommissie (artikelen 3 en 4) is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1928, 19 oktober 1951 en 26 april 1963.

8. Verzoenings- en arbitrageverdrag tussen België en Finland, ondertekend te Stockholm, op 4 maart 1927.

Belgische wet van 16 augustus 1927

Inwerkingtreding : 19 november 1927

Belgisch Staatsblad : 31 december 1927

Deze Commissie wordt thans vernieuwd.

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (articles 3 et 4) a été publiée au *Moniteur belge* du 28 juillet 1928.

9. Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et le *Portugal*, signé à Bruxelles, le 9 juillet 1927.

Loi belge du 12 janvier 1928

Entrée en vigueur : 11 mai 1928

Moniteur belge 13 juin 1928.

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (articles 4 et 5) a été publiée au *Moniteur belge* des 15 septembre 1929 et 25 août 1935.

Tentative de renouvellement de la commission le 4 septembre 1957, qui n'a pas eu de suite.

10. Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'*Espagne* et protocole final, signés à Bruxelles, le 19 juillet 1927.

Loi belge du 14 avril 1928

Entrée en vigueur : 23 mai 1928

Moniteur belge 13 juin 1928

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (articles 5 et 6) a été publiée au *Moniteur belge* des 3 février et 22 mars 1929.

Plus de renouvellement ultérieur de la commission, mais le traité n'a pas été dénoncé.

11. Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et le *Grand-Duché de Luxembourg*, signé à Bruxelles, le 17 octobre 1927.

Loi belge du 12 juillet 1931

Entrée en vigueur : 9 octobre 1931

Moniteur belge 8 novembre 1931

La liste des membres de la Commission permanente de conciliation (article IV) a été publiée au *Moniteur belge* des 24 mars 1932 et 14 février 1937, dat du dernier renouvellement de la Commission.

12. Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la *République Tchécoslovaque*, signée à Prague, le 23 avril 1929.

Loi belge du 14 juillet 1930

Entrée en vigueur : 4 novembre 1930

Moniteur belge 5 décembre 1930

13. Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la *Grèce*, signée à Athènes, le 25 juin 1929.

Loi belge du 14 juillet 1930

Entrée en vigueur : 4 novembre 1930

Moniteur belge du 7 mars 1931

Il n'y a jamais eu, d'après le dossier, de constitution d'une commission.

De ledenlijst van de Bestendige verzoeningscommissie (artikelen 3 en 4) is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 juli 1928.

9. Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en *Portugal*, ondertekend te Brussel, op 9 juli 1927.

Belgische wet van 12 januari 1928

Inwerkingtreding : 11 mei 1928

Belgisch Staatsblad : 13 juni 1928

De ledenlijst van de Bestendige verzoeningscommissie (artikelen 4 en 5) is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 september 1929 en 25 augustus 1935.

Een poging dd. 4 september 1957 om de commissie te vernieuwen leverde geen resultaat op.

10. Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en *Spanje* en slotprotocol, ondertekend te Brussel, op 19 juli 1927.

Belgische wet van 14 april 1928

Inwerktreding : 23 mei 1928

Belgisch Staatsblad : 13 juni 1928

De ledenlijst van de Bestendige verzoeningscommissie (artikelen 5 en 6) is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 februari en 22 maart 1929.

Later is de commissie niet meer vernieuwd, doch het verdrag is niet opgezegd.

11. Verdrag van verzoening, arbitrage en gerechtelijke regeling tussen België en het *Groothertogdom Luxemburg*, ondertekend te Brussel, op 17 oktober 1927.

Belgische wet van 12 juli 1931

Inwerkingtreding : 9 oktober 1931

Belgisch Staatsblad : 8 november 1931.

De ledenlijst van de Permanente verzoeningscommissie (artikel IV) is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 maart 1932 en 14 februari 1937, datum waarop de commissie voor het laatst is vernieuwd.

12. Verdrag van verzoening, arbitrage en gerechtelijke regeling tussen België en de *Republiek Tsjechoslowakije*, ondertekend te Praag, op 23 april 1929.

Belgische wet van 14 juli 1930

Inwerkingtreding : 4 november 1930

Belgisch Staatsblad : 5 december 1930

13. Verdrag van verzoening, arbitrage en gerechtelijke regeling tussen België en *Griekenland*, ondertekend te Athene, op 25 juni 1929.

Belgische wet van 14 juli 1930

Inwerkingtreding : 4 november 1930

Belgisch Staatsblad : 7 maart 1931

Volgens het dossier is er nooit een commissie samengesteld.

14. Traité de conciliation entre la Belgique et les *Etats-Unis d'Amérique*, signé à Washington, le 20 mars 1929.

Loi belge du 1^{er} juillet 1930

Entrée en vigueur : 25 août 1930

Moniteur belge 22 novembre 1930

La composition de la Commission de conciliation prévue à l'article 2 de ce traité a été publiée au *Moniteur belge* des 5 décembre 1931 (un erratum a paru au *Moniteur belge* du 16 décembre 1931), 19 octobre 1932 et 30 novembre 1939, date du dernier renouvellement de la Commission.

15. Traité d'arbitrage entre la Belgique et les *Etats-Unis d'Amérique*, signé à Washington, le 20 mars 1929.

Loi belge du 1^{er} juillet 1930

Entrée en vigueur : 25 août 1930

Moniteur belge du 22 novembre 1930

16. Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la *Yougoslavie*, signée à Belgrade, le 25 mars 1930.

Loi belge du 14 juillet 1930

Entrée en vigueur : 3 septembre 1930

Moniteur belge 30 octobre 1930

La commission n'a jamais été constituée.

17. Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation entre la Belgique et la *Roumanie*, signé à Bucarest, le 8 juillet 1930.

Loi belge du 22 février 1932

Entrée en vigueur : 4 avril 1932

Moniteur belge du 27 avril 1932

La composition de la Commission permanente de conciliation, prévue à l'article 7 de ce traité, a été publiée au *Moniteur belge* du 2 décembre 1933.

Pas de trace de dénonciation; mandats expirés.

18. Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Bulgarie, signé à Sofia, le 23 juin 1931.

Loi belge du 1^{er} juillet 1930

Entrée en vigueur : 25 août 1930

Moniteur belge 24 février 1933

Dénoncé par la Bulgarie le 4 août 1937 (date d'expiration : 4 février 1938).

Il y a lieu de signaler encore la Convention de conciliation entre la Belgique et l'Allemagne, signée à Londres le 1^{er} décembre 1925.

La Commission devait être renouvelée en 1938 et ne l'a pas été en raison de la dénonciation par l'Allemagne du pacte rhénan.

Liste des traités bilatéraux, conclus par la Belgique, sur le règlement pacifique des litiges, qui ne sont jamais entrés en vigueur.

1. Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Pologne, signé à Bruxelles, le 25 octobre 1928.

14. Verzoeningsverdrag tussen België en de *Verenigde Staten van Amerika*, ondertekend te Washington, op 20 maart 1929.

Belgische wet van 1 juli 1930

Inwerkingtreding : 25 augustus 1930

Belgisch Staatsblad : 22 november 1930

De samenstelling van de Verzoeningscommissie waarin artikel 2 van dit verdrag voorziet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 december 1931 (een erratum is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1931), 19 oktober 1932 en 30 november 1939, datum waarop de Commissie het laatst is vernieuwd.

15. Arbitrageverdrag tussen België en de *Verenigde Staten van Amerika*, ondertekend te Washington, op 20 maart 1929.

Belgische wet van 1 juli 1930

Inwerktreding : 25 augustus 1930

Belgisch Staatsblad : 22 november 1930

16. Overeenkomst van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en *Joegoslavië*, ondertekend te Belgrado, op 25 maart 1930.

Belgische wet van 14 juli 1930

Inwerkingtreding : 3 september 1930

Belgisch Staatsblad : 30 oktober 1930

De Commissie is nooit samengesteld.

17. Verdrag van gerechtelijke regeling, arbitrage en verzoening tussen België en *Roemenië*, ondertekend te Boekarest, op 8 juli 1930.

Belgische wet van 22 februari 1932

Inwerkingtreding : 4 april 1932

Belgisch Staatsblad : 27 april 1932

De samenstelling van de Bestendige verzoeningscommissie, waarin artikel 7 van dit verdrag voorziet, is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 december 1933.

Geen spoor van een opzegging; de mandaten zijn verstreken.

18. Verdrag van verzoening, arbitrage en gerechtelijke regeling tussen België en *Bulgarije*, ondertekend te Sofia, op 23 juni 1931.

Belgische wet van 1 juli 1930

Inwerkingtreding : 25 augustus 1930

Belgisch Staatsblad : 24 februari 1933

Opgezegd door Bulgarije op 4 augustus 1937 (datum van verstrijking : 4 februari 1938).

Verder dient nog vermeld, het Verzoeningsverdrag tussen België en *Duitsland*, ondertekend te Londen op 1 december 1925.

De Commissie moest in 1938 worden vernieuwd doch is het niet doordat Duitsland het Rijnpact heeft opgezegd.

Lijst van de door België gesloten bilaterale verdragen, betreffende de vreedzame regeling van de geschillen, die nooit in werking zijn getreden.

1. Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tussen België en Polen, ondertekend te Brussel, op 25 oktober 1928.

2. Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Belgique et la Turquie et protocole final, signés à Ankara, le 8 avril 1931.

3. Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation entre la Belgique et le Venezuela, signé à Caracas, le 14 août 1935.

Observations de la Commission.

La Commission a pris connaissance de ces renseignements avec le plus vif intérêt. Il en résulte que, comme dans la plupart des pays, peu d'attention a été accordée en Belgique depuis la guerre à l'instauration de procédures internationales obligatoires pour la solution des différends.

La Commission constate d'autre part que dans les derniers temps un certain revirement se manifeste à cet égard, que notamment un au moins des gouvernements de l'Europe orientale, à savoir la Pologne, a procédé à la reconstitution de Commissions Permanentes de Conciliation prévues par des traités conclus en 1929. Elle souhaite que le Gouvernement mette à profit ces dispositions pour revoir et compléter l'ensemble des traités de cette nature conclus par notre pays, en vue de doter celui-ci du système d'accords que paraît requérir une bonne hygiène internationale.

QUESTION N° 22.

La Belgique s'apprête-t-elle à ratifier les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires ?

REPONSE :

a) Convention de 1961 sur les relations diplomatiques.

Le projet sera transmis incessamment au Conseil d'Etat. L'exposé des motifs étant très fouillé, son élaboration a demandé un certain temps.

b) Convention de 1963 sur les relations consulaires. Le problème est encore à l'étude sur le plan belge.

En effet, ce projet de convention a soulevé un assez grand nombre de problèmes nouveaux qui nécessitent une étude coordonnée de la part de tous les départements belges intéressés.

QUESTION N° 23.

Où en est notre ratification des quatre Conventions de Genève sur le Droit de la Mer : mer territoriale, plateau continental, protection des pêcheries, haute mer ?

REPONSE :

Les Conventions de Genève sur le Droit de la Mer du 29 avril 1958, qui étaient ouvertes à la signature jusqu'au 31 octobre 1958, n'ont pas été signées par la Belgique.

La réponse à la question parlementaire n° 29 de MM. les Sénateurs Dehousse, Lilar et Rolin, du

2. Verdrag van verzoening, arbitrage en gerechtelijke regeling tussen België en Turkije en slotprotocol, ondertekend te Ankara, op 8 april 1931.

3. Verdrag van arbitrage, gerechtelijke regeling en verzoening tussen België en Venezuela, ondertekend te Caracas, op 14 augustus 1935.

Opmerkingen van de Commissie.

De Commissie heeft met de grootste belangstelling van die inlichtingen kennis genomen. Daaruit blijkt dat België, zoals de meeste landen, sinds de oorlog weinig belang heeft gehecht aan de instelling van verplichte internationale verzoeningsprocedures voor de beslechting van geschillen.

De jongste tijd valt toch een zekere kentering te constateren; een Oosteupees land althans, Polen namelijk, heeft de permanente verzoeningscommissie bepaald in het verdrag van 1929, opnieuw samengesteld. De Commissie wenst dat de Regering van die bereidheid zal gebruik maken om al de soortgelijke verdragen die ons land heeft afgesloten te herzien en aan te vullen, ten einde een geheel van overeenkomsten aan te gaan dat vereist is voor de gezondmaking van de internationale toestand.

VRAAG N° 22.

Is België voornemens om de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer te bekrachtigen ?

ANTWOORD :

a) Verdrag van 1961 inzake diplomatiek verkeer.

Het ontwerp wordt eerstdaags aan de Raad van State doorgezonden. Aangezien de memorie van toelichting zeer omstandig is, vergt het onderzoek ervan enige tijd.

b) Verdrag van 1963 inzake consulaire verkeer.

Van Belgische zijde wordt de kwestie nog onderzocht.

Dit ontwerp van verdrag heeft inderdaad een vrij groot aantal problemen doen rijzen die een gecoördineerd onderzoek door al de betrokken Belgische departementen noodzakelijk maken.

VRAAG N° 23.

Hoever staat het met de bekrachtiging van de vier Verdragen van Genève betreffende het Zeerecht : territoriale zee, continentaal plateau, bescherming van de visserij, volle zee ?

ANTWOORD :

De Verdragen van Genève van 29 april 1958 betreffende het Zeerecht, die tot 31 oktober 1958 voor ondertekening opengesteld waren, zijn door België niet ondertekend.

Het antwoord op de parlementaire vraag n° 29 van de heren Senatoren Dehousse, Lilar en Rolin d.d.

6 mars 1963, donne les raisons qui ont jusqu'ici retenu le gouvernement belge d'adhérer à ces conventions; il s'agissait essentiellement de la défense des intérêts de nos pêcheurs. Le département se déclarait cependant disposé à prescrire à ses services d'étudier l'opportunité d'une adhésion de la Belgique à certaines de ces conventions.

Peu après, en avril 1963, M. Heath annonçait au Parlement britannique l'intention d'étendre les limites de pêche autour de la Grande-Bretagne, mais de négocier préalablement avec les pays intéressés.

Aussi a-t-il paru préférable, pour des raisons tactiques, de maintenir les choses en état jusqu'à l'issue des négociations. Celles-ci se sont terminées par la signature de la Convention de Londres du 9 mars 1964, actuellement soumise à l'approbation du Parlement. Cette convention crée un régime de pêche nouveau pour la région allant du Danemark au Portugal, sur une base permanente.

Dès qu'elle entrera en vigueur, ce qui ne saurait tarder, nos craintes au sujet de l'application des conventions de Genève se seront considérablement atténuées et il n'y aura plus d'objection vraiment déterminante à adhérer aux conventions de Genève sur la mer territoriale, sur la haute mer, et sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer.

QUESTION N° 24.

La Belgique renouvellera-t-elle en temps utile, et dans les mêmes conditions que par le passé, son acceptation : a) du droit de recours individuel à la Commission européenne des droits de l'homme; b) de la juridiction obligatoire du même nom ?

REPONSE :

La réponse à cette question est affirmative. Le Conseil des Ministres a d'ailleurs pris récemment une décision dans ce sens.

1. Varia.

QUESTION N° 25.

Pourquoi les Gouvernements n'utilisent-ils pas davantage le cadre du Conseil de l'Europe pour le règlement pacifique des problèmes politiques européens comme, par exemple, le problème de Chypre ?

REPONSE :

Le Gouvernement belge est favorable à une action positive et constructive dans le cadre du Conseil de l'Europe et notamment pour rechercher un règlement pacifique à des problèmes politiques d'intérêt commun. Il a fallu cependant constater qu'il était difficile pour le Conseil de l'Europe d'aboutir à des conclusions communes là où des organismes plus restreints n'avaient pu aboutir précédemment.

6 maart 1963, geeft de redenen aan waarom België nog niet tot deze verdragen is toegetreden, namelijk in de eerste plaats ter vrijwaring van onze visserijbelangen. Het departement verklaarde zich echter bereid zijn diensten te gelasten de wenselijkheid van een Belgische toetreding tot sommige van die verdragen na te gaan.

Kort daarop, in april 1963, verklaarde de heer Heath voor het Britse Parlement dat het in de bedoeling lag, evenwel na voorafgaand overleg met de betrokken landen, de visserijgrenzen rondom Groot-Brittannië uit te breiden.

In die zin is het om tactische redenen verkieslijk gebleken met de stand van zaken vrede te nemen tot na de afloop van de besprekingen; deze zijn geëindigd met de ondertekening van het Verdrag van Londen van 9 maart 1964 dat thans aan het Parlement ter goedkeuring is voorgelegd. Dit verdrag stelt een nieuwe en duurzame visserijregeling in voor een gebied van Denemarken tot Portugal.

Zodra het verdrag van kracht wordt, wat eerlang zal geschieden, zal onze schroom ten aanzien van de toepassing van de verdragen van Genève aanzienlijk zijn afgenomen en bestaat er werkelijk geen overwegend bezwaar meer tegen onze toetreding tot de verdragen van Genève betreffende de territoriale zee, de volle zee, de visserij en de instandhouding van de levende rijkdommen van de volle zee.

VRAAG N° 24.

Zal België te gelegener tijd en onder dezelfde voorwaarden als in het verleden zijn aanvaarding vernieuwen van : a) het recht op individueel beroep op de Europese Commissie voor de rechten van de mens; b) de verplichte rechtsmacht van die commissie ?

ANTWOORD :

Het antwoord op die vraag is bevestigend. Onlangs heeft de Ministerraad trouwens nog een beslissing in die zin genomen.

1. Varia.

VRAAG N° 25.

Waarom werken de Regeringen niet vaker samen binnen het raam van de Raad van Europa om een vreedzame regeling te vinden voor Europese politieke problemen zoals, bij voorbeeld, de kwestie Cyprus ?

ANTWOORD :

De Belgische Regering is een positieve en opbouwende actie binnen het raam van de Raad van Europa gunstig gezind, met name wanneer het erom gaat een vreedzame regeling te vinden voor politieke problemen van gemeenschappelijk belang. Men heeft echter moeten vaststellen dat het voor de Raad van Europa moeilijk was tot gemeenschappelijke besluiten te komen in gevallen waarin beperktere instellingen tevoren evenmin een resultaat hadden kunnen bereiken.

En ce qui concerne plus particulièrement le problème de Chypre, il faut se rendre à l'évidence qu'il est impossible de trouver une solution au sein d'une organisation où l'Etat chypriote lui-même n'est pas représenté. Cette difficulté s'étant posée à l'Otan, il n'y a pas de raison de croire qu'il n'en aurait pas été de même au Conseil de l'Europe.

Le Gouvernement belge appuie les initiatives et les suggestions qui ont été faites au Conseil de l'Europe concernant le renforcement des contacts entre celui-ci et les pays de l'Est.

Observation de la Commission :

L'Etat cypriote fait partie du Conseil de l'Europe. L'argument ne vaut donc pas en ce qui concerne cette institution.

QUESTION 26.

Quelle sera l'attitude de la Belgique aux Nations Unies à l'égard de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud ?

REPONSE :

1. La Belgique a appliqué les résolutions du Conseil de Sécurité du 7 août et du 4 décembre 1963 qui demandaient aux Etats membres des Nations Unies de mettre fin à la vente et à l'expédition d'armes vers l'Afrique du Sud, ainsi qu'à la vente et à l'expédition d'équipement et de matériel destinés à la fabrication d'armes et de munitions.

2. A la suite de la résolution du Conseil de Sécurité du 9 juin 1964 par laquelle le Conseil pria instamment le Gouvernement sud-africain :

a) de renoncer à l'exécution des personnes condamnées à mort pour des actes résultant de leur opposition à la politique d'apartheid;

b) de mettre fin immédiatement au procès en cours engagé dans le cadre des lois arbitraires de l'apartheid;

c) d'accorder l'amnistie à toutes les personnes déjà emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'apartheid, et plus particulièrement aux accusés du procès de Rivonia,

le Ministre des Affaires étrangères de Belgique a adressé un pressant appel à son Collègue sud-africain pour lui demander que son pays s'efforce de répondre positivement à la résolution en question.

3. Le Gouvernement belge a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'indiquer les réserves que lui inspirent les principes de la politique d'apartheid. Cependant, s'il croit que cette politique ne permettra pas de résoudre les problèmes que pose la coexistence de populations de races différentes, il est également convaincu que tout doit être mis en œuvre pour maintenir le dialogue avec l'Afrique du Sud.

4. Le Gouvernement belge appuiera donc toute résolution modérée qui serait proposée aux Nations Unies et espère qu'il sera possible d'éviter des prises de position par trop catégoriques et tranchantes qu'il serait impossible d'appliquer et qui écarteraient toute possi-

Met name wat betreft de kwestie Cyprus, moet men zich neerleggen bij de onmogelijkheid een oplossing te vinden binnen een organisatie waarin Cyprus zelf niet is vertegenwoordigd. Aangezien dezelfde moeilijkheid zich in de NAVO heeft voorgedaan is er geen reden te menen dat het in de Raad van Europa anders zou zijn geweest.

De Belgische Regering steunt de initiatieven en suggesties van de Raad van Europa in verband met de versteviging van de contacten tussen de Raad en de landen van het Oosten.

Opmerking van de Commissie :

Cyprus maakt deel uit van de Raad van Europa. Ten aanzien van die staat gaat het argument bijgevolg niet op.

VRAAG N° 26.

Welke houding zal België in de Verenigde Naties aannemen ten opzichte van de apartheidspolitiek van Zuid-Afrika?

ANTWOORD :

1. België heeft de resoluties van de Veiligheidsraad van 7 augustus en 4 december 1963 ten uitvoer gebracht. Hierbij werden de Lid-Staten der Verenigde Naties verzocht een einde te maken aan de verkoop en zending van wapens aan Zuid-Afrika, alsmede aan de verkoop en zending van uitrusting en materieel om wapens en munitie te produceren.

2. Naar aanleiding van de resolutie van de Veiligheidsraad van 9 juni 1964, waarbij de Raad de Zuid-Afrikaanse Regering met aandrang verzocht :

a) af te zien van de terechtstelling van de personen die op grond van hun verzet tegen de apartheidspolitiek ter dood waren veroordeeld;

b) onmiddellijk een einde te maken aan het rechtsgeding dat was ingesteld in de raam van de willekeurige wetten op de apartheid;

c) aan alle personen die reeds opgesloten, geïnterneerd of aan andere beperkingen onderworpen waren omdat zij zich tegen de apartheidspolitiek hadden verzet, en meer speciaal de beschuldigten van het proces van Rivonia, amnestie te verlenen, heeft de Minister van Buitenlandse Zaken van België een dringende oproep gericht tot zijn Zuid-Afrikaanse collega om hem te vragen dat zijn land gunstig zou reageren op de bewuste resolutie.

3. Bij herhaling heeft de Belgische Regering de gelegenheid gehad te wijzen op haar bezwaren tegen de beginselen van de apartheidspolitiek. Alhoewel zij van mening is dat zulke politiek niet van aard is de oplossing te bevorderen van de problemen die door het naast mekaar bestaan van bevolkingen van verschillende ras worden gesteld, is zij er niettemin van overtuigd dat alles in het werk moet worden gesteld om de dialoog met Zuid-Afrika gaande te houden.

4. Bijgevolg zal de Belgische Regering haar steun verlenen aan iedere gematigde resolutie die in de Verenigde Naties mocht worden ingediend; zij hoopt dat het mogelijk zal zijn te voorkomen dat al te onverzettelijke en scherpe standpunten worden verkondigd

bilité d'arriver à des solutions modérées et acceptables par tous.

**

TROISIEME PARTIE.

QUESTIONS BUDGETAIRES.

La Commission a examiné les articles du budget. Quelques questions ont été posées à ce sujet au Ministre, qui y a répondu.

QUESTION N° 1.

Article 19-4. Le Centre médical dont il s'agit à cet article est-il celui de l'ancien Ministère des Colonies ?

REPONSE :

Il s'agit bien du centre médical de l'ancien Ministère des Colonies.

QUESTION N° 2.

Ce centre fonctionne-t-il pour tous les fonctionnaires des Administrations de l'Etat ?

REPONSE :

Actuellement, ce centre fonctionne, non pas pour tous les fonctionnaires des administrations de l'Etat, mais pour les catégories suivantes :

- 1) l'ancien personnel d'Afrique;
- 2) le personnel de l'assistance technique;
- 3) les agents de la carrière du service extérieur et de la carrière de chancellerie, pour les cas relevant de leur envoi ou de leur retour en poste.

QUESTION N° 3.

Article 25-7. Pour le cas où les 16.500.000 francs prévus pour l'I.N.B.E.L. représentent un crédit « Affaires étrangères » et non « Commerce Extérieur », le Ministre peut-il préciser si ce subside est le seul que cet institut reçoive de l'Etat

REPONSE :

Le crédit de 16.500.000 francs prévus pour INBEL à l'article 25-7 du budget, est un crédit Affaires étrangères et non Commerce extérieur.

Un subside du même montant figure également au budget des services du Premier Ministre.

QUESTION N° 4.

Comment cette subvention est-elle calculée ?

REPONSE :

Les subsides de l'Etat à INBEL sont calculés :

die moeilijk in praktijk zijn te brengen en iedere mogelijkheid zouden uitsluiten om tot gematigde en voor iedereen aanvaardbare oplossingen te komen.

**

DERDE DEEL.

VRAGEN BETREFFENDE DE BEGROTING.

De Commissie heeft de artikelen van de begroting onderzocht. Aan de Minister zijn daaromtrent enkele vragen gesteld, waarop hij heeft geantwoord.

VRAAG N° 1.

Artikel 19-4. — Is het geneeskundig centrum bedoeld bij dat artikel hetzelfde als dat van het voormalig Ministerie van Koloniën ?

ANTWOORD :

Het gaat hier inderdaad om het geneeskundig centrum van het voormalig Ministerie van Koloniën.

VRAAG N° 2.

Werkt dat centrum voor alle ambtenaren van de rijksbesturen ?

ANTWOORD :

Dat centrum werkt niet voor alle ambtenaren van de rijksbesturen, maar voor de volgende categorieën :

1. het voormalig personeel in Afrika;
2. het personeel van de technische bijstand;
3. de ambtenaren van de carrière van de Dienst buitenland en van de Kanselarij, voor de gevallen in verband met het vertrek of de terugkeer naar hun post.

VRAAG N° 3.

Artikel 25-7. — Kan de Minister, in geval die 16.500.000 frank voor INBEL een krediet « Buitenlandse Zaken » is en niet een krediet « Buitenlandse Handel », nader bepalen of die toelage de enige is die dat Instituut van de Staat ontvangt ?

ANTWOORD :

Het krediet van 16.500.000 frank voor INBEL in artikel 25-7 van de begroting, is een krediet Buitenlandse Zaken.

Eenzelfde bedrag is ook als toelage uitgetrokken op de begroting van de Diensten van de Eerste-Minister.

VRAAG N° 4.

Hoe wordt die toelage berekend ?

ANTWOORD :

De rijkstoelagen aan INBEL worden berekend :

a) en fonction des dépenses de fonctionnement de cet organisme (dépenses de personnel, frais de location, frais de chauffage, achats d'équipement, etc.);

b) en fonction des frais de réalisation de certains programmes d'information à l'étranger demandés par le Gouvernement (publication et diffusion à l'étranger de brochures ou de documentation sur la Belgique, organisation d'expositions d'information sur la Belgique à l'étranger, photothèque, cinémathèque, etc.).

QUESTION N° 5.

Article 65.442 où en sont les négociations relatives à l'acquisition de la villa Doria Pamphili ?

REPONSE :

Le 28 février 1963, un compromis de vente a été conclu avec les propriétaires prévoyant le paiement de la moitié du prix d'achat fixé (48 millions de francs belges), soit donc 24 millions de francs belges.

Ce pré-contrat contenait une clause suspensive qui subordonnait la conclusion de la convention définitive à l'obtention de l'autorisation du Gouvernement italien, celui-ci conservant en outre, en vertu de la législation interne, le droit de préemption sur les monuments historiques ou artistiques à exercer dans les deux mois après la signature de l'acte définitif.

Il était entendu qu'en cas de refus d'autorisation gouvernementale ou en cas d'exercice du droit de préemption, la convention préliminaire serait résolue, les propriétaires s'engageant à rembourser à l'Etat belge l'acompte versé.

Aucune décision n'est intervenue de la part des administrations italiennes compétentes.

Notamment, aucune suite précise n'a été donnée à l'intention manifestée en février 1964 par le Ministre italien des Affaires étrangères de proposer au Conseil des Ministres l'exercice du droit de préemption par l'Etat italien et la mise de la villa Doria à la disposition de la Belgique, sur la base d'un bail du type emphytéotique.

**

AMENDEMENTS.

1° Des membres ont déposé des amendements à l'article 25-3, tendant à réduire le montant de ce crédit, mais à insérer des articles 25-3bis et 25-3ter prévoyant des subsides nouveaux ou majorés en faveur d'associations internationales déterminées.

Le Ministre qui a introduit plusieurs amendements, comme on le verra plus loin, a accepté de majorer le crédit global de l'article 25-3 de 300.000 francs et de le porter donc à 1.850.000 francs. Il pourra de cette façon répondre au but des amendements dans la mesure où ils sont fondés.

Les amendements ont été en conséquence retirés par leurs auteurs.

2° Le Gouvernement a déposé une série d'amendements qui sont reproduits au document du Sénat n° 137 de la session 1964-1965. La Commission les a adoptés.

**

a) op grond van de werkingsuitgaven van die instelling (personeel, huur, verwarming, uitrusting, enz.);

b) op grond van de kosten van sommige programma's tot voorlichting van het buitenland, die de Regering aanvraagt (publicatie en verspreiding in het buitenland van brochures of documentatie over België, inrichting van voorlichtingstentoonstellingen over België in het buitenland, fototheek, cinematheek, enz.);

VRAAG N° 5.

Artikel 65.442. — Hoever staan de onderhandeligen betreffende de aankoop van de villa Doria Pamphili ?

ANTWOORD :

Op 28 februari 1963 werd met de eigenaars een voorlopig koopcontract afgesloten dat voorzag in de betaling van de helft van de aankopprijs (48 miljoen Belgische frank) of 24 miljoen Belgische frank.

Dat voorlopig contract bevatte een opschortend beding, dat de afsluiting van het definitief contract afhankelijk maakte van de machtiging van de Italiaanse regering, omdat deze krachtens de interne wet, met name een recht van voorkoop heeft op de historische of kunstmonumenten, welk recht zij binnen twee maanden na de ondertekening van het definitief contract moet uitoefenen.

Overeengekomen was dat het voorlopig contract ontbonden zou zijn in geval de Regering haar machtiging mocht weigeren of het recht van voorkoop uitoefende, met dien verstande dat de eigenaars dan het gestorte voorschot aan de Belgische Staat zouden terugbetalen.

De bevoegde Italiaanse administratie heeft geen beslissing genomen.

Met name is geen bepaald gevolg gegeven aan de bedoeling die de Italiaanse Minister van Buitenlandse in februari 1964 had te kennen geven, om aan de Raad van Ministers voor te stellen het recht van voorkoop door de Italiaanse Staat uit te oefenen en de Villa Doria ter beschikking van België te stellen op grond van een soort erfpacht.

**

AMENDEMENTEN.

1° Sommige leden hebben op artikel 25-3 amendementen ingediend om het bedrag van dat krediet te verminderen en artikelen 25-3bis en 25-3ter in te voegen waarbij aan bepaalde internationale verenigingen nieuwe of hogere toelagen zouden worden verleend.

De Minister die, zoals men hierna zal zien, verscheidene amendementen indiende, heeft aangenomen het globale krediet in artikel 25-3 met 300.000 frank te verhogen tot 1.850.000 frank. Aldus zal het doel dat met de amendementen wordt nagestreefd, bereikt kunnen worden in zoverre zij gegrond zijn.

De amendementen werden dan ook ingetrokken.

2° De Regering heeft een reeks amendementen ingediend, die opgenomen zijn in Gedr. St., Senaat, n° 137, zitting 1964-1965. De Commissie heeft die amendementen goedgekeurd.

**

QUATRIEME PARTIE.

ACTIVITE DES MEMBRES DU SENAT DANS LES
ASSEMBLEES INTERNATIONALES

I. Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

ANNEE 1963.

L'Assemblée a examiné les tâches qui lui incombent dans la conjoncture actuelle des affaires européennes. Elle a également discuté des problèmes relatifs aux relations économiques et au partnership.

A. Session du 14-18 janvier 1963 (14^e session, 3^e partie).1. *Politique générale, relations avec l'O.C.D.E. et relations économiques européennes.*

M. Struye, Président de la commission politique, convie les membres de l'Assemblée à conserver la volonté inébranlable de continuer la négociation en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Le projet de recommandation relatif à l'intégration politique et économique de l'Europe est adopté par 87 voix et 6 abstentions.

Le projet de résolution relatif aux délibérations parlementaires à organiser sur les affaires générales de l'O.C.D.E. est adopté par 85 voix et 2 abstentions.

MM. Struye et Molter se sont prononcés en faveur des projets de recommandation et de résolution.

2. *Relance du Conseil de l'Europe.*

M. Molter demande que se crée un meilleur climat de collaboration entre le Comité des Ministres et l'Assemblée. Trop d'efforts ont été faits qui n'ont connu que peu de résultats pour la progression de l'Europe.

3. *Association du Fonds de Réétablissement à l'œuvre d'assistance aux pays en voie de développement.*

M. de la Vallée Poussin, rapporteur, constate que les grandes organisations mondiales ne sont pas toujours adaptées aux problèmes des régions européennes. Il semble donc qu'à l'heure actuelle le meilleur moyen pour l'Europe de faire quelque chose à l'égard des peuples qui en ont besoin consiste à utiliser le Fonds de Réétablissement et de participer généreusement à la constitution du capital du Fonds de Réétablissement.

4. *Agence européenne pour l'utilisation des volontaires dans la coopération technique.*

M. Housiaux constate que l'activité des volontaires peut se proposer trois objectifs : transmettre des connaissances et des techniques, contribuer à assurer le fonctionnement des différentes institutions économiques et sociales des pays considérés et assurer le rôle d'animateur des petites communautés locales, professionnelles, de jeunesse.

VIERDE DEEL.

ACTIVITEIT VAN DE LEDEN VAN DE SENAAT IN DE
INTERNATIONALE VERGADERINGEN.

I. Raadgevende vergadering van de Raad van Europa.

JAAR 1963.

De Vergadering heeft onderzocht welke taken zij in de huidige Europese conjunctuur dient op zich te nemen. Zij behandelde ook de problemen van de economische betrekkingen en het « partnership ».

A. Zitting van 14-18 januari 1963 (14^e zitting, 3^e deel).1. *Algemeen beleid, betrekkingen met de O.E.S.O. en Europese economische betrekkingen.*

De h. Struye, Voorzitter van de politieke commissie, vraagt aan de leden van de Vergadering onwrikbaar te blijven streven naar de voortzetting van de onderhandelingen met het oog op de toetreding van Groot-Brittannië tot de Gemeenschappelijke Markt.

De aanbeveling betreffende de economische en politieke integratie van Europa is aangenomen met 87 stemmen bij 6 onthoudingen.

De resolutie betreffende de organisatie van parlementaire beraadslagingen over de algemene zaken van de O.E.S.O. is aangenomen met 85 stemmen bij 2 onthoudingen.

De hh. Struye en Molter keurden de aanbeveling en de resolutie goed.

2. *Herleving van de Raad van Europa.*

De h. Molter vraagt dat de samenwerking tussen het Comité van Ministers en de Vergadering in een betere sfeer zou plaats hebben. Er zijn reeds te veel inspanningen gedaan die maar weinig hebben opgeleverd voor de vooruitgang van Europa.

3. *Deelneming van het Wedervestingsfonds aan de hulpverlening ten voordele van de ontwikkelingslanden.*

De h. de la Vallée Poussin, verslaggever, merkt op dat de grote wereldorganisaties niet altijd de gepaste zijn voor de problemen die in sommige Europese gebieden rijzen. Op dit ogenblik schijnt dus de aanwending van het Wedervestigingsfonds en een ruime bijdrage aan het kapitaal van dat fonds het beste middel te zijn om in Europa iets tot stand te brengen voor de volkeren die daaraan behoefte hebben.

4. *Europees agentschap voor de aanwending van vrijwilligers voor de technische samenwerking.*

De h. Housiaux is van oordeel dat aan de activiteit van de vrijwilligers drie doeleinden kunnen worden gesteld: kennis en techniek mededelen, de werking helpen verzekeren van de verschillende economische en sociale instellingen van de ontwikkelingslanden en als bezieler optreden van de kleine plaatselijke gemeenschappen, de beroepsorganisaties en de jeugdverenigingen.

Il insiste sur l'importance du statut et de la formation préalable des volontaires.

5. *Conférence européenne des pouvoirs locaux.*

M. Molter indique que les vues de la Commission économique concordent parfaitement avec celles de la Commission des Pouvoirs locaux.

B. Session du 6-10 mai 1963 (15^e session, 1^{re} partie).

1. *Politique générale, relations économiques européennes, mission du Conseil de l'Europe.*

M. Struye, Président de la commission politique, souligne que le rapport pose la question de savoir comment se développera la Communauté économique européenne et l'Europe elle-même au lendemain de l'interruption des négociations de Bruxelles en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne.

Il souhaite que la fusion des trois Exécutifs des Communautés européennes ne tarde pas à être réalisée.

M. Struye souligne ensuite l'intérêt des moyens que suggère le rapport pour faciliter la reprise ultérieure des négociations avec la Grande-Bretagne, les négociations tarifaires proposées par le Président Kennedy, l'organisation mondiale des marchés agricoles, le problème de la défense nucléaire.

Réabordant la question de la neutralité, M. Struye, estime que les pays neutres peuvent moyennant quelques atténuations maintenir leur politique et faire observer aux autres pays qu'elle peut servir l'intérêt général et celui de l'Europe entière. A son sens, pas plus les exigences de la neutralité que celles du statut juridique, ne font obstacle à l'association, sous une forme ou sous une autre, des pays neutres à la Communauté économique européenne.

Les amendements de M. Struye au projet de résolution sur la politique générale du Conseil de l'Europe et au projet de recommandation sur la mission du Conseil de l'Europe dans un proche avenir sont adoptés.

M. Molter, s'est prononcé en faveur du projet de recommandation sur les relations économiques qui a été adopté par 74 voix et 2 abstentions.

2. *Relance du Conseil de l'Europe.*

Le projet de recommandation, contenu dans le rapport, est adopté par 56 voix contre 22 et 6 abstentions.

M. Molter s'est prononcé en faveur du projet de recommandation.

3. *Premier rapport de l'O.C.D.E. au Conseil.*

M. de la Vallée Poussin, rapporteur, examine le problème des pays en voie de développement et le rap-

Hij wijst op het belang van het statuut en de opleiding van de vrijwilligers.

5. *Europese conferentie van de plaatselijke besturen.*

De h. Molter merkt op dat de oogmerken van de economische commissie geheel overeenstemmen met die van de commissie voor de plaatselijke besturen.

B. Zitting van 6-10 mei 1963 (15^e zitting, 1^{ste} deel).

1. *Algemeen beleid, Europese economische betrekkingen, taak van de Raad van Europa.*

De h. Struye, Voorzitter van de politieke commissie, merkt op dat het verslag de ontwikkeling behandelt van de Europese Economische Gemeenschap en van Europa zelf, na het afbreken van de onderhandelingen te Brussel met het oog op de toetreding van Groot-Brittannië tot de Europese Gemeenschap.

Hij wenst dat de fusie van de drie uitvoerende organen van de Europese Gemeenschappen weldra zal totstandkomen.

De h. Struye wijst voorts op het belang van de middelen die het verslag in overweging geeft om de hervatting van de onderhandelingen met Groot-Brittannië, de tariefonderhandelingen voorgesteld door president Kennedy, de organisatie van de landbouwmarkten op het wereldvlak en het probleem van de kerndefensie te bevorderen.

De h. Struye brengt opnieuw het probleem van de neutraliteit ter sprake en geeft in dit verband als zijn oordeel te kennen dat de neutrale landen hun politiek, met enkele aanpassingen, kunnen voortzetten en aan de andere landen kunnen zeggen dat hun beleid het algemeen belang en dat van Europa dienst. De eisen van de neutraliteit evenmin als die van het juridisch statuut vormen, naar zijn oordeel, een hinderpaal voor de associatie, in de ene of andere vorm, van de neutrale landen met de Europese Economische Gemeenschap.

De amendementen van de h. Struye op de ontwerp-resolutie betreffende het algemeen beleid van de Raad van Europa en op de ontwerp-aanbeveling betreffende de taak van de Raad van Europa zijn aangenomen.

De h. Molter keurde de aanbeveling betreffende de economische betrekkingen goed, welke aanbeveling met 74 stemmen bij 2 onthoudingen is aangenomen.

2. *Herleving van de Raad van Europa.*

De ontwerp-aanbeveling vervat in het verslag, is aangenomen met 56 tegen 22 stemmen bij 6 onthoudingen.

De h. Molter heeft de aanbeveling goedgekeurd.

3. *Eerste verslag van de O.E.S.O. aan de Raad van Europa.*

De h. de la Vallée Poussin, verslaggever, behandelt het probleem van de ontwikkelingslanden en het ver-

port présenté par l'un des Comités de l'O.C.D.E., le C.A.D., dont le but est notamment de favoriser l'expansion des ressources mises à la disposition des pays du tiers monde.

M. de la Vallée Poussin insiste sur la nécessité de limiter l'aide liée à des achats sur le marché du pays donateur et de donner des garanties aux capitaux privés qui s'investiraient dans les pays du tiers monde.

Le rapporteur commente ensuite les initiatives prises par le Président Kennedy, et interroge le Président du Conseil de l'O.C.D.E. sur la résolution du Conseil des Ministres relative à la coordination de la politique commerciale et de la politique d'aide, du 27 novembre 1962, et sur les pouvoirs du Comité d'aide au développement.

4. Nomination et promotion des agents du Conseil.

M. Housiaux présente le rapport de M. Pierson, expose les principes directeurs du rapport et les rectifications apportées par la commission.

5. Contacts avec les peuples de l'Europe centrale et de l'Europe orientale.

Le projet de recommandation amendé est adopté par 72 voix contre 13 et 3 abstentions.

MM. Housiaux et Molter l'ont voté.

6. Budget du Conseil de l'Europe pour 1964.

M. Molter, rapporteur, évoque la question des langues utilisées à l'Assemblée, le statut et le régime de retraite du personnel, le problème de l'aide à l'information de la jeunesse des organisations européennes.

C. Session du 18-24 septembre 1963 (15^e session, 2^e partie).

1. Politique générale, tâches actuelles de l'Assemblée, relations économiques européennes et le «partnership» atlantique.

M. Struye tire les conclusions du débat. La commission a tenu à ne négliger aucune possibilité de rapprochement entre les Six et les Sept pour en arriver à une plus large Europe.

L'orateur conclut qu'en affirmant avec force la conscience de la personnalité de l'Europe et des responsabilités qu'elle impose et qui sont parfaitement compatibles avec l'indispensable solidarité atlantique, l'Assemblée aura rendu un nouveau service à la cause de l'Europe plus unie et plus forte, à laquelle elle aspire.

A l'issue du débat, la commission présente un projet de résolution révisé sur la politique générale du Conseil de l'Europe. Ce projet est adopté par 68 voix contre 7 et 1 abstention.

slag uitgebracht door een van de comités van de O.E.S.O., nl. het comité voor ontwikkelingshulp dat onder meer ten doel heeft de verruiming in de hand te werken van de hulp die ter beschikking van de ontwikkelingslanden wordt gesteld.

Hij wijst op de noodzakelijkheid om de hulp verbonden aan aankopen op de markt van het hulpverstrekkend land te beperken en waarborgen te verlenen voor de particuliere kapitalen die in de ontwikkelingslanden worden geïnvesteerd.

Hij commentarieert vervolgens het initiatief van president Kennedy en ondervraagt de voorzitter van de Raad van de E.O.S.O. over de resolutie d.d. 27 november 1962 van de Raad van Ministers betreffende de coördinering van het handels- en het hulpverleningsbeleid en over de bevoegdheid van het comité voor ontwikkelingshulp.

4. Benoeming en bevordering van de ambtenaren van de Raad van Europa.

De heer Housiaux leidt het verslag in van de heer Pierson en wijst op de grote beginselen van het verslag en de wijzigingen die de commissie daarin heeft aangebracht.

5. Contact met de volkeren van Centraal- en Oost-Europa.

De geamendeerde ontwerp-aanbeveling is aangenomen met 72 tegen 13 stemmen bij 3 onthoudingen.

De heren Housiaux en Molter hebben ze goedgekeurd.

6. Begroting van de Raad van Europa voor 1964.

De heer Molter, verslaggever, behandelt het probleem van het gebruik der talen in de Vergadering, het statuut en de pensioenregeling van het personeel en de voorlichting van de jeugd over de Europese organen.

C. Zitting van 18-24 september 1963 (15^e zitting, 2^e deel).

1. Algemeen beleid, huidige taken van de Vergadering, Europese economische betrekkingen en Atlantische «partnership».

De heer Struye merkt, tot besluit van het debat, op dat de Commissie ernaar gestreefd heeft om geen enkel middel te verwaarlozen ten einde de toenadering tussen de Zes en de Zeven in de hand te werken en een groter Europa tot stand te brengen.

Hij onderstreept dat de Vergadering het streven naar een nauwer verenigd en sterker Europa zal hebben bevorderd als zij met klem het bewustzijn van de persoonlijkheid van Europa bevestigt en wijst op de daaraan verbonden verantwoordelijkheid die geheel in overeenstemming zijn met de onontbeerlijke Atlantische samenhang.

De geamendeerde resolutie betreffende het algemeen beleid van de Raad van Europa, die de Commissie aan het slot van het debat voorlegde, is aangenomen met 68 tegen 7 stemmen bij 1 onthouding.

MM. Struye, Molter et Leynen se sont prononcés en faveur du projet de résolution révisé.

2. Troisième rapport annuel de l'Association européenne de Libre-Echange.

M. Molter, rapporteur, exprime des craintes quant aux dangers économiques et politiques que représenterait une évolution de l'A.E.L.E. dans des directions différentes de celle de la C.E.E.

3. Cinquième rapport annuel de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire.

M. de la Vallée Poussin demande si l'Agence européenne pour l'Énergie nucléaire, du fait de ses contacts avec l'Agence internationale de l'Énergie atomique à Vienne, a obtenu d'utiles informations de source américaine ou soviétique concernant le développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

1. Pêcheries européennes.

Le projet de résolution contenu dans le rapport est adopté par 94 voix et 3 abstentions.

MM. Leynen, Molter et Struye se sont prononcés en faveur du projet de résolution.

5. Rapport du Représentant spécial pour les réfugiés nationaux et les excédents de population.

M. de la Vallée Poussin, rapporteur, se félicite de l'octroi, par le Comité des Ministres, de trente bourses pour la formation professionnelle d'instructeurs en vue du développement d'une main-d'œuvre qualifiée en Europe.

Il regrette qu'un certain nombre de pays membres du Conseil ne participent pas encore au Fonds de Rétablissement.

6. Suppression des visas pour réfugiés.

Le projet de recommandation amendé est adopté par 83 voix et 7 abstentions.

MM. Struye, Molter et Leynen l'ont voté.

ANNEE 1964.

(janvier à octobre.)

A. Session du 13-17 janvier 1964 (15^e session, 3^e partie).

L'Assemblée a examiné les problèmes relatifs à l'union politique européenne. Elle a discuté également les questions du partnership économique, des négociations commerciales du G.A.T.T. et de la stabilisation des marchés et des cours des produits de base.

1. Politique générale, etc.

M. Struye, Président de la commission politique, déclare au cours du débat, qu'il n'interprète pas l'exposé du Ministre belge des Affaires étrangères comme

De hh. Struye, Molter en Leynen hebben de geamendeerde resolutie goedgekeurd.

2. Derde jaarverslag van de Europese Vrijhandelsassociatie.

De h. Molter verslaggever, wijst op de economische en politieke gevaren verbonden aan de uiteenlopende ontwikkeling van de E.V.A. en de E.E.G.

3. Vijfde jaarverslag van het Europese agentschap voor de kernenergie.

De h. de la Vallée Poussin vraagt of het Europese Agentschap voor de Kernenergie, op grond van zijn contact met het Internationale Agentschap voor de Atoomenergie te Wenen, nuttige inlichtingen uit Amerikaanse of Russische bron heeft verkregen nopens de ontwikkeling van de kernenergie met vredelievende doeleinden.

4. Europese visgronden.

De ontwerp-resolutie, vervat in het verslag is aangenomen met 94 stemmen bij 3 onthoudingen.

De hh. Leynen, Molter en Struye hebben de resolutie goedgekeurd.

5. Verslag van de bijzondere vertegenwoordiger voor de vluchtelingen en de bevolkingsoverschotten.

De h. de la Vallée Poussin, verslaggever, acht het goed dat het Comité van Ministers dertig beurzen heeft verleend voor de opleiding van instructeurs voor de volmaking van geschoolde arbeidskrachten in Europa.

Hij betreurt het dat een aantal landen van de Raad nog niet deelnemen aan het Wedervestigingsfonds.

6. Afschaffing van de visa voor vluchtelingen.

De geamendeerde ontwerp-aanbeveling is aangenomen met 83 stemmen bij 7 onthoudingen.

De hh. Struye, Molter en Leynen hebben ze goedgekeurd.

JAAR 1964.

(januari tot oktober).

A. Zitting van 13-17 januari 1964 (15^e zitting, 3^e deel).

De Vergadering besprak de problemen die rijzen met betrekking tot de Europese politieke unie, het Atlantisch « partnership », de handelsovereenkomsten in de G.A.T.T. en de stabilisatie van de markten en de prijzen van de grondstoffen.

1. Algemeen beleid, enz...

De heer Struye, Voorzitter van de politieke commissie, verklaart in de loop van het debat dat hij de uiteenzetting van de Belgische Minister van Buitenlandse

une tentative de limiter les travaux de l'Assemblée aux questions économiques. La commission ne pourrait d'ailleurs pas l'accepter.

M. Struye estime que le vote de textes trop académiques ou trop généraux n'est pas efficace et ne sert pas l'autorité du Conseil.

Le projet de résolution relatif à la politique générale du Conseil de l'Europe est adopté par 104 voix et 1 abstention.

MM. Struye et Molter l'ont voté.

2. Situation à Chypre.

M. Struye, Président de la commission politique et rapporteur, déplore le déchaînement de violences entre deux communautés européennes.

Il déclare que la Commission propose le texte d'une résolution transactionnelle. Elle demande à l'Assemblée de lui confier la mission de suivre, en liaison avec le Président de l'Assemblée, le développement de la situation et éventuellement d'envisager l'envoi à Chypre d'une sous-commission, chargée d'établir un rapport sur la situation de fait et, dans la mesure du possible, de suggérer les bases d'une solution.

M. Struye souligne qu'en adoptant ce texte, l'Assemblée reste dans la limite de ses devoirs internationaux et européens.

3. Situation en Espagne.

M. Struye, Président de la commission politique, se borne à dire que pour le moment il n'y a pas lieu de poursuivre l'examen de la proposition Kirk. La commission ajoute par ailleurs une directive demandant de suivre de près les nouveaux développements de la situation en Espagne.

Un membre de l'Assemblée ayant demandé le vote par division, M. Struye propose de procéder d'abord au vote sur le septième alinéa du projet. Il est évident, dit M. Struye, que les six premiers alinéas, qui ne seraient plus complétés par le septième, transformeraient complètement le caractère transactionnel et conciliateur de la proposition faite à l'unanimité de la commission.

M. Struye demande de rejeter l'amendement tendant à la suppression du 7^e alinéa du projet de résolution. Cet amendement est rejeté.

4. Relations commerciales entre les Etats membres du Conseil de l'Europe et les pays de l'Europe centrale et orientale.

M. de la Vallée Poussin rappelle que le mouvement européen considère qu'il est désirable d'augmenter autant que possible les relations commerciales avec les pays de l'Est. Les aider à sortir de la misère et à retrouver une plus grande indépendance économique, c'est contribuer à leur donner l'occasion de retrouver leur liberté.

Zaken niet ziet als een poging om de werkzaamheden van de Vergadering te beperken tot de economische problemen. De Commissie zou dit trouwens niet kunnen aannemen.

Hij is van oordeel dat de goedkeuring van te academische of te algemene teksten niet doelmatig is en het gezag van de Raad niet bevordert.

De ontwerp-resolutie betreffende het algemeen beleid van de Raad van Europa is aangenomen met 104 stemmen bij 1 onthouding.

De heren Struye en Molter hebben ze goedgekeurd.

2. Toestand op Cyprus.

De heer Struye, Voorzitter van de politieke commissie en verslaggever, betreurt de ontketening van geweld tussen twee Europese volksgemeenschappen. Hij verklaart dat de Commissie met algemene stemmen een transactionele resolutie voorstelt, waarbij zij aan de Vergadering vraagt haar op te dragen om, in samenwerking met de Voorzitter van de Vergadering, de ontwikkeling van de toestand te volgen en eventueel een subcommissie naar Cyprus te zenden die ermede belast zou zijn over de feitelijke toestand verslag uit te brengen en in de mate van het mogelijke de grondslagen van een oplossing voor te stellen.

De heer Struye wijst erop dat de Vergadering met die tekst binnen de perken blijft van haar internationale en Europese verplichtingen.

3. Toestand in Spanje.

De heer Struye, Voorzitter van de politieke commissie, merkt op dat er geen aanleiding bestaat om het onderzoek van het voorstel Kirk op dit ogenblik voort te zetten. De Commissie stelt trouwens een richtlijn voor waarbij gevraagd wordt de ontwikkeling van de toestand in Spanje van dichtbij te volgen.

Nadat een lid van de Vergadering een gesplitste stemming had gevraagd, stelt de heer Struye voor eerst te stemmen over het zevende lid van het ontwerp. Het is evident, aldus de heer Struye, dat de zes eerste leden zonder het zevende lid, aan het transactioneel en verzoenend karakter van het voorstel dat de Commissie met algemene stemmen heeft gedaan, een geheel andere betekenis geven. Hij verzoekt de Vergadering het amendement te verwerpen, om het zevende lid van de ontwerp-resolutie te doen vervallen; dat amendement is verworpen.

4. Handelsbetrekkingen tussen de landen van de Raad van Europa en de landen van Centraal- en Oost-Europa.

De heer de la Vallée Poussin deelt mede dat de Europese beweging het wenselijk acht de handelsbetrekkingen met de landen van Oost-Europa zoveel mogelijk te verruimen, omdat als die landen worden geholpen om hun armoede te overwinnen en een grotere economische onafhankelijkheid te verwerven, zij meer gelegenheid krijgen om opnieuw vrij te worden.

5. *Revision générale du règlement de l'Assemblée.*

M. Struye déclare qu'en français, une « délibération » n'implique en aucune manière une décision.

B. Session du 19-24 avril 1964 (16^e session, 1^{re} partie).

1. *Politique générale, etc.*

M. de la Vallée Poussin, rapporteur, examine la proposition Grantchester, tendant à réaliser une union politique entre tous les pays membres du Conseil de l'Europe.

Le rapporteur souligne que la notion d'union politique implique un statut juridique, des rapports de droit entre les membres, la recherche d'une politique extérieure commune et des organes dotés de pouvoirs réels. En l'absence de volonté commune d'une communauté politique, il est difficile de concevoir la création d'institutions nouvelles. L'orateur estime préférable de compléter les anciennes institutions.

M. de la Vallée Poussin demande à l'Assemblée d'adopter la proposition de recommandation.

M. Struye, Président de la commission politique, fait une remarque de procédure. Un membre ayant demandé de rejeter le rapport de M. Patijn, M. Struye rappelle que l'Assemblée est saisie d'un texte de recommandation présenté par la commission compétente. Rien n'empêche un membre de l'Assemblée de commenter tel ou tel passage de l'exposé du rapporteur, mais seul le texte de la recommandation engage la commission et fait l'objet d'un vote.

Le projet de recommandation révisé sur la politique générale du Conseil est adopté par 91 voix contre 13 et 2 abstentions.

Ont voté en faveur du projet de recommandation, MM. de la Vallée Poussin, Housiaux et Molter.

2. *Situation en Espagne.*

M. Housiaux note avec surprise que le Comité des Ministres aurait invité un observateur espagnol à participer à la Conférence européenne des Ministres de la Justice, qui aura lieu à Dublin du 26 au 28 mai prochain.

Il annonce qu'il votera la résolution mais qu'il déposera une motion tendant à empêcher à l'avenir pareilles initiatives de la part du Comité des Ministres.

3. *Budget du Conseil.*

M. Molter, rapporteur, justifie l'augmentation qu'accuse le budget.

Il espère que la question du statut du personnel pourra être rapidement réglée.

4. *Rapport relatif à la fonction publique européenne.*

M. Molter, rapporteur, souligne que le sixième rapport du Comité consultatif de la fonction publique

5. *Algemene herziening van het Reglement van de Vergadering.*

De heer Struye verklaart dat « délibération » in het Frans niet betekent dat een beslissing wordt genomen.

B. Zitting van 19-24 april 1964 (16^e zitting, 1^{ste} deel).

1. *Algemeen beleid, enz.*

De heer de la Vallée Poussin, verslaggever, onderzoekt het voorstel van Lord Grantchester om een politieke unie tot stand te brengen van alle landen-leden van de Raad van Europa.

Hij onderstreept dat het begrip politieke unie een rechtsstatuut onderstelt, rechtsbetrekkingen tussen de leden, het streven naar een gemeenschappelijke buitenlandse politiek en organen met werkelijke bevoegdheid. Is er geen gemeenschappelijke actie van een politieke gemeenschap dan kunnen moeilijk nieuwe instellingen worden opgericht. Spreker acht het beter de oude instellingen aan te vullen.

Hij verzoekt de Vergadering de ontwerp-aanbeveling goed te keuren.

De heer Struye, Voorzitter van de politieke commissie, merkt, naar aanleiding van het verzoek van een lid om het verslag Patijn te verwerpen, op dat de Vergadering zich dient uit te spreken over een aanbeveling voorgedragen door de bevoegde commissie. Het staat ieder lid van de Vergadering vrij de ene of andere passus van de uiteenzetting van de verslaggever te commentariëren, maar de Commissie is alleen gehouden door de aanbeveling en het is over die aanbeveling dat wordt gestemd.

De geamendeerde ontwerp-aanbeveling nopens het algemeen beleid van de Raad is aangenomen met 91 tegen 13 stemmen bij 2 onthoudingen.

De heren de la Vallée Poussin, Housiaux en Molter keurden de aanbeveling goed.

2. *Toestand in Spanje.*

De heer Housiaux verwondert er zich over dat het Comité van Ministers een Spaanse waarnemer heeft uitgenodigd tot de Europese conferentie van de Ministers van Justitie op 26 tot 28 mei 1964 te Dublin.

Hij verklaart dat hij de resolutie zal goedkeuren maar een motie zal indienen om voortaan soortgelijke initiatieven van het Comité van Ministers te verhinderen.

3. *Begroting van de Raad van Europa.*

De heer Molter, verslaggever, verantwoordt de verhoging van de begroting. Hij spreekt de hoop uit dat het personeelsstatuut eerlang zal tot stand komen.

4. *Het Europese openbaar ambt.*

De heer Molter, verslaggever, zegt dat het zesde verslag van het Raadgevend Comité voor het Europese

européenne est inspiré par des conceptions modernes en ce qui concerne le fonctionnariat international. La commission demande à l'Assemblée d'inviter les gouvernements à adopter, sans y apporter si possible de changements, le texte du statut-type qui y est proposé.

5. Problème des loisirs.

M. Molter, rapporteur, déclare que s'il existe une littérature abondante sur les loisirs, on ne peut dire qu'il existe déjà une philosophie des loisirs. Il exprime la conviction qu'il est possible d'en entreprendre l'étude sur le plan européen, car, en Europe, le développement intellectuel des populations des divers pays est comparable et les conditions de vie permettent une activité concertée.

M. Housiaux remarque que le problème des loisirs ne peut être considéré de la même manière selon qu'il se pose en milieu industriel, résidentiel, rural, familial ou pour des personnes éloignées de leur milieu habituel. Une double classification s'impose. La première tend à répartir les individus en trois catégories : la jeunesse, la population active, les pensionnés. A la distinction entre individus doit s'ajouter une deuxième classification entre loisirs de fin de journée, loisirs de fin de semaine et loisirs de vacances.

C. Session des 10 et 11 juin 1964 (16^e session, 2^e partie).

Deuxième rapport de l'O.C.D.E. à l'Assemblée.

M. de la Vallée Poussin, rapporteur de la commission politique, expose qu'au cours de ces derniers mois une évolution importante s'est produite dans la politique d'aide aux pays en voie de développement. Les pays industrialisés ont compris qu'il fallait reviser la méthode appliquée jusqu'à présent.

Le rapporteur fait des suggestions pour améliorer l'efficacité de l'aide au « tiers monde », et surtout pour enrayer l'endettement tragique de certains nouveaux Etats. Il souligne notamment l'importance de la stabilisation des produits de base et d'une politique de relations commerciales complétant l'aide financière et technique.

Il est un fait qu'il faut harmoniser l'aide et l'orateur suggère que le G.A.T.T., en faisant des sondages dans certains pays, procède à une vérification de l'efficacité avec laquelle l'aide est employée et qu'en outre, l'O.C.D.E. procède à un contrôle général de l'aide, notamment de l'aide multilatérale donnée à l'O.N.U.

M. de la Vallée Poussin demande au représentant de l'O.C.D.E. si le Conseil a terminé l'examen de la Recommandation 33 de l'Assemblée qui préconisait la mise à l'étude du plan Crawford de stabilisation du marché international des produits de base.

M. Housiaux fait des observations relatives aux problèmes de l'eau douce et de la pollution de l'eau de mer.

openbaar ambt berust op moderne opvattingen met betrekking tot de internationale ambtenaren. De Commissie vraagt aan de Vergadering de regeringen te verzoeken om het voorgestelde type-statuuut zo mogelijk ongewijzigd aan te nemen.

5. De vrijetijdsbesteding.

De heer Molter, verslaggever, verklaart dat er wel veel literatuur over de vrijetijdsbesteding bestaat maar nog geen filosofie ervan.

Hij geeft als zijn mening te kennen dat het probleem van de vrijetijdsbesteding op het Europese vlak kan worden in studie genomen, omdat de intellectuele ontwikkeling van de volkeren in de verschillende landen van Europa vergelijkbaar is en het levenspeil een gezamenlijke actie mogelijk maakt.

De heer Housiaux merkt op dat het probleem van de vrijetijdsbesteding niet hetzelfde is in een industrieel, een residentieel, een landelijk, een gezinsmilieu of voor personen die niet in hun gewoon milieu leven. Er moet een tweevoudige indeling worden gemaakt. Een eerste indeling in drie categorieën volgens de personen, namelijk de jeugd, de actieve bevolking en de gepensioneerden. Daarnaast een indeling in vrijetijdsbesteding op het einde van de dag, op het einde van de week en gedurende de vacantie.

C. Zitting van 10 en 11 juni 1964 (16^e zitting, 2^e deel).

Tweede verslag van de O.E.S.O. aan de Raadgevende Vergadering.

De heer de la Vallée Poussin, verslaggever van de politieke commissie, merkt op dat de hulpverlening aan de ontwikkelingslanden de jongste maanden een grote verandering heeft ondergaan. De industrielanden hebben begrepen dat de huidige methode moet worden gewijzigd.

De verslaggever doet voorstellen om de doelmatigheid van de hulp aan de ontwikkelingslanden te verhogen en vooral om de tragische stijging van de schuld in sommige nieuwe landen af te remmen. Hij onderstreept vooral het belang van de stabilisatie van de basisprodukten en van handelsbetrekkingen als aanvulling van de financiële en technische hulp.

De hulpverlening moet worden gecoördineerd; spreker geeft in overweging dat de G.A.T.T. door middel van peiligen in sommige landen de doelmatigheid van de aanwending van de hulp zou nagaan en dat de O.E.S.O. bovendien algemeen toezicht op de hulpverlening zou uitoefenen en met name op de multilaterale hulp van de O.V.N.

De heer de la Vallée Poussin vraagt aan de vertegenwoordiger van de O.E.S.O. of de Raad het onderzoek van de aanbeveling n° 133 van de Vergadering heeft beëindigd, welke aanbeveling voorstelde om het plan Crawford voor de stabilisatie van de internationale markt van de basisprodukten in studie te nemen.

De heer Housiaux behandelt de problemen betreffende de zoetwatervoorziening en de bezoedeling van het zeewater.

I bis. Réunions jointes des membres du Parlement Européen et de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

ANNEE 1963.

La réunion jointe des membres du Parlement européen et de l'Assemblée consultative en 1963 eut lieu les 17 et 18 septembre.

M. Struye, président de la commission politique de l'Assemblée consultative, ouvre le débat et étudie l'évolution historique des rapports entre le continent américain et l'Europe jusqu'à l'époque actuelle, où l'on voit une Europe prospère poser sa candidature comme troisième puissance mondiale.

Il tient à dissiper les craintes françaises : le partnership n'est pas l'intégration, mais la coopération systématique entre partenaires égaux.

Cependant il estime que la réalisation d'un véritable partnership atlantique ne peut être envisagée que dans un avenir encore lointain, car elle exige un élargissement des Communautés européennes et l'établissement d'une union politique européenne. La coopération pourrait s'effectuer dans les organismes atlantiques existants — O.C.D.E. et O.T.A.N., mais il faudra sans doute envisager la création d'institutions nouvelles.

Pour le moment, conclut M. Struye, on ne peut envisager que des formes de « pré-partnership ».

ANNEE 1964.

La réunion jointe qui eut lieu les 12 et 13 juin 1964, a été pour la première fois consacrée à la discussion d'un sujet unique, la position de l'Europe dans le commerce mondial.

M. Dehousse, rapporteur du Parlement européen, a passé en revue les activités du Parlement et des trois Communautés au cours de l'année écoulée.

Deux initiatives récentes viennent de contribuer à mettre davantage en relief l'importance de la Communauté économique en tant que facteur du commerce mondial. La première est la réunion à Genève de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, la seconde, les négociations tarifaires multilatérales dans le cadre du G.A.T.T. ou Kennedy-round.

Le rapporteur évoque la puissance économique de la Communauté et l'extraordinaire dynamisme dont elle témoigne.

Il considère que la Communauté doit s'intéresser plus spécialement à certains pays en voie de développement, tout en s'efforçant d'éviter le reproche de discrimination.

Il remarque que, sur le plan des relations internationales, les solutions mondialistes, tout en se réclamant de buts élevés, ne se concrétisent que rarement. Notre époque apparaît de plus en plus comme étant celle des grands ensembles régionaux. Il est clair, toutefois, que ceux-ci ont des limites dans leur action.

I bis. Gezamenlijke bijeenkomsten van de leden van het Europees Parlement en van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa.

JAAR 1963.

De gezamenlijke bijeenkomst van de leden van het Europees Parlement en de Raadgevende Vergadering had in 1963 plaats op 17 en 18 september.

De h. Struye, voorzitter van de politieke commissie van de Raadgevende Vergadering, is de eerste spreker en schetst de historische ontwikkeling van de betrekkingen tussen het Amerikaanse Vasteland en Europa; men ziet nu dat een voorspoedig Europa zich aandient als derde wereldmacht.

Hij tracht de Franse vrees weg te nemen : het partnership is geen integratie maar een stelselmatige samenwerking tussen gelijke partners.

Spreker is van oordeel dat een echt Atlantisch partnership slechts mogelijk is in een verre toekomst, omdat eerst de Europese Gemeenschappen moeten worden verruimd en een Europese politieke unie tot stand moet zijn gekomen. De samenwerking zou kunnen geschieden in de bestaande Atlantische organen, de O.E.S.O. en de NAVO, maar nieuwe instellingen zullen ongetwijfeld moeten worden opgericht. Op dit ogenblik, aldus de h. Struye kan slechts gedacht worden aan een « pre-partnership ».

JAAR 1964.

De gezamenlijke bijeenkomst, die plaats had op 12 en 13 juni 1964, behandelde voor het eerst slechts één onderwerp, namelijk de positie van Europa in de wereldhandel.

De h. Dehousse, verslaggever van het Europees Parlement, overschouwde de activiteit van het Parlement en de drie Gemeenschappen gedurende het afgelopen jaar.

Twee recente initiatieven geven nog meer reliëf aan het belang van de Economische Gemeenschap in de wereldhandel. Het eerste is de vergadering te Genève van de Conferentie van de Verenigde Naties voor de handel en de ontwikkeling, het tweede, de multilaterale tariefonderhandelingen in het kader van de G.A.T.T. of de Kennedy-round.

De verslaggever vestigt de aandacht op de economische macht van de Gemeenschap en het buitengewoon dynamisme waarvan zij blijkt geeft.

Hij is van oordeel dat de Gemeenschap bijzondere aandacht moet besteden aan sommige ontwikkelingslanden, maar toch het verwijt van discriminatie uit de weg moet gaan.

Hij merkt op dat wereldomvattende oplossingen, in het kader van de internationale betrekkingen, wel verheven doeleinden nastreven, maar zelden verwezenlijkt worden. Onze tijd wordt meer en meer gekenmerkt door grote gewestelijke gehelen. Het is evenwel duidelijk dat die gehelen slecht beperkte actiemogelijkheden hebben.

M. Dehousse formule des réserves expresses au sujet d'une coopération avec l'Afrique du Sud et s'insurge contre des négociations d'adhésion ou d'association avec l'Espagne.

Il conclut son intervention en insistant sur la nécessité de l'unification politique européenne et exprime le vœu de voir adopter ce thème de débat pour la prochaine session commune des deux assemblées.

M. Housiaux fait des réserves quant à la volonté trop affirmée de certains de rendre de plus en plus étroits les liens avec l'Espagne, dominée par son régime franquiste. Il cite à ce propos la conférence des Ministres européens de la justice à Dublin, où le Ministre de la justice d'Espagne a été invité, ainsi que les commentaires qui ont entouré le communiqué publié à Bruxelles, le 2 juin, à la suite de la réunion du Conseil de Ministres du Marché commun.

De h. Dehousse maakt uitdrukkelijk voorbehoud wat betreft de samenwerking met Zuid-Afrika en keert zich tegen onderhandelingen met het oog op de toetreding of de associatie van Spanje.

Tot besluit wijst hij op de noodzakelijkheid van de Europese politieke eenmaking en spreekt hij de hoop uit dat dit onderwerp op de eerstvolgende gezamenlijke bijeenkomst van de twee Vergaderingen zal worden behandeld.

De h. Housiaux hekelt het al te opvallend streven van sommigen om de banden met Franco-Spanje nauwer toe te halen. Hij geeft in dit verband als voorbeeld de conferentie van de Europese ministers van Justitie te Dublin, waarop de Minister van Justitie van Spanje is uitgenodigd, alsmede de commentaar op het communiqué dat op 2 juni te Brussel is uitgegeven, na de vergadering van de Raad van Ministers van de Gemeenschappelijke Markt.

II. Parlement européen.

ANNEE 1963.

Parmi les principaux objets discutés par le Parlement en 1963, figurent la question de l'association et de l'adhésion des pays tiers à la Communauté, — en particulier l'adhésion de la Grande-Bretagne —, et les problèmes de la politique commune en matière agricole, commerciale et énergétique. Dans le domaine social, il convient de mentionner plus spécialement l'approbation de la Charte sociale européenne.

Le Parlement européen a tenu 7 sessions en 1963.

A. Session du 4-8 février 1963.

1. Débat politique sur l'échec des négociations de Bruxelles en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

M. Dehousse souligne l'extrême gravité de la crise. La confiance d'une large partie de l'opinion publique a été ébranlée et le climat politique détérioré. Si l'on ne peut que se réjouir de la réconciliation franco-allemande, le moment de la signature du traité est mal choisi et le traité lui-même contraire à l'esprit du Traité de Rome. Peut-on, par un traité bilatéral, modifier les institutions et les normes d'un traité plurilatéral précédent auquel l'on a souscrit ? M. Dehousse regrette que la Cour de Justice des Communautés ne connaisse pas le système des avis consultatifs.

M. Duvieusart considère le traité franco-allemand avec une certaine bienveillance et demande de faire confiance aux Français et aux Allemands pour que le traité serve au renforcement de la Communauté et non à sa destruction. Après avoir critiqué l'attitude britannique-américaine lors des négociations sur l'organisation d'une force nucléaire multilatérale, l'orateur conclut en disant que s'il ne faut pas d'hégémonie en Europe, il ne faut pas non plus d'hégémonie sur l'Europe.

M. Dehousse intervenant, au nom du groupe socialiste, souligne, à propos de la résolution proposée, que le but final à atteindre ce sont les Etats-Unis d'Europe, communauté économique et politique supranationale fondée sur l'égalité des droits des Etats membres et dotée d'institutions propres.

M. Dehousse voudrait voir se réaliser sur ce projet de résolution un accord aussi large que possible.

Le Parlement adopte la proposition de résolution par 83 voix et 13 abstentions.

Ont voté en faveur de la proposition de résolution : MM. De Block, Dehousse, De Smet, Duvieusart, Leemans et Troclet.

II. Europees Parlement.

JAAR 1963.

Onder de voornaamste onderwerpen die in 1963 door het Parlement werden besproken, vermelden wij de kwestie van de associatie en de toetreding van de derde landen tot de Gemeenschap, — vooral de toetreding van Groot-Brittannië — alsmede de problemen van het gemeenschappelijk beleid inzake landbouw, handel en energie. Op sociaal gebied dient meer in het bijzonder de goedkeuring van het Europees Sociaal Handvest te worden aangestipt.

Het Europese Parlement heeft 7 zittingen gehouden in 1963.

A. Zitting van 4-8 februari 1963.

1. Politiek debat over de mislukking van de onderhandelingen van Brussel met het oog op de toetreding van Groot-Brittannië tot de Gemeenschappelijke Markt.

De heer Dehousse vestigt de aandacht op de buitengewone ernst van de crisis. Het vertrouwen van een ruim gedeelte van de publieke opinie is geschokt en het politiek klimaat is verslecht. Ofschoon men zich slechts kan verheugen over de verzoening tussen Frankrijk en Duitsland, dan dient toch te worden gezegd dat het tijdstip van de ondertekening van het verdrag slecht gekozen is en dat het verdrag zelf in strijd is met de geest van het Verdrag van Rome. Kan men door een bilateraal verdrag de instellingen en de normen wijzigen van een vroeger plurilateraal verdrag dat men heeft goedgekeurd ? De heer Dehousse betreurt het dat het Hof van Justitie van de Gemeenschappen het stelsel van de raadgevende adviezen niet kent.

De heer Duvieusart beschouwt het Frans-Duits verdrag met een zekere welwillendheid en vraagt vertrouwen te hebben in de Fransen en de Duitsers opdat het verdrag zou dienen tot de versterking van de Gemeenschap en niet tot de vernietiging ervan. Na kritiek te hebben geleverd op de houding van Brittannië en Amerika tijdens de onderhandelingen over de organisatie van een multilaterale kernmacht, verklaart spreker tot besluit dat er wel geen hegemonie in Europa mag worden geduld maar evenmin een hegemonie over Europa.

In verband met de voorgestelde resolutie onderstreepde de heer Dehousse, namens de socialistische fractie, het einddoel dat dient te worden bereikt, namelijk de Verenigde Staten van Europa, d.w.z. een supranationale economische en politieke gemeenschap opgebouwd op de gelijkheid van de rechten van de Lid-Staten en voorzien van eigen instellingen.

De heer Dehousse verlangt dat er een zo groot mogelijke overeenstemming wordt bereikt over de ontwerp-resolutie.

Het Parlement neemt de voorstel-resolutie aan met 83 stemmen, bij 13 onthoudingen.

Stemden voor : de heren De Block, Dehousse, De Smet, Duvieusart, Leemans en Troclet.

2. *Mise en vigueur de la nouvelle Convention d'association avec des Etats africains et l'Etat malgache.*

M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, insiste vivement pour que la signature de la nouvelle convention, ainsi que sa ratification, ne soit pas différée la nouvelle convention, dit l'orateur, devrait déjà être en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1963.

3. *Politique commune des transports.*

M. Troclet regrette que les problèmes sociaux ne soient réglés que partiellement par le programme d'action. Il s'étonne que la commission des transports n'ait pas demandé l'avis de la commission sociale, qui élabore un rapport général sur ces questions.

4. *Fonds social européen.*

M. Troclet, président de la commission sociale, demande que le Parlement adopte les propositions de sa commission en ce qui concerne la réinstallation des travailleurs et l'intervention du Fonds dans les frais de réadaptation des invalides.

5. *Industrie européenne du gaz.*

M. De Block insiste pour que l'industrie du gaz connaisse le même régime dans les six pays de la Communauté; ce régime ne peut être que celui de l'exploitation publique.

6. *Suppression des restrictions à la libre prestation des services en matière de cinématographie.*

M. Leemans regrette que, la Commission exécutive n'ait pu présenter une opinion définitive. Le rapporteur attire l'attention sur certaines inégalités de régime dans les six pays, notamment en ce qui concerne les importations, les quotas, les subsides, la fiscalité.

B. Session du 25-29 mars 1963.

1. *Négociations avec le Royaume-Uni.*

M. Dehousse constate que le rapport de la Commission révèle que les négociations avec le Grande-Bretagne étaient incontestablement plus avancées qu'on ne l'a prétendu du côté belge et du côté néerlandais.

M. Dehousse critique les solutions proposées par les orateurs à la recherche d'une relance et estime qu'en attendant les élections britanniques, après lesquelles on discernera mieux les intentions de la Grande-Bretagne, il faut accroître la force de résistance intérieure des Communautés, notamment par l'élection du Parlement au suffrage universel.

2. *Inwerkingtreding van de nieuwe Associatieovereenkomst met de Afrikaanse Staten en Madagascar.*

De heer Dehousse vraagt, namens de socialistische fractie, met de grootste nadruk dat de ondertekening van de nieuwe overeenkomst en de bekrachtiging ervan niet zou worden uitgesteld. De nieuwe overeenkomst, aldus spreker, had reeds op 1 januari 1963 in werking moeten treden.

3. *Gemeenschappelijk vervoerbeleid.*

De heer Troclet betreurt het dat de sociale vraagstukken slechts gedeeltelijk worden geregeld door het actieprogramma. Hij verwondert zich erover dat de Commissie voor het Vervoer niet het advies heeft ingewonnen van de Sociale Commissie die een algemeen verslag over deze kwesties voorbereidt.

4. *Europees Sociaal Fonds.*

De heer Troclet betreurt het dat de sociale vraagstukken slechts gedeeltelijk worden geregeld door het actieprogramma. Hij verwondert zich erover dat de Commissie voor het Vervoer niet het advies heeft ingewonnen van de Sociale Commissie die een algemeen verslag over deze kwestie voorbereidt.

5. *Europese gasindustrie.*

De heer De Block vraagt met aandrang dat de gasindustrie dezelfde beheersvorm zou kennen in de zes landen van de Gemeenschap; zij kan niets anders zijn dan de openbare exploitatie.

6. *Opheffing van de beperkingen van het vrij verrichten van diensten op het gebied van het filmbedrijf.*

De heer Leemans betreurt het dat de Uitvoerende Commissie geen definitieve opvatting heeft kunnen voorleggen. De verslaggever vestigt de aandacht op bepaalde ongelijkheden van de regeling in de zes landen, onder meer wat betreft de invoer, de kwota's, de toelagen, de belastingen.

B. Zitting van 25-29 maart 1963.

1. *Onderhandelingen met het Verenigd Koninkrijk.*

De heer Dehousse constateert dat het verslag van de Commissie aantoont dat de onderhandelingen met Groot-Brittannië beslist verder gevorderd waren dan men van Franse zijde heeft beweerd, maar niet zo ver als werd staande gehouden, vooral van Belgische en Nederlandse zijde.

De heer Dehousse kritiseert de oplossingen die door de sprekers worden voorgesteld om te trachten de onderhandelingen te hervatten en hij is van oordeel dat men, in afwachting van de Britse verkiezingen, na welke de bedoelingen van Groot-Brittannië beter aan het licht zullen komen, de innerlijke kracht van de Gemeenschap moet verhogen, onder meer door de verkiezing van het Parlement bij algemeen stemrecht.

2. Situation économique de la C.E.E. en 1962 et perspectives pour 1963.

Abordant le problème des prix, l'orateur dit croire moins à la spirale salaires-prix qu'à la spirale prix-salaires. La déclaration faite récemment par le ministre français des finances concernant la limitation des importations, en Europe, de capitaux provenant de pays tiers doit inciter les Parlements à examiner sérieusement ce problème.

M. Leemans traite ensuite du problème des investissements et demande à savoir s'il existe au sein de la Communauté une tendance pour limiter les investissements étrangers.

3. Politique commerciale de la C.E.E. à l'égard des pays tiers et à l'égard des pays européens ayant demandé l'association.

M. Duvieusart présente deux amendements à la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport. Ces amendements tendent à hâter la conclusion d'une convention d'association nouvelle avec les Etats associés et à entamer ou poursuivre les négociations en vue d'une association avec les Etats qui ont introduit pareille demande depuis longtemps. Ces amendements ont été adoptés.

4. Association à la Communauté économique européenne des Etats africains et malgache.

M. Dehousse voudrait que soient clairement redéfinies les raisons du renouvellement de la convention passée avec les dix-huit pays.

L'amendement présenté par M. Dehousse à la proposition de résolution a été adopté.

M. Duvieusart déplore les rumeurs selon lesquelles la ratification du traité serait reportée et les mesures transitoires révisées. S'il en était ainsi, chaque pays se trouverait devant des responsabilités très lourdes.

5. Sécurité sociale des travailleurs saisonniers.

M. Troclet rappelle que la Commission sociale a formulé plusieurs suggestions quant au fond. Elle souhaite que cette matière soit incluse dans le règlement général de sécurité sociale n° 3. Le Conseil de Ministres n'a pas encore pris de décision, mais le Parlement se trouve à la veille d'obtenir entière satisfaction.

6. Evolution de la situation sociale dans la Communauté en 1961.

M. Troclet, souhaite que les problèmes sociaux retiennent davantage l'attention du Parlement et demande qu'ils ne soient pas toujours inscrits à la fin de l'ordre du jour. Il souhaite que le rapport de la Commission exécutive soit déposé plus rapidement. Une procédure accélérée favoriserait le contrôle parlementaire.

2. Economische toestand van de E.E.G. in 1962 en vooruitzichten voor 1963.

De heer Leemans zegt over het probleem van de prijzen dat hij minder gelooft aan de spiraal lonen-prijzen dan aan de spiraal prijzen-lonen. De verklaring die onlangs werd afgelegd door de Franse Minister van Financiën betreffende de beperking van de invoer in Europa, van kapitalen uit derde landen moet de Parlementen aanzetten dit probleem grondig te bestuderen.

De heer Leemans handelt vervolgens over het vraagstuk van de investeringen en vraagt of er in de Gemeenschap een tendens bestaat om de buitenlandse investeringen te beperken.

3. Handelsbeleid van de E.E.G. ten aanzien van de derde landen en t.o.v. de Europese landen die om de associatie hebben verzocht.

De heer Duvieusart dient twee amendementen in op de voorstel-resolutie ingediend tot besluit van het verslag. Deze amendementen hebben ten doel het sluiten van een nieuw associatie-verdrag met de geassocieerde Staten te verhaasten en de onderhandelingen aan te vatten of voort te zetten met het oog op een associatie met de Staten die sedert lang zulk een verzoek hebben ingediend. Deze amendementen werden aangenomen.

4. Associatie van de Afrikaanse Staten en Madagascar met de Europese Economische Gemeenschap.

De heer Dehousse wenst dat de redenen van de vernieuwing van de overeenkomst met de achttien landen nogmaals klaar worden omschreven.

Het amendement van de heer Dehousse op de voorstel-resolutie werd aangenomen.

De heer Duvieusart betreurt de geruchten volgens welke de ratificatie van het verdrag zou worden verdaagd en de overgangsmatregelen herzien. Mocht dat het geval zijn dan zou elk land voor zeer zware verantwoordelijkheden staan.

5. Sociale zekerheid van de seizoenarbeiders.

De heer Troclet herinnert eraan dat de Sociale Commissie verscheidene voorstellen heeft geformuleerd wat de grond van de zaak betreft. Zij verlangt dat deze materie wordt opgenomen in de algemene verordening voor sociale zekerheid n° 3. De Raad van Ministers heeft nog geen beslissing genomen, maar het Parlement zal eerlang volledige voldoening bekomen.

6. Evolutie van de sociale toestand in de Gemeenschap in 1961.

De heer Troclet verlangt dat de sociale vraagstukken meer aandacht van het Parlement zouden krijgen en dat zij niet altijd op het einde van de agenda zouden voorkomen. Hij wenst dat het verslag van de uitvoerende Commissie vlugger zou worden ingediend. Een versnelde procedure zou de controle door het Parlement in de hand werken.

L'orateur demande que les statistiques du coût de la vie soient publiées plus rapidement afin qu'elles puissent être comparées avec les statistiques des salaires.

C. Session des 13 et 14 mai 1963.

Charte sociale.

M. Troclet, rapporteur, rappelle que la Charte sociale, élaborée par le Conseil de l'Europe, établit un minimum de normes communes entre les pays européens dans le domaine des droits sociaux.

Jusqu'à présent seuls trois pays, le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège, ont déposé les instruments de ratification.

Le dépôt de cinq instruments de ratification étant exigé pour l'entrée en vigueur de la charte, le rapporteur invite les six pays membres de la Communauté, qui ont une grande similitude de conceptions au point de vue social, à procéder dans le plus bref délai à la ratification de la Charte.

M. Dehousse au nom du groupe socialiste, critique le système de ratification de la charte et le qualifie d'insolite. Un tel système a pour conséquence de faire obstacle à la réalisation d'une complète uniformité en matière de protection sociale entre les différents Etats ratificateurs.

D. Session du 24-28 juin 1963.

1. Rapport d'activité des Conseils.

M. Dehousse souligne la nécessité d'un statut réglant les rapports du Conseil de Ministres et du Parlement.

Il aborde le problème du retard apporté à la signature et à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'association avec l'Afrique et Madagascar et souligne que la consultation unanime du Parlement européen sur l'article 136 a été écartée par le Conseil de Ministres sans la moindre explication.

L'orateur aborde également les problèmes de la fusion des exécutifs, des contacts avec la Grande-Bretagne, des relations avec Israël et avec l'Algérie.

2. Activité de la C.E.C.A.

Au moment du vote sur la proposition de résolution, M. Leemans, rapporteur général, déclare qu'il ne peut retenir les propositions contenues dans les amendements du groupe socialiste.

Spreker vraagt dat de statistieken over de kosten van levensonderhoud sneller zouden worden gepubliceerd opdat zij kunnen worden vergeleken met de statistische gegevens over de lonen.

C. Zitting van 13 en 14 mei 1963.

Sociaal Handvest.

De heer Troclet, verslaggever, brengt in herinnering dat het Sociaal Handvest, uitgewerkt door de Raad van Europa, een minimum van gemeenschappelijke normen tussen de Europese landen invoert op het gebied van de sociale rechten.

Totnogtoe hebben slechts drie landen, namelijk het Verenigd Koninkrijk, Zweden en Noorwegen de bekrachtigingsoorkonden neergelegd.

Aangezien de neerlegging van vijf bekrachtigingsoorkonden wordt vereist voor de inwerkingtreding van het Handvest, verzoekt de verslaggever de zes Lid-Staten van de Gemeenschap die een groot aantal gemeenschappelijke opvattingen hebben op sociaal gebied, om in een nabije toekomst het Handvest te bekrachtigen.

De heer Dehousse becritiseert, namens de Socialistische fractie, het stelsel van de ratificatie van het Handvest en bestempelt het als ongewoon. Zulk een stelsel vormt een hinderpaal voor de volledige eenvoudigheid inzake sociale bescherming in de verschillende ratificerende Staten.

D. Zitting van 24-28 juni 1963.

1. Activiteitsverslag van de Raden.

De heer Dehousse onderstreept de noodzaak van een statuut dat de betrekkingen tussen de Raad van Ministers en het Parlement regelt.

Hij snijdt het probleem aan van de vertraging inzake de ondertekening en de inwerkingtreding van de nieuwe associatie-overeenkomst met Afrika en Madagascar en wijst erop dat het eensgezinde advies van het Europese Parlement in verband met artikel 136 zonder de minste uitleg werd ter zijde geschoven door de Raad van Ministers.

Spreker handelt eveneens over de vraagstukken van de fusie van de uitvoerende organen, de contacten met Groot-Brittannië, de betrekkingen met Israël en Algerië.

2. Activiteit van de E.G.K.S.

Bij de stemming over de voorstel-resolutie verklaart de heer Leemans, algemeen verslaggever, dat hij geen rekening kan houden met de voorstellen vervat in de amendementen van de socialistische fractie.

M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, regrette que, par sa passivité, la Haute Autorité ait contribué à vider pratiquement de tout contenu l'accord d'association avec la Grande-Bretagne.

L'orateur souligne l'affaiblissement graduel du rôle politique de la Haute Autorité et la nécessité de la révision du Traité; il aborde également le problème des relations entre les trois exécutifs.

Examinant les aspects principaux de l'activité de la C.E.C.A., M. Dehousse déclare que les reproches les plus graves doivent être adressés à la Haute Autorité dans le domaine de la concurrence, les dispositions anti-cartels du traité de la C.E.C.A. ayant été interprétées par elle dans le sens du libéralisme économique classique.

M. De Block critique la politique charbonnière suivie par la C.E.C.A. et qui n'est pas en concordance avec l'article 2 du traité. Fermer des puits parce que le charbon coûte cher, constitue une solution simpliste.

M. Duvieusart fait des remarques au sujet du temps mis à la disposition des groupes politiques pour délibérer sur la proposition de résolution présentée en conclusion du débat.

3. VI^{me} rapport général de la C.E.E.A.

M. De Smet souligne les résultats positifs du travail effectué au Centre commun de recherches d'Ispra et insiste sur la nécessité d'aboutir à l'utilisation la meilleure possible des résultats des recherches entreprises.

De Smet dépose, au nom du groupe démocrate-chrétien, une proposition de résolution sur ce rapport.

M. Duvieusart intervient dans la discussion de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport.

4. Rapport sur certaines questions budgétaires.

M. Troclet, au nom du groupe socialiste, examine les dépenses de réadaptation et de recherches, la réserve spéciale pour la construction de maisons ouvrières, l'amélioration de la qualité des logements et l'abaissement des taux d'intérêt.

5. Coopération culturelle.

M. De Block, rapporteur, souligne que pour créer une Europe politique il faut une économie progres-

De heer Dehousse, betreurt, namens de socialistische fractie, dat de Hoge Autoriteit door haar lijdzaam toezien ertoe bijgedragen heeft het associatieverdrag met Groot-Brittannië vrijwel geheel te ontcrachten.

Spreker wijst op de geleidelijke verzwakking van de politieke rol van de Hoge Autoriteit en op de noodzaak het Verdrag te herzien; hij handelt eveneens over het vraagstuk van de betrekkingen tussen de drie uitvoerende organen.

De heer Dehousse, die de hoofdaspecten van de activiteit van de E.G.K.S. onderzoekt, verklaart dat de ergste verwijten moeten worden gericht tot de Hoge Autoriteit wat betreft de mededinging, aangezien de anti-kartelbepalingen van het Verdrag van de E.G.K.S. door haar werden geïnterpreteerd in de zin van het klassieke economisch liberalisme.

De heer De Block levert kritiek op het steenkolenbeleid van de E.G.K.S. dat niet in overeenstemming is met artikel 2 van het Verdrag. Steenkolenmijnen sluiten omdat de steenkolen veel kosten is een simplistische oplossing.

De heer Duvieusart maakt opmerkingen over de tijd die ter beschikking van de politieke fracties wordt gesteld om te beraadslagen en te beslissen over de tot besluit van het debat ingediende voorstel-resolutie.

3. VI^e Algemeen Verslag van Euratom.

De heer De Smet vestigt de aandacht op de positieve resultaten van het werk dat wordt verricht in het gemeenschappelijk centrum voor wetenschappelijk onderzoek van Ispra en legt de nadruk op de noodzaak om de resultaten van het aangevatte onderzoek zo goed mogelijk te gebruiken.

De heer De Smet dient, namens de christen-democratische fractie een voorstel-resolutie over dit verslag in.

De heer Duvieusart neemt het woord tijdens de bespreking over de voorstel-resolutie, ingediend tot besluit van het verslag.

4. Verslag over bepaalde begrotingskwesties.

De heer Troclet onderzoekt, namens de socialistische fractie, de uitgaven voor herscholing en researchwerk, de bijzondere reserve voor het bouwen van arbeidershuizen, de verbetering van de kwaliteit van de huisvesting en de verlaging van de rentevoeten.

5. Culturele samenwerking.

De heer De Block, verslaggever, wijst erop dat om een politiek Europa tot stand te brengen, een progres-

siste et bien organisée mais aussi une solide assiette intellectuelle et culturelle. La coopération culturelle formera à la longue le ciment solide qui maintiendra ensemble les Etats de la Communauté.

L'orateur commente ensuite brièvement son rapport. Il faudrait, à son sens, établir un parallélisme assez poussé des études, instaurer l'équivalence des diplômes de l'enseignement secondaire et universitaire, et créer l'université européenne. Il faut, en second lieu, mettre l'Europe au premier plan de préoccupation des savants et des professeurs, ensuite créer au niveau des Communautés des organes spécialisés, susceptibles de promouvoir la coopération culturelle et grâce à celle-ci améliorer le patrimoine culturel.

M. De Block conclut son exposé en exprimant le vœu que les Communautés organisent un concours européen pour la rédaction d'un livre de classe traitant de l'histoire vue sous l'angle européen.

6. Application de l'article 119 du Traité relatif à l'égalité des rémunérations.

M. Troclet, au nom du groupe socialiste, demande à la Commission exécutive d'exercer une pression plus marquée encore à l'égard des gouvernements et aussi à l'égard des travailleurs et des employeurs, pour respecter cet article.

7. Relations avec l'Amérique latine.

M. Duvieusart, au nom du groupe démocrate-chrétien, appuie sans réserves l'initiative prise par la C.E.E. de prendre des contacts avec les pays d'Amérique latine. Cette initiative est incontestablement la preuve du rayonnement de la Communauté.

E. Session du 16 septembre 1963.

Convention d'association avec les Etats africains et malgache.

M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, demande que la convention prévoie particulièrement la stabilisation des prix des matières premières.

F. Session du 14-18 octobre 1963.

1. Projet de budget du Parlement européen.

MM. Dehousse et Leemans ont contresigné une proposition de résolution, présentée par les trois groupes politiques, dans laquelle l'Assemblée proteste contre l'atteinte portée aux droits budgétaires reconnus à toute institution parlementaire.

sistice en goed georganiseerde economie vereist is, maar tevens een stevige intellectuele en culturele grondslag. De culturele samenwerking zal op de lange duur het sterke cement zijn dat de Staten van de Gemeenschap zal bijeenhouden.

Spreker licht bondig zijn verslag toe. Naar zijn oordeel dient er een vrij sterk parallelisme te worden ingevoerd in het onderwijs, en moet de gelijkwaardigheid van de diploma's van het secundair en universitair onderwijs worden aangenomen en bovendien behoort er een Europese universiteit te worden tot stand gebracht. In de tweede plaats moet ervoor gezorgd worden dat de geleerden en leraars zich hoofdzakelijk bekommeren om Europa en ten slotte moeten er op het niveau van de Gemeenschap, gespecialiseerde organen worden ingesteld die de culturele samenwerking in de hand kunnen werken en daardoor het cultureel patrimonium kunnen verbeteren.

De heer De Block besluit zijn uiteenzetting met de wens te kennen te geven dat de Gemeenschappen een Europese wedstrijd zouden organiseren voor het opstellen van een leerboek over de geschiedenis, gezien uit een Europees oogpunt.

6. Toepassing van artikel 119 van het Verdrag betreffende de gelijke beloning.

De heer Troclet vraagt, namens de socialistische fractie, dat de Uitvoerende Commissie een sterkere druk zou uitoefenen op de regeringen alsmede op de werknemers en werkgevers om dit artikel na te leven.

7. Betrekkingen met Latijns Amerika.

De heer Duvieusart steunt, namens de christen-democratische fractie, zonder voorbehoud het initiatief van de E.E.G. om contact aan te knopen met de landen van Latijns Amerika. Dit initiatief is ontegenzeggelijk het bewijs van de uitstraling van de Gemeenschap.

E. Zitting van 16 september 1963.

Associatie-overeenkomst met de Afrikaanse Staten en Madagascar.

De heer Dehousse vraagt, namens de socialistische fractie, dat de Overeenkomst in het bijzonder zou voorzien in de stabilisatie van de prijzen der grondstoffen.

F. Zitting van 14-18 oktober 1963.

1. Ontwerp-begroting van het Europese Parlement.

De heren Dehousse en Leemans hebben een voorstel-resolutie medeondertekend, die door de drie fracties werd ingediend, en waarin de Vergadering protesteert tegen het feit dat afbreuk wordt gedaan aan de begrotingsrechten welke aan iedere parlementaire instelling worden toegekend.

2. *Activité de la Communauté économique européenne.*

M. Leemans, au nom du groupe démocrate-chrétien, et M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, ont présenté une proposition de résolution en conclusion du débat sur l'activité de la C.E.E.

Cette proposition de résolution a été adoptée.

3. *Association C.E.E.-Grèce.*

M. De Block, au nom du groupe socialiste, considère qu'il faudra développer l'économie de la Grèce, pratiquer une politique sociale et établir les libertés individuelles qui existent dans tous les pays de la Communauté.

4. *Mémorandum sur la politique énergétique.*

M. Leemans définit la portée de son rapport et souligne que la commission parlementaire, unanime, tout comme le comité économique et social et le comité exécutif de la C.E.C.A., sont d'avis que le mémorandum peut servir de base à l'établissement d'une politique énergétique commune. Certains points de ce mémorandum ont cependant été critiqués.

Tous ceux qui ont suivi l'évolution du marché de l'énergie au cours de ces dernières années, affirme le rapporteur, ne peuvent vouloir qu'on laisse aller les choses dans le seul cadre de mesures nationales.

M. De Block déclare que — eu égard au libéralisme économique qui inspire les traités — il lui paraît difficile, sinon impossible, d'établir une politique européenne de l'énergie.

Il faut donc préparer sérieusement et dans un nouvel esprit la révision des Traités.

M. De Block regrette que le rapporteur ait évoqué le problème des prix pratiqués par les divers pays de la Communauté. Les prix sont fixés d'un commun accord entre les intéressés : il est donc inutile de parler de concurrence des prix dans le projet de résolution.

L'orateur conclut en annonçant son intention de s'abstenir sur le vote du projet de résolution.

F. Session du 25-28 novembre 1963.

1. *Echanges de vues entre le Parlement européen, les Conseils de Ministres et les Commissions exécutives.*

M. Duvieusart intervient au sujet du problème des relations commerciales avec les pays à commerce d'Etat.

L'orateur évoque le cas de la Chine de Pékin et demande au Conseil de Ministres et à la Commission de

2. *Activiteit van de Europese Economische Gemeenschap.*

De heer Leemans, namens de christen-democratische fractie, en de heer Dehousse, namens de socialistische fractie, hebben tot besluit van het debat over de activiteit van de E.E.G. een voorstel-resolutie ingediend.

Deze voorstel-resolutie werd aangenomen.

3. *Associatie E.E.G.-Griekenland.*

De heer De Block meent, namens de socialistische fractie, dat de economie van Griekenland moet worden ontwikkeld, dat er een sociaal beleid behoort te worden gevoerd en dat de individuele vrijheden, die in alle landen van de Gemeenschap bestaan, dienen te worden gewaarborgd.

4. *Memorandum over het energiebeleid.*

De heer Leemans licht de draagwijdte van zijn verslag toe en onderstreept dat de eensgezinde parlementaire commissie, evenals het Economisch en Sociaal Comité en het Uitvoerend Comité van de E.G.K.S., van oordeel zijn dat het memorandum ten grondslag kan liggen aan de uitwerking van een gemeenschappelijk energiebeleid. Sommige punten van dit memorandum werden evenwel becritiseerd.

Al degenen die in de loop van de jongste jaren de evolutie van de energiemarkt hebben gevolgd, aldus de verslaggever, kunnen niet willen dat men de zaken uitsluitend met nationale maatregelen aanpakt.

De heer De Block verklaart dat, gelet op het economisch liberalisme waarop de Verdragen steunen, het hem moeilijk zoal niet onmogelijk lijkt een gemeenschappelijk Europees energiebeleid tot stand te brengen.

De herziening van de Verdragen moet dus ernstig en in een nieuwe geest worden voorbereid.

De heer De Block betreurt het dat de verslaggever gewag heeft gemaakt van het probleem der prijzen die in de verschillende landen van de Gemeenschap worden toegepast. De prijzen worden in gemeen overleg tussen de betrokkenen vastgesteld : het is dus overbodig te spreken van medediging der prijzen in de ontwerp-resolutie.

Tot besluit verklaart spreker dat hij voornemens is zich te onthouden bij de stemming over de ontwerp-resolutie.

F. Zitting van 25-28 november 1963.

1. *Gedachtenwisseling tussen het Europese Parlement, de Ministerraden en de Uitvoerende Commissies.*

De heer Duvieusart neemt het woord in verband met het vraagstuk van de handelsbetrekkingen met de landen met Staatshandel.

Hij haalt het geval van China-Peking aan en vraagt aan de Raad van Ministers en de E.E.G.-commissie om

la C.E.E. de placer la Chine parmi les pays à commerce d'Etat avec lesquels le Conseil et la Commission examineront les problèmes du commerce mondial.

2. Projets de budget de fonctionnement de la C.E.C.A. et de la C.E.E. projet de budget de recherches et d'investissements de la C.E.E.A. pour 1964.

M. Troclet regrette que le Conseil de Ministres n'ait pas permis l'inscription budgétaire proposée par la Commission exécutive pour le stage de formation des jeunes travailleurs et la formation professionnelle.

3. Accord créant une association entre la C.E.E. et la Turquie.

M. Dehousse, rapporteur, rappelle que c'est la troisième fois que le Parlement européen se trouve consulté alors que l'accord sur lequel on lui demande son avis est déjà signé. Son avis perd donc toute efficacité.

Le Parlement, précise-t-il, ne demande qu'une procédure qui en fait est déjà suivie dans les Parlements nationaux : il demande que ses commissions compétentes soient tenues au courant de façon régulière, de l'état des pourparlers et des problèmes qu'ils soulèvent.

En ce qui concerne le fond de l'accord, l'orateur signale son caractère spécifique, bien adapté à la condition particulière de la Turquie.

M. De Block met l'accent sur la nécessité de convaincre les nouveaux associés de l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour établir et pratiquer les libertés spirituelles.

4. Programme commun pour favoriser l'échange de jeunes travailleurs.

M. Troclet présente les rapports.

ANNEE 1964.

(janvier - octobre 1964).

Le Parlement s'est attaché à l'examen des problèmes ayant trait à l'évolution et à la coopération des institutions communautaires, à la réalisation de l'union politique européenne, à l'équilibre économique interne et externe de la Communauté, à l'unification des prix agricoles, à la politique énergétique commune, à la coordination des programmes de recherches et d'équipement nucléaires.

De janvier à octobre 1964, le Parlement Européen a tenu sept sessions.

A. Session des 7 et 8 janvier 1964.

Pas d'intervention des membres du Sénat.

China in te delen bij de landen met Staatshandel waarmee de Raad en de Commissie de problemen van de wereldhandel zullen onderzoeken.

2. Ontwerpen van werkingsbegroting van de E.G.K.S. en van de E.E.G. Ontwerp-begroting voor wetenschappelijk onderzoek en investeringen van Euratom voor 1964.

De heer Troclet stelt met leedwezen vast dat de Raad van Ministers de begrotingspost niet heeft toegestaan, die door de Uitvoerende Commissie was voorgesteld voor de opleidingsstage van jonge werknemers en voor de beroepsopleiding.

3. Overeenkomst tot invoering van een associatie tussen de E.E.G. en Turkije.

De heer Dehousse, verslaggever, herinnert eraan dat het Europese Parlement reeds voor de derde maal wordt geraadpleegd terwijl de overeenkomst waarover zijn advies wordt gevraagd, reeds ondertekend is. Zijn advies verliest dus alle doeltreffendheid.

Het Parlement, zo gaat hij verder, vraagt slechts een procedure die in feite reeds door de nationale parlementen wordt gevolgd : het vraagt dat zijn bevoegde commissies regelmatig worden op de hoogte gehouden van de stand van de besprekingen en van de gerezen problemen.

Wat de grond van de overeenkomst betreft vestigt spreker de aandacht op de specifieke aard ervan die geheel is afgestemd op de bijzondere omstandigheden van Turkije.

De heer De Block legt er de nadruk op dat de nieuwe geassocieerden moeten worden overtuigd van de verplichting de nodige maatregelen te nemen om de geestelijke vrijheden te waarborgen en laten in acht te nemen.

4. Gemeenschappelijk programma ter bevordering van de uitwisseling van jonge werknemers.

De heer Troclet dient de verslagen in.

JAAR 1964.

(januari-oktober 1964).

Het Parlement heeft zich beziggehouden met het onderzoek van de vraagstukken betreffende de evolutie en de samenwerking van de communautaire instellingen, de totstandbrenging van de Europese politieke Unie, het economisch evenwicht binnen en buiten de Gemeenschap, de eenmaking van de landbouwprijzen, het gemeenschappelijk energiebeleid en de coördinering van het kernonderzoek en de kernuitrusting.

Van januari tot oktober 1964 heeft het Europese Parlement 7 zittingen gehouden.

A. Zitting van 7 en 8 januari 1964.

Geen enkel lid van de Senaat nam het woord.

B. Session du 20-24 janvier 1964.**1. Relations entre la C.E.E. et Israël.**

M. Duvieusart, au nom du groupe démocrate-chrétien, demande à la Commission de la C.E.E. et à M. Rey en particulier, d'intervenir avec toute son énergie, auprès du Conseil de Ministres, de façon qu'une solution raisonnable et équitable soit donnée à ce problème dans un délai rapproché.

Pour Israël, la réalisation d'un accord avec la C.E.E. est essentielle; aucun sacrifice insurmontable n'est demandé à celle-ci, et les seuls sacrifices qui lui sont demandés valent la peine d'être consentis.

2. Politique économique à moyen terme.

M. De Block qualifie d'excellente l'initiative prise par la Commission exécutive. Il estime toutefois que ces propositions sont insuffisantes : elles ne constituent ni un plan, ni même un programme.

Il conviendra d'autrepart de chercher le moyen d'associer le secteur privé à la mise en œuvre de cette politique.

3. Politique régionale.

M. Dehousse fait observer que toute action communautaire, ayant nécessairement des incidences dans le domaine régional, doit s'intéresser aux répercussions qu'elle est appelée à avoir dans ce domaine.

La politique régionale de la Communauté européenne doit agir dans le sens d'un meilleur équilibre.

Il faut ici un certain équilibre, que l'orateur conçoit sur la base d'une trilogie : fédération européenne, quelle que soit exactement sa nature juridique, Etats-membres, régions, avec une centralisation plus grande dans le chef des institutions européennes et une décentralisation poussée à l'intérieur des Etats-membres, dans l'intérêt des régions.

L'orateur, soucieux d'assurer les contacts avec les pouvoirs locaux proprement dits, annonce qu'il a introduit avec MM. Pedini et Janssens un amendement à la résolution annexée au rapport, proposant d'élargir les contacts d'information entre les institutions européennes et les représentants des pouvoirs locaux des Etats membres.

Cet amendement est adopté par le Parlement.

4. Politique énergétique proposée dans le memorandum du 25 juin 1962.

M. Leemans, rapporteur, exprime l'inquiétude ressentie par la commission de l'Energie devant l'immobilisme du Conseil de Ministres. Il semble que les Interexécutifs se réfugient dans une espèce de dialectique pour camoufler l'absence de politique énergétique commune.

M. De Block précise que la condition essentielle pour aboutir à une politique énergétique commune est de

B. Zitting van 20-24 januari 1964.**1. Betrekkingen tussen de E.E.G. en Israël.**

De heer Duvieusart vraagt, namens de christen-democratische fractie, dat de E.E.G.-commissie en de heer Rey in het bijzonder met al hun energie bij de Ministerraad zouden tussenbeide komen zodat een redelijke en billijke oplossing wordt gevonden voor dit vraagstuk.

Voor Israël is de totstandkoming van een overeenkomst met de E.E.G. van wezenlijk belang; aan de E.E.G. wordt geen enkel ondraaglijk offer gevraagd en de enige offers die haar worden gevraagd lonen de moeite.

2. Economisch beleid op halflange termijn.

De heer De Block noemt het initiatief dat de Uitvoerende Commissie heeft genomen uitstekend. Hij is evenwel van oordeel dat deze voorstellen ontoereikend zijn : zij vormen geen plan en evenmin een programma.

Anderzijds behoort te worden gezocht naar het middel om de privé-sector te betrekken bij de uitvoering van dit beleid.

3. Streekbeleid.

De heer Dehousse merkt op dat, aangezien iedere communautaire actie noodzakelijkerwijs invloed oefent op gewestelijk gebied, zij acht dient te slaan op de weerslag die zij op dat gebied dient te hebben.

Het streekbeleid van de Europese Gemeenschap moet streven naar een beter evenwicht.

Hier is een zeker evenwicht noodzakelijk, dat spreker opvat als een drieluik : Europese Statenbond, ongeacht de juridische aard ervan, Lid-Staten, streken, met een grotere centralisatie naar de Europese instellingen toe en een doorgedreven decentralisatie binnen de Lid-Staten, in het belang van de streken.

Spreker, die erom bezorgd is contacten tot stand te brengen met de eigenlijke plaatselijke besturen deelt mee dat hij samen met de heren Pedini en Janssens een amendement heeft ingediend op de bij het verslag gevoegde resolutie en waarbij wordt voorgesteld de voorlichtingscontacten tussen de Europese instellingen en de vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen van de Lid-Staten uit te breiden.

Dit amendement wordt door het Parlement aangenomen.

4. Energiebeleid voorgesteld in het memorandum van 25 juni 1962.

De heer Leemans, verslaggever, geeft uitdrukking aan de bezorgdheid van de Commissie voor de energie wegens de makheid van de Ministerraad. De Interexcutieven schijnen zich te verschuilen in een soort van dialectiek om het ontbreken van een gemeenschappelijk energiebeleid te verdoezelen.

De heer De Block preciseert dat de hoofdvoorwaarde om tot een gemeenschappelijk energiebeleid te komen

faire revivre l'interexécutif. L'orateur rappelle que huit fois déjà une résolution du Parlement européen préconisant une politique énergétique commune a été adoptée; le Conseil n'a cependant pas cru devoir en tenir compte.

5. *Evolution de la situation sociale dans la Communauté en 1962.*

M. Troclet, président de la commission sociale, souligne que le rapport constitue une sérieuse amélioration comparativement aux rapports antérieurs; la Commission exécutive entre dans la voie du jugement sur les interdictions sociales. D'autre part, une nette amélioration a été enregistrée dans les possibilités d'emploi au sein de la Communauté ainsi qu'une certaine réduction des écarts de législation entre les six pays.

L'orateur souligne ensuite le mécontentement de son groupe en ce qui concerne le retard apporté par le Conseil de Ministres dans l'élaboration des règlements sur la libre circulation des travailleurs, la réglementation relative aux travailleurs frontaliers et saisonniers, la situation faite aux stagiaires.

6. *Libre circulation des travailleurs.*

M. Troclet rappelle que les travailleurs représentent 90 ou 95 pour cent de la population de l'Europe, que l'intégration européenne est une œuvre humaine avant tout et que dès lors elle ne peut être valable que si elle se réalise dans l'intérêt de tous.

C. Session du 20-25 mars 1964.

A l'ouverture de la session 1964-1965, M. Duvieusart a été élu président du Parlement européen.

Dans la première allocution qu'il a prononcée, M. Duvieusart a fait acclamer le nom de Robert Schuman, « père de l'Europe », et a rendu hommage à l'activité accomplie par ses deux autres prédécesseurs, M. Furler et Martino, en vue de favoriser l'intégration de l'Europe dans tous les domaines.

Parlant de la double mission qui incombe au Parlement européen, mission à la fois européenne et démocratique, le Président déclare que le dynamisme du Parlement devait finalement avoir raison de l'inertie des gouvernements. Le Parlement n'a pas cessé et ne cessera pas de revendiquer des pouvoirs accrus et la possibilité d'exercer des responsabilités de plus en plus étendues. Il ne pourra être à la hauteur de sa tâche que s'il est élu au suffrage direct, l'élection directe constituant le « creuset réel d'une mentalité européenne profonde et vraie ».

1. *Rapport d'activité des Conseils.*

M. Leemans, au nom du groupe démocrate-chrétien, constate que la déclaration faite par le Président en

erin bestaat de Interexecutieve nieuw leven in te blazen. Spreker herinnert eraan dat het Europees Parlement reeds achtmaal een resolutie heeft aangenomen waarbij een gemeenschappelijk energiebeleid werd aangeprezen; de Raad heeft evenwel gemeend hiermee geen rekening te moeten houden.

5. *Evolutie van de sociale toestand in de Gemeenschap in 1962.*

De heer Troclet, voorzitter van de Sociale Commissie, wijst erop dat het verslag een ernstige verbetering is vergeleken met de vroegere verslagen en dat de Uitvoerende Commissie begint met het beoordelen van de sociale verbodsbepalingen. Anderzijds werd een aanzienlijke verbetering vastgesteld in de mogelijkheden van tewerkstelling in de Gemeenschap alsmede een zekere vermindering van de afwijkingen tussen de wetgeving in de zes landen.

Spreker vestigt vervolgens de aandacht op de ontevredenheid van zijn fractie wat betreft de vertraging waarmee de Ministerraad de verordeningen betreffende het vrije verkeer van werknemers opstelt, inzake de regeling betreffende grensarbeiders en seizoenarbeiders, en inzake de toestand van de stagiairs.

6. *Vrij verkeer van werknemers.*

De heer Troclet wijst erop dat de werknemers 90 tot 95 % vertegenwoordigen van de bevolking van Europa, dat de Europese integratie vooral een werk voor de mensen is en dat het slechts degelijk kan zijn indien het tot stand komt in het belang van allen.

C. Zitting van 20-25 maart 1964.

Bij de opening van de zitting 1964-1965 werd de heer Duvieusart gekozen tot voorzitter van het Europese Parlement.

In zijn eerste toespraak liet de heer Duvieusart de naam van Robert Schuman « Vader van Europa » toejuichen en bracht hij hulde aan de activiteit van zijn twee andere voorgangers, de heren Furler en Martino, met het oog op de bevordering van de integratie van Europa in alle domeinen.

Sprekend over de tweevoudige taak van het Europese Parlement namelijk een Europese en een democratische taak, verklaart de Voorzitter dat het dynamisme van het Parlement uiteindelijk de bovenhand zal halen over de inertie van de regeringen. Het Parlement heeft niet opgehouden en zal niet ophouden grotere bevoegdheden op te eisen alsmede de mogelijkheid hoe langer hoe grotere verantwoordelijkheden te nemen. Het zal slechts opgewassen zijn tegen zijn taak wanneer het wordt gekozen bij rechtstreekse verkiezingen aangezien de rechtstreekse verkiezing de « werkelijke smeltkroes is van een diepe en waarachtige Europese geestesgesteldheid ».

1. *Verslag van de activiteit van de Raden.*

De heer Leemans constateert, namens de christen-democratische fractie, dat de verklaring afgelegd door

exercice des Conseils a été peu explicite en ce qui concerne la fusion des exécutifs et les pouvoirs du Parlement européen.

Il aborde plusieurs problèmes et demande aux Conseils de donner des réponses claires.

M. Dehousse regrette que les relations entre le Conseil de Ministres et l'assemblée ne sont pas celles d'un gouvernement et d'un parlement.

Il examine ensuite le problème de la fusion des exécutifs et des Communautés. En ce qui concerne le nombre des membres de l'exécutif fusionné, l'orateur se prononce en faveur du chiffre quatorze ou quinze, chiffre qui permet de tenir compte du pluralisme des partis et du dualisme de certains pays.

M. Dehousse soulève alors la question du siège. Le groupe socialiste estime qu'il faut pour le moins consulter le Parlement européen quant au lieu de son siège. La conception la plus saine, la plus raisonnable, c'est que le Parlement exerce son autorité à l'endroit même où les exécutifs exercent les leurs. Ceci soulève évidemment la question des compensations, notamment au Luxembourg.

L'orateur examine ensuite l'extension des compétences du Parlement, le droit d'investiture des exécutifs, le droit de statuer sur leur maintien par un vote de confiance et le droit de ratification des traités conclus entre la Communauté et les pays tiers.

M. Dehousse plaide en faveur de l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel. Il combat le point de vue de M. Terrenoire, qui voudrait une représentation démographique, et se dit partisan de la représentation proportionnelle.

M. Dehousse déclare que le groupe socialiste unanime s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, même comme Etat associé, car l'Espagne est un pays, qui, non seulement n'est pas démocratique, mais est antidémocratique.

2. Situation économique de la C.E.E. en 1963 et les perspectives pour 1964.

M. Troclet déclare que la commission est satisfaite, aujourd'hui, des précisions données par M. Marjolin. Mais les organisations syndicales se plaignent à juste titre, de ne pas avoir été associées à l'élaboration d'une politique économique et sociale.

M. De Block remarque que la situation de chacun des six Pays est différente, ce qui pourrait avoir pour résultat d'affaiblir la construction de l'unité économique.

Malgré le chômage très réduit dans les pays de la Communauté, certaines régions sont réellement sous-développées.

de voorzitter in functie van de Raden weinig uitvoerig is geweest wat betreft de fusie van de Uitvoerende Organen en de bevoegdheden van het Europese Parlement.

Hij snijdt verscheidene vraagstukken aan en verzoekt de Raden om duidelijke antwoorden te geven.

De heer Dehousse betreurt het dat de betrekkingen tussen de Ministerraad en de Vergadering niet dezelfde zijn als tussen een regering en een parlement.

Hij onderzoekt vervolgens het probleem van de fusie van de Uitvoerende organen en van de Gemeenschappen. Wat betreft het aantal leden van de gefusioneerde Executieven verklaart spreker dat hij voorstander is van het cijfer 14 of 15, waardoor rekening kan worden gehouden met het pluralisme van de partijen en het dualisme van bepaalde landen.

De heer Dehousse brengt vervolgens de kwestie van de zetel te berde. De socialistische fractie is van oordeel dat men op zijn minst het Europese Parlement moet raadplegen wat zijn zetel betreft. De meest gezonde, de meest redelijke opvatting is dat het Parlement zijn gezag uitoefent op de plaats zelf waar de Uitvoerende organen hun gezag uitoefenen. Daardoor rijst natuurlijk het vraagstuk van de compensaties, onder meer in Luxemburg.

Spreker onderzoekt vervolgens de uitbreiding van de bevoegdheden van het Parlement, het investituurrecht van de Executieven, het recht om te beslissen over het behoud ervan door een vertrouwensvotum en het recht tot bekrachtiging van de verdragen gesloten tussen de Gemeenschap en de derdelanden.

De h. Dehousse breekt een lans voor de verkiezing van de leden van het Europese Parlement bij algemeen stemrecht. Hij bestrijdt het standpunt van de h. Terrenoire, die een demografische vertegenwoordiging verlangt en hij verklaart dat hij voorstander is van de evenredige vertegenwoordiging.

De h. Dehousse deelt mee dat de eensgezinde socialistische fractie zich verzet tegen de toetreding van Spanje tot de Gemeenschap, zelfs als geassocieerde Staat, want Spanje is een land dat niet alleen niet democratisch is, maar zelfs anti-democratisch.

2. Economische toestand van de E.E.G. in 1963 en de vooruitzichten voor 1964.

De h. Troclet verklaart dat de Commissie thans tevreden is over de inlichtingen welke de h. Marjolin heeft verstrekt, maar dat de vakverenigingen er terecht over klagen dat zij niet altijd werden betrokken bij het opstellen van een economisch en sociaal beleid.

De h. De Block merkt op dat de toestand van ieder van de zes landen verschillend is, hetgeen tot resultaat zou kunnen hebben dat de opbouw van de economische eenheid wordt verzwakt.

Ondanks de zeer beperkte werkloosheid in de landen van de Gemeenschap, zijn bepaalde streken werkelijk onderontwikkeld.

En ce qui concerne l'inflation, l'orateur souligne qu'il y a intérêt à informer le public sur les dangers qu'elle comporte. Il conteste que les tendances inflatoires soient dues à une hausse des salaires plus rapide que celle de la productivité.

M. De Block, en conclusion de son intervention, estime que le Parlement européen doit encourager la C.E.E., mais que celle-ci doit trouver un système où l'économie est organisée sans que soit portée atteinte aux libertés spirituelles.

3. *Sécurité dans les mines de houille.*

M. Troclet, au nom du groupe socialiste, rappelle les circonstances pénibles qui ont provoqué et l'action parlementaire et certains progrès en matière sociale.

Dans l'état actuel des choses, les gouvernements conservent les responsabilités de fait, mais cela n'empêche pas de développer une coopération européenne en accordant à des organes européens une autorité plus grande.

1. *Sécurité dans les mines.*

M. De Block et M. Troclet, cosignataire de la proposition de résolution, demandent la discussion d'urgence, de la proposition de résolution tendant à donner à l'Organe permanent les mêmes compétences pour les mines de fer que celles qu'il détient déjà pour les mines de charbon.

5. *Politique sociale dans l'agriculture.*

M. Troclet, président, souligne la complexité du problème. Les structures agricoles sont très différentes. Elles vont du salarié au travailleur indépendant petit en passant par le travailleur indépendant moyen, le métayer, les aides familiaux.

M. Troclet conclut en félicitant la Commission exécutive de son programme, qui contribuera à l'élévation du niveau social des travailleurs agricoles.

D. *Session du 11-14 mai 1964.*

1. *Demande de levée de l'immunité parlementaire de deux membres du Parlement européen.*

M. Dehousse attire l'attention du Parlement sur le fait que la décision qu'il est amené à prendre est de nature à constituer un précédent.

L'orateur souligne que la Cour de Justice des Communautés européennes a été saisie, non pas du fond de l'affaire, mais, préjudiciellement, d'une demande en interprétation, en vertu d'une faculté que comportent les traités. Cette demande en interprétation porte essentiellement sur le sens du mot « session ».

Le groupe socialiste ayant étudié la question, pense qu'on ne peut considérer les parties de session comme équivalant à des sessions proprement dites au sens des traités et du règlement et adopte une interprétation en vertu de laquelle une session au Parlement

Wat de inflatie betreft onderstreept spreker dat men er belang bij heeft het publiek voor te lichten omtrent de gevaren ervan. Hij betwist dat de inflatietendensen zouden te wijten zijn aan een snellere stijging van de lonen dan van de produktiviteit.

Tot besluit van zijn betoog is de h. De Block van oordeel dat het Europese Parlement de E.E.G. moet aanmoedigen maar dat de laatstgenoemde een stelsel moet vinden waarin de economie wordt georganiseerd zonder dat de geestelijke vrijheden met de voeten worden getreden.

3. *Veiligheid in de steenkolenmijnen.*

De h. Troclet herinnert, namens de socialistische fractie, aan de pijnlijke omstandigheden die aanleiding hebben gegeven tot de actie van het Parlement en tot sommige sociale verbeteringen.

In de huidige stand van zaken behouden de regeringen de feitelijke verantwoordelijkheden, maar dat belet niet een Europese samenwerking te ontwikkelen door aan Europese organen een groter gezag toe te kennen.

4. *Veiligheid in de steenkolenmijnen.*

De h. De Block en de h. Troclet, medeondertekenaars van de voorstel-resolutie, vragen de dringende behandeling van de voorstel-resolutie ertoe strekkend het Vast Orgaan dezelfde bevoegdheden te verlenen voor de ijzermijnen als die welke het reeds bezit voor de steenkolenmijnen.

5. *Sociaal beleid in de landbouw.*

De h. Troclet, voorzitter, zet uiteen hoe ingewikkeld het probleem is. De structuren van de landbouw zijn zeer verschillend. Wij hebben hier te maken met loontrekkenden, met kleine zelfstandigen, met gemiddelde zelfstandigen, pachters en gezinskrachten.

Tot besluit wenst de h. Troclet de Uitvoerende Commissie geluk voor haar programma dat zal bijdragen tot de verheffing van het sociaal niveau van de landarbeiders.

D. *Zitting van 11-14 mei 1964.*

1. *Verzoek tot opheffing van de parlementaire onschendbaarheid van twee leden van het Europese Parlement.*

De h. Dehousse vestigt de aandacht van het Parlement op het feit dat de beslissing welke het dient te nemen een precedent kan scheppen.

Spreker wijst erop dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen kennis moet nemen, niet van de grond van de zaak, maar prejudicieel, van een verzoek tot interpretatie, krachtens een recht dat is neergelegd in de verdragen. Dit verzoek tot interpretatie heeft hoofdzakelijk betrekking op de betekenis van het woord « zitting ».

De socialistische fractie die de kwestie heeft bestudeerd, is van oordeel dat men de zittinggedeelten niet gelijkwaardig kan achten met eigenlijke zittingen in de zin van de verdragen en van het reglement en zij neemt een interpretatie aan krachtens welke een zit-

européen commence le deuxième lundi de mars et se termine le premier mars de l'année suivante.

En conséquence, M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, demande l'ajournement du débat, en vertu de l'article 32 du Règlement.

M. Duvieusart, Président du Parlement européen, répondant à M. Poher qui craignait que le Parlement ne parût empiéter sur la compétence du pouvoir judiciaire de la Cour, estime que cette crainte n'est pas fondée.

2. Renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen.

M. Leemans, au nom du groupe démocrate-chrétien, souligne qu'il importe que le Parlement procède avec le plus grand soin à l'examen des budgets.

A son sens, il ne convient pas, en ce moment, d'adopter des attitudes « maximalistes » qui sont certes compréhensibles, mais inopportunes.

Dans la discussion de la proposition de résolution, M. Leemans se rallie à la proposition du rapporteur tendant à adopter l'amendement présenté par M. Aigner.

3. Rapport à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'activité du Parlement européen du 1^{er} mai 1963 au 30 avril 1964.

M. Dehousse, rapporteur, précise que son rapport n'est en réalité qu'un bilan d'activité qui ne contient pas de proposition de résolution.

Le thème choisi est le suivant : la Communauté économique européenne, facteur du commerce mondial.

4. Article 119 du Traité.

M. Troclet, président de la commission sociale, estime que les progrès réalisés en la matière sont insuffisants et qu'il convient de trouver les moyens de forcer éventuellement les partenaires sociaux à se mettre d'accord sur l'égalisation des rémunérations.

M. Troclet se montre moins optimiste que le rapporteur; il doute que la dernière étape vers l'égalisation puisse être réellement franchie au 31 décembre 1964.

5. Chapitres sociaux du rapport « La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier de 1952 à 1962 — Les dix premières années d'une intégration partielle : résultats, limites et perspectives ».

M. Troclet, président de la commission sociale, remercie la Haute Autorité et l'invite à être très attentive au problème de la fusion des exécutifs. La Haute Autorité, ou l'organisme exécutif futur, ne doit pas perdre une partie des prérogatives qui ont permis de mener à bien un programme social.

ting in het Europese Parlement begint de tweede maandag van maart en eindigt de eerste maart van het volgende jaar.

Namens de socialistische fractie vraagt de h. Dehousse derhalve de beraadslaging op te schorten krachtens artikel 32 van het Reglement.

De h. Duvieusart, Voorzitter van het Europese Parlement, antwoordt aan de h. Poher die vreesde dat het Parlement afbreuk leek te doen aan de bevoegdheid van de rechterlijke macht van het Hof en hij meent dat deze vrees ongegrond is.

2. Versterking van de begrotingsbevoegdheden van het Europese Parlement.

De h. Leemans onderstreept, namens de christen-democratische fractie, dat het Parlement het onderzoek van de begrotingen met de grootste zorg dient ter harte te nemen.

Naar zijn oordeel is het thans niet geraten « maximalistische » houdingen aan te nemen die wel te begrijpen zijn maar niet wenselijk.

Tijdens de bespreking over de voorstel-resolutie verenigt de h. Leemans zich met het voorstel van de verslaggever om het door de h. Aigner ingediende amendement goed te keuren.

3. Verslag aan de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa over de activiteit van het Europese Parlement van 1 mei 1963 tot 30 april 1964.

De h. Dehousse, verslaggever, verklaart dat zijn verslag in werkelijkheid slechts een activiteitsbalans is die geen voorstel-resolutie bevat.

Het gekozen thema is het volgende : de Europese economische Gemeenschap, factor van de wereldhandel.

4. Artikel 119 van het Verdrag.

De h. Troclet, voorzitter van de Sociale Commissie, is van oordeel dat de vooruitgang, die op sociaal gebied werd geboekt, onvoldoende is en dat er middelen moeten worden gevonden om de sociale partners eventueel te dwingen tot overeenstemming te komen over de gelijke beloning.

Hij is minder optimistisch dan de verslaggever en twijfelt eraan of de laatste etappe naar de gelijkschaking werkelijk op 1 december 1964 kan worden afgelegd.

5. Sociale hoofdstukken van het verslag « De Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal van 1952 tot 1962 — De eerste tien jaren van een gedeeltelijke integratie, resultaten, grenzen en vooruitzichten ».

De h. Troclet, voorzitter van de Sociale Commissie, dankt de Hoge Autoriteit en verzoekt haar grote aandacht te besteden aan het probleem van de fusie van de Executieven. De Hoge Autoriteit, of het toekomstig uitvoerend orgaan, mag niet een gedeelte van de prerogatieven verliezen die het hebben mogelijk gemaakt een sociaal programma af te werken.

6. *Création d'une Université européenne.*

M. De Block souligne que si aucune réalisation n'a encore été enregistrée, il existe cependant une disposition d'esprit favorable. Une des causes profondes de l'échec constaté réside, de l'avis de l'orateur, dans le fait que les préoccupations nationalistes sont encore trop fortes.

M. De Block rappelle l'opinion qu'il a émise antérieurement, que toutes les universités existant dans la Communauté devraient avoir le même statut et être « européennes ».

7. *Politique énergétique dans la Communauté.*

M. Leemans, rapporteur, déclare que la commission de l'énergie estime qu'il n'est pas encore possible de se rendre compte des intentions réelles contenues dans le protocole d'accord, intervenu le 21 avril 1964 à Luxembourg, entre les Exécutifs et les gouvernements des Six concernant la coordination des politiques énergétiques. Il convient, dès lors, d'adopter une attitude réservée, quitte à porter un jugement au moment où ces intentions s'inscriront dans les faits.

E. Session du 15-19 juin 1964.

Le 17 juin, à la reprise de la session, M. Duvieusart, président du Parlement européen, remercie les représentants allemands de participer aux travaux de l'Assemblée en ce jour anniversaire du soulèvement de la population de Berlin-Est et de la zone d'occupation soviétique contre la servitude et la dictature.

Le président déclare qu'en ce jour qui commémore l'unité allemande et le droit du peuple allemand tout entier à l'autodétermination, les travaux auxquels se livre le Parlement européen pour l'édification de l'Europe doivent refléter toute la sympathie qu'il porte à la destinée du peuple allemand.

1. *Demande de levée de l'immunité de deux membres du Parlement européen.*

M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, s'oppose à l'adoption de la proposition de la commission juridique tendant à donner suite à la demande de levée d'immunité.

Il fait remarquer, d'autre part, que le Parlement luxembourgeois a refusé de lever l'immunité des deux membres et que, dans l'arrêt qu'elle a rendu le 12 mai dernier, la Cour de Justice de Luxembourg a interprété la notion de session dans le sens le plus large, contrairement à l'avis qui avait été exprimé au cours des débats par l'avocat général Lagrange.

2. *Conversations de la Commission avec le gouvernement espagnol.*

M. Dehousse dit que selon certaines informations, le Conseil de la C.E.E. a répondu au gouvernement

6. *Oprichting van een Europese Universiteit.*

De h. De Block onderstreept dat, ofschoon totnogtoe niets werd tot stand gebracht, er evenwel een gunstiger geestesgesteldheid bestaat. Een van de diepe oorzaken van de vastgestelde mislukking ligt, naar zijn oordeel, in het feit dat de nationalistische betrachtingen nog te sterk zijn.

De h. De Block herinnert aan de opvatting die hij reeds vroeger heeft te kennen gegeven, namelijk dat de universiteiten die in Gemeenschap bestaan, alle hetzelfde statuut zouden moeten hebben en « Europees » zouden moeten zijn.

7. *Energiebeleid in de Gemeenschap.*

De h. Leemans, verslaggever, verklaart dat de Commissie voor de Energie van oordeel is dat het nog niet mogelijk is zich rekenschap te geven van de werkelijke bedoelingen vervat in het protocol van overeenkomst dat op 21 april 1964 te Luxemburg is goedgekeurd, tussen de Executieven en de regeringen van de Zes met betrekking tot de coördinatie van het energiebeleid. Men dient dan ook een gereserveerde houding aan te nemen, in de bereidheid een oordeel te vellen op het tijdstip waarop deze bedoelingen in de feiten zullen worden omgezet.

E. Zitting van 15-19 juni 1964.

Op 17 juni, bij de hervatting van de zitting, dankt de h. Duvieusart, voorzitter van het Europese Parlement, de Duitse vertegenwoordigers voor hun deelneming aan de werkzaamheden van de Vergadering op de verjaardag van de opstand van de bevolking van Oost-Berlijn en van de Sovjet-bezettingszone tegen de verknechting en de dictatuur.

De Voorzitter verklaart dat, op deze dag waarop de Duitse eenheid en het recht van het gehele Duitse volk op zelfbeschikking wordt herdacht, de werkzaamheden van het Europese parlement voor de opbouw van Europa een weerspiegeling moeten zijn van de grote sympathie die het Parlement koestert ten aanzien van de lotsbestemming van het Duitse volk.

1. *Verzoek tot opheffing van de onschendbaarheid van twee leden van het Europese Parlement.*

De h. Dehousse verzet zich, namens de socialistische fractie, tegen de aanneming van het voorstel van de juridische commissie ertoe strekkend het verzoek tot opheffing van de onschendbaarheid in te willigen.

Hij wijst er anderzijds op dat het Luxemburgse parlement geweigerd heeft de onschendbaarheid van de twee leden op te heffen en dat het Hof van Justitie van Luxemburg, in zijn arrest van 12 mei jl., het begrip « zitting » in de ruimste zin geïnterpreteerd heeft, in strijd met de opvatting die in de loop van de debatten werd te kennen gegeven door advocaat-generaal Lagrange.

2. *Bespreking van de Commissie met de Spaanse regering.*

De h. Dehousse zegt dat de Raad van de E.E.G., volgens bepaalde inlichtingen, aan de Spaanse regering

espagnol qu'il avait chargé la Commission de la C.E.E. d'ouvrir des conversations avec lui, en vue d'examiner les problèmes économiques posés à l'Espagne par le développement de la C.E.E. et d'y rechercher des solutions.

M. Dehousse demande à la Commission de la C.E.E. d'indiquer au Parlement européen quelle est la portée de son mandat.

Les raisons de l'attitude du groupe socialiste sont de deux ordres : en premier lieu, le caractère antidémocratique du régime actuel en Espagne, ensuite, la non-existence dans ce pays d'un certain nombre de libertés fondamentales sans lesquelles le fonctionnement des Communautés n'est même pas pensable.

Après avoir entendu la réponse donnée par M. Rey, membre de la Commission de la C.E.E., M. Dehousse déclare ne pas être satisfait de cette réponse. Il admet certes que le Conseil a élaboré le communiqué du 2 juin, mais le Conseil a donné un mandat à la Commission qui l'a accepté. Elle doit donc savoir exactement ce qu'elle a accepté et en quoi consiste ce mandat.

3. XII^e Rapport d'activité de la C.E.C.A.

M. De Block déclare qu'au point de vue social la C.E.C.A. peut présenter un beau bilan : elle a compris que l'homme passe avant la technique. L'orateur salue tout particulièrement l'initiative prise par la C.E.C.A. en ce qui concerne la construction des habitations ouvrières.

En ce qui concerne le secteur acier, M. De Block déclare que le relèvement des droits à 9 % est manifestement une mesure protectionniste et demande que la Haute Autorité explique pourquoi elle adopte une attitude différente pour les deux produits de base, acier et charbon. La solution doit être trouvée dans une amélioration constante des produits communautaires et celle-ci ne peut être que le fruit de recherches.

M. Leemans ne voit pas l'utilité d'une enquête sur la fusion des Exécutifs et des Communautés. Il intervient également au sujet du droit du Parlement d'entendre les entreprises et les organisations.

1. Annexes budgétaires au XII^e rapport d'activité de la C.E.C.A.

M. De Block considère que les efforts de la Haute Autorité doivent être accrus. Il faut que le Parlement européen fasse un choix entre une politique de maintien et une politique orientée vers l'avenir. Le groupe socialiste s'est prononcé pour un progrès rapide, il aimerait que pour le prochain exercice, la Haute Autorité fasse preuve de plus d'audace.

5. Instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par chemin de fer, par route et par voie navigable.

M. De Block justifie son vote sur la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport.

geantwoord heeft dat hij de E.E.G.-Commissie ermede belast had besprekingen met haar te openen ten einde de economische problemen, die voor Spanje rijzen als gevolg van de ontwikkeling van de E.E.G. te bestuderen en er oplossingen voor te zoeken.

De h. Dehousse verzoekt de E.E.G.-Commissie om het Europese Parlement de draagwijdte van haar opdracht uiteen te zetten.

Er zijn tweeërlei redenen voor de houding van de socialistische fractie : in de eerste plaats de antidemocratische aard van het huidige regime in Spanje en vervolgens het feit dat er in dat land een bepaald aantal fundamentele vrijheden niet bestaan, zonder welke de werking van de Gemeenschappen zelfs niet denkbaar is.

Nadat de h. Dehousse het antwoord van de h. Rey, lid van de E.E.G.-Commissie heeft gehoord, verklaart hij dat dit antwoord hem niet voldoan heeft. Wel geeft hij toe dat de Raad het communiqué van 2 juni heeft opgesteld, maar de Raad heeft aan de Commissie een opdracht gegeven die zij aanvaard heeft. Zij moet dus juist weten wat zij aanvaard heeft en waarin die opdracht bestaat.

3. XII^e activiteitsverslag van de E.G.K.S.

De h. De Block verklaart dat de E.G.K.S., sociaal gezien, een mooie balans kan voorleggen : zij heeft begrepen dat de mens vóór de techniek gaat. Spreker prijst in het bijzonder het initiatief van de E.G.-K.S. wat betreft het bouwen van arbeiderswoningen.

Met betrekking tot de staalsector zegt de h. De Block dat de verhoging van de rechten met 9 % kennelijk een protectionistische maatregel is en hij vraagt dat de Hoge Autoriteit zou uitleggen waarom zij een verschillende houding aanneemt voor de twee basisprodukten, staal en steenkolen. De oplossing moet worden gevonden in een voortdurende verbetering van de communautaire produkten en die verbetering kan slechts de vrucht zijn van het wetenschappelijk onderzoek.

De h. Leemans ziet het nut niet in van een onderzoek over de fusie van de Executieven en van de Gemeenschappen. Hij neemt eveneens het woord in verband met het recht van het Parlement om de ondernemingen en de organisaties te horen.

4. Begrotingsbijlagen bij het XII^e activiteitsverslag van de E.G.K.S.

De h. De Block is van oordeel dat de Hoge Autoriteit nog meer inspanningen moet leveren. Het Europese Parlement moet kiezen tussen een behoudspolitiek en een politiek gericht op de toekomst. De socialistische fractie heeft zich uitgesproken voor een snelle vooruitgang en zij verlangt dat de Hoge Autoriteit voor het eerstkomend dienstjaar nog meer durf aan de dag legt.

5. Invoering van een stelsel van margetarieven toepasselijk op het vervoer van goederen per spoorweg, over de weg en te water.

De h. De Block verantwoordt zijn stemming over de voorstel-resolutie die werd ingediend tot besluit van het verslag.

F. Session du 22-24 septembre 1964.

1. *Question orale concernant la démocratisation de la C.E.E.*

M. Duvieusart, président du Parlement, précise que c'est l'Assemblée qui établit son ordre du jour, soit en approuvant les propositions du Bureau élargi, soit en les modifiant, suivant de nouvelles propositions.

M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, explique les raisons pour lesquelles il demande le maintien à l'ordre du jour de la question orale. Il précise qu'il ne connaît pas un seul cas où une proposition d'un groupe politique n'ait été acceptée.

N'y aurait-il pas une contradiction, demande-t-il, entre la revendication du Parlement pour une extension de ses pouvoirs et de ses compétences et le fait de refuser un débat sur une question orale concernant la démocratisation des Communautés européennes ?

M. Dehousse remarque que dans l'article 46 du règlement il n'est nullement question de la forme ni même du contenu de la question orale.

A la demande du groupe socialiste, il est procédé, par appel nominal, au vote sur la proposition du groupe socialiste tendant au maintien à l'ordre du jour de la question orale de Mme Strobel. Cette proposition a été rejetée par 57 voix contre 30.

Se sont prononcés en faveur de la proposition : MM. Dehousse, Duvieusart et Troclet.

Se sont prononcés contre la proposition : MM. De Smet, Hougardy et Leemans.

2. *Implantation des institutions communautaires.*

M. Dehousse précise que la lettre des Traités confie à un organisme non communautaire — une conférence diplomatique des six Gouvernements — le soin de fixer à l'unanimité le siège des Communautés. Si le siège du Parlement était fixé par les six gouvernements, sans que l'avis de l'Assemblée ait été recueilli au préalable, ce serait là une atteinte très grave portée au prestige et à la dignité de l'Assemblée.

M. Duvieusart, président du Parlement, confirme les raisons pour lesquelles les représentants du Gouvernement allemand ont eu avec lui une communication téléphonique : ils n'ont pu utiliser d'autre moyen d'avoir une conversation rapide et franche.

A la demande du groupe socialiste, il est procédé, par appel nominal, au vote sur sa proposition tendant à l'inscription à l'ordre du jour du rapport.

Le Parlement s'oppose à la discussion du rapport sur le siège et rejette la proposition par 54 voix contre 30 et 2 abstentions.

Se sont prononcés en faveur de la proposition : MM. Dehousse et Troclet.

Se sont prononcés contre la proposition : MM. De Smet, Duvieusart et Leemans.

F. Zitting van 22-24 september 1964.

1. *Mondelinge vraag over de democratisering van de E.E.G.*

De h. Duvieusart, voorzitter van het Parlement, wijst erop dat het de Vergadering is die haar agenda vaststelt, hetzij door de voorstellen van het Verruimd Bureau goed te keuren, hetzij door ze te wijzigen, volgens nieuwe voorstellen.

De h. Dehousse zet, namens de socialistische fractie, de redenen uiteen waarom hij om de handhaving van de mondelinge vraag op de agenda verzoekt. Hij verklaart dat hij geen enkel geval kent waarin een voorstel van een politieke fractie niet werd aangenomen.

Zou er geen tegenstrijdigheid bestaan, zo vraagt hij, tussen de eis van het Parlement voor een uitbreiding van zijn machten en bevoegdheden en het weigeren van een debat over een mondelinge vraag betreffende de democratisering van de Europese Gemeenschappen.

De h. Dehousse merkt op dat er in artikel 46 van het Reglement helemaal geen sprake is van de vorm noch zelfs van de inhoud van de mondelinge vraag.

Op verzoek van de socialistische fractie wordt, bij naamstemming, overgegaan tot de stemming over het voorstel van de socialistische fractie om de mondelinge vraag van Mevr. Strobel, niet van de agenda af te voeren. Dit voorstel wordt met 57 tegen 30 stemmen verworpen.

Voor stemden : de hh. Dehousse, Duvieusart en Troclet.

Tegen stemden : de hh. De Smet, Hougardy en Leemans.

2. *Vestiging van de communautaire instellingen.*

De h. Dehousse vestigt er de aandacht op dat de letter van de verdragen aan een niet-communautair orgaan — een diplomatieke conferentie van de zes regeringen — de zorg opdraagt om eensgezind de zetel van de gemeenschappen vast te stellen. Indien de zetel van het Parlement door de zes regeringen werd vastgesteld, zonder dat vooraf het advies van de Vergadering zou worden ingewonnen, dan zou zulks erop neerkomen zeer erg afbreuk te doen aan het prestige en de waardigheid van de Vergadering.

De h. Duvieusart, voorzitter van het Parlement, bevestigt de redenen die de vertegenwoordigers van de Duitse regering hadden om met hem een telefoongesprek te voeren : zij beschikten over geen ander middel om een snel en vrijmoedig gesprek te voeren.

Op verzoek van de socialistische fractie wordt, bij naamstemming, overgegaan tot de stemming over het voorstel betreffende de vermelding van het verslag op de agenda.

Het Parlement verzet zich tegen de bespreking van het verslag over de zetel en verworpt het voorstel met 54 tegen 30 stemmen bij 2 onthoudingen.

Voor stemden : de hh. Dehousse en Troclet.

Stemden tegen : de hh. De Smet, Duvieusart en Leemans.

3. Problèmes budgétaires et administratifs posés par la fusion des Exécutifs et éventuellement des Communautés.

M. Leemans, rapporteur, rappelle que la question de la fusion des Exécutifs a été soulevée en 1960 à la suite d'un rapport de M. Maurice Faure. Depuis, il a toujours été entendu que cette fusion ne pourrait porter atteinte ni aux attributions des Exécutifs, ni à l'équilibre des compétences. D'autre part, souligne le rapporteur, la fusion ne peut modifier le statut du personnel dans un sens préjudiciable à celui-ci.

M. Leemans met aussi l'accent sur la nécessité du contrôle parlementaire, soulignée antérieurement dans un rapport de M. Vals.

4. Exposé de M. Marjolin, sur l'exécution des recommandations adressées aux Etats membres, en vue de rétablir l'équilibre économique interne et externe de la Communauté.

M. Duvieusart, président du Parlement européen, remercie M. Marjolin de son exposé et rend hommage au courage, à l'esprit d'indépendance et à la lucidité du vice-président de la C.E.E.

5. Politique énergétique considérée sous l'angle de la fusion prochaine des Exécutifs européens.

M. Dehousse note avec un intérêt particulier le texte du paragraphe 4 de la proposition de résolution et rappelle que le groupe socialiste a toujours été favorable à l'idée non seulement de la fusion des trois Exécutifs, mais de leur implantation en un lieu unique.

G. Session du 19-23 octobre 1964.

1. Implantation des institutions communautaires.

Le groupe socialiste ayant demandé, au cours de la séance du 20 octobre, le vote par appel nominal sur l'inscription du rapport à l'ordre du jour de la séance du lendemain, le Parlement rejette cette proposition par 57 voix contre 33 et 2 abstentions.

Les sénateurs De Block, Dehousse et Troclet se sont prononcés en faveur de la proposition du groupe socialiste.

MM. Duvieusart et Leemans se sont prononcés contre la proposition.

2. Implantation des institutions communautaires.

M. Duvieusart, président du Parlement européen, attire l'attention sur la façon dont se pose le problème. Le Parlement a émis le vœu d'être consulté. Le Conseil de Ministres a répondu que la consultation sur cette matière n'était pas prévue, mais qu'il acceptait la conversation avec certains organes du Parlement, le Bureau élargi, complété par le Bureau de la commission politique.

3. Budgettaire en administratieve problemen die rijzen ingevolge de fusie van de Executieven en eventueel van de Gemeenschappen.

De h. Leemans, verslaggever, herinnert eraan dat de kwestie van de fusie der Executieven in 1960 werd opgeworpen als gevolg van een verslag van de h. Maurice Faure. Sedertdien is men het er altijd over eens geweest dat deze fusie geen afbreuk mag doen aan de bevoegdheden van de Uitvoerende Organen, noch aan het evenwicht van de bevoegdheden. Anderzijds onderstreept de verslaggever dat de fusie het statuut van het personeel niet in ongunstige zin mag wijzigen.

De h. Leemans legt ook de nadruk op de noodzaak van de parlementaire controle, waarop reeds vroeger werd gewezen in een verslag van de h. Vals.

4. Uiteenzetting van de h. Marjolin over de uitvoering van de aanbevelingen gericht tot de lid-staten, met het oog op het herstellen van het economisch evenwicht binnen en buiten de Gemeenschap.

De h. Duvieusart, voorzitter van het Europese Parlement, dankt de h. Marjolin voor zijn betoog en brengt hulde aan de moed, aan de geest van onafhankelijkheid en aan het helder inzicht van de Vice-Voorzitter van de E.E.G.

5. Energiebeleid beschouwd uit het oogpunt van de aanstaande fusie van de Europese Executieven.

De h. Dehousse neemt met bijzondere belangstelling nota van de tekst van § 4 van de voorstel-resolutie en merkt op dat de socialistische fractie steeds gunstig gestemd was tegenover het plan niet alleen van de fusie van de drie Executieven, maar ook van hun vestiging op één enkele plaats.

G. Zitting van 19-23 oktober 1964.

1. Vestiging van de communautaire instellingen.

Nadat de socialistische fractie tijdens de vergadering van 20 oktober de naamstemming had gevraagd betreffende de vermelding van het verslag op de agenda van de vergadering van de volgende dag, verwerpt het Parlement dit voorstel met 57 stemmen tegen 33 stemmen, bij 2 onthoudingen.

De senatoren De Block, Dehousse en Troclet hebben zich uitgesproken ten gunste van het voorstel van de socialistische fractie.

De hh. Duvieusart en Leemans hebben zich uitgesproken tegen het voorstel.

2. Vestiging van de communautaire instellingen.

De h. Duvieusart, voorzitter van het Europese Parlement, vestigt de aandacht op de wijze waarop het vraagstuk zich voordoet. Het Parlement heeft het verlangen te kennen gegeven te worden geraadpleegd. De Ministerraad heeft geantwoord dat het overleg over deze materie niet voorzien was, maar dat hij aanvaarde hierover een gesprek te voeren met bepaalde organen van het Parlement, het verruimd bureau, aangevuld met het bureau van de politieke commissie.

Des contacts ont déjà eu lieu avec le représentant du Conseil de Ministres et le Président espère que pour le 16 novembre le Conseil de Ministres aura donné à ses projets une certaine précision.

3. Question orale concernant la démocratisation de la Communauté européenne.

M. Dehousse note avec satisfaction que l'Exécutif de la C.E.E. approuve la thèse socialiste de la consultation préalable du Parlement européen à propos de son siège. Il regrette de ne pouvoir donner son adhésion à la thèse de M. Hallstein qui prévoit un Exécutif fusionné composé de neuf membres et défend le point de vue que l'Exécutif devrait compter un nombre de membres plus important ainsi qu'un membre coopté, qui jouirait de toute la confiance du monde syndical.

En ce qui concerne la question de la majorité qualifiée, l'orateur croit qu'il n'y a qu'un seul point de vue à soutenir : le respect des traités. Or, les traités ont établi consciencieusement et consciemment une procédure qui libéralise progressivement la règle de l'unanimité jusqu'à lui substituer un jour une procédure de vote à la majorité qualifiée.

Enfin, M. Dehousse critique l'attitude de la France qui menace de se retirer de la Communauté européenne si la politique agricole commune ne devenait bientôt une réalité. Il estime qu'il est inadmissible qu'une attitude même légitime soit présentée et défendue de telle façon.

M. Duvieusart, président du Parlement européen, déclare que la pratique des questions avec débat a été remise à l'étude avec l'accord d'ailleurs du groupe socialiste.

4. Activité de la C.E.E.

M. Dehousse examine les problèmes culturels, les problèmes de l'économie régionale et les problèmes de l'union politique. L'orateur souligne la nécessité de créer d'urgence l'université européenne et d'arriver à l'équivalence des diplômes.

En ce qui concerne la politique régionale, l'orateur constate qu'il ne peut y avoir de planification communautaire sans une organisation armée des pouvoirs et des instruments nécessaires.

Il demande à connaître les suites qui ont été données à la résolution adoptée par le Parlement en début d'année.

Pour ce qui est de l'unification politique de l'Europe, l'orateur estime qu'on assiste en ce moment à un « dégel » dans les négociations, provoqué par les récentes propositions qui ont été émises, notamment par le ministre belge des Affaires étrangères, M. Spaak.

L'orateur enregistre la disparition du préalable britannique. Il souligne qu'on n'en continue pas moins à souhaiter la participation de la Grande-Bretagne. D'autre part, la clause de révision des traités était, elle

Er werd reeds contact opgenomen met de vertegenwoordiger van de Ministerraad en de Voorzitter hoopt dat de Ministerraad tegen 16 november zijn projecten zal verduidelijkt hebben.

3. Mondelinge vraag betreffende de democratisering van de Europese Gemeenschap.

De h. Dehousse noteert met voldoening dat de Executieve van de E.E.G. het socialistisch standpunt van voorafgaand overleg met het Europees Parlement in verband met zijn zetel goedkeurt. Hij betreurt zijn instemming niet te kunnen betuigen met de thesis van de h. Hallstein die een gefusioneerde Executive wil, bestaande uit negen leden en hij verdedigt het standpunt dat de Executieve een belangrijker aantal leden zou moeten tellen en dat er een gecoöpteerd lid zou worden in opgenomen die het volle vertrouwen van de vakbondskringen geniet.

Wat betreft de kwestie van de gekwalificeerde meerderheid gelooft spreker dat er slechts één standpunt kan worden verdedigd, nl. de naleving van de verdragen. De verdragen nu hebben nauwgezet en doelbewust een procedure ingevoerd die de regel van de eenstemmigheid geleidelijk versoepelt om er ten slotte de gekwalificeerde meerderheid voor in de plaats te stellen.

De h. Dehousse becritiseert voorts de houding van Frankrijk dat dreigt zich terug te trekken uit de Europese Gemeenschap indien het gemeenschappelijk landbouwbeleid niet spoedig een werkelijkheid zou worden. Hij is van oordeel dat het onaanvaardbaar is dat een zelfs gewettigde houding op die manier wordt voorgesteld en verdedigd.

De h. Duvieusart, Voorzitter van het Europese Parlement, verklaart dat de kwestie van de vragen met debat opnieuw in studie werd genomen, trouwens met de instemming van de socialistische fractie.

4. Activiteit van de E.E.G.

De h. Dehousse onderzoekt de culturele problemen, de vraagstukken van de streekconomie en de kwestie van de politieke unie. Spreker onderstreept de noodzaak dringend de Europese universiteit op te richten en te komen tot de gelijkwaardigheid van de diploma's.

Wat het streekbeleid betreft, stelt hij vast dat er geen communautaire planning kan bestaan zonder een organisatie die beschikt over de noodzakelijke bevoegdheden en instrumenten.

Hij verlangt te weten welk gevolg werd gegeven aan de resolutie die het Parlement in het begin van het jaar heeft aangenomen.

In verband met de politieke eenmaking van Europa is spreker van oordeel dat op dit ogenblik een « dooi » is ingetreden in de onderhandelingen, als gevolg van de recente voorstellen die werden naar voren gebracht o.m. door de heer Spaak, Belgisch Minister van Buitenlandse Zaken.

Hij neemt er nota van dat de voorafgaande voorwaarden van Brittannië zijn weggevallen. Hij onderstreept dat men nochtans de deelneming van Groot-Brittannië blijft verlangen. Anderzijds was ook de

aussi, une pierre d'achoppement. Les tenants de la supranationalité désiraient cette clause de revision.

M. Dehousse est d'accord pour compléter la Commission dite « des sages » par un secrétariat permanent. L'orateur conclut son intervention en proclamant sa foi dans la force de l'Europe.

M. De Block craint que l'inflation qui menace les six pays du Marché commun n'amène une détérioration du climat. Il insiste pour que les revendications des classes laborieuses soient rencontrées dans la plus large mesure.

Il prône par ailleurs un contrôle communautaire qui puisse mettre un frein aux abus des monopoles.

Le développement de l'économie, conclut M. De Block, devrait reposer sur un planning communautaire suffisamment souple pour faire les adaptations devenues utiles ou nécessaires. Ce planning communautaire devrait être le résultat d'une collaboration sincère entre les secteurs publics et privés avec l'assistance de techniciens qualifiés et des partenaires sociaux. Mais, une fois établi, tous les participants devraient s'engager à l'exécuter loyalement.

Les sénateurs Troclet et De Block sont intervenus dans la discussion de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport général.

herzieningsclausule van de verdragen een steen des aanstoots. De voorstanders van de supra-nationaliteit wensten die herzieningsclausule.

De h. Dehousse is het ermee eens om de zogenaamde commissie « van wijzen » aan te vullen met een permanent secretariaat. Tot besluit van zijn betoog verklaart spreker dat hij gelooft in de kracht van Europa.

De h. De Block vreest dat de inflatie, die de zes landen van de Gemeenschappelijke Markt bedreigt, een verslechtering van klimaat zal teweegbrengen. Hij dringt erop aan dat de eisen van de arbeidende klasse zoveel als doenlijk is zullen worden ingewilligd.

Hij breekt een lans voor een communautaire controle die de misbruiken van de monopolies kan remmen.

De ontwikkeling van de economie, zo besluit de h. De Block, zou moeten steunen op een communautaire planning die soepel genoeg is om de aanpassingen die nuttig of noodzakelijk geworden zijn, uit te voeren. Deze communautaire planning zou het resultaat moeten zijn van een innige samenwerking tussen de overheidssector en de particuliere sector, met de hulp van geschoolde technici en van de sociale partners. Maar als deze planning eenmaal is vastgesteld zouden alle deelnemers zich moeten verbinden om ze loyaal uit te voeren.

De senatoren Troclet en De Block namen het woord tijdens de bespreking van de voorstel-resolutie die tot besluit van het algemeen verslag werd ingediend.

III. Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

ANNEE 1963.

Dans le cadre de la Communauté européenne, l'Assemblée a insisté pour que soient conjugués les efforts en vue de combler le fossé creusé par la rupture des négociations entre le Royaume-Uni et les Six. Elle s'est également préoccupée de l'état de la sécurité européenne.

A. Session du 4-7 juin 1963.

1. Huitième rapport annuel du Conseil des Ministres.

M. Housiaux, au nom de la Commission des Questions de Défense et des Armements, fait connaître les réponses de l'Assemblée au rapport annuel du Conseil.

Il proteste contre la non-application de certaines clauses essentielles du Traité de Bruxelles modifié : contrôle des effectifs et des armements, maintien des effectifs britannique prévus sur le continent.

M. Housiaux constate que seul le premier ordre d'obligations a été appliqué. Les obligations principales appartenant au deuxième ordre d'obligations n'ont pas été respectées dans les termes du Traité. Quant au troisième ordre d'obligations, il est appliqué dans une mesure si faible que l'orateur ne le mentionne que pour le principe.

M. Housiaux attire l'attention sur certaines clauses discriminatoires inscrites dans le Traité et propose d'éliminer ces obstacles politiques en modifiant le Traité.

M. de la Vallée Poussin interroge le Président du Conseil sur les trois chars qui sont actuellement à l'étude. Il faudrait qu'un seul char soit adopté et mis en fabrication régulière.

Le projet de recommandation contenu dans le rapport est adopté par 47 voix et 5 abstentions.

MM. de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen et Molter se sont prononcés en faveur du projet.

2. Relations entre les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale.

M. Leynen, rapporteur, propose la création d'une commission de contact composée des hauts fonctionnaires responsables des questions économiques dans les Ministères des Affaires étrangères des pays membres de l'U.E.O., qui serait chargée d'étudier de façon permanente l'état des relations économiques entre la Communauté économique européenne et le Royaume-Uni.

Le rapporteur se prononce, en outre, pour l'établissement de contacts étroits entre la Communauté et le

III. Vergadering van de West-Europese Unie.

JAAR 1963.

De Vergadering heeft er, in het raam van de Europese Gemeenschap op aangedrongen dat de krachten zouden worden samengevoegd om de kloof te dempen, die ontstaan is door het afbreken van de onderhandelingen tussen het Verenigd-Koninkrijk en de Zes. Zij hield zich ook bezig met de stand van de Europese veiligheid.

A. Zitting van 4-7 juni 1963.

1. Achtste jaarverslag van de Raad van Ministers.

De heer Housiaux deelt, namens de Commissie voor de defensie- en bewapeningsproblemen, het antwoord mede van de Vergadering op het jaarverslag van de Raad.

Hij hekelt het feit dat sommige wezenlijke bepalingen van het gewijzigde verdrag van Brussel niet worden toegepast (controle op de legersterkte en de bewapening, handhaving van de voorziene Britse troepen op het vasteland).

Hij merkt op dat alleen de eerste soort verplichtingen nagekomen zijn. De bijzonderste verplichtingen van de tweede soort zijn niet nageleefd zoals het Verdrag ze bepaalt. De derde soort verplichtingen worden zo weinig nageleefd dat spreker ze slechts pro memorie vermeldt.

Hij vestigt de aandacht op sommige discriminatoire bepalingen van het Verdrag en stelt voor die politieke belemmeringen op te heffen door het Verdrag te wijzigen.

De heer de la Vallée Poussin ondervraagt de Voorzitter van de Raad over de drie tanks die thans in studie zijn. Men zou een enkele tank moeten aannemen en in productie geven.

De ontwerp-aanbeveling vervat in het verslag, is aangenomen met 47 stemmen bij 5 onthoudingen.

De heren de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen en Molter hebben de aanbeveling goedgekeurd.

2. Betrekkingen tussen de Westeuropese leden van de Unie.

De heer Leynen, verslaggever, stelt voor een contactcommissie in te stellen van hoge ambtenaren die in de ministeries van Buitenlandse Zaken van de landen van de W.E.U. verantwoordelijk zijn voor de economische aangelegenheden, welke commissie permanent de stand van de economische betrekkingen tussen de Europese Economische Gemeenschap en het Verenigd Koninkrijk zou bestuderen.

Hij vraagt dat de Gemeenschap bovendien nauw contact zou houden met het Verenigd Koninkrijk ten

Royaume-Uni pour préparer les négociations commerciales avec les Etats-Unis et les autres pays du G.A.T.T.

M. Leynen suggère en outre, de reprendre à sept, c'est-à-dire, avec le Royaume-Uni, le traité de la C.E.D. — et son important article 38 — dans un texte adapté aux situations nouvelles et avec possibilité d'adhésion pour d'autres Etats européens.

MM. de la Vallée Poussin et Molter se prononcent en faveur du projet de recommandation amendé qui est adopté par 51 voix contre 5.

3. *Traité franco-allemand.*

M. Molter se borne à exposer les implications politiques du traité franco-allemand. Il reconnaît du point de vue humain, la valeur indiscutable de l'acte solennel reconnaissant la réconciliation de l'Allemagne et de la France.

M. Molter déplore par ailleurs, que la volonté de compréhension réciproque, qui se manifeste dans l'Assemblée, ne trouve pas d'écho au sein du Conseil des Ministres. C'est au sein de l'U.E.O. cependant que l'on pourrait forger l'unité de l'Europe occidentale.

4. *Possibilité d'élaboration d'une politique étrangère commune de l'Europe.*

M. de la Vallée Poussin, tout en rendant hommage à l'esprit européen qui a inspiré le projet de traité présenté par le rapporteur, juge un tel traité superflu. L'organisation adéquate existe déjà; c'est l'U.E.O.

Le projet de recommandation, présenté par M. Badini Confalonieri en conclusion de son rapport, a été renvoyé à la Commission des Affaires générales.

Ont voté en faveur du renvoi en commission, MM. de la Vallée Poussin et Housiaux. M. Molter s'y est opposé.

5. *Force nucléaire O.T.A.N.*

M. de la Vallée Poussin demande à M. Baumel, représentant U.N.R. français, s'il n'envisage le plan Fouchet que comme tout à fait provisoire, temporaire, et si son idée serait de faire une véritable communauté politique européenne supranationale, où la décision de se servir de l'arme atomique serait non plus une décision française, mais une décision de l'autorité des Six.

B. Session du 2-5 décembre 1963.

1. *Discours de M. Rey sur les questions européennes.*

M. Leynen interroge M. Rey sur la question de savoir pourquoi le cadre ministériel de l'U.E.O. ne constitue

cinde de handelsonderhandelingen met de Verenigde Staten en de overige landen van de G.A.T.T. voor te bereiden.

Hij geeft voorts in overweging het E.D.G.-verdrag en het belangrijke artikel 38 ervan met zeven, dat wil zeggen samen met het Verenigd Koninkrijk, opnieuw ter hand te nemen, het aan te passen aan de gewijzigde omstandigheden en het de andere Europese staten mogelijk te maken tot het Verdrag toe te treden.

De heren de la Vallée Poussin en Molter hebben hun goedkeuring gehecht aan de gewijzigde aanbeveling, die aangenomen is met 51 tegen 5 stemmen.

3. *Het Frans-Duits Verdrag.*

De heer Molter beperkt zich ertoe de politieke gevolgen van het Frans-Duits verdrag op te sommen. Hij geeft toe dat die plechtige akte, die de verzoening van Duitsland en Frankrijk bezegelt, op het menselijk vlak van onbetwistbare waarde is.

Maar hij betreurt het dat het streven naar wederzijds begrip, dat in de Vergadering tot uiting komt, geen weerklank vindt in de Raad van Ministers. Het is toch in de schoot van de W.E.U. dat de eenheid van West-Europa gesmeed zou moeten worden.

4. *Mogelijkheid om een gemeenschappelijke Europese buitenlandse politiek tot stand te brengen.*

De heer de la Vallée Poussin brengt hulde aan de Europese geest die ten grondslag ligt aan het ontwerp van verdrag dat de verslaggever heeft toegelicht maar acht een soortgelijk verdrag overbodig. De passende organisatie bestaat reeds; zij is de W.E.U.

De ontwerp-aanbeveling, die de heer Badini Confalonieri tot besluit van zijn verslag heeft voorgesteld, wordt teruggezonden naar de Commissie voor de Algemene Zaken.

De heren de la Vallée Poussin en Housiaux hebben de terugzending naar de Commissie goedgekeurd; de heer Molter was ertegen.

5. *N.A.V.O.-kernmacht.*

De h. de la Vallée Poussin vraagt aan de h. Baumel, Frans U.N.R.-vertegenwoordiger, of hij het plan Fouchet alleen als zuiver voorlopig en tijdelijk beschouwt, dan wel of hij er naar streeft een hechte supranationale Europese politieke gemeenschap tot stand te brengen waar de beslissing om het atoomwapen te gebruiken geen Franse beslissing meer zal zijn maar een beslissing van de Zes.

B. Zitting van 2-5 december 1963.

1. *Redevoering van de h. Rey over de Europese problemen.*

De h. Leynen vraagt aan de h. Rey waarom de Raad van Ministers van de W.E.U., naar het oordeel

pas, aux yeux de la Commission de la C.E.E., le cadre le plus approprié pour renouer les contacts avec le Royaume-Uni.

2. *Relance de la coopération européenne au sein de l'U.E.O.*

M. Leynen demande au Conseil des Ministres de poursuivre ses efforts pour harmoniser les points de vue lors des prochaines négociations mondiales dans le cadre du G.A.T.T., et de jeter les bases, dans le cadre de l'U.E.O., d'une union politique des Etats européens en y incluant la politique étrangère et la défense et en ouvrant l'Union à l'adhésion d'autres Etats de l'Europe libre.

M. Leynen répond ensuite à une remarque faite par M. Baumel, que son pays, quoique petit, entretient deux divisions en Allemagne, alors que la France n'y a qu'une seule division.

3. *Conséquences de l'Accord de Moscou pour la cohésion de l'Alliance occidentale.*

M. Molter estime que ce traité ne constitue qu'un prologue. Deux problèmes non résolus, celui de Berlin et celui de la réunification allemande, forment le nœud de la sécurité de l'Europe et du monde.

4. *Questions budgétaires et d'administration.*

M. Molter, rapporteur, remarque que le budget pour 1964 a fait apparaître une nouvelle fois une divergence de vues entre le Conseil des Ministres et l'Assemblée. Se référant au Règlement, la commission demande que l'Assemblée ait, dans un bref délai, une entrevue avec le Conseil des Ministres.

5. *Action entreprise dans les Parlements nationaux pour la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée.*

M. de la Vallée Poussin fait observer que les circonstances n'ont guère permis aux parlements nationaux de s'occuper des dernières recommandations.

L'orateur rappelle une directive de l'Assemblée demandant à ses membres d'exercer au sein de leurs parlements respectifs toute l'action susceptible d'assurer la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'Assemblée.

ANNEE 1964.

(janvier à octobre.)

L'Assemblée a plus particulièrement examiné les problèmes ayant trait à l'union politique de l'Europe à propos de laquelle elle s'est demandé si elle doit être relancée à six ou à sept. Elle a discuté les problèmes relatifs à la défense atlantique, le désarmement et la force nucléaire O.T.A.N.

van de Commissie van de E.E.G., niet het meest geschikte kader is om opnieuw contact op te nemen met het Verenigd Koninkrijk.

2. *Herleving van de Europese samenwerking in de schoot van de W.E.U.*

De h. Leynen vraagt dat de Raad van Ministers zich zou blijven beijveren om de standpunten overeen te brengen op de aanstaande onderhandelingen in G.A.T.T.-verband en om in het raam van de W.E.U. de grondslagen te leggen van een politieke unie van de Europese staten, die bevoegd zou zijn voor de buitenlandse politiek en het defensiebeleid en zou openstaan voor de andere landen van het vrije Europa.

Hij antwoordt vervolgens aan de h. Baumel dat zijn klein land twee divisies in Duitsland onderhoudt tegen één voor Frankrijk.

3. *Gevolgen van het akkoord van Moskou voor de aaneensluiting van de Westerse Alliantie.*

De h. Molter is van oordeel dat het Verdrag van Moskou slechts een eerste stap is. Twee niet opgeloste problemen, namelijk Berlijn en de Duitse eenmaking, zijn de kern van de veiligheid van Europa en de wereld.

4. *Begroting en administratie.*

De h. Molter, verslaggever, merkt op dat de begroting voor 1964 andermaal een meningsverschil te zien geeft tussen de Raad van Ministers en de Vergadering. De Commissie vraagt, onder verwijzing naar het reglement, dat de Vergadering eerlang een onderhoud zou hebben met de Raad van Ministers.

5. *Stappen in de nationale parlementen met het oog op de uitvoering van de aanbevelingen van de Vergadering.*

De h. de la Vallée Poussin merkt op dat de nationale parlementen als gevolg van de omstandigheden, niet in staat geweest zijn de jongste aanbevelingen ter hand te nemen.

Spreker brengt een richtlijn van de Vergadering in herinnering, die de leden verzoekt in hun respectievelijke parlementen alles in het werk te stellen om de ten uitvoer legging van de aanbevelingen van de Vergadering te verzekeren.

JAAR 1964

(januari tot oktober)

De Vergadering heeft in het bijzonder aandacht besteed aan de problemen betreffende de politieke unie, waarvan het de vraag was of zij tot stand diende te komen met Zes of met Zeven. Zij besprak de Atlantische verdediging, de ontwapening en de N.A.V.O.-kernmacht.

Session des 22 au 24 juin 1964 à Rome.**1. Coordination des politiques économiques des Sept.**

Le rapporteur souligne les quatre points contenus dans la recommandation de la commission : premièrement, la poursuite des négociations trimestrielles entre les Ministres de l'U.E.O.; ensuite, l'adhésion ultérieure du Royaume-Uni au Marché commun et l'adhésion possible d'autres Etats européens; en troisième lieu, l'établissement d'un mécanisme de consultations plus étroites entre les membres de l'U.E.O.; finalement, l'harmonisation, dans le cadre de l'U.E.O., des positions du Royaume-Uni et de la C.E.E. en vue des négociations dans le Kennedy round.

M. De Grauw appuie les motions réclamant une importation accrue des produits agricoles en provenance des principaux producteurs d'outre-mer.

La baisse anormale des prix des produits de base agricoles et miniers sur les marchés mondiaux a déséquilibré l'économie des pays latino-américains. Il importe donc de favoriser le redressement économique des pays en voie de développement par deux moyens éprouvés : réduire les droits de douane à l'importation, ce qui est particulièrement réalisé sur le plan du G.A.T.T. et, en second lieu, aider ces pays à diversifier davantage leurs économies par la voie de l'assistance technique.

Le projet de recommandation modifié, présenté en conclusion du rapport, est adopté par 49 voix et 2 abstentions.

MM. Leynen et Molter se sont prononcés en faveur du projet de recommandation.

2. Problème de Berlin.

M. Molter, rapporteur, demande le renvoi à la Commission des Affaires générales de son rapport sur le problème de Berlin.

Le rapport, tenu à jour jusqu'au 25 juin, ne tient pas compte du fait nouveau : la conclusion d'un traité d'amitié entre l'U.R.S.S. et le Gouvernement de la République démocratique allemande.

L'Assemblée décide le renvoi en commission.

3. Production en commun des Armements.

M. de la Vallée Poussin, considère que le système actuel est source d'un énorme gaspillage. Il admet que le problème de la standardisation des armements est mal posé et qu'une standardisation générale est difficile à réaliser dans le cadre de l'O.T.A.N.

Il faut, sur le plan européen, organiser les industries d'armements. Le rapporteur se plaint de souligner le rôle que pourrait remplir dans ce domaine le Comité permanent des Armements et suggère la création d'un commissariat politique doté d'un budget et nanti des moyens nécessaires pour négocier avec l'industrie européenne, faire effectuer les recherches nécessaires à l'établissement de prototypes de matériel répondant

Zitting van 22-24 juni 1964 te Rome.**1. Coördinering van het economisch beleid van de Zeven.**

De h. Leynen, verslaggever, vestigt de aandacht op de 4 punten van de aanbeveling van de Commissie : ten eerste, de voortzetting van de driemaandelijke onderhandelingen tussen de Ministers van de W.E.U.; ten tweede, de latere toetreding van het Verenigd Koninkrijk tot de Gemeenschappelijke Markt en de mogelijke toetreding van andere Europese staten; ten derde, de oprichting van een orgaan voor intensiever raadplegingen tussen de leden van de W.E.U. en ten vierde, de verzoening, in het kader van de W.E.U., van het standpunt van het Verenigd Koninkrijk en dat van de E.E.G. met het oog op de onderhandelingen in de Kennedy-round.

De h. De Grauw betuigt zijn instemming met de moties om de invoer van landbouwproducten uit de voornaamste productielanden overzee te verhogen.

De abnormale prijsdaling van de land- en mijnbouwproducten op de wereldmarkt heeft de economie van de Latijns-Amerikaanse landen uit haar evenwicht gebracht. De economische wederopleving van die ontwikkelingslanden moet worden bevorderd met twee beproefde middelen, namelijk verlaging van de invoerrechten, wat vooral wordt nagestreefd in het raam van de G.A.T.T. en steunverlening aan die landen ten einde hun economieën te diversifiëren door middel van de technische hulp.

De gewijzigde ontwerp-aanbeveling, voorgedragen tot besluit van het verslag, is aangenomen met 49 stemmen bij 2 onthoudingen.

De hh. Leynen en Molter hebben de aanbeveling goedgekeurd.

2. Het probleem Berlijn.

De h. Molter, verslaggever, vraagt dat zijn verslag over het probleem Berlijn teruggezonden zou worden naar de Commissie voor de algemene zaken.

Het verslag is bijgehouden tot 25 juni en houdt geen rekening met een nieuw feit, namelijk het vriendschapsverdrag tussen de U.S.S.R. en de Duitse Democratische Republiek.

De Vergadering zendt het verdrag terug naar de Commissie

3. Gemeenschappelijke wapenproductie.

De heer de la Vallée Poussin acht de huidige regeling een bron van grote verspillingen. Hij geeft toe dat het probleem van de standardisatie van de bewapening slecht gesteld is en dat een algemene standardisatie in het kader van de N.A.V.O. moeilijk kan worden verwezenlijkt.

De wapenproductie moet georganiseerd worden op het Europese vlak. Spreker onderstreept dat het vast comité voor de bewapening op dit gebied een rol zou kunnen spelen en geeft in overweging een politiek commissariaat in te stellen dat beschikt over een begroting en de vereiste middelen om te onderhandelen met de Europese industrieën, de nodige navorsingen te doen verrichten voor het fabriceren van prototypes die het

le mieux aux caractéristiques définies par l'O.T.A.N., orienter la reconversion des industries et répartir équitablement les commandes.

Le projet de recommandation présenté en conclusion du rapport est adopté par 50 voix et 6 abstentions.

MM. De Grauw, de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen et Molter se sont prononcés en faveur du projet de recommandation.

4. Application du Traité de Bruxelles.

M. Housiaux donne un bref commentaire de son rapport et rappelle que dans maints domaines le Traité de Bruxelles n'est pas appliqué.

Le rapporteur estime que si des dérogations nouvelles doivent être envisagées à l'Annexe 3 du Protocole 3, établissant les armes que la République fédérale d'Allemagne peut détenir, il est nécessaire que le Conseil en avise l'Assemblée et qu'en tout état de cause son avis soit recueilli.

Le rapporteur considère que, quelles que soient les obligations qu'elle assume à travers le monde, la Grande-Bretagne n'a pas le droit de diminuer unilatéralement ses effectifs en Europe, sans que le Conseil en ait fixé le nouveau niveau.

Le projet de recommandation contenu dans le rapport est adopté par 48 voix contre 4 et 2 abstentions.

MM. De Grauw, de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen et Molter se sont prononcés en faveur du projet de recommandation.

best overeenstemmen met de eigenschappen bepaald door de N.A.V.O., de omschakeling van de industrieën te richten en de bestellingen billijk te verdelen.

De ontwerp-aanbeveling voorgesteld tot besluit van het verslag is aangenomen met 50 stemmen bij 6 onthoudingen.

De heren De Grauw, de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen en Molter hebben de ontwerp-aanbeveling goedgekeurd.

4. Toepassing van het Verdrag van Brussel.

De heer Housiaux leidt zijn verslag bondig in en brengt in herinnering dat vele bepalingen van het Verdrag van Brussel niet worden toegepast.

Spreker is van oordeel dat, als nieuwe afwijkingen moeten worden in overweging genomen van bijlage 3 van Protocol 3 houdende vaststelling van de wapens die de Bondsrepubliek Duitsland mag bezitten, de Raad daarvan kennis dient te geven aan de Vergadering en in ieder geval haar advies moet inwinnen.

Hij is van oordeel dat Groot-Brittannië, ongeacht de verplichtingen die het over de gehele wereld heeft na te leven, niet het recht heeft haar legersterkte in Europa eenzijdig te verminderen zonder dat de Raad de nieuwe sterkte heeft vastgesteld.

De ontwerp-aanbeveling, vervat in het verslag, is aangenomen met 48 tegen 4 stemmen bij 2 onthoudingen.

De heren De Grauw, de la Vallée Poussin, Housiaux, Leynen en Molter hebben de aanbeveling goedgekeurd.

IV. Conseil consultatif Interparlementaire de Benelux.

ANNEE 1963.

Le Conseil consultatif interparlementaire de Benelux a tenu session à Bruxelles, en janvier et octobre 1963.

La 1^{re} session 1963 a été ouverte sous la présidence de M. Orban, doyen d'âge.

Parmi les problèmes discutés, il convient de citer celui de l'interruption des négociations relatives à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne, celui des lois uniformes, la proposition de création d'une cour Benelux et le contrôle de l'innocuité des spécialités pharmaceutiques.

A. Session des 25 et 26 janvier 1963.**1. Recommandation relative à l'entrée du Royaume-Uni de Grande-Bretagne dans la C.E.E.**

M. Moreau de Melen ayant fait des observations sur la mise au point du texte de la recommandation, une discussion s'engage à ce sujet.

Interviennent dans la discussion : MM. Orban, Crommen et Chot.

Après que le texte de la recommandation ait été réexaminé en commission et que les trois groupes du Conseil aient exposé leur point de vue, l'Assemblée adopte la recommandation à l'unanimité.

2. Sixième rapport commun des Gouvernements sur la coopération des trois Etats dans le domaine de la politique extérieure.

M. Moreau de Melen souligne que la politique extérieure est du ressort du pouvoir exécutif et qu'elle est menée sous le contrôle des Parlements nationaux. Cette procédure implique un certain nombre de conditions, notamment le respect du secret des négociations, sous peine de compromettre leur résultat.

L'orateur accepte, étant donné la mission qui incombe au Conseil, de voter la proposition de recommandation. Il voudrait toutefois qu'on inscrive dans le texte que les positions adoptées par les délégués des trois Gouvernements sont portées à la connaissance du Conseil interparlementaire pour autant que l'état des négociations le permette.

L'amendement de M. Moreau de Melen est adopté à l'unanimité, de même la proposition de recommandation amendée.

IV. Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad.

JAAR 1963.

De Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad heeft zitting gehouden te Brussel in januari en oktober 1963.

De eerste zitting 1963 werd geopend onder het voorzitterschap van de heer Orban, oudste lid in jaren.

Onder de besproken problemen dienen te worden vermeld de kwestie van de onderbreking der onderhandelingen over de toetreding van Groot-Brittannië tot de Europese Gemeenschap, het vraagstuk van de eenvormige wetten, het voorstel tot instelling van een Benelux-Hof en het toezicht op de onschadelijkheid van farmaceutische specialiteiten.

A. Zitting van 25 en 26 januari 1963.**1. Aanbeveling betreffende de toetreding van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië tot de E.E.G.**

Nadat de heer Moreau de Melen opmerkingen heeft gemaakt over de uitwerking van de tekst van de aanbeveling ontspint zich hierover een gedachtenwisseling.

Hierbij werd het woord gevoerd door de heren Orban, Crommen en Chot.

Nadat de tekst van de aanbeveling opnieuw werd onderzocht in Commissie en de drie fracties van de Raad hun standpunt hebben uiteengezet, neemt de Vergadering de aanbeveling met algemene stemmen aan.

2. Zesde gemeenschappelijk verslag van de Regeringen over de samenwerking van de drie Staten op het gebied van de buitenlandse politiek.

De heer Moreau de Melen wijst erop dat de buitenlandse politiek behoort tot de bevoegdheid van de uitvoerende macht en wordt gevoerd onder het toezicht van de nationale parlementen. Bij deze procedure moeten een aantal voorwaarden worden in acht genomen, o.m. het geheim van de onderhandelingen, anders wordt het resultaat ervan in gevaar gebracht.

Gelet op de taak van de Raad stemt spreker ermee in de voorstel-aanbeveling goed te keuren. Hij verlangt evenwel dat in de tekst wordt gezegd dat de standpunten van de afgevaardigden van de drie regeringen ter kennis worden gebracht van de Interparlementaire Raad, voor zover de stand van de onderhandelingen dat mogelijk maakt.

Het amendement van de heer Moreau de Melen wordt met algemene stemmen aangenomen, evenals de geamendeerde voorstel-aanbeveling.

3. Sixième Rapport commun des Gouvernements sur la coopération entre les trois Etats dans le domaine de l'unification du droit.

M. Chot admet que certaines matières seraient difficilement traitées par une loi uniforme, parce que chaque pays a ses traditions.

Il estime cependant qu'en matière pénale, la loi doit être uniforme pour que le délinquant sache qu'il n'a aucun bénéfice de mettre une frontière entre lui et l'endroit où le délit a été commis et qu'il est assuré d'être condamné et de subir exactement la même peine dans les trois pays.

Quant aux propositions touchant des points de droit civil qui obéissent à des traditions nationales ou locales, elles devront être traitées dans la perspective de la loi-type. Les projets de haute technicité appellent toutefois la loi uniforme.

M. Chot se réjouit de voir les Gouvernements partager les vues du Conseil au sujet de la création d'une Cour de Justice Benelux indépendante.

M. Orban demande des précisions sur les intentions des trois Gouvernements en ce qui concerne la création, la composition et le siège de la Cour de Justice Benelux.

Il aurait préféré, quant à lui, qu'une section de l'actuelle Cour de Justice européenne à Luxembourg eût à connaître des différends qui peuvent surgir dans le cadre de Benelux.

Le projet de recommandation relatif à la coopération entre les trois Etats dans le domaine de l'unification du droit est adopté à l'unanimité.

Les membres du Sénat ayant pris part au vote sont : MM. Chot, Crommen, De Boodt, De Grauw, Delpont, Moreau de Melen, Orban et Sledsens.

4. Recommandations tendant à créer d'urgence un laboratoire Benelux de contrôle d'innocuité des spécialités pharmaceutiques, due à l'initiative de M. De Grauw.

M. De Grauw déclare qu'aucun des trois pays de Benelux ne systématise, comme il devrait le faire, le contrôle des spécialités pharmaceutiques mises en vente dans le public, sans autre contrôle que celui de la conformité à la formule de fabrication. Il est donc réellement indispensable que l'on procède à une harmonisation de la législation dans ce domaine et à l'uniformisation des critères de contrôle.

Il faut que le contrôle porte sur le caractère éventuellement nuisible des spécialités pharmaceutiques.

La proposition de recommandation, amendée, est adoptée à l'unanimité.

3. Zesde Gemeenschappelijk Verslag van de Regeringen over de samenwerking tussen de drie Staten op het gebied van de eenmaking van het recht.

De heer Chot erkent dat bepaalde aangelegenheden moeilijk kunnen worden behandeld door een eenvormige wet omdat ieder land zijn tradities heeft.

Hij is evenwel van oordeel dat de strafwetgeving eenvormig moet zijn opdat de schuldige zou weten dat hij er geen enkel voordeel bij heeft het land te verlaten waar hij het misdrijf heeft gepleegd en opdat hij ervan verzekerd zou zijn in de drie landen te worden veroordeeld en er juist dezelfde straf te ondergaan.

De voorstellen met betrekking tot punten van het burgerlijk recht, die steunen op nationale of plaatselijke tradities, moet behandeld worden in het vooruitzicht van de type-wet. Voor de zeer technische ontwerpen is de eenvormige wet evenwel noodzakelijk.

De heer Chot verheugt er zich over dat de regeringen zich verenigen met de opvattingen van de Raad in verband met de instelling van een onafhankelijk Hof van Justitie van Benelux.

De heer Orban vraagt toelichtingen over de bedoeling van de drie regeringen wat betreft de instelling, de samenstelling en de zetel van het Hof van Justitie van Benelux.

Hijzelf zou er de voorkeur aan hebben gegeven dat een afdeling van het huidige Europese Hof van Justitie in Luxemburg kennis zou nemen van de geschillen die in het kader van Benelux kunnen ontstaan.

De ontwerp-aanbeveling betreffende de samenwerking tussen de drie Staten op het stuk van de eenmaking van het recht wordt met algemene stemmen aangenomen.

De onderstaande leden van de Staat hebben aan de stemming deelgenomen : de heren Chot, Crommen, De Boodt, De Grauw, Delpont, Moreau de Melen, Orban en Sledsens.

4. Aanbeveling strekkende tot het onverwijld oprichten van een Benelux-Laboratorium voor het toezicht op de onschadelijkheid van farmaceutische specialiteiten, als gevolg van een initiatief van de heer De Grauw.

De heer De Grauw verklaart dat geen enkel van de drie Beneluxlanden het toezicht op de farmaceutische specialiteiten, die openbaar worden te koop gesteld, op systematische wijze organiseert. Er wordt alleen op toegezien of zij overeenstemmen met de fabricageformule. Het is dus werkelijk absoluut noodzakelijk over te gaan tot het harmoniseren van de wetgeving ter zake, en tot het eenvormig maken van de controle-criteria.

Het toezicht moet betrekking hebben op het eventueel schadelijk karakter van de farmaceutische specialiteiten.

De geamendeerde voorstel-aanbeveling wordt met algemene stemmen aangenomen.

B. Session du 5 octobre 1963.

M. De Grauw, au nom du groupe libéral, remercie le Président, le représentant des Ministres, et les membres du Conseil de l'hommage rendu à la mémoire de M. Drèze, Président du Conseil.

1. Loi uniforme sur les délits de fraude dans les pays de Benelux.

M. Orban remarque que les Gouvernements n'ont pas pris position; ils n'ont pas d'attitude très nette sur les différentes méthodes à suivre : lois uniformes, lois-types avec ou sans traité.

M. Orban souligne le danger qui menace une loi uniforme : l'interprétation différente qui peut lui être donnée par les juridictions propres de chaque pays et rappelle l'exigence souvent formulée d'une Cour de Justice Benelux qui contribuerait largement au maintien de l'uniformité dans l'interprétation des lois unifiées. Cette constatation permet à l'orateur de revenir sur l'absolue nécessité de renoncer à une conception trop étroite de la souveraineté nationale.

ANNEE 1964.

Le Conseil consultatif interparlementaire de Benelux a tenu session à la Haye, en février et mai 1964. La session 1964 a été ouverte sous la présidence de M. Orban, doyen d'âge.

M. Moreau de Melen est élu en qualité de Vice-Président du Conseil.

Dans le cadre de l'unification du droit, le Conseil a donné son approbation au sujet du projet de loi uniforme sur les délits de fraude et du projet de règlement uniforme sur la répression du faux témoignage devant les juridictions internationales. Il s'est également prononcé en faveur de l'unification ou de l'harmonisation des législations relatives au contrôle des assurances de dommage.

A. Session des 21 et 22 février 1964.

1. Septième rapport commun des gouvernements sur la réalisation et le fonctionnement d'une Union économique entre les trois Etats. — Politique régionale. — Entraves aux frontières intra-Benelux.

M. Franck, rapporteur de la Commission des affaires fiscales et douanières, attire l'attention du Conseil sur l'état d'avancement de l'étude en cours concernant les mesures nécessaires pour la suppression du cordon douanier aux frontières intra-Benelux et sur le contrôle de la destination du beurre hollandais.

B. Zitting van 5 oktober 1963.

De heer De Grauw dankt, namens de liberale fractie, de Voorzitter, de vertegenwoordiger van de Ministers en de leden van de Raad voor de hulde die werd gebracht aan de nagedachtenis van de heer Drèze, Voorzitter van de Raad.

1. Eenvormige wet op de bedrogsdelicten in de Beneluxlanden.

De heer Orban merkt op dat de regeringen geen standpunt hebben ingenomen; zij hebben geen zeer duidelijke houding betreffende de verschillende methodes die kunnen worden gevolgd : eenvormige wetten, type-wetten met of zonder verdrag.

De heer Orban wijst op het gevaar dat een eenvormige wet bedreigt : de uiteenlopende interpretatie die eraan kan worden gegeven door de eigen rechtscolleges van ieder land en hij herinnert eraan dat dikwijls een Hof van Justitie van Benelux werd geëist dat in ruime mate zou bijdragen tot de handhaving van de eenvormigheid in de interpretatie van de eengemaakte wetten. Na deze vaststelling komt spreker terug op de absolute noodzaak af te zien van een al te enge opvatting van de nationale soevereiniteit.

JAAR 1964.

De Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad heeft zitting gehouden te 's Gravenhage in februari en mei 1964. De zitting 1964 werd geopend onder het voorzitterschap van de h. Orban, oudste lid in jaren.

De h. Moreau de Melen wordt gekozen tot Ondervoorzitter van de Raad.

In het kader van de eenmaking van het recht verleende de Raad zijn goedkeuring aan het ontwerp van eenvormige wet op de bedrogsdelicten en het ontwerp van eenvormige verordening betreffende de strafbaarstelling van de valse getuigenis voor de internationale gerechten. Hij heeft zich eveneens uitgesproken ten gunste van de eenmaking of de harmonisatie van de wetgevingen inzake het toezicht op de schadeverzekeringen.

A. Zitting van 21 en 22 februari 1964.

1. Zevende gemeenschappelijk verslag van de regeringen over de totstandbrenging en werking van een Economische Unie tussen de drie Staten — Streekbeleid — Belemmeringen aan de inter-Benelux grenzen.

De h. Franck, verslaggever van de Commissie voor de fiscale aangelegenheden en de douanekwesties, vestigt de aandacht van de Raad op de stand van de studie die aan de gang is met betrekking tot de maatregelen die noodzakelijk zijn tot opheffing van de douaneposten aan de inter-Beneluxgrenzen en de controle op de bestemming van de Nederlandse boter.

En ce qui concerne l'unification des droits d'accise, des difficultés imprévisibles et très sérieuses ont surgi.

Le rapporteur souligne la prudence avec laquelle sont menées les études relatives à l'unification de la taxe de transmission et à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Quant au problème des impôts directs, M. Franck insiste sur la nécessité d'être pratique et d'aborder avec réalisme l'étude de la mise en place de dispositions communes visant la répression de la fuite des capitaux, à tout le moins de la fuite des revenus.

M. De Grauw critique l'insuffisance de coordination des trois pays Benelux en matière d'expansion commune de leurs exportations.

Il est évident, dit M. De Grauw, que nous devons unir nos efforts de prospection et de propagande.

L'orateur attend avec confiance les résultats du colloque qui sera organisé prochainement et qui permettra au secteur privé et aux plus hauts fonctionnaires de déterminer ensemble la forme la plus appropriée de la coopération souhaitée par la Commission des affaires économiques.

M. Roelants traite de l'infrastructure des régions centrales de Benelux. Il existe dans ces régions un vide qu'il faudrait combler d'urgence.

L'orateur estime qu'il faut réaliser une meilleure liaison des voies navigables et des chemins de fer de cette région. Il fait état de quelques difficultés pratiques relatives à l'application des conventions sociales conclues entre les pays du Benelux : le retard apporté par les services des pensions néerlandais à donner aux travailleurs belges les déclarations servant à compléter leur dossier en Belgique; le prélèvement sur les pécules de vacances versés aux travailleurs néerlandais en Belgique, pratique qui est contraire à l'accord Benelux.

M. Orban signale un cas de taxation, à la frontière, de documents concernant le Conseil Benelux et transportés par le Commissaire de la Reine du Limbourg néerlandais.

2. Septième rapport commun des gouvernements sur la coopération des trois Etats dans le domaine de la politique extérieure.

M. Orban fait des observations au sujet des perspectives de la coopération européenne et du renforcement des liens internes.

B. Session du 30 mai 1964.

1. Septième rapport commun des gouvernements sur la coopération dans les trois Etats dans le domaine du rapprochement culturel au cours de l'année 1962.

M. Crommen déclare que la brochure « La coopération culturelle entre la Belgique et les Pays-Bas dans

Inzake de eenmaking van de accijnzen zijn er ernstige moeilijkheden gerezen die niet konden worden voorzien.

De verslaggever wijst op de voorzichtigheid waarmee de studies worden uitgevoerd betreffende de eenmaking van de overdrachtstaxen en de omzetbelasting.

Wat betreft het vraagstuk van de directe belastingen legt de h. Franck er de nadruk op dat men praktisch moet te werk gaan en met realisme de studie dient aan te vatten van de invoering van gemeenschappelijke maatregelen tot beteugeling van de kapitaalvlucht, althans van de vlucht van de inkomsten.

De h. De Grauw levert kritiek op de ontoereikende coördinatie van de drie Beneluxlanden inzake de gemeenschappelijke expansie van hun uitvoer.

Het ligt voor de hand, aldus de h. De Grauw, dat wij onze inspanningen inzake prospectie en propaganda moeten samenbundelen.

Spreker wacht met vertrouwen de resultaten af van het colloquium dat binnenkort zal worden georganiseerd en dat de privésector en de hoge ambtenaren zal in staat stellen samen de meest geschikte vorm te bepalen voor de samenwerking die door de Commissie voor de Economische Zaken wordt verlangd.

De h. Roelants handelt over de infrastructuur van het middengebied van Benelux. Hier bestaat een vacuum dat dringend moet worden gevuld.

Spreker is van oordeel dat een betere verbinding van de waterwegen en de spoorwegen van deze streek moet worden tot stand gebracht. Hij maakt gewag van enkele praktische moeilijkheden in verband met de toepassing van de sociale overeenkomsten tussen de Beneluxlanden, o.m. de vertraging waarmee de Nederlandse pensioendiensten aan de Belgische werknemers de verklaringen uitreiken die dienen om hun dossier in België aan te vullen en de heffing op het vacantiégeld dat in België wordt uitbetaald aan de Nederlandse werknemers, wat in strijd is met het Beneluxverdrag.

De h. Orban handelt over een geval waarin aan de grens belasting werd gelegd op documenten betreffende de Beneluxraad die vervoerd werden door de commissaris van de Koningin in Nederlands Limburg.

2. Zevende gemeenschappelijk verslag van de regeringen betreffende de samenwerking van de drie Staten op het gebied van de buitenlandse politiek.

De h. Orban maakt opmerkingen in verband met de vooruitzichten van de Europese samenwerking en van de versterking van de interne banden.

B. Zitting van 30 mei 1964.

1. Zevende gemeenschappelijk verslag van de regeringen over de samenwerking van de drie Staten inzake culturele toenadering in de loop van 1962.

De h. Crommen verklaart dat de brochure « De culturele samenwerking tussen België en Nederland in

le proche avenir », dont il venait d'être parlé, ne pose pas de problème politique. Il est parfaitement compréhensible et logique que dans le domaine de la coopération culturelle belgo-néerlandaise, dit-il, la Flandre et la Hollande coopèrent plus naturellement et plus aisément que la Wallonie et la Hollande. Il va de soi, dit l'orateur, que nous souhaitons une coopération culturelle dans le cadre de la Belgique tout entière et le développement de la coopération culturelle entre la Wallonie et les Pays-Bas, entre le Luxembourg et les Pays-Bas, entre le Luxembourg et la Belgique, c'est là d'ailleurs l'objet de la coopération culturelle dans le cadre de Benelux.

de nabije toekomst » waarover zojuist werd gesproken, geen politiek probleem doet rijzen. Het is volkomen begrijpelijk en logisch, zo zegt hij, dat Vlaanderen en Nederland, inzake de Belgisch-Nederlandse culturele samenwerking, spontaner en gemakkelijker samenwerken dan Wallonië en Nederland. Het spreekt vanzelf, aldus de h. Crommen, dat wij een culturele samenwerking wensen in het kader van België in zijn geheel, alsmede de ontwikkeling van de culturele samenwerking tussen Wallonië en Nederland, tussen Luxemburg en Nederland, tussen Luxemburg en België, want dat is toch het doel van de culturele samenwerking in het kader van Benelux.

V. Conférence de Parlementaires de l'OTAN.

SESSION 1963.

Au cours de sa session 1963, la Conférence de Parlementaires de l'OTAN a examiné le problème de son statut constatant que le moment n'était pas venu de lui voir conférer une reconnaissance officielle, la Conférence a adopté des résolutions tendant à renforcer sa structure interne et la continuité de ses activités.

A ce sujet M. Moreau de Melen, Président de la délégation belge a appuyé en séance publique, certaines propositions de la Commission spéciale « ad hoc », qui tendaient à améliorer le fonctionnement de la Conférence : centralisation des rapports par la désignation d'un rapporteur général, et aide de personnel spécialisé.

Plusieurs résolutions élaborées par les Commissions politique et militaire concernant les conceptions stratégiques de l'OTAN et la force mobile, dans laquelle sont incorporées des unités aéroportées belges qui s'y sont distinguées.

Dans cet ordre d'idées la délégation belge n'a pas cru pouvoir marquer son accord sur certaines propositions tendant à augmenter les charges des petits pays dans le domaine des forces conventionnelles.

Parlant du renforcement de l'Alliance et de la volonté des Alliés de maintenir leur idéal et de le protéger, M. Moreau de Melen attire l'attention sur deux déclarations importantes faites l'une par un porte-parole de la délégation américaine, M. W.L. Hays, selon lequel une attaque contre une ville européenne aurait, pour les Américains, la même signification qu'une attaque sur une ville des Etats-Unis, affirmation de nature à rassurer leurs alliés, l'autre par un délégué français, le général Billotte, qui avait caractérisé l'attitude de la France à l'égard de l'OTAN comme celle « d'une alliée fidèle mais difficile ». M. Moreau de Melen en a conclu qu'il fallait donc considérer que la France n'entendait pas affaiblir l'Alliance atlantique.

Au cours du débat économique M. Van Buggenhout est intervenu pour que soit créé au sein de l'OTAN, un organe centralisateur et moteur dans le domaine économique, afin d'éviter la dispersion des efforts et de favoriser la standardisation des armements lourds p. ex. : le transport, l'assistance technique surtout aux territoires des anciennes colonies d'Afrique, etc...

D'autre part, le problème des transports dans le cadre de l'OTAN qui est étroitement lié à celui de la fourniture d'énergie, a fait l'objet d'un rapport documenté du même délégué, et dont l'étude sera poursuivie.

Le Baron Nothomb, au cours du débat culturel a défendu l'idée de l'organisation d'un festival de la jeunesse atlantique à Naples.

V. Conferentie van Parlementairen van de NAVO.

JAAR 1963.

Tijdens haar zitting 1963 heeft de Conferentie van Parlementairen van de NAVO het probleem van haar statuut onderzocht. In de overtuiging dat de tijd nog niet gekomen was om haar officieel te doen erkennen, heeft de Conferentie de resoluties aangenomen om haar inwendige structuur en de continuïteit van haar werkzaamheden te verbeteren.

In dit verband heeft de h. Moreau de Melen, voorzitter van de Belgische afvaardiging, in openbare vergadering steun verleend aan sommige voorstellen van de Bijzondere Commissie « ad hoc », om de werking van de Conferentie te verbeteren : centralisatie van de verslagen door benoeming van een algemeen verslaggever en medewerking van gespecialiseerd personeel.

De Commissies voor politieke en voor militaire zaken hebben verscheidene resoluties voorbereid betreffende de strategische opvattingen van de NAVO en de mobiele strijdkrachten, waarin Belgische luchteenheden zijn opgenomen die zich onderscheiden hebben.

De Belgische afvaardiging was van oordeel dat zij haar goedkeuring niet kon hechten aan sommige voorstellen om de lasten van de kleine landen voor de conventionele strijdkrachten te verhogen.

In verband met de versterking van het bondgenootschap en het streven van de bondgenoten om hun ideaal te handhaven en te beschermen, heeft de h. Moreau de Melen de aandacht gevestigd op twee belangrijke verklaringen, een verklaring van de woordvoerder van de Amerikaanse afvaardiging, de h. W.L. Hays, volgens wie een aanval op een Europese stad voor de Amerikanen dezelfde betekenis zou hebben als een aanval op een stad van de Verenigde Staten, hetgeen de geallieerden kan geruststellen, en een verklaring van een Frans afgevaardigde, generaal Billotte, die de houding van Frankrijk tegenover de NAVO kenschetst als die van « een trouwe, maar moeilijke bondgenoot ». De h. Moreau de Melen heeft daaruit besloten dat Frankrijk niet streeft naar een verzwakking van het Atlantisch bondgenootschap.

Tijdens het economisch debat heeft de h. Van Buggenhout gevraagd dat in de schoot van de NAVO een stuwend centraal orgaan op economisch gebied zou worden ingesteld, om de versnippering van de krachtsinspanningen te verhinderen en de standardisatie van de zware wapens, het vervoer, de technische hulpverlening met name aan de voormalige kolonies in Afrika, enz. te bevorderen.

Dezelfde afgevaardigde heeft aan de andere kant een gedocumenteerd verslag uitgebracht over het transportprobleem in het raam van de NAVO, welk probleem nauw verband houdt met dat van de energievoorziening; de studie van dat verslag zal worden voortgezet.

Baron Nothomb heeft tijdens het cultureel debat gepleit voor de organisatie van een festival van de Atlantische jeugd te Napels.

SESSION 1964.

La conférence a tenu sa session annuelle à Paris du 16 au 20 novembre.

Tant à la Commission politique qu'en séance plénière de la Conférence, M. Dehousse est intervenu dans le débat sur la force multilatérale (M.L.F.).

Du point de vue juridique, M. Dehousse fit valoir que si la M.L.F. était créée actuellement elle se situerait en dehors du cadre de l'institution et qu'en conséquence serait seul requis le consentement des membres qui déclareraient vouloir participer à cette force.

Ce n'est que si celle-ci était intégrée dans l'OTAN que l'unanimité des membres de cette organisation serait exigée pour une telle décision.

La délégation belge s'est abstenue au vote de la recommandation relative à la M.L.F. non par hostilité au principe, mais parce que la question est encore en pleine évolution.

M. Dehousse a également soulevé le problème du mécanisme consistant à mettre des unités ou des contingents à la disposition du commandant suprême. Selon lui, il s'agit d'un engagement international lequel, excluant le droit de retrait, entraîne des implications politiques.

Il a défendu d'autre part une résolution qu'il avait déposée, recommandant qu'une étude de la réforme de l'OTAN soit entreprise dès à présent au niveau du conseil et qu'en vue d'y contribuer un groupe de travail soit constitué au sein de la commission politique de la Conférence. Cette proposition a été adoptée en séance plénière.

Evoquant le problème cypriste, M. Dehousse regretta enfin qu'il n'ait pas été soumis au conseil de l'OTAN, ou en tous cas au conseil de l'Europe, dont Chypre fait partie.

A la Commission Economique M. Van Buggenhout, intervenant à propos de l'aide à la Grèce et à la Turquie qui se rangent parmi les pays moins développés de l'OTAN, a émis l'opinion qu'en intensifiant le tourisme, notamment, ils pourraient améliorer leur situation.

Comme dans ce cas ils seraient amenés à procéder à des investissements publics, il y aurait lieu, selon M. Van Buggenhout, de créer des sociétés d'économie mixte, auxquelles tous les pays de l'OTAN indistinctement pourraient participer.

Quant à M. Dekeyzer, il demanda des éclaircissements sur la question des crédits à long terme et a proposé un amendement tendant à rendre plus précise la résolution relative à cet objet. Cet amendement fut d'ailleurs adopté.

A l'issue des débats, la Conférence a voté plusieurs résolutions relatives notamment à l'institution d'un code de procédures loyales pour les échanges commerciaux avec le bloc soviétique, et aux mesures qui devraient être prises pour accélérer la mise en

JAAR 1964.

De Conferentie heeft haar jaarlijkse zitting van 16 tot 20 november te Parijs gehouden.

De heer Dehousse heeft in de Commissie voor politieke zaken zowel als in openbare vergadering van de Conferentie gesproken in de beraadslaging betreffende de multilaterale kernmacht (M.L.F.).

Juridisch gezien, aldus de heer Dehousse, zou de M.L.F., indien ze op dit ogenblik mocht worden opgericht, buiten het raam van de instelling vallen met het gevolg dat alleen de instemming zou vereist zijn van de leden die van de kernmacht wensen deel uit te maken. Het is pas wanneer zij in de NAVO mocht worden ingeschakeld, dat de eenparigheid van de leden van die organisatie nodig zou zijn.

De Belgische afvaardiging heeft zich onthouden bij de stemming over de aanbeveling betreffende de M.L.F., niet omdat zij er principieel vijandig tegenover staat, maar omdat het probleem nog in volle ontwikkeling is.

De heer Dehousse heeft ook de regeling te berde gebracht om eenheden of contingenten ter beschikking te stellen van de opperbevelhebber. Hij acht dit een internationale verbintenis die het recht van terugtrekking uitsluit en dus politieke gevolgen heeft.

Aan de andere kant heeft hij een door hem ingediend voorstel van resolutie verdedigd om de hervorming van de NAVO van stonde aan te bestuderen op het vlak van de Raad en daartoe ook een werkgroep in de schoot van de Commissie voor politieke zaken van de Conferentie in te stellen. Dat voorstel is in openbare vergadering aangenomen.

Wat Cyprus betreft, betreurde de heer Dehousse het dat dit probleem niet voorgelegd is aan de raad van de NAVO of althans aan de Raad van Europa, waarvan Cyprus deel uitmaakt.

In de Commissie voor economische zaken gaf de heer Van Buggenhout, in verband met de hulp aan Griekenland en Turkije, die tot de minderontwikkelde landen van de NAVO worden gerekend, als zijn mening te kennen dat die landen hun toestand kunnen verbeteren als zij een grotere inspanning doen met name inzake toerisme.

Aangezien in dat geval openbare investeringen zouden moeten gebeuren, zou er volgens de heer Van Buggenhout aanleiding zijn om gemengde vennootschappen op te richten, waarin alle landen van de NAVO zonder onderscheid zouden kunnen deelnemen.

De heer Dekeyzer vroeg ophelderingen over de langlopende kredieten en stelde een amendement voor om de desbetreffende resolutie nauwkeuriger te maken. Dat amendement is aangenomen.

Tot besluit van de bespreking heeft de Conferentie verscheidene resoluties aangenomen met name betreffende de voorbereiding van een codex van loyale gedragingen in de handelsbetrekkingen met het Sovjet-blok en betreffende de maatregelen om de minderontwik-

valeur des pays insuffisamment développés de l'alliance atlantique. Lors du vote de cette dernière recommandation la délégation belge s'est abstenue pour les raisons exprimées par M. Buggenhout en commission.

La Commission culturelle, où siégeaient le Baron Nothomb et M. Gheysen a adopté des recommandations relatives notamment aux échanges d'étudiants entre les différents pays, à l'équivalence de diplômes et à la promotion sociale des jeunes travailleurs.

La Commission scientifique et technique puis la Conférence ont adopté une recommandation tendant à développer l'information du grand public quant aux effets de la pollution de l'air, de l'eau et des aliments.

De même en matière militaire la Conférence a rappelé deux recommandations qu'elle avait adoptées précédemment en ce qui concerne un système logistique intégré et une participation plus large des pays membres à la Force mobile d'intervention.

M. Moreau de Melen a été élu Président de la Conférence de Parlementaires de l'OTAN pour l'exercice 1964-1965.

kelde landen van het Atlantisch bondgenootschap sneller tot ontwikkeling te brengen. De Belgische afvaardiging heeft zich bij de stemming over de laatste aanbeveling onthouden om de redenen die de heer Van Buggenhout in de Commissie heeft genoemd.

De Commissie voor culturele zaken, waarin Baron Nothomb en de heer Gheysen zitting hebben, heeft aanbevelingen aangenomen betreffende de uitwisseling van studenten tussen de verschillende landen, de gelijkwaardigheid van de diploma's en de sociale promotie van de jeugdige arbeiders.

De Commissie voor wetenschappelijke en technische zaken en de Conferentie zelf hebben een aanbeveling aangenomen om het publiek beter voor te lichten omtrent de gevolgen van de bezoedeling van de lucht, het water en de voedingsmiddelen.

Wat de militaire zaken betreft, heeft de Conferentie herinnerd aan twee aanbevelingen die zij vroeger heeft aangenomen met betrekking tot een geïntegreerde logistiek en een ruimere deelneming van de landen aan de mobiele interventiestrijdkrachten.

De heer Moreau de Melen is tot voorzitter van de Conferentie van parlementsleden van de NAVO verkozen voor het dienstjaar 1964-1965.

VI. Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

1963.

5^e Commission :

1. *Opération des Nations Unies au Congo* : prévision des dépenses (séances des 4 et 14 octobre 1963).

M. Van Cauwenberghe déclare qu'il est souhaitable que l'opération des Nations Unies au Congo soit prolongée de six mois, afin de permettre au Gouvernement congolais d'organiser ses propres forces dans le meilleur climat possible. Le Gouvernement belge appuie donc sans réserve la requête formulée par le Gouvernement congolais. Il est prêt, le cas échéant, à fournir une contribution spéciale. Celle-ci ne pourrait toutefois être considérée comme entraînant de sa part une prise de position à l'égard des opérations des Nations Unies au Congo dans le passé.

2. *Projet de budget pour l'exercice 1964* (séance du 16 octobre 1963).

M. Van Cauwenberghe, constate que la tendance à l'augmentation se maintient d'un exercice à l'autre mais il semble toutefois que le rythme de l'accroissement s'atténue depuis 1962. Bien que l'on conçoit mal que l'Organisation réduise ses activités dans les domaines économique et social, l'augmentation des dépenses dans ces domaines devrait être compensée par la stricte programmation et la rationalisation de ces activités.

4^e Commission :

3. *Question du Sud-Ouest africain* (séance du 8 novembre 1963).

M. Dekeyzer déclare que la Belgique condamne les pratiques de discrimination raciale. Elle estime que l'Organisation des Nations Unies devrait prendre des mesures positives pour aider la population du Sud-Ouest africain et pour assurer le respect de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

L'orateur est d'avis qu'une solution pouvant recevoir un appui presque unanime serait plus efficace qu'une recommandation contenant des éléments prêtant à controverse. Pour cette raison, la délégation belge appuiera les amendements des Etats-Unis, qui aideraient à assurer à la résolution un appui général.

1964.

Aucun membre du Sénat n'est intervenu cette année ni en commission, ni en séance plénière. La délégation belge ne comprenait qu'un sénateur.

VI. Algemene Vergadering van de Organisatie der Verenigde Naties.

1963.

5^e Commissie.

1. *Optreden van de Verenigde Naties in Kongo* : Schatting van de uitgaven (vergadering van 4 en 14 oktober 1963).

De heer Van Cauwenberghe verklaart dat het wenselijk is dat de Verenigde Naties zes maand langer in Kongo zouden blijven ten einde de Kongolese regering in staat te stellen haar eigen strijdkrachten in de beste sfeer te organiseren. De Belgische regering steunt dus zonder voorbehoud het verzoek van de Kongolese regering. Zij is bereid eventueel een bijzondere bijdrage te betalen. Dit mag evenwel niet worden beschouwd als een goed- of afkeuring van het optreden van de Verenigde Naties in Kongo in het verleden.

2. *Ontwerp van begroting voor het dienstjaar 1964* (vergadering van 16 oktober 1963).

De heer Van Cauwenberghe merkt op dat de begroting van het ene dienstjaar tot het andere blijft stijgen, hoewel het groeitempo sinds 1962 schijnt te vermindere. Weliswaar kan de organisatie haar werkzaamheden op sociaal en economisch gebied moeilijk besnoeien, maar de vermeerdering van de uitgaven op die gebieden zou moeten worden gecompenseerd door een stricte programmatie en rationalisatie van die werkzaamheden.

4^e Commissie.

3. *Zuid-West Afrika* (vergadering van 8 november 1963).

De heer Dekeyzer verklaart dat België de rassendiscriminatie veroordeelt. Het is van oordeel dat de O.V.N. positieve maatregelen zou moeten nemen om de bevolking van Zuid-West Afrika te steunen en de eerbiediging van haar recht op zelfbeschikking en onafhankelijkheid te verzekeren.

Spreker is van oordeel dat een oplossing die een bijna eenparige steun zou genieten doelmatiger is dan een aanbeveling die voor betwisting vatbaar is. De Belgische afvaardiging zal dan ook de amendementen van de Verenigde Staten goedkeuren omdat zij ertoe kunnen bijdragen dat de resolutie met algemene stemmen wordt goedgekeurd.

1964.

Geen enkel lid van de Senaat heeft in dat jaar gesproken in commissie of in openbare vergadering. De Belgische afvaardiging omvatte slechts één Senator.

VII. Union Interparlementaire.

ANNEE 1963.

Au cours de sa Conférence annuelle, tenue à Belgrade du 12 au 20 septembre 1963, l'Union a adopté des résolutions concernant la sauvegarde de la paix et relatives notamment :

a) aux moyens d'accroître l'efficacité de l'ONU dans son action pour le maintien de la paix et de la sécurité;

b) à la création de zones désatomisées et d'armements réduits comme première étape d'un désarmement général et complet;

c) à l'Accord de Moscou.

Dans le débat de politique générale, M. De Baeck a souligné la nécessité d'une collaboration efficace entre les peuples et d'un désarmement universel. A son avis, les différences idéologiques ne sont que le reflet de contrastes économiques et sociaux.

Il est convaincu que les efforts conjugués et répétés des Gouvernements et la collaboration des Parlements libres parviendront à surmonter les obstacles qui tendent à diviser le monde.

Il se réjouit de l'accord intervenu dans la voie du désarmement par la conclusion du Traité de Moscou.

M. De Winter est intervenu dans le problème mondial du développement.

Il a demandé notamment que les pays industrialisés soutiennent davantage les crédits accordés par l'International Development Association.

MM. De Man, de Stexhe, Demarneffe, Dua, Pairon et Versé ont également participé aux travaux de la Conférence ainsi qu'aux travaux des diverses Commissions.

ANNEE 1964.

Au cours de sa conférence annuelle tenue à Copenhague du 20 au 28 août, l'Union a adopté des résolutions relatives notamment aux étapes possibles sur la voie du désarmement général et d'autre part à l'adaptation de la Charte et des méthodes de travail des Nations Unies aux besoins d'une Société internationale élargie.

Dans le débat général, M. De Baeck a regretté que le Danemark et la Belgique appartiennent à deux communautés économiques différentes. Il voit dans la Communauté économique des Six l'embryon d'une communauté beaucoup plus large.

Il a montré que la Communauté économique européenne n'a pas substitué à l'égoïsme national l'égoïsme d'une Communauté de six Etats.

VI. Interparlementaire Unie.

JAAR 1963.

Op haar jaarlijkse conferentie van 12 tot 20 september 1963 te Belgrado, heeft de Unie resoluties aangenomen betreffende de vrijwaring van de vrede en o.m. :

a) nopens de middelen om de doelmatigheid van de actie van de O.V.N. met het oog op de handhaving van vrede en veiligheid te vergroten;

b) nopens de instelling van atoomvrije zones en zones met beperkte bewapening, als eerste stap naar een volledige algemene ontwapening;

c) nopens het akkoord van Moskou.

In het debat over het algemeen beleid, heeft de heer De Baeck gewezen op de noodzakelijkheid van een doelmatige samenwerking tussen de volkeren en een universele ontwapening. Naar zijn oordeel zijn de ideologische verschillen slechts de weerspiegeling van de economische en sociale tegenstellingen.

Hij is ervan overtuigd dat de hinderpalen die de wereld verdelen, kunnen worden overwonnen door de samengevoegde en herhaalde krachtsinspanningen van de regeringen en met de medewerking van de vrije parlementen.

Hij keurt het Verdrag van Moskou goed, dat een stap is op de weg naar ontwapening.

De heer De Winter heeft gesproken in het debat over het wereldprobleem van de ontwikkeling.

Hij heeft met name gevraagd dat de geïndustrialiseerde landen meer zouden bijdragen in de kredieten die de « International Development Association » verleent.

Ook de heren De Man, de Stexhe, Demarneffe, Dua, Pairon en Versé hebben deelgenomen aan de werkzaamheden van de Conferentie en aan die van de verschillende commissies.

JAAR 1964.

Op haar jaarlijkse conferentie van 20 tot 28 augustus te Copenhague, heeft de Unie resoluties aangenomen, met name betreffende de mogelijke etappes op de weg naar de algemene ontwapening en betreffende de aanpassing van het handvest en de werkmethodes van de Verenigde Naties aan de behoeften van een verruimde internationale maatschappij.

In het algemeen debat heeft de heer De Baeck gezegd te betreuren dat Denemarken en België tot twee verschillende economische gemeenschappen behoren. Hij beschouwt de economische gemeenschap van de Zes als de kern van een veel ruimere gemeenschap.

Hij heeft erop gewezen dat de Europese Economische Gemeenschap het nationaal egoïsme niet heeft vervangen door het egoïsme van een gemeenschap van zes staten.

M. De Baeck, en tant que président de la délégation et comme représentant d'un des pays fondateurs de l'Union Interparlementaire, a participé à la rédaction d'un message célébrant le 75^e anniversaire de cette organisation internationale.

Dans la discussion sur la lutte contre les déséquilibres de l'économie mondiale, M. De Winter a été d'avis que l'assistance fournie aux pays en voie de développement doit avoir pour but essentiel de mettre ces pays à même de développer leur économie par leurs propres moyens. Ils ont besoin de la stabilité des prix au plus haut niveau possible, de prix équitables et rémunérateurs pour leurs matières premières et aussi de débouchés pour leurs produits semi-finis.

Dans la discussion sur le problème de la détente internationale et de la paix, visant notamment l'adaptation de la Charte et les méthodes de travail des Nations Unies aux besoins d'une société internationale élargie, M. Moreau de Melen a souligné les progrès qui ont été réalisés à l'Union Interparlementaire comme aux Nations Unies, malgré certaines difficultés, en vue de réaliser une représentation équitable des nations au Conseil de Sécurité ainsi qu'au Conseil économique et social des Nations Unies.

Quant à la force internationale, l'Union Interparlementaire en 1962 à Brasilia a conclu, malgré l'opposition de plusieurs délégations, à l'établissement d'une force répondant aux besoins immédiats et à l'élaboration d'un statut de cette force. Aujourd'hui, l'U.R.S.S., qui le combattait, en admet le principe.

Dans ces deux domaines il y a donc progrès, constate l'orateur.

MM. Warnant, Hambye, Pairon, Van Buggenhout et Versé ont également participé aux travaux de la Conférence, ainsi qu'aux travaux des diverses Commissions.

**

De heer De Baeck, heeft als voorzitter van de afvaardiging en als vertegenwoordiger van een van de stichtende landen van de Interparlementaire Unie, medegewerkt aan de boodschap uitgegeven naar aanleiding van het 75 jarig bestaan van die internationale organisatie.

In het debat nopens de strijd tegen de onevenwichtigheid van de wereldeconomie heeft de heer De Winter als zijn mening te kennen gegeven dat de hulp aan de ontwikkelingslanden hoofdzakelijk ten doel moet hebben die landen in staat te stellen hun economie met eigen middelen te ontwikkelen. Zij hebben behoefte aan stabiliteit van de prijzen op een zo hoog mogelijk niveau, aan billijke en lonende prijzen voor hun grondstoffen en aan afzetgebieden voor halfafgewerkte produkten.

In de bespreking van het probleem van de internationale ontspanning en de vrede heeft de heer Moreau de Melen o.m. met betrekking tot de aanpassing van het handvest en de werkmethodes van de Verenigde Naties aan de behoeften van een verruimde internationale maatschappij, de vooruitgang geschetst die, in spijt van de gerezen moeilijkheden, in de Interparlementaire Unie zowel als in de Verenigde Naties, verwezenlijkt is, ten einde een billijke vertegenwoordiging van de naties in de Veiligheidsraad zowel als in de economische en sociale raad van de Verenigde Naties tot stand te brengen.

Wat betreft de internationale strijdmacht heeft de Interparlementaire Unie in 1962 te Brasilia, niettegenstaande het verzet van verschillende afvaardigingen, besloten dat de oprichting van zulk een strijdmacht aan de onmiddellijke behoeften beantwoordde en heeft zij een statuut voor die strijdmacht voorbereid. De U.S.S.R. die het voorstel bestreed, neemt thans het beginsel ervan aan.

Op die twee gebieden is dus vooruitgang geboekt, aldus de h. Moreau de Melen.

Ook de hh. Warnant, Hambye, Pairon, Van Buggenhout en Versé hebben aan de werkzaamheden van de Conferentie en aan die van verschillende commissies deelgenomen.

**

CINQUIEME PARTIE.

VOTES.

Votre Commission a donc adopté les amendements (Doc. Sénat n° 137 — Session 1964-1965) du Gouvernement, dont il a été question à la III^e Partie.

Elle a voté le budget à l'unanimité moins une voix.

Elle a approuvé le rapport à l'unanimité.

Le Rapporteur,
H. MOREAU DE MELEN.

Le Président,
P. STRUYE.

VIJFDE DEEL.

STEMMINGEN.

Uw Commissie heeft dus de amendementen van de Regering (Gedr. St., Senaat, n° 137, Zitting 1964-1965) aangenomen, waarvan sprake was in het derde deel.

De begroting is, op een stem na, eenparig aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. MOREAU DE MELEN.

De Voorzitter,
P. STRUYE.

ANNEXE I.

1) *Lettre, en date du 30 mars 1963, du Premier Ministre de la République du Congo, adressée au Secrétaire Général.*

J'ai appris que la séance du 20 mars 1963 du Comité consultatif des Nations-Unies pour le Congo n'a pas permis de terminer l'examen de la question de modernisation de l'Armée nationale congolaise.

Or, sur base de votre lettre du 27 décembre et de la correspondance qui y a fait suite, mon gouvernement a considéré que l'Organisation des Nations-Unies s'était engagée à soutenir le programme tel qu'il était présenté, et à coordonner elle-même l'ensemble de l'opération de réorganisation. Il ne peut y avoir, dès lors, que des modalités d'application à définir ou à négocier, mais il ne se concevrait pas que l'ensemble du programme puisse faire l'objet d'une remise en question.

Le Gouvernement congolais se permet de souligner l'urgence qu'il y a à entreprendre cette réorganisation; d'elle dépend, pour une large part, un allègement des dépenses consenties pour l'Opération des Nations-Unies au Congo. Tout délai nouveau risque d'avoir des conséquences financières très lourdes.

J'espère qu'il vous sera possible de prendre très bientôt toutes les initiatives nécessaires pour mettre en œuvre le programme prévu aussitôt que possible. Le gouvernement ne peut comprendre qu'une tâche aussi essentielle à la vie du pays puisse souffrir de graves retards pour des raisons de procédure. Aussi suggérerai-je, à la suite de la prochaine séance du Comité, de nommer un responsable qui pourrait prendre contact avec mon gouvernement et commencer, dans les plus brefs délais, à mettre le programme en application.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Cyrille ADOULA.



2) *Mémoire relatif à la demande d'assistance présentée par le Gouvernement congolais pour la modernisation de l'Armée nationale congolaise.*

1. Dès l'adoption de la résolution S/4387 du Conseil de Sécurité en date du 14 juillet 1960, le principe de l'assistance militaire des Nations-Unies au Gouvernement congolais a été admis, dans la perspective d'arriver, grâce à cette assistance, à ce que « les forces de sécurité nationales (congolaises) soient capables d'assumer pleinement leurs fonctions ».

L'accord de principe, conclu entre le Président Kasa-Vubu et la délégation représentant le Secrétaire

BIJLAGE I.

1) *Brief van 30 maart 1963 van de Eerste Minister van de Republiek Kongo aan de Secretaris-generaal.*

Ik verneem dat het Consultatief Comité der Verenigde Naties voor Kongo ter zitting van 20 maart 1963 het onderzoek van het vraagstuk der modernisering van het Kongolese nationale leger niet heeft kunnen beëindigen.

Steunend op uw brief van 27 december en de daarbij aansluitende briefwisseling, was mijn regering nochtans van oordeel dat de Organisatie der Verenigde Naties op zich genomen had het programma te steunen zoals het werd voorgesteld en zelf het geheel van de reorganisatiewerkzaamheden te coördineren. Onder die omstandigheden kan er dan ook alleen sprake van zijn de toepassingsvoorwaarden te omschrijven of te bespreken, maar het ware ondenkbaar dat het gehele programma opnieuw zou worden gediscussieerd.

De Kongolese regering veroorlooft zich er nadruk op te leggen dat deze reorganisatie spoed eist; zij zal aanzienlijk bijdragen tot een vermindering van de uitgaven voorzien voor de operatie der Verenigde Naties in Kongo. Ieder nieuw uitstel zou zeker ernstige financiële gevolgen kunnen hebben.

Ik hoop dat u in staat zult zijn om binnen zeer korte tijd de nodige initiatieven te nemen ten einde zohast mogelijk het voorziene programma in toepassing te brengen. De regering kan niet begrijpen dat een taak die zo noodzakelijk is voor 's land leven ernstige vertraging zou ondergaan wegens procedurekwesties. Daarom zou ik willen voorstellen dat, ter gelegenheid van een volgende zitting van het Comité, een verantwoordelijke zou worden aangesteld die met mijn regering in contact zou kunnen treden en binnen de kortste tijd een aanvang zou kunnen maken met de uitvoering van het programma.

Met zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) Cyrille ADOULA.



2) *Memorandum betreffende de aanvraag ingediend door de Kongolese regering tot het bekomen van bijstand voor de modernisering van het Kongolese nationale leger.*

1. Zodra de resolutie S/4387 van de Veiligheidsraad van 14 juli 1960 was aangenomen, is het beginsel aanvaard, dat de Verenigde Naties aan de Kongolese regering militaire bijstand zouden verlenen om, dank zij deze bijstand, te bereiken « dat de nationale (Kongolese) veiligheidsstroepen in staat zouden zijn om hun rol volledig te vervullen ».

Het principieel akkoord, op 17 april 1961 gesloten tussen President Kasa-Vubu en de afvaardiging die

Général des Nations-Unies, en date du 17 avril 1961, convenait que : « La réorganisation de l'armée serait faite sous l'autorité du Président de la République, avec l'assistance des Nations-Unies, et sur la base des propositions formulées par le Chef de l'Etat dans sa lettre du 5 mars au Secrétaire Général des Nations-Unies. »

2. Les développements de la situation au Congo et notamment la nécessité d'utiliser la Force des Nations-Unies pour réduire la sécession katangaise, n'ont pas permis de donner aux principes arrêtés plus haut, une application méthodique et immédiate.

Il est cependant urgent d'entreprendre cette tâche sur une échelle plus vaste que celle des petites réalisations obtenues jusqu'ici. En effet, l'action de pacification des contingents de la Force des Nations-Unies est pratiquement terminée et l'effort financier considérable consenti par les Nations membres pour la soutenir, ne peut plus être prolongé. C'est pourquoi, il importe que l'Armée nationale congolaise puisse dès que possible relayer efficacement l'action pacificatrice des casques bleus, dont certains regagnent déjà leurs pays.

La situation particulière du Katanga, où un grand nombre de membres de la gendarmerie katangaise n'ont pas répondu à l'appel du Gouvernement central et n'ont pas remis leurs armes rend cette nécessité encore plus pressante. Il n'est pas pensable, que par défaut d'instructeurs ou d'entraînements, les unités de l'ANC qui prendront la suite des contingents ONU au Katanga, ne puissent pas exploiter le succès que ceux-ci ont si brillamment acquis. Même s'il ne s'agit plus aujourd'hui que de consolider pacifiquement ce succès en coopération avec l'ONU, il importe que l'action politique puisse s'appuyer sur une force de l'ordre parfaitement disciplinée et de grand sang-froid.

3. La nécessité de cette tâche et son urgence étant établies, il importe pour le Gouvernement central de l'entreprendre dans les meilleures chances de succès. De plus, il ne peut être question de demander un nouvel effort financier trop important aux Nations-Unies dont les contributions ont atteint des montants considérables.

Ces considérations ont amené le Gouvernement congolais à examiner les propositions qui lui ont été présentées par un certain nombre de pays. La juxtaposition de ces différentes aides possibles permettrait de donner une réponse d'ensemble au problème posé, tout en évitant de confier à un ou deux pays l'exclusivité de l'assistance avec les inévitables conséquences que celle-ci aurait entraînées.

Ces propositions permettraient également de donner une réponse au problème financier posé par la réorganisation, chacun des pays offrant les instructeurs, assumant en même temps tous les frais de leur mission.

Enfin, l'efficacité de l'action à mener a guidé le Gouvernement dans la considération de ces propositions. Il est à rappeler notamment que l'ANC est une

de Secretaris-generaal der Verenigde Naties vertegenwoordigde, bepaalt dat : « De reorganisatie van het leger zou geschieden onder het gezag van de President van de Republiek, met de bijstand van de Verenigde Naties, en op basis van de voorstellen door het Staatshoofd gedaan in zijn brief van 5 maart aan de Secretaris-generaal der Verenigde Naties. »

2. De evolutie van de toestand in Kongo en onder meer de noodzakelijkheid om de troepen der Verenigde Naties te gebruiken om de Katangese afscheiding te bedwingen, lieten niet toe de bovenvermelde principes methodisch en onmiddellijk toe te passen.

Deze taak moet nochtans allerdringendst worden ondernomen op een grotere schaal dan de kleine verwezenlijkingen die tot hier toe bereikt werden. De vredesactie van de contingents der UNO-troepen is immers praktisch ten einde en de aanzienlijke financiële inspanning die de Lid-Staten zich daartoe hebben getroost kan niet langer worden voortgezet. Het komt er dan ook op aan dat het Kongolese nationale leger zodra mogelijk de aflossing zou verzekeren van de vredesactie der blauwhelmen waarvan sommigen reeds naar hun land terugkeren.

De bijzondere toestand in Katanga, waar een groot aantal leden van de Katangese gendarmerie geen gevolg hebben gegeven aan de oproep van de Centrale regering en hun wapens niet hebben ingeleverd, legt nog meer de nadruk op deze noodzakelijkheid. Het ware niet denkbaar dat, bij gebrek aan instructeurs of aan oefening, de eenheden van het K.N.L. die de UNO-contingents in Katanga zullen aflösen, niet in staat zouden zijn om het schitterend succes te exploiteren. Ook al geldt het nu alleen nog de vreedelievende bestendiging van dit succes in samenwerking met de UNO, dan nog moet de politieke actie kunnen steunen op goed gedisciplineerde en koelbloedige ordetrijdkrachten.

3. Vermits de noodzakelijkheid en de urgentie van deze taak vaststaan is het van belang dat de Centrale regering ze kan ondernemen met de grootste kans op welslagen. Daarenboven kan er geen nieuwe, al te grote financiële inspanning worden geleverd van de Verenigde Naties, waarvan de bijdragen reeds aanzienlijke bedragen hebben bereikt.

Op grond van deze overwegingen heeft de Kongolese regering de voorstellen onderzocht die haar door verscheidene landen werden gedaan. Indien men die verschillende bijstandsmogelijkheden naast elkaar plaatst, zou men kunnen komen tot een gezamenlijke oplossing van het vraagstuk en tevens vermijden dat de bijstand uitsluitend aan een of twee landen zou worden toevertrouwd, met de onvermijdelijke gevolgen van dien.

Deze voorstellen zouden tevens een oplossing brengen van de financiële aspecten van de reorganisatie, vermits ieder land dat instructeurs aanbiedt, ook de kosten van hun opdracht draagt.

Ten slotte werd de Regering, bij het onderzoek van deze voorstellen, geleid door de bezorgdheid om de actie doeltreffend te voeren. Er dient op te worden

institution qui a un passé, une organisation, des traditions. S'il faut actuellement la réorganiser, il ne peut être question de le faire à partir d'une table rase, sans quoi l'opération prendrait certainement plusieurs années. Le Gouvernement entend accepter les propositions des pays qui sont à même de lui donner une aide efficace dans les mêmes délais. Il insiste pour que cette aide soit accordée sur une base d'égalité, et avec toute l'assurance nécessaire que ses droits de souveraineté seront pleinement préservés. En outre, le Gouvernement a tenu à renforcer cette assurance par la garantie de l'ONU en lui confiant un rôle essentiel de coordination.

4. Il est à souligner par ailleurs que le Gouvernement congolais n'a pas arrêté un choix définitif et limitatif. Il a présenté au Secrétaire Général une gamme d'aides dont il pense pouvoir faire le meilleur usage et qu'il sait parfaitement acceptables sous tous autres points de vues. Il a agi là en pays souverain, n'étant guidé ni par les pressions ni par les menaces, se contentant d'affirmer qu'il a besoin d'aides, que ces aides sont urgentes, et qu'il les a trouvées auprès de certains pays, il suggéra de les utiliser, pour aller vite, puisqu'un premier examen lui a prouvé qu'elles étaient parfaitement acceptables.

Si d'autres offres présentent les mêmes caractéristiques, elles seront étudiées avec le même intérêt, sans toutefois aller jusqu'à une trop grande dispersion qui pourrait être préjudiciable à la réussite du projet.

5. Le Gouvernement congolais a voulu souligner le rôle important qu'il entend confier aux Nations-Unies pour la nouvelle phase de son action au Congo, en lui demandant son assistance pour coordonner les programmes d'action qui seront ainsi mis en œuvre; il n'est donc nullement dans les intentions du Gouvernement de se passer des services des Nations-Unies, il souhaite au contraire disposer du concours de ses experts pour exercer pleinement, avec leur assistance, sa mission souveraine de contrôle, de surveillance, et de coordination des programmes d'action. Les Nations-Unies verraient diminuer progressivement leur rôle sur le plan opérationnel, mais garderaient un rôle de conseiller extrêmement précieux, au niveau du contrôle d'ensemble de l'établissement des plans et de la répartition du travail, entre les différentes aides. Cette mission est déjà exercée par les Nations-Unies en matière d'assistance civile, c'est également vers ce type d'action que s'orientent un certain nombre d'organismes spécialisés des Nations-Unies dans leurs opérations au Congo.

Le Gouvernement congolais admet que cette assistance des Nations-Unies peut présenter, en matière militaire, des aspects quelque peu plus compliqués. Il est prêt d'ailleurs à en discuter les modalités d'application et à inclure dans son plan, les amendements que le Secrétaire Général souhaiterait y apporter. Il estime cependant qu'en formulant ses propositions il est resté attentif à sauvegarder deux points essentiels :

gewezen dat het K.N.L. een instelling is met een verleden, een organisatie en tradities. Indien men het moet reorganiseren kan er geen sprake van zijn dat men opnieuw van niets zou vertrekken, want dan zou de operatie zeker verscheidene jaren vergen. De Regering is van plan de voorstellen te aanvaarden van de landen die in staat zijn, binnen dezelfde termijnen, een doeltreffende bijstand te verschaffen. Zij dringt erop aan dat deze bijstand zou worden verleend op een basis van gelijkheid, met de volledige verzekering dat haar soevereine rechten absoluut zullen worden geëerbiedigd. Daarenboven heeft de Regering eraan gehouden deze verzekering kracht bij te zetten door, als waarborg, de UNO een essentiële coördinatierol toe te vertrouwen.

4. Anderzijds dient erop gewezen dat de Kongolese regering geen definitieve en beperkende keuze heeft gedaan. Zij heeft de Secretaris-generaal een reeks bijstandsmogelijkheden voorgelegd, waarvan zij meent eens degelijk gebruik te kunnen maken en die zij in alle opzichten als volstrekt aanvaardbaar beschouwt. Zij heeft gehandeld als soevereine staat, zonder zich te laten beïnvloeden door druk of door bedreigingen, zich er toe beperkend te bevestigen dat zij bijstand behoeft, onverwijld behoeft, en dat zij hem bij sommige landen gevonden heeft. Zij stelde voor gebruik te maken van deze bijstand, om de zaken te bespoedigen, vermits uit een eerste onderzoek bleek dat de voorwaarden volstrekt aanvaardbaar waren.

Nieuwe gelijkaardige aanbiedingen zullen met dezelfde belangstelling worden onderzocht, wat nochtans niet mag leiden tot een al te grote versnippering die het welslagen van het ontwerp in het gedrang zou kunnen brengen.

5. De Kongolese regering heeft de nadruk willen leggen op de belangrijke taak die zij aan de Verenigde Naties wil opdragen voor de nieuwe fase van de actie der Organisatie in Kongo, door te verzoeken om haar hulp bij de coördinatie van de actieprogramma's die zullen worden aangevat. Het ligt dus geenszins in de bedoeling van de Regering af te zien van de diensten van de UNO; zij wenst integendeel te mogen beschikken over de experten van de Organisatie om met hun medewerking haar soevereine opdracht van controle, van toezicht en van coördinatie der actieprogramma's te kunnen uitoefenen. De Verenigde Naties zouden dus hun rol geleidelijk zien verminderen op operationeel gebied, maar zouden de taak van zeer gewaardeerd raadgever blijven vervullen bij het algemeen toezicht over het opmaken van de plannen en over de werkverdeling van de geboden bijstand. De Verenigde Naties vervullen deze taak reeds op het gebied van de burgerlijke bijstand en in dezelfde richting werken reeds verschillende gespecialiseerde organisaties van de UNO bij hun actie in Kongo.

De Kongolese regering neemt aan dat deze bijstand van de Verenigde Naties, op militair vlak, sommige moeilijkheden kan vertonen. Zij is ten andere bereid er de toepassingswijze van te bespreken en in haar plan de wijzigingen aan te brengen die de Secretaris-generaal zou verlangen. Zij is nochtans van oordeel dat bij het formuleren van haar voorstellen, zij erover gewaakt heeft twee essentiële punten zeker te stellen :

A) L'esprit de l'accord du 17 avril, rappelé ci-dessus en ce qu'il prévoit que le Président de la République réorganiserait l'armée, sous son autorité, et avec l'assistance des Nations-Unies;

B) La souveraineté de la République du Congo qui a incontestablement un droit de choix et d'initiative dans un domaine qui touche d'aussi près au maintien de ses institutions et de l'ordre public.

Léopoldville, le 28 mars 1963.

J. BOMBOKO,
Ministre des Affaires
étrangères.

**

3) *Lettre en date du 16 avril 1963 adressée au Secrétaire Général par le Premier Ministre de la République du Congo.*

Dans ma dernière lettre datée du 30 mars, sur l'instruction et la modernisation de l'Armée Nationale congolaise, je vous ai dit combien j'estimais importante et urgente ma demande d'assistance à ce sujet. De plus, mon représentant auprès des Nations-Unies vous a transmis le mémoire du Ministre des Affaires étrangères sur ce même sujet, en date du 28 mars 1963, où la façon de voir de mon Gouvernement est exposée plus en détail.

Des rapports qui me sont parvenus sur les débats du Comité Consultatif, il en ressort que la principale objection qui entraîne la réticence de la plupart des membres africains du Comité Consultatif se fonde sur le fait que la procédure suivant laquelle l'assistance des pays européens cités est sollicitée et/ou offerte, n'est point conforme à la Résolution 1474 (ES-IV) adoptée par l'Assemblée générale en septembre 1960 et est contraire plus particulièrement au paragraphe 6 de la même Résolution qui dit :

« Sans préjudice des droits souverains de la République du Congo, invite tous les Etats à s'abstenir de fournir, directement ou indirectement des armes ou autre matériel de guerre, du personnel militaire ou autre assistance à des fins militaires au Congo pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire des Nations-Unies, sauf si les Nations-Unies le demandent, par l'entremise du Secrétaire Général. »

J'admets que cet aspect du problème n'a pas été envisagé dans mes lettres antérieures et c'est de lui spécialement qu'il sera question dans cette lettre.

Vous conviendrez avec moi, j'en suis sûr, que la situation actuelle dans mon pays est si radicalement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption de la Résolution que le paragraphe 6 de ce texte ne correspond plus à la réalité et est inapplicable. A l'époque, cette clause était sans nul doute une garantie nécessaire, la crise politique aiguë et la menace de chaos commandant d'adopter des mesures d'urgence pour éviter toute ingérence dangereuse de l'extérieur.

A) De geest van de bovengenoemde overeenkomst van 17 april waarin bepaald wordt dat de President van de Republiek het leger zal reorganiseren onder zijn gezag en met de bijstand van de Verenigde Naties;

B) De soevereiniteit van de Republiek Kongo die ontegenzeggelijk een recht van keuze en initiatief heeft op een gebied dat zo nauw verband houdt met het behoud van haar instellingen en van de openbare orde.

Leopoldstad, 28 maart 1963.

(w.g.) J. BOMBOKO
Minister van Buitenlandse Zaken.

**

3. *Brief van 16 april 1963, aan de Secretaris-generaal gericht door de Eerste-Minister van de Republiek Kongo.*

In mijn laatste brief gedagtekend van 30 maart, over de opleiding en de modernisering van het Kongolese Nationale Leger, heb ik u gezegd hoe belangrijk en dringend ik mijn vraag om bijstand achtte. Mijn vertegenwoordiger bij de Verenigde Naties heeft u daarenboven over hetzelfde onderwerp het memorandum van 28 maart 1963 overhandigd, opgesteld door de Minister van Buitenlandse Zaken, waarin de zienswijze van mijn Regering breedvoerig is weergegeven.

Uit de verslagen die mij toekwamen over het debat in het Consultatief Comité blijkt dat de bijzonderste moeilijkheid die de meeste Afrikaanse leden van het Consultatief Comité tegenhoudt, steunt op het feit dat de procedure gevolgd bij de vraag en/of aanbod van de bijstand der vermelde landen niet overeenstemt met de resolutie 1474 (ES-IV) aangenomen door de Algemene Vergadering in september 1960 en voornamelijk strijdig is met lid 6 van dezelfde resolutie, luidende :

« Zonder afbreuk te doen aan de soevereine rechten van de Republiek Kongo, nodigt alle staten uit zich te onthouden van de rechtstreekse of onrechtstreekse levering van wapens of ander oorlogsmaterieel, van militair personeel of andere militaire bijstand aan Kongo voor de duur van de militaire bijstand tijdelijk op tussenkomst van de Verenigde Naties verleend, behalve indien de Verenigde Naties, door bemiddeling van de Secretaris-generaal er om verzoeken. »

Ik bekken dat dit aspect van de kwestie niet werd behandeld in mijn vorige briefwisseling en hierover wordt vooral in deze brief gesproken.

U zult het zeker met mij erover eens zijn dat de huidige toestand in mijn land zo radikaal verschilt van de toestand die bestond op het ogenblik dat die resolutie werd aanvaard, dat, lid 6, van deze tekst niet meer aan de werkelijkheid beantwoordt en onmogelijk toe te passen is. Destijds was dit beding ongetwijfeld een noodzakelijke waarborg, vermits de scherpe politieke crisis en de vrees voor een chaos ertoe verplichtten dringende maatregelen te treffen, om iedere gevaarlijke vreemde inmenging te verhinderen.

ANNEXE II.

Lettre, en date du 29 avril 1963 adressée au Premier Ministre de la République du Congo par le Secrétaire général.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 0560/3 du 16 avril 1963 dans laquelle vous soulevez en particulier la question de l'application du paragraphe 6 de la résolution A/RES/1474 (ES-IV) adoptée par l'Assemblée générale en septembre 1960, en ce qui concerne la liberté d'action de votre gouvernement pour ce qui est de demander une assistance pour instruire et réorganiser les forces armées congolaises.

J'ai mûrement réfléchi aux vues exposées dans votre lettre, et j'ai procédé à ce sujet à des consultations approfondies avec les membres du Comité consultatif pour le Congo. Je suis maintenant en mesure de vous informer que tous s'accordent ici à reconnaître la nécessité et l'urgence d'un programme d'instruction et de réorganisation de l'Armée nationale congolaise et espèrent vivement qu'on trouvera un moyen de mettre en œuvre un programme de ce genre. Chacun souligne également que les droits souverains et l'autorité de votre gouvernement sont pleinement reconnus et qu'il ne saurait être question de les restreindre en aucune manière. Il convient de faire observer, en outre, que nul ne met en doute que le passage du paragraphe 6 de la résolution où il est dit « pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire des Nations Unies » signifie que le paragraphe 6 s'applique seulement aussi longtemps que la Force des Nations Unies doit rester au Congo. J'ajoute que, d'une façon générale on estime, comme vous, que la résolution en question a été adoptée à un moment où la situation politique au Congo était très différente de ce qu'elle est maintenant. Je tiens à préciser, cependant, que nombreux sont ceux qui pensent que seule l'Assemblée générale elle-même peut donner une interprétation autorisée de ladite résolution.

M. Justin Bomboko et votre représentant aux Nations Unies vous ont certainement tenu pleinement au courant des échanges de vues qui ont eu lieu ici à ce sujet ainsi que des opinions exprimées et des positions prises par les différentes délégations qui composent le Comité consultatif pour le Congo. Vous connaissez donc les divers points de vue qui se sont manifestés, y compris les diverses autres solutions qui ont été suggérées.

Pour ce qui est du rappel de l'accord entre le Secrétaire général et le Président de la République du Congo (document S/4807 du 17 mai 1961 (1)), je dois dire qu'à mon avis cet accord ne porte pas atteinte (et ne

(1) *Note de la Commission :*

La date du 17 mai est celle du document S/4807, contenant le 2^e rapport du Secrétaire général au Conseil de Sécurité, qui cite l'accord du 17 avril précédent. Cet accord est annexé au rapport et est bien daté au 17 avril.

BIJLAGE II.

Brief van 20 april 1963, door de Secretaris-generaal gericht aan de Eerste-Minister van de Republiek Kongo.

Ik heb de eer ontvangst te melden van uw brief n° 0560/3 van 16 april 1963 waarin u voornamelijk spreekt over de toepassing van lid 6 van de resolutie A/RES/1474 (ES-IV), aangenomen door de Algemene Vergadering in september 1960, betreffende de vrijheid van handelen uwer regering, bij het vragen van bijstand om de Kongolese strijdkrachten te onderrichten en te reorganiseren.

Ik heb aandachtig de door u uiteengezette standpunten onderzocht en heb dienaangaande de leden van het Consultatief Comité voor Kongo grondig geraadpleegd. Thans ben ik bij machte u mee te delen dat allen de noodzakelijkheid en de urgentie erkennen van een programma van instructie en reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger en de vurige hoop koesteren, dat een middel moge worden gevonden om een dergelijk programma te verwezenlijken. Iedereen legt er tevens de nadruk op dat de soevereine rechten en het gezag van uw regering ten volle worden erkend en er geen sprake kan zijn van deze op welke manier ook te beknotten. Daarenboven past het te doen opmerken dat iedereen het erover eens is om te zeggen dat de passus in lid 6 van de resolutie waarin wordt gezegd « voor de duur van de militaire bijstand tijdelijk op tussenkomst van de Verenigde Naties verleend » betekent dat lid 6 alleen van toepassing is zolang de Politie-macht van de Verenigde Naties in Kongo moet blijven. Ik voeg hier aan toe dat men over 't algemeen uw mening deelt dat de bewuste resolutie werd aangenomen op een ogenblik dat de politieke toestand in Kongo volledig van de huidige toestand verschilde. Ik houd er nochtans aan hieraan toe te voegen dat velen van oordeel zijn dat alleen de Algemene Vergadering zelf bevoegd is om de kwestieuze resolutie te interpreteren.

De heer Justin Bomboko en uw vertegenwoordiger bij de Verenigde Naties hebben u zeker volledig ingelicht over de gedachtenwisselingen die hier over dit onderwerp plaats vonden en over de houding die hieromtrent werd aangenomen door de verschillende delegaties die deel uitmaken van het Consultatief Comité voor Kongo. U kent dan ook de verschillende meningen die werden geuit evenals de verschillende voorgestelde wisseloplossingen.

Wat de verwijzing betreft naar de overeenkomst gesloten tussen de Secretaris-generaal en de President van de Kongolese Republiek (document S/4807 van 17 mei 1961) (1), moet ik zeggen dat volgens mijn me-

(1) *Nota van de Commissie :*

17 mei is de datum van het document S/4807, waarin men het tweede verslag vindt van de Secretaris-generaal aan de Veiligheidsraad. Dit verslag vermeldt de overeenkomst van 17 april. Deze overeenkomst is bij het verslag gevoegd en is wel degelijk gedateerd van 17 april.

saurait évidemment porter atteinte) aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité. En fait le Secrétaire général l'a précisé dans sa lettre du 26 avril 1961, qui faisait explicitement partie de l'accord définitif et qui a été publiée avec le texte de l'accord paraphé, dans les annexes au document susmentionné.

Vous comprendrez, j'en suis sûr, que, dans ces conditions, je doive, à mon grand regret, vous informer qu'il ne m'est pas possible de répondre à votre lettre d'une manière qui vous donne satisfaction pour ce qui est de l'interprétation de la résolution. Toutefois, je continue d'espérer que l'on trouvera un moyen de fournir à l'Armée Nationale congolaise l'assistance dont elle a un besoin urgent, et vous pouvez être assuré que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider à obtenir cette assistance.

Je vous prie d'agréer, etc...

(Signé) U THANT.

ning deze overeenkomst geen inbreuk maakt (en natuurlijk geen inbreuk zou kunnen maken) op de resoluties aangenomen door de Algemene Vergadering en door de Veiligheidsraad. De Secretaris-generaal heeft zulks doen opmerken in zijn brief van 26 april 1961 die expliciet deel uitmaakte van de definitieve overeenkomst en die werd gepubliceerd met de tekst van de geparafeerde overeenkomst, in de bijlagen van het bovengenoemde document.

Ik ben ervan overtuigd dat u zult begrijpen dat ik, onder deze voorwaarden, tot mijn groot spijt u geen bevredigend antwoord kan geven op uw brief omtrent de interpretatie van de resolutie. Ik blijf nochtans verhopen dat men een middel zal vinden om aan het Kongolees Nationale Leger de bijstand te verlenen waaraan het dringend behoefte heeft en u kunt ervan verzekerd zijn dat ik al zal doen wat in mijn macht ligt om u deze bijstand te helpen verkrijgen.

Met zeer bijzondere hoogachting,

(w.g.) U. THANT.

ANNEXE III.

*Lettre du Premier Ministre du Congo M. C. Adoula
au Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.*

Léopoldville, le 29 avril 1963.

N° 941/63.

Monsieur le Ministre,

La nécessité de réorganiser l'Armée Nationale Congolaise et de pourvoir notamment à la modernisation de son équipement et à son encadrement s'impose depuis longtemps au Gouvernement de la République du Congo.

Les conditions requises paraissant réunies, celui-ci a décidé de procéder immédiatement à cette réorganisation.

Conscient de l'aide qu'ont apportée à la République les Nations Unies, le Gouvernement congolais n'a pas voulu entamer cette tâche sans porter auparavant, par courtoisie, le problème devant cette Institution.

Les débats auxquels son examen y a donné lieu ont malheureusement prouvé que l'organe des Nations Unies auquel appartenait l'étude de la question, était incapable de proposer une solution valable étant donné que les représentants d'une partie des pays qui y siègent ont mêlé aux discussions des éléments sans rapport avec le fond de celle-ci et assurément sans rapport avec l'intérêt de la République, éléments qui leur étaient dictés par une conception sentimentale du problème, par une méconnaissance de la question ou simplement par des motifs moins avouables d'égoïsme national.

La solution avancée, après mûre réflexion, par le Gouvernement de la République lui-même, n'a pu être, pour ces mêmes motifs, retenue par le Comité consultatif.

Toutefois, les membres de ce Comité ont été unanimes à reconnaître que la République du Congo, Etat souverain, demeure libre de ses destinées et des options auxquelles elle entend adhérer.

C'est dans le cadre de cette souveraineté que, une solution internationale n'ayant pu être dégagée, la République du Congo entend entamer la réorganisation de son armée.

Lors des conversations belgo-congolaises qui se sont déroulées à Bruxelles les 25, 26 et 27 février dernier, le Gouvernement belge a bien voulu indiquer qu'il était prêt à fournir à la République une assistance dans le domaine de la réorganisation de l'Armée Nationale Congolaise.

BIJLAGE III.

Brief van de Eerste-Minister van Kongo, de heer C. Adoula, aan de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken.

Leopoldstad, 29 april 1963.

N° 941/63.

Mijnheer de Minister,

Sinds lange tijd staat de Regering van de Republiek Kongo voor de noodzakelijkheid het Kongolese Nationale Leger te reorganiseren door ondermeer over te gaan tot de modernisering van zijn uitrusting en tot het vormen van een kader.

Vermits aan de vereiste voorwaarden voldaan schijnt te zijn, heeft de Regering besloten tot de onmiddellijke doorvoering van deze reorganisatie.

Bewust van de bijstand door de Verenigde Naties aan de Republiek verleend, heeft de Kongolese regering die taak niet willen aanvatten zonder eerst, uit hoffelijkheid, het probleem aan deze instelling voor te leggen.

De debatten aan het vraagstuk gewijd hebben ongelukkig genoeg aan het licht gebracht dat het orgaan der Verenigde Naties dat de kwestie moest bestuderen, niet bij machte was om een geldige oplossing voor te stellen. Oorzaak hiervan was dat de afgevaardigden van een gedeelte der aldaar zetelende landen, in de besprekingen elementen hadden gemengd die met de grond van de zaak en zeker met het belang van de Republiek niets te maken hebben, elementen die hun werden ingegeven door een sentimentele benadering van het probleem, door niet-begrijpen van de kwestie of eenvoudig wegens minder mooie redenen van nationale zelfzucht.

De oplossing die de Regering van de Republiek na rijp beraad zelf had voorgesteld, kon om dezelfde redenen niet worden aanvaard door het Consultatief Comité.

De leden van dit Comité hebben nochtans eenparig erkend dat de Republiek Kongo, als soevereine Staat, vrij over haar lot beschikte en vrij bleef in de keuze van een oplossing.

Nu een internationale oplossing onmogelijk tot stand kon komen, wenst de Republiek Kongo, in het licht van die soevereiniteit, een aanvang te maken met de reorganisatie van haar leger.

Tijdens de Belgisch-Kongolese besprekingen die op 25, 26 en 27 februari laatstleden plaats hadden, heeft de Belgische regering wel willen verklaren, dat zij bereid was aan de Republiek bijstand te verlenen bij de reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger.

Les deux délégations gouvernementales avaient cependant, à cette époque, souligné la nécessité de consulter les Nations Unies.

Cette consultation n'ayant pas apporté au problème de solution internationale, le Gouvernement de la République demande aujourd'hui au Gouvernement belge de bien vouloir lui prêter cette aide, dans le cadre d'une assistance technique bilatérale, que la Belgique n'a pas cessé d'apporter au Congo.

Il s'agit, ainsi que vous le savez, d'une assistance destinée à réorganiser l'armée congolaise grâce à la modernisation de son équipement, à la formation de ses cadres et à l'encadrement de ses effectifs.

Les modalités de l'octroi et de l'utilisation d'une telle assistance pourraient, si le Gouvernement belge veut bien accorder à la demande du Gouvernement de la République du Congo une suite favorable, être négociées bilatéralement entre les experts des Ministères de la Défense nationale des deux pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,

(s.) Cyrille ADOULA.

Beide regeringsafvaardigingen hadden er destijds nochtans op gewezen dat het noodzakelijk was de Verenigde Naties te raadplegen.

Nu deze raadpleging niet tot een internationale oplossing heeft geleid, vraagt de Regering van de Republiek thans aan de Belgische regering haar die bijstand te willen verlenen in het kader van de bilaterale technische bijstand die België steeds aan Kongo heeft verleend.

Zoals u weet moet die bijstand dienen om het Kongolese leger te reorganiseren door de modernisering van zijn uitrusting, door de vorming van zijn kaders en door de encadrering van zijn effectieven.

De wijze waarop de bijstand wordt verleend en aangewend zou, indien de Belgische regering gunstig wenst te beschikken op het verzoek van de regering van de Republiek Kongo, bilateraal kunnen besproken worden door de experten van het Ministerie van Landsverdediging der beide landen.

Met bijzondere hoogachting,

De Eerste-Minister,

(w.g.) Cyrille ADOULA.

ANNEXE IV.

Réponse de Ministre des Affaires Etrangères de Belgique au Premier Ministre de Congo.

Bruxelles, le 20 mai 1963.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai bien reçu votre lettre du 29 avril, par laquelle vous demandez au Gouvernement belge, dans le cadre du programme d'assistance technique qu'il fournit actuellement à la République du Congo, de faire un effort particulier en vue de contribuer à la modernisation et à la réorganisation de l'armée nationale congolaise.

Comme vous, je suis convaincu de l'importance de ce problème et, dès le mois de novembre 1961, je soulagais au Conseil de Sécurité la nécessité de doter le Gouvernement congolais d'une armée réorganisée en en vue de pouvoir remplacer les contingents des Nations Unies.

Au cours de nos conversations des 25, 26 et 27 février dernier, nous avons estimé que puisque des demandes seraient adressées par le Gouvernement congolais à plusieurs Etats différents, il serait opportun de mettre sur pied un programme multinational coordonné sous l'égide des Nations Unies.

Pour différents motifs, le Secrétaire général des Nations Unies n'a pu faire droit à la demande que vous lui avez adressée dans ce sens, mais dans sa réponse il a reconnu formellement les droits souverains du Congo et, en conséquence, la possibilité pour le Gouvernement de conclure avec d'autres Etats des conventions bilatérales d'assistance technique militaire.

Le Gouvernement belge a décidé de répondre favorablement à votre demande et de mettre à votre disposition dans son cadre général d'assistance technique et suivant les possibilités les experts militaires dont vous aurez besoin pour réorganiser votre armée.

L'ambassade de Belgique à Léopoldville sera chargée de prendre contact avec votre gouvernement en vue de préciser le domaine exact dans lequel la Belgique peut vous accorder cette assistance, et les modalités suivant lesquelles les experts seront mis à votre disposition. L'ambassade aura également pour mission de discuter avec vous la procédure suivant laquelle l'assistance technique militaire belge sera coordonnée avec les programmes d'assistance accordée par d'autres pays.

J'informe le Secrétaire général des Nations Unies de la teneur de ma réponse et j'espère qu'il nous sera possible, comme vous l'indiquez vous-même dans votre lettre du 9 mai, au Secrétaire général, de trouver encore une formule permettant à l'ONU de participer à ce programme de réorganisation si important pour l'avenir de la République du Congo.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

(s) SPAAK.

BIJLAGE IV.

Antwoord van de Minister van Buitenlandse Zaken van België aan de Eerste Minister van Kongo.

Brussel, 20 mei 1963.

Mijnheer de Eerste Minister,

Ik heb goed uw brief van 29 april ontvangen, waarin u de Belgische regering verzoekt, in het kader van de thans aan de Republiek Kongo verleende technische bijstand, een bijzondere inspanning te doen om bij te dragen tot de modernisering en de reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger.

Evenals u, ben ik mij bewust van het belang van het vraagstuk en reeds in november 1961 heb ik in de Veiligheidsraad crop gewezen hoe noodzakelijk het was de Kongolese regering een gereorganiseerd leger te verschaffen om de contingents van de Verenigde Naties te kunnen vervangen.

Tijdens onze bespreking van 25, 26 en 27 februari jongstleden hebben wij gemeend dat aangezien de Kongolese regering een verzoek richtte tot verscheidene staten, het nuttig zou zijn een multinationaal, door de Verenigde Naties te coördineren programma, uit te werken.

Om verschillende redenen kon de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties niet ingaan op het verzoek dat u hieromtrent hebt gedaan, maar in zijn antwoord heeft hij formeel de soevereine rechten van Kongo erkent en bijgevolg ook de mogelijkheid voor de Regering om met andere Staten bilaterale overeenkomsten af te sluiten voor militaire technische bijstand.

De Belgische regering heeft beslist gunstig te beschikken op uw verzoek en in het algemeen kader van zijn technische bijstand volgens de mogelijkheden de militaire experts beschikbaar te stellen, die u voor de reorganisatie van uw leger nodig hebt.

De ambassade van België te Leopoldstad wordt ermede belast contact op te nemen met uw regering om juist te bepalen op welk gebied België u deze bijstand kan verlenen en op welke wijze de experts tot uw beschikking gesteld worden. De ambassade heeft tevens tot taak met u de procedure te bespreken die zal worden gevolgd bij de coördinatie van de Belgische militaire bijstand met de programma's van de bijstand door andere landen verleend.

Ik breng de Secretaris-generaal op de hoogte van mijn antwoord, en ik hoop dat het ons mogelijk zal zijn, zoals u zelf vermeldt in uw brief van 9 mei aan de Secretaris-generaal, nog een formule te vinden die de O.V.N. zal toelaten mee te werken aan dit reorganisatieprogramma dat zo belangrijk is voor de toekomst van de Republiek Kongo.

Met zeer bijzondere hoogachting,

(w.g.) P.-H. SPAAK.

ANNEXE V.

Lettre du Ministre des Affaires Etrangères au Secrétaire Général de l'ONU.

Bruxelles, le 21 mai 1963.

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme vous le savez la République du Congo vient d'adresser à différents Etats, dont la Belgique, une demande d'assistance militaire en vue de contribuer à la modernisation et à la réorganisation de l'Armée nationale congolaise.

Lorsque les contingents de l'ONU quitteront le territoire congolais, il faut que la République du Congo puisse disposer d'une force militaire susceptible de maintenir l'ordre public et assurer la sécurité des populations.

Comme j'ai eu l'occasion de vous l'exposer précédemment, j'ai encouragé le Gouvernement congolais à s'adresser à l'Organisation des Nations Unies pour que celle-ci puisse contrôler et coordonner les contributions qui seraient éventuellement demandées à différents Etats. Tout en reconnaissant l'importance et l'urgence du problème, il ne vous a pas été possible pour une série de raisons d'accepter la requête du Gouvernement congolais. Toutefois, dans votre réponse au Premier Ministre Adoula, vous avez reconnu que les droits souverains de la République du Congo ne pouvaient être restreints et qu'il lui était en conséquence loisible d'entreprendre, avec une assistance étrangère, la réorganisation de l'Armée nationale congolaise.

Quoique la procédure qui avait ses préférences n'ait pu être adoptée, le Gouvernement belge a décidé, compte tenu de votre réponse à M. Adoula, d'accepter la demande de la République du Congo. En effet, la reconnaissance des droits souverains du Congo d'une part, et la nécessité impérieuse de résoudre une question qui conditionne si profondément le développement de cet Etat d'autre part ont amené le Gouvernement belge, dans le cadre général de son programme d'assistance technique au Congo, de faire un effort particulier pour la réorganisation de l'Armée nationale congolaise. Je vous prie de trouver ci-joint la lettre que j'ai adressée à M. Adoula dans ce sens.

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire Général, à ma très haute considération.

P.-H. SPAAK.

BIJLAGE V.

Brief van de Minister van Buitenlandse Zaken aan de Secretaris-generaal van de OVN.

Brussel, 21 mei 1963.

Mijnheer de Secretaris-generaal,

Zoals U weet heeft de Republiek Kongo onlangs verschillende Staten, waaronder België, om militaire bijstand gevraagd, ten einde bij te dragen tot de modernisering en de reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger.

Wanneer de VN-contingenten het Kongolese grondgebied zullen verlaten, moet de Republiek Kongo kunnen beschikken over een strijdmacht die in staat is de openbare orde te handhaven en de veiligheid der bevolking te verzekeren.

Zoals ik U bij een vroegere gelegenheid heb uiteengezet, heb ik er de Kongolese Regering toe aangezet zich tot de Organisatie der Verenigde Naties te wenden opdat deze de bijdragen die eventueel van verschillende Staten mochten gevraagd worden, zou controleren en coördineren. Ofschoon U het belang en het spoedeisend karakter van het vraagstuk hebt erkend, kon U om een aantal redenen niet ingaan op het verzoek van de Kongolese Regering. In Uw antwoord aan Eerste Minister Adoula hebt U evenwel erkend dat de soevereine rechten van de Republiek Kongo niet konden worden beperkt en dat het haar derhalve vrijstond het Kongolese Nationale Leger te reorganiseren met buitenlandse hulp.

Alhoewel de Belgische Regering niet de procedure heeft kunnen volgen waaraan zij de voorkeur gaf, heeft zij besloten, met inachtneming van uw antwoord aan de h. Adoula, op het verzoek van de Republiek Kongo in te gaan. De erkenning van de soevereine rechten van Kongo, enerzijds, en de dringende noodzaak een kwestie die zo belangrijk is voor de ontwikkeling van deze Staat tot oplossing te brengen, anderzijds, hebben er de Belgische regering toe gebracht zich, in het algemeen kader van zijn programma voor technische bijstand aan Kongo, bijzonder in te spannen voor de reorganisatie van het Kongolese Nationale Leger. Gelieve bijgaand de brief aan te treffen die ik dienaangaande aan de heer Adoula heb gericht.

Met zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) P.-H. SPAAK.

ANNEXE VI.

Réponse du Secrétaire Général de l'O.N.U.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 27 mai 1963 à laquelle était jointe une copie de votre récente lettre à Monsieur Adoula répondant à la lettre qu'il vous avait adressée le 29 avril.

J'ai pris dûment note du contenu de ces deux communications.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,

U THANT.

BIJLAGE VI.

Antwoord van de Secretaris-generaal van de O.V.N.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer U de ontvangst te berichten van uw brief van 27 mei 1963, waarbij een afschrift was gevoegd van uw jongste brief aan de heer Adoula in antwoord op diens brief van 29 april.

Ik heb akte genomen van de inhoud van deze beide mededelingen.

Met zeer bijzondere hoogachting.

De Secretaris-generaal,

(w.g.) U THANT.

ANNEXE VII.

Transmission de l'accord du gouvernement congolais quant aux conditions de l'aide technique militaire.

Le Comte de Kerchove de Denterghem, Ambassadeur de Belgique à Léopoldville, à M. P.-H. Spaak, Ministre des Affaires Etrangères, Bruxelles.

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre n° 12/130/488/CAB/AE/63 du 28 juin par laquelle le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo accuse réception de votre lettre du 17 juin relative à l'objet ci-contre.

Cette réponse constitue, de la part du Gouvernement congolais, acceptation de l'assistance technique militaire belge aux conditions générales proposées par le Gouvernement belge.

Suit le texte de cette réponse :

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur d'accuser réception de la lettre du 17 juin émanant du Ministre des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

Le Ministère des Affaires Etrangères porte à votre connaissance que le Gouvernement de la République du Congo accepte l'assistance technique militaire belge.

1. La coopération technique militaire de la Belgique sera utilisée par le Gouvernement congolais aux fins exclusives de se mettre en mesure de préserver sa sécurité intérieure et d'exercer son droit de légitime défense, l'expression de « légitime défense » étant entendue dans le sens que lui donne la Charte des Nations Unies.

2. Les demandes en personnel d'assistance technique seront faites par le Gouvernement de la République du Congo au Gouvernement belge : celui-ci proposera au Gouvernement congolais le personnel à mettre à sa disposition.

Conformément aux usages en cours entre les deux gouvernements en matière de coopération technique, les techniciens choisis parmi le personnel ainsi proposé doivent être agréés tant par le Gouvernement congolais que par le Gouvernement belge.

Le retrait d'agrément par l'un ou l'autre gouvernement se fera suivant les règles en vigueur entre les deux gouvernements en matière de coopération technique.

La situation des techniciens militaires belges dans le domaine des rémunérations, des voyages et des soins médicaux pendant la durée de leurs services au Congo sera fixée selon les règles en la matière connues ou à convenir entre les deux gouvernements.

BIJLAGE VII.

Akkoordverklaring van de Kongolese Regering met de voorwaarden voor de militaire technische bijstand.

Graaf de Kerchove de Denterghem, Ambassadeur van België te Leopoldstad, aan de Heer Spaak, Minister van Buitenlandse Zaken, Brussel.

Ik heb de eer U de brief nr .12/130/488/CAB/AE/63 van 28 juni over te zenden waarbij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Kongo de ontvangst bericht van uw brief van 17 juni met betrekking tot het bovenstaande onderwerp.

Dit antwoord betekent de aanvaarding vanwege de Kongolese regering van de Belgische militaire technische bijstand onder de door de Belgische regering voorgestelde algemene voorwaarden.

Tekst van dat antwoord :

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Kongo groet de Ambassade van België en heeft de eer de ontvangst te berichten van de brief van 17 juni van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk België.

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken brengt U ter kennis dat de Regering van de Republiek Kongo de Belgische militaire technische bijstand aanvaardt.

1. De militaire technische medewerking van België zal door de Kongolese Regering uitsluitend worden aangewend om haar in staat te stellen haar binnenlandse veiligheid te vrijwaren en haar recht van wettige zelfverdediging uit te oefenen; de uitdrukking « wettige zelfverdediging » wordt verstaan in de zin bedoeld in het Handvest der Verenigde Naties.

2. De aanvragen voor het bekomen van personeel voor de technische bijstand zullen door de Regering van de Republiek Kongo tot de Belgische Regering worden gericht : deze zal aan de Kongolese Regering voorstellen welk personeel te harer beschikking zal worden gesteld.

Overeenkomstig de tussen de beide regeringen heersende gebruiken inzake technische samenwerking, moeten de uit het aldus voorgestelde personeel gekozen technici zowel door de Kongolese als door de Belgische Regering worden erkend.

De intrekking van de erkenning door een van beide regeringen geschiedt volgens de tussen de beide regeringen op het gebied van technische samenwerking geldende regels.

De toestand van de Belgische militaire technici op het stuk van bezoldiging, reizen en geneeskundige verzorging tijdens de duur van hun dienst in Kongo, wordt bepaald volgens de ter zake bekende of tussen de beide regeringen overeen te komen regels.

Le Gouvernement congolais assurera à ces techniciens, pendant cette même durée, un logement adéquat.

3. Le Gouvernement de la République du Congo s'engage à donner au personnel d'assistance technique militaire belge toutes les facilités nécessaires à l'exécution de sa mission.

4. Le personnel militaire belge n'exercera pas de commandement opérationnel.

5. Les rapports de subordination et les questions de discipline qui concernent le personnel militaire belge font l'objet du document ci-annexé et intitulé : « Réglementation relative à la coopération technique militaire belge ».

6. L'importance éventuelle en République du Congo d'équipement et de matériel fournis par la Belgique au Gouvernement congolais, nécessaires à l'accomplissement de la mission décrite ci-dessus, se fera en exemption des droits de douane.

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo saisit l'occasion pour renouveler à l'Ambassade du Royaume de Belgique les assurances de sa haute considération.

Tijdens diezelfde duur bezorgt de Kongolese Regering deze technici een passende huisvesting.

3. De Regering van de Republiek Kongo verbindt er zich toe het personeel van de Belgische militaire technische bijstand alle nodige faciliteiten te verlenen voor het volbrengen van hun taak.

4. Het Belgisch militair personeel zal geen operationeel commando voeren.

5. Voor de ondergeschiktheid en de tucht ten aanzien van het Belgisch militair personeel geldt het bijgaande document, met als opschrift : « Reglement betreffende de Belgische militaire technische samenwerking ».

6. De eventuele invoer in de Republiek Kongo van door België aan de Kongolese Regering geleverde uitrusting en materieel voor het volbrengen van voormelde taak, is vrijgesteld van douanerechten.

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Kongo maakt van deze gelegenheid gebruik om de Ambassade van het Koninkrijk België de verzekering zijner bijzondere hoogachting te hernieuwen.

ANNEXE VIII.

Lettre du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du Congo au Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.

Léopoldville, le 11 janvier 1964.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à notre accord relatif à l'Assistance technique militaire belge tel qu'il s'est exprimé par vos lettres du 17 juin 1963 et du 25 septembre 1963.

Conformément à cet accord, les premiers techniciens belges mis à la disposition du Gouvernement congolais ont été affectés aux Etats-Majors et aux services de l'Armée Nationale Congolaise. Cette première phase, bien que ralentie par des difficultés matérielles de part et d'autre, se poursuit plus ou moins méthodiquement.

Il n'empêche cependant qu'en ce début d'année, on ne peut que constater un sérieux retard par rapport aux prévisions initiales.

Mon Gouvernement a le souci de mettre le plus rapidement possible ses Forces Armées en état d'assurer efficacement toutes les missions qui leur incombent et par conséquent d'accélérer l'exécution des plans établis.

Il désire mener de front :

- le renforcement des Etats-Majors et services;
- la formation accélérée du cadre;
- la modernisation et le réentrainement des unités.

Mon Gouvernement a décidé d'ouvrir dès le début de 1964 l'école de cadre de la gendarmerie et l'école de perfectionnement des cadres, noyau de notre future Académie Militaire.

Parallèlement à cet effort de formation des cadres, on procédera à un rajeunissement des unités par engagement des jeunes volontaires.

La fourniture, par le Gouvernement belge en temps voulu, de l'aide prévue par les accords est un facteur essentiel de la réussite de ce plan.

Le rythme auquel le personnel d'assistance technique pourra être fourni est un élément que le Quartier Général de l'Armée Nationale doit connaître pour établir son programme de travail.

D'après une première estimation globale, les besoins s'élèveraient à 150 techniciens dans le courant du premier semestre de 1964 et le chiffre de 200 initialement prévu devrait être atteint au cours du second semestre.

BIJLAGE VIII.

Brief van de Staatssecretaris voor Buitenlandse Zaken van Kongo aan de Minister van Buitenlandse Zaken van België.

Leopoldstad, 11 januari 1961.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer te verwijzen naar ons akkoord met betrekking tot de Belgische militaire technische bijstand, zoals het is vervat in uw brieven van 17 juni 1963 en van 25 september 1963.

Ingevolge dit akkoord zijn de eerste ter beschikking van de Kongolese Regering gestelde Belgische technici thans verbonden aan de Staf en diensten van het Kongolese Nationale Leger. Deze eerste fase, die wel van weerskanten door materiële moeilijkheden is vertraagd, wordt thans min of meer methodisch voortgezet.

Dit belet evenwel niet dat, bij het begin van dit jaar, een ernstige vertraging in de aanvankelijke vooruitzichten moet worden vastgesteld.

Mijn Regering wenst haar Strijdkrachten zo spoedig mogelijk in staat te stellen om op doelmatige wijze al haar opdrachten te vervullen en derhalve de tenuitvoerbrenging van de bestaande plannen te bespoedigen.

Zij wenst de bewerkstelling van :

- de versterking van de staven en diensten;
- de versnelling van de kaderopleiding;
- de modernisering en de heropleiding der eenheden.

Mijn Regering heeft besloten begin 1964 de kaderschool van de rijkswacht en de vervolmakingsschool voor de kaders open te stellen, die de kern moeten vormen van onze toekomstige Militaire Academie.

Een daarmee evenwijdig lopende inspanning voor de kaderopleiding zal bestaan in de verjonging van de eenheden door de indienstneming van jonge vrijwilligers.

Het is voor het welslagen van dit plan volstrekt noodzakelijk dat de Belgische Regering, te bekwamer tijd, de hulp levert waarover in de akkoorden is overeengekomen.

Het Hoofdkwartier van het Nationale Leger moet weten in welk tempo het personeel van de technische bijstand kan worden geleverd, om zijn werkprogramma te kunnen opmaken.

Volgens een eerste ruwe schatting zal in de loop van het eerste semester van 1964 behoefte bestaan aan 150 technici en het aanvankelijk voorziene cijfer van 200 zou tijdens het tweede semester moeten worden bereikt.

Je souhaiterais pouvoir compter d'une façon ferme sur l'arrivée de ce personnel, dont les qualifications détaillées vous seront communiquées ultérieurement.

Sans que des accords précis aient été conclus en cette matière, votre lettre 039/S.161 du 17 juin 1963 envisageait, en son article 6, l'éventualité pour la Belgique d'aider le Gouvernement congolais en lui fournissant certains matériels nécessaires à l'accomplissement de la mission de son personnel d'assistance technique.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir si, dans cet esprit, le Gouvernement belge pourrait fournir à l'Armée Nationale Congolaise, certains matériels et plus spécialement les matériels indispensables au bon fonctionnement des écoles et centres d'instruction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires
Etrangères :

M. LENGEMA.

Ik zou met zekerheid moeten kunnen rekenen op de aankomst van dit personeel, waarvoor U later omstandige kwalificaties zullen worden verstrekt.

Zonder dat ter zake nauwkeurige akkoorden zijn gesloten, stelde artikel 6 van uw brief 039/S.161 van 17 juni 1963 de mogelijkheid in uitzicht dat België de Kongolese Regering zou helpen door de levering van een bepaald materieel voor het vervullen van de taak van zijn personeel van de technische bijstand.

Ik zou U dank weten mij mede te delen of de Belgische Regering, volgens deze gedachtengang, een bepaald materieel en meer in het bijzonder materieel voor de goede werking van scholen en opleidingscentra kan leveren.

Met zeer bijzondere hoogachting,

De Staatssecretaris voor Buitenlandse
Zaken :

(w.g.) M. LENGEMA.

ANNEXE IX.

Extrait d'une lettre en date du 12 juin 1964, du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique au Premier Ministre du Congo, M. Adoula.

« Vu l'évolution de la situation et les foyers de révolte au Kivu et au Kwilu, il est possible que le Gouvernement congolais souhaite se voir assisté par des techniciens belges pour organiser les opérations qu'il compte sans doute mener contre les rebelles. Je dois vous dire très franchement qu'une demande de ce genre susciterait dans mon esprit de grandes hésitations. En effet, c'est une chose pour un gouvernement étranger de participer à la formation des forces de l'ordre d'un autre pays; c'est une autre chose de participer directement à des opérations ordonnées de répression. Dans ce dernier cas, en effet, il ne s'agit plus d'une mission objective d'amélioration des forces de l'ordre dont le gouvernement a besoin, mais bien d'un soutien actif apporté à une politique et, dès lors, à un partage de responsabilités.

» Je me suis engagé dans une voie qui peut me donner des ennuis à la fois intérieurs et internationaux, si je n'agis pas avec beaucoup de prudence, d'autant plus que toutes les informations que je reçois se recoupent sur un point : les grandes difficultés qu'il y aura à réduire les foyers d'insurrection actuels par des mesures uniquement militaires. Je crois qu'il est de mauvaise politique de ne penser qu'à des mesures coercitives, s'il est possible, sans compromettre l'essentiel, de trouver des solutions politiques négociées. Comme je vous l'ai dit souvent, je crois que le Congo a besoin de toutes les énergies pour accomplir le grand dessein qui est le sien et toute mesure qui permet ce concours de bonne volonté doit être encouragée. Sans pouvoir juger l'exacte valeur de leurs déclarations, diverses personnalités congolaises actuellement en opposition avec votre gouvernement nous ont fait savoir leur désir de réconciliation et leur volonté de trouver des solutions pacifiques aux problèmes actuellement posés. Il me paraît donc d'autant plus difficile, au moment où MM. Tshombe, Soumialot et un certain nombre de représentants du C.N.L. à Brazzaville se déclarent prêts à discuter, d'associer plus directement la Belgique à des mesures uniquement répressives. Au contraire, tout ce qui pourrait aider à maintenir l'ordre serait facilité si l'on avait l'impression qu'une réconciliation nationale s'opère. A cet égard, je pense que les mesures d'amnistie prévues au Plan Thant devraient être officiellement prises. »

BIJLAGE IX.

Uittreksel uit een brief d.d. 12 juni 1964 van de Minister van Buitenlandse Zaken van België aan de Kongolese Eerste Minister, de heer Adoula.

« Gezien de evolutie van de toestand en de haarden van opstand in Kivoe en Kwiloe, kan het gebeuren dat de Kongolese Regering wenst door Belgische technici te worden bijgestaan voor het organiseren van operaties die zij ongetwijfeld van zins is tegen de rebellen te voeren. Ik moet U rechtuit zeggen dat een dergelijk verzoek mij erg zou doen aarzelen. Er bestaat immers voor een buitenlandse regering een grondig onderscheid tussen het deelnemen aan de opleiding van de ordestrijdkrachten van een ander land, eensdeels, en het rechtstreeks deelnemen aan geregelde onderdrukkingsoperaties, anderdeels. Inderdaad, in het laatste geval gaat het niet meer om een objectieve opdracht tot verbetering van de ordestrijdkrachten die de regering nodig heeft, maar wel om de actieve ondersteuning van een politiek en derhalve om een deelneming in de verantwoordelijkheid.

» Ik heb een weg ingeslagen die mij zowel op binnenlands als op buitenlands terrein moeilijkheden kan bezorgen, indien ik niet heel omzichtig te werk ga, te meer daar de gegevens die ik ontvang op één punt overeenkomen : het zal zeer moeilijk zijn de huidige haarden van opstand door uitsluitend militaire maatregelen te overmeesteren. Ik meen dat het een verkeerde politiek is slechts aan dwangmaatregelen te denken, wanneer het mogelijk is, zonder het wezenlijke van de zaak in gevaar te brengen, door onderhandeling tot een politieke oplossing te komen. Zoals ik U vaak heb gezegd, ben ik van mening dat Kongo alle energie nodig heeft om zijn grootse taak te volbrengen; iedere maatregel waarbij een beroep wordt gedaan op de goede wil moet worden aangemoedigd. Zonder over de juiste waarde van hun verklaringen te kunnen oordelen, hebben verschillende Kongolese personaliteiten die thans tegen uw bewind gekant zijn, uiting gegeven aan hun wens tot verzoening en hun verlangen om een vreedzame oplossing te vinden voor de huidige problemen. Het lijkt mij zeker moeilijk, vooral nu de heren Tshombe, Soumialot en een aantal vertegenwoordigers van het N.C.L. te Brazzaville zich tot onderhandelen bereid hebben verklaard, België nog directer bij zuivere onderdrukkingsmaatregelen te betrekken. Daarentegen zou men veel gemakkelijker tot de handhaving van de orde kunnen komen, indien men de indruk gaf dat een nationale verzoening tot stand zal komen. Ik meen dan ook dat de amnestiemaatregelen, waarin het Plan-Thant voorziet, officieel dienen uitgevaardigd te worden ».

ANNEXE X.

Lettre du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique au Premier Ministre du Congo M. Tshombe.

Bruxelles, le 17 septembre 1964.

Monsieur le Premier Ministre,

A la suite de votre lettre du 4 août 1964, le Gouvernement belge a accepté de maintenir l'assistance technique militaire en matière aérienne que le Gouvernement de M. Adoula avait sollicitée.

Au moment où la première période de trois mois vient de se terminer, il importe de préciser les modalités qui devront être suivies pour que le Gouvernement belge puisse continuer cette coopération pour trois nouveaux mois. Je vous serais reconnaissant de vous voir marquer votre accord sur les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement belge accordera à la demande du Gouvernement congolais, une aide dans le domaine aérien en vue d'assister logistiquement les forces militaires congolaises, d'assurer leur transport et de contribuer de cette façon à la sécurité des habitants du Congo et notamment du personnel belge de l'assistance technique militaire.

2. Cette coopération du Gouvernement belge consistera à l'envoi au Congo d'un détachement de la Force aérienne belge.

3. Comme prévu au primo, ce détachement ne pourra effectuer que des missions de transport, d'évacuation et de reconnaissance à l'exclusion de toute participation directe à des missions d'appui par le feu (bombardement, mitraillage, etc...).

4. Le Chef du détachement ou son délégué se verra proposer des missions par les autorités militaires congolaises. Il les fera exécuter dans la mesure où elles correspondent aux dispositions prévues au primo et tertio. Il sera donc seul habilité à donner aux équipages les ordres et les missions de vol.

Il pourra prendre l'initiative des missions destinées à contribuer à la sécurité des ressortissants belges.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

P. H. SPAAK.

BIJLAGE X.

Brief van de Minister van Buitenlandse Zaken van België aan de Heer Tshombe, Eerste Minister van Kongo.

Brussel, 17 september 1964.

Mijnheer de Eerste Minister,

Ingevolge uw brief van 4 augustus 1964 heeft de Belgische Regering aanvaard de militaire technische bijstand op het gebied van de luchtmacht, waarom de Regering van de Heer Adoula had verzocht, te handhaven.

Nu de eerste periode van drie maanden pas is geëindigd, dienen de bepalingen te worden vastgesteld die moeten worden in acht genomen opdat de Belgische Regering deze samenwerking gedurende drie nieuwe maanden zou kunnen voortzetten. Ik zou U dank weten, indien U uw akkoord wilde betuigen met de volgende bepalingen :

1. De Belgische Regering zal op verzoek van de Kongolese Regering hulp verlenen op het gebied van de luchtmacht ten einde de Kongolese strijdkrachten logistiek bij te staan, in te staan voor hun vervoer en zodoende bij te dragen tot de veiligheid van de bewoners van Kongo en met name van het Belgisch personeel van de militaire technische bijstand.

2. Deze samenwerking van de Belgische Regering zal erin bestaan dat een detachement van de Belgische Luchtmacht naar Kongo wordt gezonden.

3. Zoals in primo is bepaald, zal dit detachement slechts opdrachten uitvoeren met het oog op transport, ontruiming en verkenning, met uitsluiting van iedere directe verlening van vuursteun (bombardement, mitrailleurvuur, enz.).

4. De Kongolese militaire overheid zal de chef van het detachement of diens afgevaardigde voorstellen doen betreffende de uit te voeren opdrachten. Deze doet die uitvoeren in zover zij met het bepaalde in primo en tertio overeenkomen. Hij alleen is dus bevoegd de bemanningen vliegbevelen en opdrachten te geven.

Hij kan het initiatief nemen tot opdrachten die moeten bijdragen tot de veiligheid van de Belgische onderdanen.

Met zeer bijzondere hoogachting,

(w.g.) P.-H. SPAAK.

ANNEXE XI.

Elisabethville, le 20 septembre 1964.

N° 0445.

CAB-P.M.(1)DC.

*Réponse du Premier Ministre du Congo, M.Tshombe,
au Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.*

20 septembre 1964.

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie de votre lettre du 17 septembre.

Soucieux comme vous-même de voir préciser les modalités de la coopération technique militaire entre nos deux pays pour la nouvelle période de trois mois qui va s'ouvrir, je suis heureux de marquer mon accord sur les dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement belge accordera à la demande du Gouvernement congolais, une aide dans le domaine aérien en vue d'assister logistiquement les forces militaires congolaises, d'assurer leur transport et de contribuer de cette façon à la sécurité des habitants du Congo et notamment du personnel belge de l'assistance technique militaire.

2. Cette coopération du Gouvernement belge consistera en l'envoi au Congo d'un détachement de la Force aérienne belge.

3. Comme prévu au primo, ce détachement ne pourra effectuer que des missions de transport, d'évacuation et de reconnaissance à l'exclusion de toute participation directe à des missions d'appui par le feu (bombardement, mitraillage, etc.).

4. Le Chef du détachement ou son délégué se verra proposer ses missions par les autorités militaires congolaises. Il les fera exécuter dans la mesure où elles correspondent aux dispositions prévues au primo et au tertio. Il sera donc seul habilité à donner aux équipages les ordres et les missions de vol.

Il pourra prendre l'initiative des missions destinées à contribuer à la sécurité des ressortissants belges.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre
et Ministre des Affaires Etrangères,

Moïse TSHOMBE.

BIJLAGE XI.

Elisabethstad, 20 september 1964.

N° 0445.

CAB-P.M.(1)DC.

Antwoord van de Eerste Minister van Kongo, de heer Tshombe, aan de Minister van Buitenlandse Zaken van België.

20 september 1964.

Mijnheer de Minister,

Ik dank U voor uw brief van 17 september.

Evenzeer als U verlangend de bepalingen vast te stellen voor de militaire technische bijstand tussen onze beide landen voor de nieuwe periode van drie maanden die weldra ingaat, heb ik het genoegen mijn akkoord te betuigen met de volgende bepalingen :

1. De Belgische Regering zal op verzoek van de Kongolese Regering hulp verlenen op het gebied van de luchtmacht ten einde de Kongolese strijdkrachten logistiek bij te staan, in te staan voor hun vervoer en zodoende bij te dragen tot de veiligheid van de bewoners van Kongo en met name van het Belgisch personeel van de militaire technische bijstand.

2. Deze samenwerking van de Belgische Regering zal erin bestaan dat een detachement van de Belgische Luchtmacht naar Kongo wordt gezonden.

3. Zoals in primo is bepaald, zal dit detachement slechts opdrachten uitvoeren met het oog op transport, ontruiming en verkenning, met uitsluiting van iedere directe verlening van vuursteun (bombardement, mitrailleurvuur, enz...).

4. De Kongolese militaire overheid zal de Chef van het detachement of diens afgevaardigde voorstellen doen betreffende de uit te voeren opdrachten. Deze doet die uitvoeren in zover zij met het bepaalde in primo en tertio overeenkomen. Hij alleen is dus bevoegd de bemanningen vliegbevelen en -opdrachten te geven.

Hij kan het initiatief nemen tot opdrachten die moeten bijdragen tot de veiligheid van de Belgische onderdanen.

Met zeer bijzondere hoogachting,

De Eerste Minister
en Minister van Buitenlandse Zaken,

(w.g.) Moïse TSHOMBE.

ANNEXE XII.

Aide-mémoire remis par le Gouvernement belge au Secrétaire général de l'O.N.U. et aux Etats participant à la Conférence d'Addis-Abéba.

Bruxelles, le 2 septembre 1964.

La politique de la Belgique à l'égard du Congo est caractérisée par les éléments suivants :

1. reconnaissance de la République du Congo, respect de son unité et non-intervention dans la politique intérieure congolaise;

2. l'octroi dans la limite de ses possibilités de l'assistance technique et financière sollicitée expressément par le Gouvernement légal de la République du Congo.

C'est en vertu de ces principes que le Gouvernement belge a pris position en faveur du Gouvernement légal de M. Adoula contre la sécession katangaise et qu'il a soigneusement évité toute déclaration ou démarche lorsque s'est posé le problème du remplacement du Gouvernement démissionnaire de M. Adoula. Le Gouvernement belge estime qu'il appartient aux Congolais de régler de tels problèmes.

Le Gouvernement belge est convaincu que la République du Congo pourra avec une certaine aide extérieure réaliser le grand destin qui est le sien. Le Gouvernement belge pour sa part, a répondu aux demandes d'assistance du Gouvernement congolais et a mis à sa disposition, dans les domaines administratifs et de l'enseignement, plus de 2.000 techniciens. Dans le domaine financier, les questions pendantes entre la Belgique et le Congo et qui n'avaient pas été réglées au moment de l'indépendance sont en voie de solution. Dès que les accords intervenus avec le Gouvernement de M. Adoula seront confirmés, le Gouvernement de la République du Congo disposera des leviers de commande dans le secteur minier, de l'énergie et des transports. Le Gouvernement congolais sera donc à même, étant le maître de ces secteurs, d'établir une programmation susceptible de faciliter les solutions des problèmes d'ordre économique et social qui se posent à lui.

A la suite de la mutinerie de la Force publique en 1960, le problème principal avec lequel se trouve confronté le Congo est celui du maintien de l'ordre. Tant que les troupes des Nations-Unies se trouvaient sur son territoire, cette question revêtait une acuité moins grande. Le Gouvernement légal du Congo se rendant compte de la nécessité de former de nouvelles unités et de bénéficier pour certaines tâches techniques d'une assistance extérieure, a sollicité une aide des Nations-Unies en cette matière. Pour des raisons, qu'il n'a pas rendues publiques, le Secrétaire général des Nations-Unies, après avoir pris l'avis du Comité consultatif du Congo, n'a pas estimé pouvoir faire droit à cette demande. Le Gouvernement congolais s'est alors

BIJLAGE XII.

Memorandum door de Belgische Regering overhandigd aan de Secretaris-generaal van de O.V.N. en aan de deelnemende Staten van de Conferentie van Addis-Abeba.

Brussel, 2 september 1964.

De politiek van België ten aanzien van Kongo kenmerkt zich door de volgende elementen :

1. erkenning van de Republiek Kongo, eerbied voor haar eenheid en niet-inmenging in de Kongolese binnenlandse politiek;

2. binnen de perken van zijn mogelijkheden, verlenen van de financiële en technische bijstand die uitdrukkelijk door de wettige Regering van de Republiek Kongo is gevraagd.

Krachtens deze beginselen heeft de Belgische Regering dan ook stelling genomen ten gunste van de wettige Regering van de heer Adoula tegen de Katangese afscheiding en zorgvuldig iedere verklaring en bemoeiing vermeden toen het probleem is gerezen van de vervanging van de ontslagnemende Regering van de heer Adoula. De Belgische Regering is van oordeel dat het aan de Kongolezen is die problemen op te lossen.

De Belgische Regering is ervan overtuigd dat de Republiek Kongo met een zekere buitenlandse hulp haar grootse taak zal kunnen ten uitvoer brengen. De Belgische Regering heeft van haar kant de verzoeken om bijstand van de Kongolese Regering beantwoord en in de administratie- en de onderwijssector meer dan 2.000 technici te harer beschikking gesteld. Op het stuk van de financiën zijn de tussen België en Kongo hangende kwesties, die bij de onafhankelijkheid niet waren geregeld, thans op weg naar een oplossing. Zodra de met de Regering Adoula aangegane akkoorden zijn bevestigd, zal de Regering van de Republiek Kongo de leiding van de mijn-, energie en transportsector in handen krijgen. Daar zij meester zal zijn in deze sectoren, zal de Kongolese Regering dus in staat zijn een programma vast te stellen waardoor de economische en maatschappelijke problemen waarvoor zij geplaatst is, gemakkelijker tot oplossing zullen kunnen gebracht worden.

Na de mutierij van de Weermacht in 1960 is het hoofdprobleem dat zich in Kongo voordoet dat van de ordehandhaving. Zolang de troepen van de Verenigde Naties zich op Kongolees grondgebied bevonden, werd deze kwestie minder scherp gevoeld. De wettige Regering van Kongo, die zich rekenschap gaf van de noodzaak nieuwe eenheden te vormen en voor sommige technische opdrachten een beroep te doen op buitenlandse bijstand, heeft hiervoor de Verenigde Naties om hulp verzocht. De Secretaris-generaal der Verenigde Naties heeft, om redenen die hij niet heeft onthuld, na het advies te hebben ingewonnen van het Raadgevend Comité voor Kongo, geoordeeld op dit verzoek niet te kunnen ingaan. Toen heeft de Kongolese

adressé directement à cinq pays dont la Belgique. Le 20 mai 1963, le Gouvernement belge, après en avoir informé le Secrétaire général des Nations-Unies, a décidé de répondre favorablement à la demande du Gouvernement congolais. Cependant la Belgique a voulu nettement marquer que cette aide dans le domaine militaire n'était qu'un des éléments de l'assistance qu'elle octroyait au Gouvernement du Congo et qu'il était en conséquence indispensable qu'elle conservât un caractère technique. Il fut donc précisé entre les deux Gouvernements que le personnel militaire belge ne participerait en aucun cas directement à des opérations militaires et que sa tâche se limiterait à :

a) l'organisation et le fonctionnement d'écoles pour gradés et de centres d'instruction pour recrues. Les cycles d'études et de formation dans les écoles et centres d'instructions commenceront dans le courant du mois de septembre 1964 à Kitona et à Luluabourg;

b) l'assistance au Quartier général de l'ANC, aux Quartiers généraux de groupements et à certains commandements subalternes en vue de les aider à accomplir certaines tâches administratives et logistiques.

Lors du départ des troupes de l'ONU, le Gouvernement congolais au mois de mai 1964, a demandé la mise à sa disposition de personnel militaire belge aérien. Comme le Gouvernement congolais n'était pas à même d'assurer par ses propres moyens le transport de ses forces armées et compte tenu que dans un pays aussi vaste que le Congo, la mobilité des forces de sécurité est essentielle, le Gouvernement belge a accepté d'envoyer au Congo une unité dont le personnel pourrait piloter et entretenir les avions de transport de l'ANC. Il était également convenu que ce personnel ne pouvait en aucun cas participer à des missions de combat et qu'il devait se limiter strictement à des opérations de transport et d'évacuation. En dehors des 120 hommes de l'unité aérienne, 160 techniciens militaires, officiers et sous-officiers se trouvent actuellement au Congo. En outre, 482 officiers et sous-officiers congolais ont déjà suivi et 279 suivent en Belgique des stages de formation, de manière à pouvoir remplacer aussi rapidement que possible les techniciens belges.

Le Secrétaire général de l'ONU a été tenu au courant de l'évolution de notre assistance technique dans le domaine militaire.

Le gouvernement belge a insisté auprès du Gouvernement congolais pour qu'il ne soit pas fait appel à des mercenaires belges. Le Gouvernement belge a tenu à informer complètement le Secrétaire général de l'OUA des caractéristiques de son aide au Congo, dans l'espoir que les Etats africains pourront eux aussi aider la République du Congo à surmonter les difficultés qui sont actuellement les siennes. En tout état de cause, le Gouvernement belge n'entend accorder au Congo qu'une aide technique, mise à la disposition de tout gouvernement légal pour autant que celui-ci la demande. Il se refuse à intervenir dans le domaine politique où il se borne à souhaiter que tous les hommes de bonne volonté au Congo se mettent d'accord sur un programme positif d'action.

Régierung zich rechtstreeks gewend tot vijf landen, waaronder België. Op 20 mei 1963 heeft de Belgische Regering, na de Secretaris-generaal der Verenigde Naties hierover te hebben ingelicht, besloten het verzoek van de Kongolese Regering gunstig te beantwoorden. België heeft echter willen duidelijk maken dat deze hulp op militair gebied slechts een onderdeel vormt van de bijstand die het aan Kongo verleent en dat het dan ook volstrekt nodig is dat deze bijstand zijn technisch karakter bewaart. Beide Regeringen hebben er dus op gewezen dat het Belgisch militair personeel in geen geval rechtstreeks zal deelnemen aan militaire operaties en dat zijn taak zou beperkt blijven tot :

a) de organisatie en de werking van scholen voor gegradueerden en opleidingscentra voor rekruten. De studie- en opleidingscyclussen in de scholen en opleidingscentra beginnen in de loop van de maand september 1964 te Kitona en te Luluaburg;

b) de bijstand aan het hoofdkwartier van het KNL, aan de hoofdkwartieren der groeperingen en aan sommige ondergeschikte staven, ten einde hen zodoende te helpen bij de uitvoering van een of andere administratieve en logistieke taak.

Bij het vertrek van de VN-troepen heeft de Kongolese Regering, in de maand mei 1964, gevraagd dat Belgisch militair personeel van de luchtmacht haar ter beschikking zou worden gesteld. Daar de Kongolese Regering niet in staat was, met eigen middelen, het transport van haar strijdkrachten te verrichten en er rekening mee houdend dat in zo een uitgestrekt land als Kongo de beweeglijkheid van de veiligheidsstrijdkrachten van wezenlijk belang is, heeft de Belgische Regering aanvaard een eenheid naar Kongo te zenden waarvan het personeel de transportvliegtuigen van het KNL kon besturen en onderhouden. Er was eveneens overeengekomen dat dit personeel in geen geval mocht deelnemen aan gevechtsoopdrachten en zich strikt moest beperken tot transport- en ontruimingsoperaties. Behalve 120 man van de Luchtmachteenheid, bevinden zich thans ook nog 160 militaire technici, officieren en onderofficieren in Kongo. Bovendien hebben reeds 482 Kongolese officieren en onderofficieren opleidingsstages gevolgd in België, 279 zijn hiermede nu bezig; dit alles moet hen in staat stellen zo spoedig mogelijk de Belgische technici te vervangen.

De Secretaris-generaal van de OVN is op de hoogte gehouden van het verloop van onze technische bijstand op militair gebied.

De Belgische Regering heeft er bij de Kongolese Regering op aangedrongen dat geen beroep zou worden gedaan op Belgische huurlingen. De Belgische Regering heeft er prijs op gesteld de Secretaris-generaal van de OAE volledig in kennis te stellen met de kenmerken van haar hulp aan Kongo, in de hoop dat de Afrikaanse Staten de Republiek Kongo ook zullen kunnen helpen om aan haar huidige moeilijkheden het hoofd te bieden. In ieder geval wenst de Belgische Regering aan Kongo slechts technische hulp te verlenen, die aan iedere wettige regering die hierom verzoekt, wordt ter beschikking gesteld. Zij weigert elke politieke tussenkomst en beperkt er zich hier toe de wens uit te spreken dat alle mensen van goede wil in Kongo het eens zullen worden over een positief actieprogramma.

ANNEXE XIII.

Lettre du Secrétaire Général au Représentant Permanent de la Belgique auprès des Nations Unies.

Le 28 août 1960.

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à la demande de précisions formulées par votre Gouvernement concernant les bases de Kitona et de Kamina, je voudrais exposer, tant du point de vue juridique que du point de vue pratique, la position du Secrétaire Général touchant les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'administration temporaire de ces bases.

On se souviendra que dans ma déclaration initiale devant le Conseil de sécurité, à sa 887^e séance, j'ai souligné que la prise en charge des bases était nécessaire pour assurer le retrait rapide des troupes belges ainsi que pour fournir au pays une partie de l'assistance dont il a besoin étant donné que la population congolaise est tributaire de ces bases pour ses revenus. A cet égard, interprétant mon mandat général, je me suis référé à l'article 40 de la Charte en déclarant que l'administration temporaire de l'Organisation des Nations Unies devait être considérée comme une mesure provisoire ne préjugant en rien les droits ou les prétentions des parties intéressées. La position du Secrétaire Général n'a soulevé d'objections de la part d'aucun membre du Conseil de sécurité et l'on peut donc considérer que les membres du Conseil estimaient que l'administration de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'il était indiqué serait conforme au mandat donné au Secrétaire Général par les résolutions du Conseil de sécurité.

Les droits et obligations des Nations Unies en l'occurrence découlent donc de l'article 40 de la Charte et sont notamment soumis à la condition qu'étant une mesure provisoire, l'administration ne doit préjuger en rien les droits, les prétentions ou la position des parties intéressées. Conformément à cette condition fondamentale, le Secrétaire Général considère que l'Organisation des Nations Unies peut, à cet égard, s'inspirer des principes généraux du droit civil relatifs à la gestion provisoire d'affaires pour autrui. L'Organisation accomplirait donc tous les actes nécessaires pour l'administration des bases sans rechercher d'approbation préalable ou de ratification ultérieure de la part des propriétaires. Toutefois, elle n'aurait pas le droit de transférer les terrains ni d'apporter des modifications importantes aux installations, mais serait responsable de l'entretien des bases, de leurs installations et de leur équipement.

L'intention de l'Organisation des Nations Unies serait d'utiliser les bases avec équipement et leurs

BIJLAGE XIII.

Brief van de Secretaris-generaal aan de Vaste vertegenwoordiger van België bij de Verenigde Naties.

28 augustus 1960.

Mijnheer de Ambassadeur,

In antwoord op uw verzoek om nadere gegevens als door uw Regering gevraagd zijn over de bassisen te Kitona en Kamina, wens ik u uiteen te zetten welk standpunt de Secretaris-generaal, op het juridische zowel als op het praktische vlak heeft ingenomen inzake de verantwoordelijkheid van de Organisatie der Verenigde Naties wat betreft het tijdelijk beheer van die basissen.

In mijn eerste verklaring voor de Veiligheidsraad, in zijn 887^e vergadering, heb ik gezegd dat de tenlasteneming van de bassisen noodzakelijk was om de spoedige terugtrekking van de Belgische troepen te verzekeren en aan het land een gedeelte van de hulp te verlenen die het nodig heeft omdat de Kongolese bevolking voor haar inkomsten afhankelijk is van die basissen. In dit verband heb ik, met interpretatie van mijn algemeen mandaat en onder verwijzing naar artikel 40 van het Handvest, verklaard dat het tijdelijk beheer van de Organisatie van de Verenigde Naties moet worden beschouwd als een voorlopige maatregel die niet vooruitloopt op de rechten en de aanspraken van de betrokken partijen. Geen enkel lid van de Veiligheidsraad heeft tegen het standpunt van de Secretaris-generaal bezwaar gemaakt zodat mag worden aangenomen dat de leden van de Raad van oordeel waren dat het aldus omschreven beheer door de Organisatie van de Verenigde Naties overeenstemt met het mandaat dat de resoluties van de Veiligheidsraad aan de Secretaris-Generaal hebben gegeven.

De desbetreffende rechten en verplichtingen van de Verenigde Naties vloeien dus voort uit artikel 40 van het Handvest en zijn met name onderworpen aan de voorwaarde dat het beheer, aangezien het een voorlopige maatregel vormt, niet mag vooruitlopen op de rechten, de aanspraken of het standpunt van de betrokken partijen. In overeenstemming met die fundamentele voorwaarde is de Secretaris-generaal van oordeel dat de Organisatie van de Verenigde Naties zich op dit gebied kan inspireren op de algemene beginselen van het burgerlijk recht betreffende de voorlopige waarneming van een anders zaak. De Organisatie zou dus alle noodzakelijke handelingen verrichten voor het beheer van de basissen zonder voorafgaande goedkeuring van of latere bekrachtiging door de eigenaars te vragen. Zij zou evenwel niet het recht hebben de gronden over te dragen of belangrijke wijzigingen in de installaties aan te brengen, maar zou aansprakelijk zijn voor het onderhoud van de basissen, de installaties en de uitrusting ervan.

Het zou de bedoeling van de Organisatie van de Verenigde Naties zijn de bassisen met hun uitrusting en de

approvisionnement, aux fins de son programme d'assistance au pays.

Des arrangements particuliers, y compris les arrangements concernant les remboursements, seraient pris avec votre Gouvernement dès qu'il sera possible.

La durée de l'administration de l'Organisation des Nations Unies devrait, naturellement, être déterminée sur la base des conditions qui ont rendu la prise en charge nécessaire et qui elles-mêmes découlent du mandat donné au Secrétaire Général par le Conseil de Sécurité, dans ses résolutions des 14 et 22 juillet et 9 août. Il doit donc être considéré comme entendu qu'aussi longtemps que l'administration demeurera nécessaire pour remplir l'objet de ces résolutions, elle continuera d'être assurée sous réserve d'instructions contraires de la part du Conseil. En même temps, il est reconnu que l'Organisation des Nations Unies, dans l'esprit de l'article 40, devra tenir pleinement compte des intérêts légitimes des parties, des accords intervenus entre elles et de la nécessité de négociations en temps voulu concernant le sort des bases.

Dans ma déclaration devant le Conseil de sécurité, j'ai mentionné la nécessité d'utiliser le personnel belge non combattant actuellement stationné dans ces bases et je crois savoir que votre Gouvernement est disposé à mettre les services de ce personnel technique à la disposition de l'Organisation des Nations Unies à la seule fin d'aider à entretenir les bases. Selon mon interprétation, dans un tel arrangement le personnel technique en question, tout en servant à titre civil, conserverait son statut vis-à-vis du Gouvernement belge et serait rémunéré par lui. Toutefois, il exercerait ses fonctions dans les bases sous l'autorité et conformément aux instructions des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire des chefs désignés des unités techniques belges. La protection nécessaire serait naturellement assurée à ce personnel par les Forces des Nations Unies.

Je compte demander prochainement l'assistance décrite ci-dessus dans ses grandes lignes.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire Général,
Dag Hammarskjöld,

voorraden te gebruiken ter verwezenlijking van haar programma van hulpverlening aan het land.

Met uw Regering zouden zo spoedig mogelijk, ook wat betreft de vergoedingen, bijzondere schikkingen worden genomen.

De duur van het beheer van de Organisatie der Verenigde Naties zou natuurlijk bepaald moeten worden op grond van de voorwaarden die de tenlasteneming noodzakelijk hebben gemaakt en die zelf voortvloeien uit het mandaat dat de Veiligheidsraad aan de Secretaris-generaal heeft verleend in zijn resoluties van 14 en 22 juli en 9 augustus. De toestand is dus zo dat het beheer uitgeoefend zal worden zolang het noodzakelijk blijft om de doeleinden van die resoluties te bereiken, onder voorbehoud van andersluidende onderrichtingen van de Raad. Maar het is tegelijk ook zo dat de Organisatie van de Verenigde Naties, naar de geest van artikel 40, ten volle rekening zou moeten houden met de rechtmatige belangen van de partijen, de onder hen afgesloten akkoorden en de noodzakelijkheid om te gelegener tijd onderhandelingen over het lot van de basissen te voeren.

In mijn verklaring voor de Veiligheidsraad heb ik melding gemaakt van de noodzakelijkheid om gebruik te maken van het niet strijdend Belgisch personeel dat op dit ogenblik op die basissen gelegerd is, en ik meen te weten dat uw Regering bereid is dat technisch personeel ter beschikking van de Organisatie van de Verenigde Naties te stellen met het uitsluitend doel om de basissen te helpen onderhouden. Naar mijn opvatting zou het technisch personeel, bij zulk een schikking wel in burgerlijk verband werkzaam zijn, maar zijn status ten opzichte van de Belgische Regering behouden en door haar worden bezoldigd. Het zou evenwel zijn diensten op de basissen verstrekken onder het gezag en volgens de onderrichtingen van de Verenigde Naties, handelende door bemiddeling van de aangewezen chefs van de Belgische technische eenheid. De strijdkrachten van de Verenigde Naties zouden natuurlijk aan dat personeel de nodige bescherming verlenen.

Ik ben van plan eerlang de hulp te vragen die hierboven in grote trekken is bepaald.

Met zeer bijzondere hoogachting,

De Secretaris-Generaal,
(w.g.) Dag Hammarskjöld.

ANNEXE XIV.

Réponse du Représentant Permanent de la Belgique
au Secrétaire Général des Nations Unies.

Le 2 septembre 1960.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de recevoir la lettre du 28 août 1960 par laquelle vous avez bien voulu me donner des précisions au sujet de votre position touchant les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'administration temporaire des bases de Kitona et de Kamina.

Mon gouvernement prend acte de ce que :

1. le droit de propriété belge sur les bases en question est expressément réservé;
2. les techniciens belges ainsi que leurs familles bénéficieront de la protection nécessaire de la part des forces des Nations Unies;
3. l'Organisation des Nations Unies n'a « pas le droit de transférer les terrains, ni d'apporter des modifications importantes aux installations », et, dans la détermination de la durée de son administration, elle « devra tenir pleinement compte des intérêts légitimes des parties, des accords intervenus entre elles et de la nécessité de négociations en temps voulu concernant le sort des bases ».

Le Gouvernement belge note que l'Organisation des Nations Unies s'inspirera pour l'administration des bases des principes généraux du droit civil relatifs à la gestion provisoire d'affaires pour autrui.

Il comprend que les prestations pour l'entretien des bases sont à la charge de la Belgique et que les prestations fournies à l'Organisation des Nations Unies seront payées par celle-ci.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire Général, de vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

Walter LORIDAN,

BIJLAGE XIV.

Antwoord van de Vaste Vertegenwoordiger van België aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

2 september 1960.

Mijnheer de Secretaris-generaal,

Ik heb de eer u de ontvangst te melden van uw brief van 28 augustus 1960 waarbij U mij ophelderingen heeft gelieven te verstrekken over uw standpunt inzake de verantwoordelijkheid van de Organisatie van de Verenigde Naties wat betreft het tijdelijk beheer van de basissen te Kitona en te Kamina.

Mijn Regering neemt akte ervan dat :

1. het eigendomsrecht van België op de betrokken basissen uitdrukkelijk wordt voorbehouden;
2. de Belgische technici en hun gezinnen de nodige bescherming zullen genieten van de strijdkrachten van de Verenigde Naties;
3. de Organisatie van de Verenigde Naties « niet het recht heeft de gronden over te dragen of belangrijke wijzigingen in de installaties aan te brengen » en, bij de bepaling van de duur van haar beheer « ten volle rekening zal moeten houden met de rechtmatige belangen van de partijen, de onder hen afgesloten akkoorden en de noodzakelijkheid om te gelegener tijd onderhandelingen over het lot van de basissen te voeren ».

De Belgische Regering neemt akte ervan dat de Organisatie van de Verenigde Naties zich met betrekking tot het beheer van de basissen zal inspireren op de algemene beginselen van het burgerlijk recht betreffende de voorlopige waarneming van eens anders zaak.

Zij verstaat dat de dienstverstrekkings voor het onderhoud van de basissen ten laste zijn van België en dat de dienstverstrekkings voor de Organisatie van de Verenigde Naties door deze zullen worden betaald.

Met zeer bijzondere hoogachting,

(w.g.) Walter LORIDAN.

ANNEXE XV.

Lettre de l'Ambassadeur de Belgique à Léopoldville
au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du
Congo.

Léopoldville, le 20 mars 1964.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention, signée
ce jour, par laquelle le Gouvernement du Royaume
de Belgique renonce au profit du Gouvernement de
la République du Congo, à tous ses droits sur les bases
de Kamina et du Bas-Congo et les installations qui y
sont érigées.

Je tiens, par la présente, à vous informer que ces
bases sont mises à la disposition de votre Gouverne-
ment à dater de ce jour.

Ces bases et leurs installations sont mises à votre
disposition dans l'état où elles se trouvent, et qui est
constaté dans le document ci-joint, par lequel l'Orga-
nisation des Nations Unies remet à la Belgique, qui
les transmet immédiatement au Congo, les bases et
installations qui y sont décrites.

D'autre part, ainsi que cela a été énoncé à diverses
reprises, au cours des réunions de la commission tri-
partie créée à la demande de votre Gouvernement, la
remise de ces bases ne peut comporter aucune inci-
dence sur le contentieux qui reste à régler entre l'Or-
ganisation des Nations Unies et la Belgique, au sujet
de ces bases.

J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et
la réponse de Votre Excellence constituent accord
entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les
assurances de ma haute considération.

Comte de Kerchove de Denterghem,
Ambassadeur de Belgique.

BIJLAGE XV.

Brief van de Ambassadeur van België te Leopoldstad
aan de Staatssecretaris voor Buitenlandse Zaken van
Kongo.

Leopoldstad, 20 maart 1964.

Mijnheer de Staatssecretaris,

Ik heb de eer mij te refereren aan het verdrag dat
heden is ondertekend en waarbij de Regering van het
Koninkrijk België ten voordele van de Regering van de
Republiek Kongo afziet van al haar rechten op de basis-
sen te Kamina en in Beneden-Kongo, en op de inrichtin-
gen die daar zijn opgetrokken.

Ik hecht eraan U bij deze mede te delen dat die basis-
sen met ingang van heden ter beschikking zijn gesteld
van uw Regering.

Die basissen en inrichtingen zijn te uwer beschikking
gesteld in de staat waarin zij zich bevinden, welke staat
vastgesteld is in bijgaand document, waarbij de Orga-
nisatie van de Verenigde Naties de basissen en de
daarin beschreven inrichtingen aan België teruggeeft,
welk land ze onmiddellijk aan Kongo overdraagt.

Aande andere kant kan, zoals herhaaldelijk is gezegd
op de vergaderingen van de drie-partijencommissie die
op verzoek van uw Regering is opgericht, de overdracht
van die basissen geen weerslag hebben op de geschil-
len over die basissen die nog tussen de Organisatie van
de Verenigde Naties en België moeten worden geregeld.

Ik heb de eer voor te stellen deze brief en het ant-
woord daarop van Uwe Excellentie te beschouwen als
een overeenkomst tussen onze beide Regeringen.

Met zeer bijzondere hoogachting,

(w.g.) Graaf de Kerchove de Denterghem,
Ambassadeur van België.

ANNEXE XVI.

BIJLAGE XVI.

Réponse du Secrétaire d'Etat à l'Ambassadeur de Belgique.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour et dont la teneur est la suivante :

« Monsieur le Secrétaire d'Etat,

» J'ai l'honneur de me référer à la Convention signée ce jour, par laquelle le Gouvernement du Royaume de Belgique renonce, au profit du Gouvernement de la République du Congo, à tous ses droits sur les bases de Kamina et du Bas-Congo et les installations qui y sont érigées.

» Je tiens, par la présente, à vous informer que ces bases sont mises à la disposition de votre Gouvernement à dater de ce jour.

» Ces bases et leurs installations sont mises à votre disposition dans l'état où elles se trouvent, et qui est constaté dans le document ci-joint, par lequel l'Organisation des Nations Unies remet à la Belgique, qui les transmet immédiatement au Congo, les bases et installations qui y sont décrites.

» D'autre part, ainsi que cela a été énoncé à diverses reprises, au cours des réunions de la commission tripartite créée à la demande de votre Gouvernement, la remise de ces bases ne peut comporter aucune incidence sur le contentieux qui reste à régler entre l'Organisation des Nations Unies et la Belgique, au sujet de ces bases.

» J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et la réponse de Votre Excellence constituent accord entre nos deux Gouvernements. »

J'ai l'honneur de faire part à votre Excellence de l'accord du Gouvernement congolais sur ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Léopoldville, le 20 mars 1964.

Le Secrétaire d'Etat,
M. LENGEMA,

Antwoord van de Staatssecretaris aan de Ambassadeur van België.

Mijnheer de Ambassadeur,

Ik heb de eer mij te refereren aan de brief die uwe Excellentie mij heden heeft gelieven te zenden en waarvan de inhoud luidt als volgt :

« Mijnheer de Staatssecretaris,

» Ik heb de eer mij te refereren aan het verdrag dat heden is ondertekend en waarbij de Regering van het Koninkrijk België ten voordele van de Regering van de Republiek Kongo afziet van al haar rechten op de basissen te Kamina en in Beneden-Kongo en op de inrichtingen die daar zijn opgetrokken.

» Ik hecht eraan U bij deze mede te delen dat die basissen met ingang van heden ter beschikking zijn gesteld van uw Regering.

» Die basissen en de inrichtingen zijn te uwer beschikking gesteld in de staat waarin zij zich bevinden, welke staat vastgesteld is in bijgaand document, waarbij de Organisatie van de Verenigde Naties de basissen en de daarin beschreven inrichtingen aan België teruggeeft, welk land ze onmiddellijk aan Kongo overdraagt.

» Aan de andere kant kan, zoals herhaaldelijk is gezegd op de vergaderingen van de drie-partijencommissie die op verzoek van uw Regering is opgericht, de overdracht van die basissen geen weerslag hebben op de geschillen over die basissen die nog tussen de Organisatie van de Verenigde Naties en België moeten worden geregeld.

» Ik heb de eer U voor te stellen deze brief en het antwoord daarop van Uwe Excellentie te beschouwen als een overeenkomst tussen onze beide Regeringen. »

Ik heb de eer aan uwe Excellentie mede te delen dat de Kongolese Regering met het vorenstaande akkoord gaat.

Met zeer bijzondere hoogachting,

Leopoldstad, 20 maart 1964.

De Staatssecretaris,
(w.g.) M. LENGEMA.